

DOCUMENT RESUME

ED 430 900

SO 030 677

AUTHOR Dilworth, Ralph
TITLE Systemes politiques et economiques: guide d'encadrement
(Political and Economic Systems: Training Guide).
INSTITUTION Alberta Dept. of Education, Edmonton.
ISBN ISBN-0-7785-0276-7
PUB DATE 1998-00-00
NOTE 317p.; For related student companion volume, see SO 030 676.
Illustrated by Francois Richardier.
AVAILABLE FROM Alberta Dept. of Education, 11160 Jasper Avenue, Edmonton,
Alberta, T5K 0L2 Canada; Tel: 403-427-2940.
PUB TYPE Guides - Classroom - Teacher (052)
LANGUAGE French
EDRS PRICE MF01/PC13 Plus Postage.
DESCRIPTORS Citizenship Education; *Civics; *Economics; *Economics
Education; Foreign Countries; *Government (Administrative
Body); *Government Role; Political Science; Secondary
Education; Social Studies; Teaching Guides; Units of Study
IDENTIFIERS Canada

ABSTRACT

This teacher's training guide is the companion volume to "Systemes politiques et economiques," to help high school students learn about political and economic systems. Divided into seven sections, section 1 offers directions and suggestions on how to use the student volume including how to utilize the cartoon drawings that accompany the student text. Section 2 explains the organization of the student volume in table format identifying the featured topics presented in each chapter, supporting activities, key concepts, and important general ideas. Section 3 provides the teacher with supporting material for each chapter including diagrams, cartoons, and background information. Section 4 presents the answers to student activity exercises. Section 5 offers two or three versions of student tests for each chapter. Section 6 contains three comprehensive multiple choice examinations, one for political systems and two for economic systems. Section 7 is the answer key for the examinations in section 6. (RH)

* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *

ED 430 900

SO 030 677

U.S. DEPARTMENT OF EDUCATION
Office of Educational Research and Improvement
EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION
CENTER (ERIC)

- ☒ This document has been reproduced as
received from the person or organization
originating it.
- ☐ Minor changes have been made to
improve reproduction quality.
- Points of view or opinions stated in this
document do not necessarily represent
official OERI position or policy.

PERMISSION TO REPRODUCE AND
DISSEMINATE THIS MATERIAL HAS
BEEN GRANTED BY

C. ANDREWS

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES
INFORMATION CENTER (ERIC)

1

BEST COPY AVAILABLE

2

Systemes politiques et économiques

GUIDE D'ENCADREMENT

RALPH DILWORTH
AUTEUR

François Richardier
Illustrateur

**Alberta
Education
1998**

Ce guide d'encadrement accompagne le manuel intitulé *Systemes politiques et économiques*, élaboré spécifiquement pour le cours d'Études sociales 30, sujet A « Idéologies politiques et économiques », du programme d'études sociales de l'Alberta.

Le manuel ainsi que le guide ont été conçus pour être utilisés aussi bien en situation d'apprentissage dans une salle de classe régulière, qu'en apprentissage autonome ou en apprentissage à distance.

Alberta. Alberta Education. Direction de l'éducation française Systèmes politiques et économiques — Guide d'encadrement

Auteur : Ralph Dilworth, M. Éd.
Illustrateur : François Richardier
Gestion de projet : Denise Stocco
Traitement de texte et infographie : Marthe Corbeil
Révision linguistique : René Ladsous et Jocelyne Bélanger

DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION (ALBERTA EDUCATION)

Dilworth, Ralph
Systèmes politiques et économiques : guide d'encadrement.

ISBN 0-7785-0276-7

I. Sciences sociales -- Étude et enseignement (Secondaire) -- Alberta. 2. Institutions politiques comparées. I. Titre.
II. Alberta. Alberta Education. Direction de l'éducation française.

H62.5.C2.D581 1998 300.7

© 1998, la Couronne du chef de la province de l'Alberta, représentée par le ministre de l'Éducation, Alberta Education, Direction de l'éducation française, 11160, avenue Jasper, Edmonton (Alberta) T5K 0L2.

Téléphone : (403) 427-2940

Télécopieur : (403) 422-1947

Adel : <http://ednet.gov.ab.ca>

Alberta Education autorise **uniquement** la reproduction par photocopie d'extraits pour utilisation à des fins pédagogiques et sans but lucratif.

Nous remercions les maisons d'édition et les journaux qui ont accepté de nous laisser reproduire des extraits de leurs œuvres. Tous les efforts possibles ont été faits pour retrouver la source de chaque extrait. Veuillez signaler toute erreur ou omission à Alberta Education.

Cette publication est destinée au(x) :	
Élèves	
Enseignants	✓
Administrateurs (directeurs, directeurs généraux)	
Parents	
Grand public	

Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Distribution : Learning Resources Distributing Centre
Customer Service and Sales
12360 - 142^e Rue
Edmonton, AB T5L 4X9

Téléphone : (403) 427-2940

Télécopieur : (403) 422-9750

Adel : <http://www.lrdc.edc.gov.ab.ca>

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	v
Avant-propos	vii
Section I — Précisions et suggestions	I-1
Section II — Organisation du contenu du manuel	II-1
Section III — Matériel complémentaire	III-1
Section IV — Réponses aux activités du manuel	IV-1
Section V — Contrôle et évaluation par chapitre — Fiches pour élèves	V-1
Section VI — Contrôle et évaluation — Examens à choix multiples	VI-1
Examen A - Systèmes politiques	VI-A-1
Examen B - Systèmes économiques : Option a	VI-B-a-1
- Systèmes économiques : Option b	VI-B-b-1
Section VII — Contrôle et évaluation — Corrigés	VII

REMERCIEMENTS

La Direction de l'éducation française tient à reconnaître la contribution exceptionnelle de l'auteur du manuel, Ralph Dilworth, enseignant à Western Canada High School, Calgary, qui a élaboré ce guide, celle de François Richardier, illustrateur, et celle de Denise Stocco qui a géré le projet.

Nous sommes heureux de souligner la précieuse contribution du personnel de l'unité de production de la Direction de l'éducation française à la bonne réalisation de ce guide : Marthe Corbeil, René Ladsous et Jocelyne Bélanger.

Nous voulons remercier également les enseignants des écoles suivantes qui ont fait l'expérimentation : William Aberhart High School, St. Mary's High School et Western Canada High School, Calgary; Ardrossan Junior/Senior High School, Ardrossan; Lethbridge Collegiate Institute, Lethbridge; École Maurice-Lavallée, Edmonton; Parkland Composite High School, Hinton; Crescent Heights High School, Medicine Hat; et Paul Kane High School, St. Albert.

La Direction de l'éducation française

AVANT-PROPOS

Nous vous invitons à parcourir ce guide afin de vous familiariser avec son contenu. Vous y trouverez les sections suivantes :

SECTION I - PRÉCISIONS ET SUGGESTIONS

Cette partie contient des précisions relatives au manuel et au guide ainsi qu'à leur utilisation.

SECTION II - ORGANISATION DU CONTENU DU MANUEL

Le plan présenté offre une vue d'ensemble du manuel et de sa conformité au programme d'études sociales 30, sujet A. Vous y trouverez un échéancier ainsi qu'une liste des activités, des concepts et des généralisations qui sont abordés dans chaque chapitre. Ce plan devrait permettre aux accompagnateurs d'élèves travaillant de façon autonome ou à distance, d'établir avec eux un échéancier détaillé pour la lecture des chapitres, l'exécution des activités et les tests de contrôle et d'évaluation. On trouvera aussi, dans cette section, un sommaire de toute l'évaluation proposée.

SECTION III - MATÉRIEL COMPLÉMENTAIRE

Cette section contient du matériel qui n'est pas dans le manuel. Les enseignants décideront de la façon dont ils veulent s'en servir. Certaines pages auxquelles on pourrait ajouter des schémas, tableaux, lignes chronologiques photocopiés dans le manuel peuvent servir de transparents pour la médiation en salle de classe. Les articles de journaux et textes inclus pourraient être utiles pour des projets de recherche. D'autres sont destinés aux élèves capables d'aller au-delà des exigences du programme et ayant besoin de défis.

SECTION IV - RÉPONSES AUX ACTIVITÉS

Cette section offre des réponses possibles aux questions posées sous les rubriques « Activités » et « Approfondissement » dans le manuel. Vous pouvez les consulter vous-même ou bien en faire des photocopies de temps à autre pour les élèves. Pour les élèves travaillant à distance ou de façon autonome, il sera nécessaire d'établir avec eux à l'avance les activités requises. On pourra leur remettre ensuite les réponses pour qu'ils puissent vérifier leur travail.

SECTION V - CONTRÔLE ET ÉVALUATION PAR CHAPITRE — FICHES POUR ÉLÈVES

SECTION VI - CONTRÔLE ET ÉVALUATION — EXAMENS À CHOIX MULTIPLES

SECTION VII - CONTRÔLE ET ÉVALUATION — CORRIGÉS

La section V contient des « quiz » et des examens à choix multiples, pour chaque chapitre. La section VI contient un examen sur les systèmes politiques qu'on pourrait donner après le chapitre 5 et deux examens sur les systèmes économiques qu'on pourrait donner après le chapitre 10. On peut utiliser le tout tel quel ou les adapter selon les besoins des élèves. En général, il y a deux choix d'évaluation par chapitre — un choix de questions à réponse élaborée, et un choix de questions à mots manquants. On peut également accorder des notes à n'importe quelle *activité* du manuel; certaines s'y prêtent mieux que d'autres. Il revient aux enseignants de faire des choix et de décider ce qui est à évaluer et comment le faire. La section VII contient les corrigés.

SECTION I

PRÉCISIONS ET SUGGESTIONS

Cette section contient des précisions relatives au manuel et au guide ainsi qu'à leur utilisation.

PRÉCISIONS ET SUGGESTIONS

Vous trouverez ci-dessous des informations au sujet du manuel *Systèmes politiques et économiques* et du guide d'encadrement.

Le **manuel**, destiné aux élèves, s'emploie à expliquer et à explorer les concepts et les généralisations au programme d'études et à mettre en œuvre les habiletés reliées aux processus mentaux requises pour intégrer le contenu proposé. Il a été rédigé pour utilisation en situation d'apprentissage dans une salle régulière, en apprentissage autonome ou en apprentissage à distance. Puisque certains élèves seront obligés de l'utiliser seuls, nous avons pris soin d'expliquer les idées avec autant de précision et de les illustrer avec autant d'exemples que possible. Nos explications, par conséquent, peuvent parfois sembler longues. Il importe de se souvenir que pour les élèves qui travaillent plus ou moins seuls, des explications minutieuses sont souvent nécessaires.

Le manuel comprend dix chapitres organisés comme suit :

Préface : Les systèmes politiques
Chapitre 1 : Les idéologies
Chapitre 2 : Théories politiques générales
Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique
Chapitre 4 : Les régimes démocratiques
Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux
Synthèse
Préface : Les systèmes économiques
Chapitre 6 : Théories économiques générales
Chapitre 7 : Les économies libérales ou de marché
Chapitre 8 : L'économie mixte et l'État-providence
Chapitre 9 : L'économie centralisée
Chapitre 10 : Tendances politiques et économiques actuelles
Synthèse

Le premier chapitre est consacré à une introduction générale aux idéologies. Il est d'une importance capitale, car il établit les fondements pour l'étude des concepts qui sont explorés en détail dans les chapitres ultérieurs. L'élève qui maîtrise la matière présentée dans ce chapitre sera bien préparé pour le reste du cours.

Les lectures et activités incluses dans le manuel ont été choisies pour répondre le mieux possible aux exigences du sujet A du programme d'études sociales de la 12^e année. Il appartient néanmoins à chaque enseignant de sélectionner soigneusement les lectures et les activités à faire en salle de classe, en tenant compte des besoins et des niveaux des élèves et du temps dont il dispose. Certaines sections du livre, particulièrement dans les chapitres trois et quatre, traitent de sujets que les élèves ont étudiés lors de cours antérieurs. C'est le cas du système parlementaire, des élections ou du droit de vote par exemple. Vous pourrez en faire une révision rapide, après avoir vérifié le degré de compréhension des élèves de ces sujets. Par contre, les chapitres qui traitent des dictatures et de l'économie sont des sujets relativement nouveaux et requièrent plus de temps.

La section **Activité** se retrouve régulièrement à travers le manuel. Elle a pour but de permettre aux élèves de mieux assimiler le contenu, de vérifier leur compréhension et de mettre en œuvre leurs habiletés de pensée. C'est à vous de décider de les donner comme devoir, de les discuter en classe ou de ne pas les faire.

La section **Approfondissement** du manuel contient des lectures et/ou des activités destinées aux classes et aux élèves plus forts. De même, le guide, dans la section **Matériel complémentaire**, contient quelques activités d'enrichissement pour élèves, qui vont au-delà des exigences du programme. Il vous appartiendra de décider si vous voulez les utiliser ou non en fonction du niveau de vos élèves.

Finalement, le design et la conception du manuel ont été pensés en fonction de l'apprenant et du support à lui donner pour lui permettre de mieux s'approprier son apprentissage. Les pages XIII et XIV intitulées **Aide à l'apprentissage** dans le manuel offre la liste des appuis incorporés à cet effet. Pour renforcer leur médiation, les enseignants qui le désirent, pourront faire des transparents de tableaux, schémas, ou lignes chronologiques qui se trouvent dans le manuel. Les caricatures et bandes dessinées qu'on retrouve à travers le manuel sont un exemple d'appui fourni à l'élève. Elles ont été conçues spécifiquement pour illustrer des concepts et thèmes du manuel. Vous pourriez examiner avec les élèves la fiche *Une histoire d'entrepreneurs*, qui se trouve à la page suivante, pour attirer leur attention sur cet appui et la façon dont les caricatures et bandes dessinées peuvent les aider à apprendre, comprendre et synthétiser.

Les caricatures offrent d'excellentes occasions pour développer l'esprit critique des élèves. La lecture et l'analyse de caricatures font partie des exigences du programme d'études sociales et se retrouvent dans les examens du diplôme. Il serait utile de revoir les éléments qui font partie de l'analyse d'une caricature en début de cours. Vous pourriez utiliser à cet effet la fiche *Comment lire une caricature* qui se trouve aux pages suivantes.

Une histoire d'entrepreneurs



Concepts : le marché, l'offre et la demande, la compétition, la rareté

COMMENT LIRE UNE CARICATURE

De par leur nature, les caricatures traitent de controverse, et prêtent souvent à controverse elles-mêmes. Elles visent à avoir un impact direct sur le lecteur. Elles exagèrent la réalité ou les traits physiques d'individus; elles traitent de sujets sérieux de façon irrespectueuse ou légère; elles illustrent souvent un point de vue ou un parti pris non acceptables, injustes ou inéquitables pour faire ressortir l'absurdité ou l'horreur d'une situation. Elles mettent les personnages dans des situations cocasses, embarrassantes ou contraires aux valeurs de la société.

Pour exploiter une caricature à fond, on doit tenter de :

- cerner le sujet (problème, événement);
- identifier les principaux personnages;
- identifier les symboles, la légende, le titre;
- identifier le but de la caricature — ridiculiser, expliquer, illustrer un événement, une injustice;
- identifier des indices (panneaux, macaron, références historiques ou contemporaines);
- identifier les techniques utilisées — déformation de traits, exagération, stéréotype, symboles, contraste (taille), ombrage, humour;
- déterminer le point de vue du caricaturiste (préjugé, parti pris, biais);
- déterminer un point de vue qui serait l'opposé.

La page suivante contient une caricature et un modèle d'analyse.



Caricature du *Globe and Mail*, Saturday, February 23, 1991.

Il s'agit ici, à première vue, d'une caricature sur le thème des relations entre les États-Unis et l'Iraq. Dans la première partie de la caricature, nous voyons l'ancien Président américain George Bush en train de parler avec ses généraux. Notez le drapeau américain qui aide à mieux situer le contexte ainsi que l'air perplexe des généraux. Évidemment la solution au problème posé par le Président leur échappe.

La deuxième partie de la caricature présente l'arrivée joyeuse en Iraq d'un groupe d'experts constitutionnels canadiens. Voici la réponse aux vœux du Président : la façon d'affaiblir l'Iraq est de doter ce pays du Moyen-Orient de problèmes constitutionnels à l'exemple du Canada. Nous constatons maintenant que cette caricature fait un commentaire sur la situation au Canada, et non pas sur celle de l'Iraq ou des relations entre ce pays et les États-Unis. Le caricaturiste semble être de l'avis que les problèmes d'ordre constitutionnel au Canada sapent ce pays de son énergie et l'empêchent de jouer le rôle qui lui revient sur la scène internationale.

Ce commentaire sérieux sur une des préoccupations constantes au Canada (la constitution) s'accompagne d'un humour recherché. Notez le visage de Bush. Le caricaturiste en a exagéré les traits rugueux. Les généraux couverts de médailles et de décorations se grattent le menton pour indiquer leur perplexité devant la difficulté du problème. Notez ensuite la joie et l'enthousiasme démontrés par les experts constitutionnels canadiens. Surexcités par le travail qui les attend, ces gens ne touchent même pas le sol. Nous avons l'impression qu'ils sont animés d'une passion illimitée pour les questions constitutionnelles. Le caricaturiste se moque évidemment de cette « industrie canadienne » qui se perpétue sans aboutir.

En dernier lieu, remarquons la façon très concise d'évoquer l'Iraq. Le barbelé et l'explosion d'une bombe dans l'air créent immédiatement l'impression d'un État violent et instable. Sous tous les angles, c'est une caricature savante et drôle qui jette une lumière différente sur un sujet d'actualité.

SECTION II

ORGANISATION DU CONTENU DU MANUEL

Cette section illustre par un plan l'organisation du contenu dans le manuel, sa conformité au programme d'études sociales 30, sujet A, de l'Alberta et suggère le temps à consacrer à chaque chapitre. On y trouve aussi un sommaire de toute l'évaluation proposée.

Plan d'organisation du contenu et échéancier

<i>Volets du chapitre</i>	<i>Activités</i>	<i>Concepts*</i>	<i>Généralisations*</i>
Chapitre 1 — Durée suggérée : 1 semaine (semestre) ou 11 % du temps			
- La nature humaine - La nature humaine et la politique - Les idéologies — des définitions - Classification des idéologies - Les idéologies et le rôle du gouvernement - Interventionnisme et le domaine public - Les idéologies — Études de cas - Les idéologies et les partis politiques	- Facteurs influant sur le choix d'un système politique et économique - Caractéristiques de la nature humaine - Vision de l'être humain - Ébauche d'une idéologie personnelle - Droite et gauche - Interventionnisme - Le libéralisme - Le conservatisme américain - Le conservatisme canadien - Le discours socialiste - Une comparaison des idéologies	- Valeurs - Idéologie - Individualisme - Interventionnisme - Bien-être individuel et collectif - Entreprise publique - Entreprise privée	- Les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques et économiques.
Chapitre 2 — Durée suggérée : 1/2 semaine (semestre) ou 5,6 % du temps			
- Pourquoi étudier le gouvernement? - Classification des gouvernements - Finalités des gouvernements - Moyens utilisés par des gouvernements - La configuration de l'État - Les constitutions	- Classification des gouvernements - L'État unitaire - Le fédéralisme ou la centralisation - Les constitutions	- Pouvoir - Prise de décisions - Structure du gouvernement — régime fédéral, régime unitaire - Constitutions	- Les systèmes sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société.

* Les énoncés se trouvant dans les rubriques « Concepts » et « Généralisations » s'appliquent souvent à plus d'un chapitre.

<i>Volets du chapitre</i>	<i>Activités</i>	<i>Concepts*</i>	<i>Généralisations*</i>
Chapitre 3 — Durée suggérée : 3/4 semaine (semestre) ou 11 % du temps			
- La participation des citoyens - Les intermédiaires de la vie politique	- Droit de vote - L'exercice du droit de vote - Scrutin majoritaire uninominal à un tour - Le scrutin proportionnel - Idées alternatives	- Essai argumentatif — droits individuels et collectifs - Les partis politiques canadiens - Partis politiques : Projet de recherche - Les groupes de pression - Les médias de masse	- Les systèmes sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société.
Chapitre 4 — Durée suggérée : 1 semaine (semestre) ou 11 % du temps			
- Fondements de la démocratie - Les systèmes parlementaires - Le système présidentiel - Tendances et défis actuels	- Les origines de la démocratie - Les formes alternatives de la démocratie - Un gouvernement démocratique est-il pire qu'une dictature? - Le parlementarisme - Le Cabinet canadien et d'autres personnages importants - Comparaison des systèmes parlementaires britannique et canadien - Le système américain - Premier ministre ou Président : qui a le plus de pouvoir? - La politique de demain	- Démocratie	- Les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière démocratique. - Les systèmes politiques diffèrent en pratique de la théorie. - Les systèmes politiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes. - Les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques.

<i>Volets du chapitre</i>	<i>Activités</i>	<i>Concepts*</i>	<i>Généralisations*</i>
Chapitre 5 — Durée suggérée : 1 1/2 semaine (semestre) ou 16,7 % du temps			
- Classification des dictatures - Les techniques des dictatures - Les dictatures communistes - Lénine - Le régime politique soviétique - Le stalinisme - L'évolution politique du régime — de Staline à Eltsine - Le fascisme et le national-socialisme - Le fascisme en Italie - Le national-socialisme en Allemagne - Maxisme, néo-nazisme et extrémisme nationaliste - D'autres régimes dictatoriaux	- Formes de dictatures - Les régimes autoritaire et totalitaire - Les techniques des dictatures - La dialectique - Le marxisme-léninisme - Lénine - Le régime soviétique politique - Le stalinisme - L'évolution politique en URSS/Russie - La philosophie fasciste - Le fascisme italien - Le national-socialisme et Hitler - Le néo-fascisme et les groupes d'extrême-droite - D'autres régimes dictatoriaux	- Dictature - Collectivisation - Totalitarisme - Collectivisme	- Les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière dictatoriale. - Le rôle de l'individu dans la société est affecté par l'importance accordée au bien collectif et à l'individualisme. - Les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays dictatoriaux.
Chapitre 6 — Durée suggérée : 1/4 semaine (semestre) ou 2,7 % du temps			
- La rareté - Trois questions fondamentales - Les systèmes économiques - Encadrement politique des systèmes économiques	- Questions économiques - Projet de recherche - Combinaisons des systèmes politiques et économiques	- Rareté - Systèmes économiques	- Les systèmes économiques sont organisés en vue de la production et de la distribution des biens et des services dans la société.

<i>Volets du chapitre</i>	<i>Activités</i>	<i>Concepts*</i>	<i>Généralisations*</i>
Chapitre 7 — Durée suggérée : 1 1/2 semaine (semestre) ou 16,7 % du temps			
- La théorie du libéralisme économique - Le fonctionnement de l'économie de marché - La défense de l'économie de marché - La critique de l'économie libérale - La Grande Dépression de 1929 — l'économie de marché en crise - Le néo-libéralisme	- Adam Smith et les principes fondamentaux du libéralisme économique. - L'économie de marché et l'opération de la Bourse - Le fonctionnement de l'économie libérale - La défense de l'économie libérale - La base égoïste du libéralisme économique - Le coût humain du libéralisme économique - Le libéralisme économique et les États-Unis - La Grande Dépression - Le néo-libéralisme	- Entreprise privée - Capitalisme - Économie de marché - Cycle économique - Dépression	- Les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise privée. - Les systèmes économiques diffèrent en pratique de la théorie.
Chapitre 8 — Durée suggérée : 1 1/2 semaine (semestre) ou 16,7 % du temps			
- J. S. Mill et le libéralisme réformé - J. M. Keynes — Argument économique pour l'interventionnisme - De Keynes à l'économie mixte et à l'État-providence - La critique de la social-démocratie - L'interventionnisme — l'argument moral - Étude de cas — la Saskatchewan - Les États-providence : un survol de la pratique - L'État-providence sous attaque - Tendances actuelles des régimes sociaux-démocrates	- J. S. Mill et le libéralisme réformé - Keynes et le keynésianisme - La pratique de l'interventionnisme et de la social-démocratie - L'État-providence - La critique de la social-démocratie - Les cas de la Nouvelle-Zélande et de l'Alberta - Le cas de la Norvège	- Socialisme - Économie mixte - Nationalisation - Intervention - Socialisme démocratique	

<i>Volets du chapitre</i>	<i>Activités</i>	<i>Concepts*</i>	<i>Généralisations*</i>
Chapitre 9 — Durée suggérée : 1/2 semaine (semestre) ou 5,6 % du temps			
- Premiers pas vers une économie centralisée - Organisation et fonctionnement d'une économie centralisée - Caractéristiques de l'économie soviétique - Moyens et premiers résultats - Évolution et bilan économique - Réformes, ruptures et nouveau départ - Évaluation de la performance des pays à économie centralisée	- L'économie et les premières années du régime communiste en URSS - Fonctionnement d'une économie centralisée - Caractéristiques fondamentales de l'économie soviétique - Moyens et premiers résultats - Bilan économique - Réformes, ruptures et nouveau départ	- Économie planifiée - Socialisme - Adaptation	- Les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise publique.
Chapitre 10 — Durée suggérée : 1/2 semaine (semestre) ou 5,6 % du temps			
- La mondialisation des marchés - Autres tendances	- La mondialisation des marchés - Augmentation des inégalités	- Mondialisation	- De nouveaux problèmes et idées contestent les croyances et pratiques politiques et économiques traditionnelles.

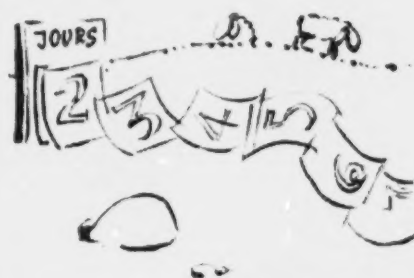
Sommaire de l'évaluation

Chapitres	Nature de l'évaluation	Pointage
Chapitre 1	Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2 Contrôle — Option 3	10 points 30 points 25 points
Chapitre 2	Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	30 points 20 points
Chapitre 3	Essai argumentatif Projet de recherche sur les partis politiques Projet sur les médias de masse Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	30 points à déterminer 20 points 25 points 20 points
Chapitre 4	Résumé — Commentaire Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	20 points 30 points 40 points
Chapitre 5	Projet de recherche sur des régimes dictatoriaux Activité de synthèse — Discussion à la table ronde Contrôle 1 — Option A Contrôle 1 — Option B Contrôle 2 — Option A Contrôle 2 — Option B Contrôle 3 — Option A Contrôle 3 — Option B	à déterminer à déterminer 30 points 25 points 40 points 35 points 30 points 25 points
Examen	Examen — Choix multiples Essai argumentatif	50 points 30 points
Chapitre 6	Projet de recherche Contrôle	à déterminer 15 points
Chapitre 7	Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	20 points 45 points
Chapitre 8	Projet de recherche — Option 1 : seul ou en groupe de travail Projet de recherche — Option 2 : à partir d'Internet ou des journaux Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	à déterminer à déterminer 28 points 50 points
Chapitre 9	Projet de recherche sur l'économie chinoise Activité de synthèse — Discussion à la table ronde Contrôle — Option 1 Contrôle — Option 2	à déterminer à déterminer 20 points 25 points
Chapitre 10	Contrôle	10 points
Examen	Examen — choix multiples — Options a ou b Essai argumentatif	35 points 30 points

SECTION III

MATÉRIEL COMPLÉMENTAIRE

Cette section contient du matériel qui n'est pas dans le manuel. On peut en faire des transparents. On pourra s'en servir pour la médiation, pour faire des projets de recherche, ou pour offrir des défis aux élèves capables d'aller au-delà des exigences du programme. La mention du chapitre auquel se rapporte le matériel apparaît dans le haut de la page.



DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DES THÉORIES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

ABSOLUTISME

Partisans ou sympathisants

Conservateurs
(ex. : Edmund Burke)

Valeurs :

tradition, loi et ordre, stabilité,
hostilité et méfiance envers le
peuple, foi dans le caractère
naturel de la stratification
sociale, maintien des privilèges
de l'aristocratie

Adversaires

Libéraux ou Démocrates
(ex. : John Locke)

Valeurs :

liberté, souveraineté du
peuple, individualisme,
égalitarisme, suffrage
universel, droit individuels,
responsabilité individuelle,
libre-échange

DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DES THÉORIES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

LIBÉRALISME*

**Partisans ou sympathisants
(capitalistes)**

Adversaires de l'absolutisme**

**Libéraux
réformés
(modernes)**

**Sociaux-
démocrates**

Communistes

Valeurs :

initiative privée,
entreprise privée,
responsabilité
individuelle, droits
économiques,
laissez-faire, profit
personnel, bonheur
personnel,
compétition,
matérialisme, bien-
être individuel
(appelés aussi parfois
les libéraux
classiques)

Valeurs :

libertés individuelles,
correction des abus du
capitalisme, économie
mixte, conscience
sociale, équilibre entre
bien-être personnel et
bien-être collectif

Valeurs :

égalité, contrôle
total de l'État, lutte
des classes,
coopération
obligatoire,
socialisation des
biens de production,
bien-être collectif

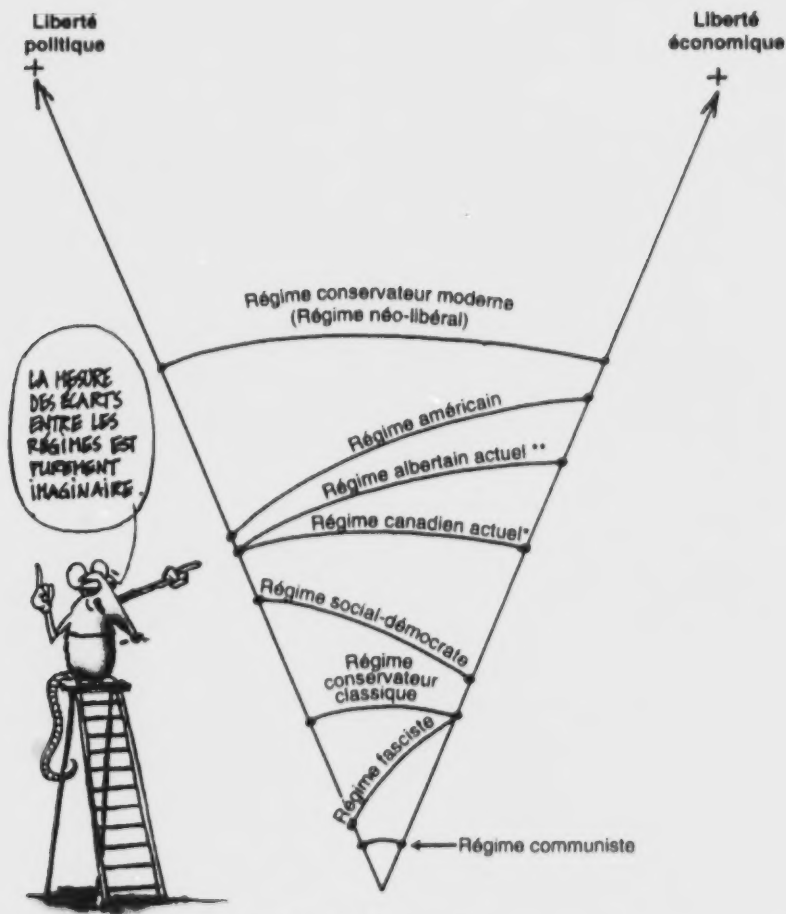
Valeurs :

libertés sociales, égalitarisme, bien-être
collectif, priorité à la communauté,
coopération, justice sociale, libertés
personnelles qui n'affectent en rien la liberté
des autres, économie mixte, la solidarité, État-
providence

* Les libéraux, éventuellement victorieux dans leur lutte contre les conservateurs, provoquent à leur tour une réaction et donnent naissance à des mouvements qui leur sont hostiles.

** Ce tableau indique l'éclatement en mouvements séparés des forces opposées à l'absolutisme.

ASSOCIATION ENTRE SYSTÈMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES



* Sous gouvernement libéral (J. Chrétien)
ou gouvernement progressiste-conservateur (B. Mulroney)
** Gouvernement progressiste-conservateur (R. Klein)

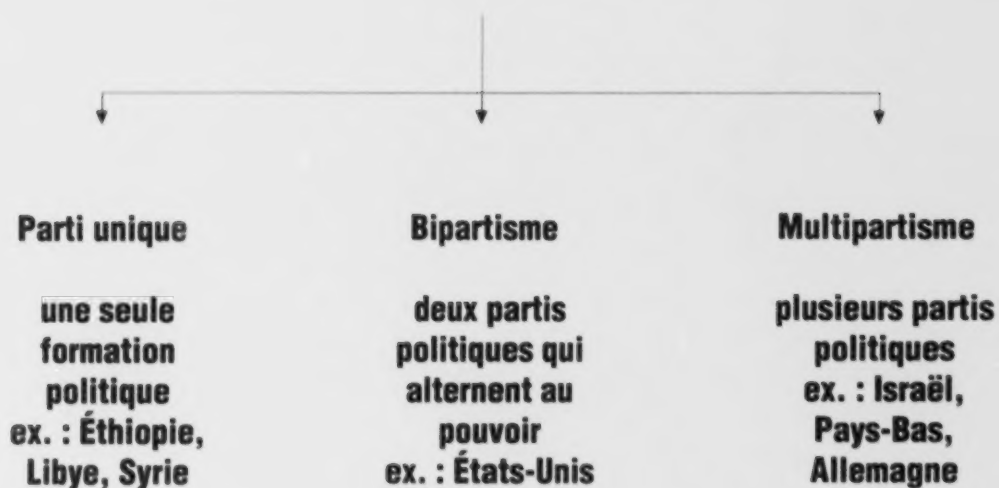
BEST COPY AVAILABLE

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LES PLUS RÉCENTES AU CANADA

1979				1980			
	% du vote	Nombre de sièges	% des sièges		% du vote	Nombre de sièges	% des sièges
PC	36	136	48,2	Lib.	44	147	52,1
Lib.	40	114	40,4	PC	33	103	36,5
NPD	18	26	9,2	NPD	20	32	11,3
C.S.	5	6	2,1			282	
		282					
1984				1988			
	% du vote	Nombre de sièges	% des sièges		% du vote	Nombre de sièges	% des sièges
PC	50	211	74,8	Lib.	43,7	169	57,3
Lib.	29	40	14,2	PC	32	83	28,1
NPD	18	30	10,6	NPD	20	43	14,6
Autres	3	1	0,4	Autres	5	0	0
		282				282	
1993				1997			
	% du vote	Nombre de sièges	% des sièges		% du vote	Nombre de sièges	% des sièges
Lib.	42	177	60	Lib.	38	155	51,5
Réforme	19	52	17,6	Réforme	19	60	19,9
PC	16	2	0,7	PC	19	20	6,6
B.Q.	14	54	18,3	B.Q.	11	44	14,6
NPD	7	9	3,1	NPD	11	21	7
Autres	4	1	0,3	Autres	2	1	0,3
		295				301	

SYSTÈMES DE PARTIS

Systèmes de partis



LE COLLÈGE ÉLECTORAL AMÉRICAIN

L'élection du Président repose sur un **mode de scrutin indirect** et sur le **Collège électoral**.

Bien que les noms des candidats présidentiels apparaissent sur les bulletins de vote, les Américains ne votent pas directement pour le Président. Ils choisissent plutôt, et cela dans chaque État, une liste de **Grands Électeurs qui se sont engagés à appuyer un des candidats présidentiels**. Le candidat présidentiel qui gagne le plus grand nombre de votes dans chaque État **obtient toutes les voix des Grands Électeurs dans cet État**. Les Grands Électeurs choisis dans les différents États forment le **Collège électoral** et c'est cette institution de 538 membres à l'heure actuelle qui choisit le Président. Lors de l'élection de 1996, Bill Clinton a obtenu 379 votes des Grands Électeurs et Bob Dole 159.

Le nombre de Grands Électeurs dans un État correspond au total de représentants et de sénateurs qui lui sont alloués. Ainsi, la Californie, l'État le plus peuplé de l'Union, compte 54 Grands Électeurs (52 représentants et 2 sénateurs), tandis que l'État du Montana, moins peuplé, n'en a que 3 (un représentant et deux sénateurs).

Le fonctionnement du Collège électoral

Comme vous pouvez le voir sur la carte des élections présidentielles de 1996 qui suit, Bill Clinton, le candidat démocrate, a remporté la plupart des États, mais ce qui est important pour lui, c'est qu'il remporte les États ayant le plus grand nombre de Grands Électeurs. Vous noterez, par exemple, qu'il a remporté entre autres :

- Californie – 54 Grands Électeurs
 - New York – 33 Grands Électeurs
 - Floride – 25 Grands Électeurs
 - Pennsylvanie – 23 Grands Électeurs
- et ainsi de suite, pour un total de 379 Grands Électeurs

Pour sa part, son rival, le candidat républicain, Bob Dole, a remporté :

- Texas – 32 Grands Électeurs
 - Caroline du Nord – 14 Grands Électeurs
 - Virginie – 13 Grands Électeurs
- et ainsi de suite, pour un total de 159 Grands Électeurs

Ayant rassemblé plus de la moitié des Grands Électeurs, Bill Clinton a reçu un deuxième mandat de Président des États-Unis.

Au niveau du vote populaire, la répartition était la suivante :

Clinton	49 %
Dole	41 %
Autres	10 %

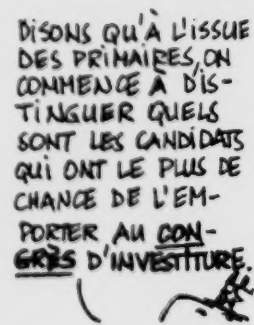
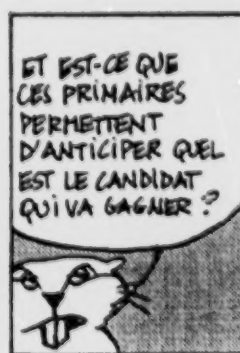
Pour être élu, un candidat présidentiel doit recueillir la moitié plus une voix des Grands Électeurs, soit 270 voix. Puisque le candidat gagnant dans chaque État remporte tous les Grands Électeurs de cet État, peu importe sa marge de victoire, il est possible de gagner une élection présidentielle sans emporter une majorité des voix, ou même sans gagner le plus de voix à l'échelle nationale. Cette situation s'est produite deux fois dans l'histoire américaine : en 1876, quand Hayes a triomphé sur Tilden, et en 1888, quand Harrison a battu Cleveland. Dans chaque cas, le candidat perdant avait gagné le vote populaire, mais avait perdu au niveau du vote au Collège électoral.

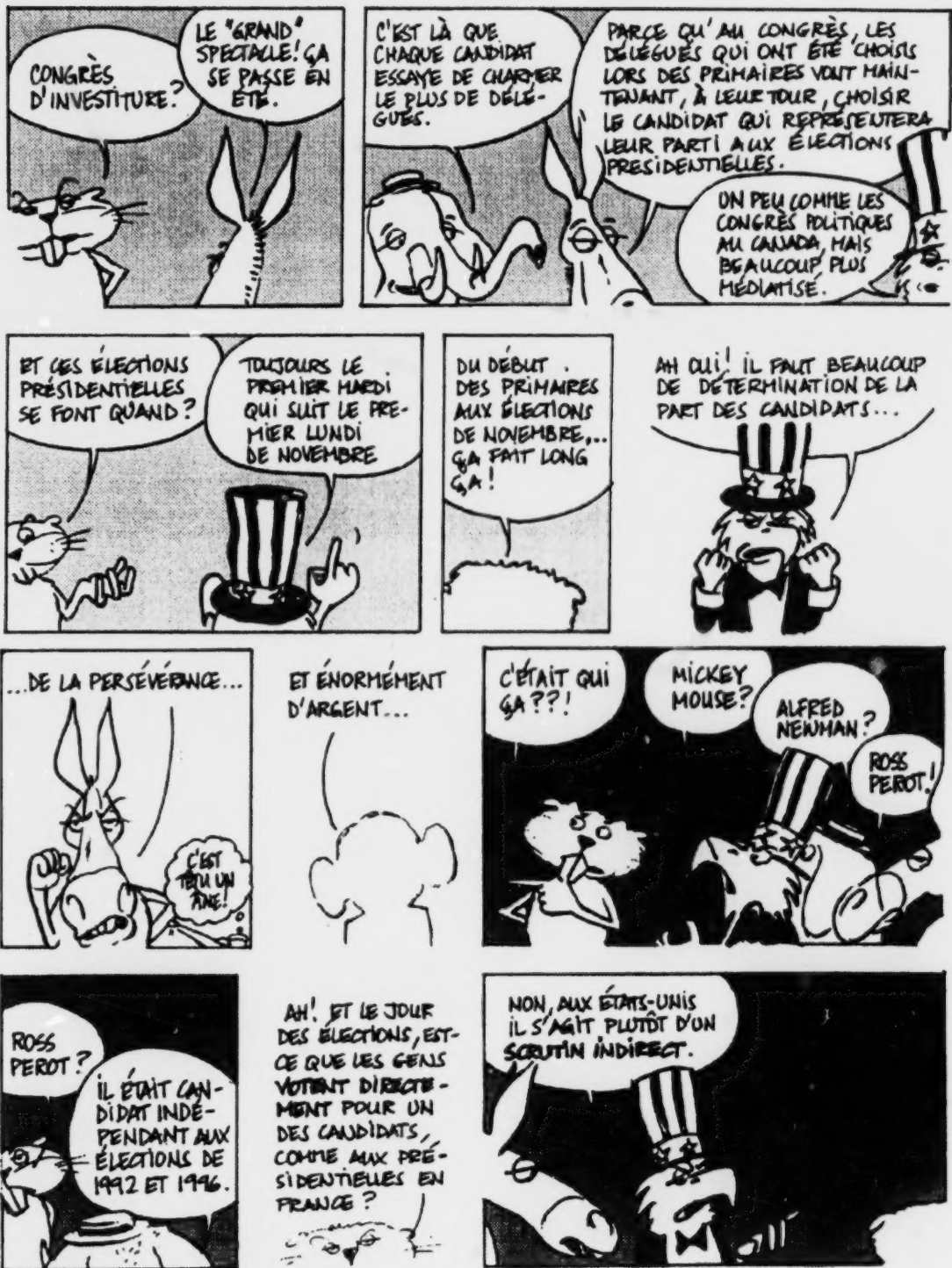
Ce système de vote indirect est reconnu comme étant archaïque par la plupart des observateurs. Toutefois, à l'encontre de ce qu'on pourrait croire, il n'y a pas de mouvement pour l'abolir. Sa raison d'être est surtout historique. Il semblerait que les fondateurs du pays voulaient instituer un contrepoids, même au niveau du vote de l'opinion des masses. Le Collège électoral donne la possibilité, en théorie du moins, d'une deuxième réflexion avant que le choix du Président devienne final.

Résultats des élections présidentielles de 1996



État	Clinton	Dole	Perot	État	Clinton	Dole	Perot
Alabama	662 165	769 044	92 14	Michigan	1 989 653	1 481 212	336 670
Alaska	80 380	122 746	26 333	Minnesota	1 120 438	766 476	257 704
Arizona	653 288	622 073	112 072	Mississippi	394 022	439 838	52 222
Arkansas	475 171	325 416	69 884	Missouri	1 025 935	890 016	217 188
Californie	5 119 835	3 828 380	697 847	Montana	167 922	179 652	55 229
Caroline du Nord	1 107 849	1 225 938	168 059	Nebraska	236 761	363 467	71 278
Caroline du Sud	506 283	573 458	64 386	Nevada	203 974	199 244	43 986
Colorado	671 152	691 848	99 629	New Hampshire	246 166	196 486	48 387
Connecticut	735 740	483 109	139 523	New Jersey	1 652 361	1 103 099	262 134
Dakota du Nord	106 905	125 050	32 515	New York	3 756 177	1 933 492	503 458
Dakota du Sud	139 333	150 543	31 250	Nouveau-Mexique	273 495	232 751	32 257
Delaware	140 355	99 062	28 719	Ohio	2 148 222	1 859 883	483 207
District of Columbia	158 220	17 339	3 611	Oklahoma	488 105	582 315	130 788
Floride	2 545 968	2 243 324	483 776	Oregon	649 641	538 152	121 221
Géorgie	1 053 849	1 080 843	146 337	Pennsylvanie	2 215 819	1 801 169	430 984
Hawaï	205 012	113 943	27 358	Rhode Island	233 050	104 683	43 723
Idaho	165 443	256 595	62 518	Tennessee	909 146	863 530	105 918
Illinois	2 341 744	1 587 021	346 408	Texas	2 459 683	2 736 167	378 537
Indiana	887 424	1 006 693	224 299	Utah	221 633	361 911	66 461
Iowa	620 258	492 644	105 159	Vermont	137 894	80 352	31 024
Kansas	387 659	583 245	92 639	Virginie	1 091 060	1 138 350	159 861
Kentucky	636 614	623 283	120 396	Virginie Occ.	327 812	233 946	71 639
Louisiane	927 837	712 586	123 293	Washington	1 123 323	840 712	201 003
Maine	312 788	186 378	85 970	Wisconsin	1 071 971	845 029	227 339
Maryland	966 207	681 530	115 812	Wyoming	77 934	105 388	25 928
Massachusetts	1 571 509	718 058	227 206				







COMPARAISON DES SYSTÈMES DE GOUVERNEMENT CANADIEN ET AMÉRICAIN

Le texte suivant est tiré d'un fascicule préparé par Eugène Forsey, un des grands spécialistes de la constitution canadienne. Le lecture de ce document clarifiera pour vous les différences entre les systèmes américain et canadien.

Les systèmes de gouvernement canadien et américain

Si le Canada et les États-Unis sont tous deux des démocraties et des États fédéraux, leur système de gouvernement présente des différences importantes.

Une première différence réside dans le fait que les États-Unis ont une langue — langue principale du gouvernement fédéral et de tous les États — et une culture uniques. Le Canada possède au contraire deux langues officielles. Les Pères de la Confédération ont voulu qu'il en soit ainsi.

La reconnaissance du bilinguisme par les pouvoirs publics est encore limitée, mais elle progresse. Par exemple, c'est à la demande expresse du gouvernement du Nouveau-Brunswick que le français et l'anglais ont été reconnus par la Constitution comme les langues officielles de cette province.

En Ontario, où vivent le plus grand nombre de francophones hors Québec, on trouve tout un réseau d'écoles où l'enseignement est donné en français; de plus, un nombre croissant de services en français sont offerts aux Franco-Ontariens. Plusieurs autres provinces se sont engagées sur la même voie.

[Selon] la Constitution, toutes les provinces, à l'exception du Québec, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, sont absolument libres d'avoir autant de langues officielles qu'elles le veulent, et ces langues peuvent même exclure le français et l'anglais. Par exemple, la Nouvelle-Écosse pourrait faire du gaélique sa seule langue offi-

cielle, ou l'adopter comme l'une de ses deux, trois, ou ses douzaines de langues officielles. L'Alberta pourrait choisir l'ukrainien seul, ou encore faire de l'ukrainien, du polonais et du grec classique, ses trois langues officielles. Pour leur part, le Québec, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba peuvent avoir autant de langues officielles qu'ils le désirent, mais celles-ci doivent inclure le français et l'anglais.

Seconde distinction notable : le Canada est une monarchie constitutionnelle, alors que les États-Unis sont une république. À priori, on pourrait penser qu'il s'agit d'une distinction de pure forme. Or, ce n'est pas le cas. En effet, là où, au Canada, on trouve un parlement, un cabinet et un gouvernement responsable, on trouve aux États-Unis un système de gouvernement présidentiel.

On peut se demander ce que signifie cette distinction.

En premier lieu, aux États-Unis, le chef de l'État et le chef du gouvernement sont une seule et même personne. C'est le Président qui assume ce double rôle. Au Canada, par contre, c'est la Reine — ordinairement représentée par le Gouverneur général — qui est le chef de l'État, tandis que le Premier Ministre est le chef du gouvernement. Une première conséquence importante de cette distinction réside dans le fait qu'au Canada, le chef de l'État peut, exceptionnellement, protéger le Parlement et la population face à un Premier Ministre et à des ministres qui oublieraient leur rôle de serviteurs du peuple et

tenteraient d'asservir l'un ou l'autre [de les dominer]. Le chef de l'État peut ainsi s'opposer à ce que le cabinet dissolve une Chambre des communes nouvellement élue avant même qu'elle ne se soit réunie. Il peut l'empêcher également d'amener le peuple, par des élections générales répétées, à lui donner plein mandat. Aux États-Unis, le chef de l'État ne peut contraindre le chef du gouvernement parce qu'ils sont une seule et même personne.

En second lieu, le gouvernement américain, constitué du Président et du Congrès, [repose] sur le principe de la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire que ni le Président ni aucun des membres de son Cabinet ne peuvent être membres d'aucune des deux chambres du Congrès, y déposer ou appuyer un projet de loi, répondre à des questions ou repousser des attaques contre la politique du gouvernement. Aucun membre du Congrès ne peut être Président ou membre du Cabinet.

À l'inverse, le régime parlementaire repose sur la concentration des pouvoirs. L'usage (et non la loi) veut que les membres du Cabinet, y compris le Premier Ministre, soient membres de l'une des deux chambres ou y obtiennent un siège peu de temps après leur nomination. Tous les projets de loi qui sont déposés par le gouvernement (c'est-à-dire la plupart) doivent l'être par un ministre ou son porte-parole; de plus, tous les ministres doivent défendre devant le Parlement les projets de loi gouvernementaux, répondre chaque jour aux questions portant sur les politiques et les initiatives du gouvernement et répondre aux critiques formulées contre celles-ci.

Aux États-Unis, le Président et les membres des deux chambres sont élus pour une période fixe : le président pour quatre ans, les sénateurs pour six ans, (dont le tiers prend sa retraite tous les deux ans) et les représentants pour deux ans. La seule façon de se défaire d'un Président avant la fin de son mandat est d'entreprendre contre lui une procédure de mise en accusation, procédure très délicate à laquelle on n'a recouru que deux fois et qui n'a d'ailleurs jamais abouti.

La durée inégale des mandats respectifs du Président, des sénateurs et des représentants amène fréquemment le Président à être l' élu d'un parti, tandis que l'autre parti détient la majorité dans l'une des deux chambres, [ou] dans les deux. Ainsi, pendant plusieurs années, le Président pourrait voir ses projets de loi et ses politiques rejetés sans cesse par une majorité adverse dans l'une ou l'autre chambre ou les deux. Le Président ne peut [pas] faire appel au peuple par la dissolution du Sénat, de la Chambre des représentants ou les deux. Les deux chambres remplissent, quoi qu'il arrive, la durée complète de leur mandat.

Tous les quatre ans a lieu l'élection du Président, des représentants et du tiers des sénateurs. Il est alors possible que le Président et la majorité des représentants soient républicains, tandis que la majorité des sénateurs seront démocrates; ou encore, il se peut que le Président et la majorité des sénateurs soient républicains, tandis que les représentants seront majoritairement démocrates; d'autres combinaisons sont encore possibles.

De la même manière, le Président peut présenter un programme cohérent au Congrès et faire en sorte que les sénateurs et les représentants déposent les projets de loi qu'il veut voir adoptés. Chacune des chambres peut y apporter des modifications, y faire des suppressions ou les rejeter en bloc. Cet affrontement est susceptible d'aboutir à une loi qui n'a presque plus rien à voir avec le projet initial du Président. Il en va de même lorsque la majorité de l'une des deux chambres présente un projet de loi sur un sujet quelconque; l'autre chambre peut y ajouter [ou] en retirer certaines dispositions, ou rejeter le projet en bloc; là encore, le résultat (éventuel) peut n'avoir qu'une très lointaine ressemblance avec le projet initial. Même en cas d'accord entre les deux chambres, le Président oppose souvent son veto à un projet de loi, qui ne pourra alors être adopté qu'avec l'assentiment des deux tiers des membres de chacune des chambres.

Ainsi, à l'approche d'élections, un Président accusé de n'avoir pas rempli ses promesses peut toujours soutenir que ce n'est pas de sa faute, qu'il a soumis tel ou tel projet de loi au Congrès, mais que le Sénat ou la Chambre des représentants, ou encore les deux, l'ont rejeté ou rendu méconnaissable. Un sénateur pourra recourir au même argument pour se protéger contre de semblables accusations : la Chambre des représentants aura rejeté son projet de loi ou l'aura mis en pièces, ou bien encore, le Président y aura opposé son veto. Quant au représentant, il aura présenté son projet à la Chambre, mais le Sénat aura voté [contre] ou l'aura réduit à néant, ou bien, une fois encore, le Président aura exercé son droit de veto.

Il s'ensuit que ni le Président, ni les sénateurs, ni les représentants ne peuvent être vraiment tenus responsables d'une chose qu'ils auraient faite ou non. Chacun d'eux peut déclarer en toute légitimité et en toute honnêteté que ce n'est pas de sa faute.

Certes, les insatisfaits peuvent toujours voter contre un Président, un sénateur ou un représentant. Toutefois, quoi qu'ils fassent, la situation demeure essentiellement la même. Le président est en poste pour quatre ans, indépendamment des votes que prend l'une ou l'autre chambre contre ses mesures. Si, à mi-chemin de son mandat de quatre ans, le résultat des élections au Sénat et à la Chambre des représentants est défavorable à son parti, il demeure quand même en place pour les deux ans qui restent à son mandat et conserve tous ses pouvoirs. Il ne lui est pas [possible] de se défaire d'un Sénat ou d'une Chambre opposé à ses idées en ordonnant de nouvelles élections. Une majorité adverse dans l'une ou l'autre chambre peut créer un empêchement à ce que voudrait accomplir le Président, mais cela ne peut l'obliger à quitter ses fonctions. Le Président peut opposer son veto aux projets de loi adoptés par les deux chambres. Mais le Congrès peut annuler son veto par une majorité de deux tiers, dans les deux chambres. La Chambre des représen-

tants est en mesure de [refuser d'accepter] le Président; par suite le Sénat le juge en tribunal et, s'il convient, selon une majorité de deux tiers, démet le Président de ses fonctions. Aucun Président n'a jamais été démis de ses fonctions et en seulement deux occasions a-t-on tenté de le faire. Dans un cas, la majorité au Sénat était trop faible; dans l'autre, le Président a démissionné de son poste avant qu'un vote de récusation [destitution] n'ait lieu dans la Chambre des représentants.

Il n'en va pas de même au Canada. Ici, personne n'est élu pour une période donnée. Les principaux projets de loi, ainsi que tous ceux qui ont un caractère financier, doivent être présentés par le gouvernement, et ni le Sénat ni la Chambre des communes ne peuvent majorer les sommes en cause. Tant qu'un gouvernement est soutenu par une majorité à la Chambre, il peut faire voter les lois qui lui semblent bonnes, à moins qu'une majorité adverse au Sénat ne refuse d'accepter le projet de loi (ce qui n'arrive que très rarement). S'il perd l'appui de la majorité, il peut soit laisser le parti opposé former le gouvernement, soit décréter la tenue [décider d'avoir] de nouvelles élections. S'il se contente de céder le pouvoir à l'autre parti, ce nouveau gouvernement peut faire adopter les lois qu'il juge bonnes tant qu'il détient la majorité; s'il la perd, il doit à son tour céder la place ou déclencher de nouvelles élections. Aux États-Unis, les affrontements entre le président et le Congrès peuvent durer des années, alors que chez nous, un tel conflit entre le gouvernement et la Chambre des communes ne peut guère excéder quelques semaines. En cas de désaccord sur une question d'importance, un nouveau gouvernement est rapidement formé ou la tenue d'élections est décrétée.

Dans le système présidentiel, le gouvernement n'est ni responsable ni sensible à l'opinion publique. Le régime de type parlementaire est à la fois responsable et sensible à l'opinion publique. Si la Chambre des communes vote une motion de censure à l'égard du Cabinet, celui-ci doit résigner ses fonctions, puis permettre à l'opposition

officielle de former sans délai un gouvernement, ou encore décréter la tenue d'élections, afin que le peuple décide du parti qui gouvernera.

Aux États-Unis, le Président peut livrer une bataille stérile à l'une des deux chambres ou les deux, pendant des années. Au Canada, le Premier Ministre, s'il est empêché d'agir par la Chambre des communes, doit soit laisser la place à un autre Premier Ministre, soit permettre à la population d'élire une nouvelle chambre propre à régler la question, dans un sens ou dans l'autre, en deux ou trois mois au plus. Voilà un système où le gouvernement est vraiment responsable.

La troisième différence fondamentale entre les systèmes de gouvernement canadien et américain tient au fait que, chez nous, la coutume, les usages et les « conventions » tiennent une place bien plus importante dans la Constitution. Ainsi, la constitution américaine définit noir sur blanc les compétences que le Président doit posséder, les modalités de sa nomination et de sa destitution et ses principales attributions. Seule une modification en bonne et due forme du texte constitutionnel peut modifier ces règles.

Ce n'est qu'en 1982 qu'il a été question du Premier Ministre du Canada dans notre texte constitutionnel. La Loi constitutionnelle de cette année-là lui a conféré le pouvoir de convoquer, au cours de l'année suivante, une conférence constitutionnelle à laquelle participeraient, en plus de lui-même, les premiers ministres des provinces et (à certaines fins) les représentants élus du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et, dans les quinze années suivantes, une deuxième conférence ne réunissant que les premiers ministres.

Mais le texte constitutionnel ne dit rien de ses attributions, de la façon dont il est choisi ou destitué ni de ses pouvoirs [sauf] celui de convoquer les conférences constitutionnelles. Rien n'est prévu sur ces divers sujets dans les lois, [à l'exception] d'une disposition concernant le salaire, la pension de retraite et la résidence de la

personne occupant le poste reconnu de Premier Ministre. Tout relève de l'usage établi, des « conventions ». Aucune disposition juridique ne prévoit que le Premier Ministre, ou tout autre ministre, doit appartenir à l'une des deux chambres; seule la tradition veut qu'il ait un siège au Parlement ou en obtienne un dans des délais raisonnables. Aucune loi ne dit qu'un gouvernement qui perd sa majorité à la Chambre des communes, après l'adoption d'une motion de défiance, doit démissionner (et laisser ainsi le pouvoir à un autre parti politique) ou déclencher des élections générales.

Par ailleurs, c'est dans le type de fédéralisme que réside la quatrième différence essentielle entre les systèmes politiques des deux pays. Au début de leur histoire, les États-Unis se caractérisaient par une décentralisation très poussée qui [donnait] au Congrès fédéral très peu d'attributions. Tous les pouvoirs que la constitution ne confiait pas expressément au gouvernement fédéral [revenaient] aux États, — ou au « peuple » —, c'est-à-dire qu'ils ne relevaient ni du Congrès ni des législatures des États. Les « droits des États » étaient fondamentaux. Les Pères de la Confédération, pour leur part, étaient horrifiés par le spectacle de la guerre civile américaine, [qu'ils attribuaient aux droits accordés] aux États.

C'est ce qui explique que le Canada adopta un « système différent », selon les termes de Sir John A. Macdonald. Tous les domaines d'intérêt général qui ne sont pas expressément attribués aux gouvernements provinciaux et à leur assemblée relèvent du gouvernement fédéral et du Parlement. Ce système permet d'éviter la grave faiblesse qui a été si néfaste aux États-Unis. Le Canada s'est doté d'un Parlement fédéral fort et a fait avec la Confédération « un seul peuple et un seul gouvernement, au lieu de cinq peuples et de cinq gouvernements » qu'un lien trop [faible] réunirait.

Les Pères de la Confédération dressèrent, comme on l'a vu, une longue liste de domaines relevant exclusivement du gouvernement fédéral. Ils décidèrent [...] que la nomination des

sénateurs et des juges des cours supérieures et des comtés (à l'exception des juges des tribunaux de vérification de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick) serait [donné] au gouvernement fédéral, et qu'il en irait de même de la nomination, de la direction et de la destitution des lieutenants gouverneurs provinciaux. De plus, ils ont donné au gouvernement fédéral (le Cabinet et le Parlement) des pouvoirs qui lui permettent de défendre les droits à l'enseignement des sujets de la Reine appartenant aux minorités protestantes et catholiques romaines. Enfin, ils ont donné au gouvernement central le pouvoir de désavouer [d'annuler] purement et simplement toute loi provinciale, dans l'année qui suit son adoption.

Aux États-Unis comme au Canada, toutefois, ce sont les tribunaux qui, en définitive, interprètent le texte constitutionnel. Chez nos voisins du Sud, le pouvoir judiciaire a jusqu'ici, en règle générale, interprété la constitution de façon à élargir les compétences du gouvernement fédé-

ral et à diminuer celles des États. Dans notre pays, par contre, les tribunaux (et notamment le Comité judiciaire du Conseil privé britannique, qui, jusqu'en 1949, était notre plus haute instance judiciaire) ont eu tendance à interpréter la Loi constitutionnelle de 1867 dans le sens d'un accroissement des pouvoirs des provinces au détriment de ceux du gouvernement central. Résultat : à l'heure actuelle, la fédération que constituent les États-Unis est, dans les faits, beaucoup plus centralisée que la fédération canadienne, laquelle est peut-être même la plus décentralisée du monde. Néanmoins, comme il est prévu dans notre Constitution que les compétences non [attribuées] sont accordées automatiquement au Parlement fédéral, celui-ci a une force et une flexibilité qui lui ont permis de faire face aux changements passés et récents.

Source : Publication du *Ministère des approvisionnements et services*, avril 1993.

LE TOTALITARISME COMMUNISTE

CONTRÔLE

Social

- suppression des institutions sociales autonomes
- endoctrinement de la famille
- prise en charge des organismes et institutions sociaux
- mise en tutelle de l'Église

Politique

- organisation des manifestations d'appui « spontanées »
- parti unique
- culte de la personnalité du chef
- système judiciaire inféodé au régime
- oppression de toute opposition
- contrôle des médias de masse

Économique

- planification centralisée
- suppression du secteur privé
- nationalisations
- collectivisation

Culturel

- prise en charge des artistes et établissements culturels
- la culture comme arme de propagande

LA DIALECTIQUE HÉGÉLIENNE

LE PHILOSOPHE QUI A DÉCOUVERT LES THÈSES ?

PARTONS DU PRINCIPE, QU'À SES DÉBUTS, UNE SOCIÉTÉ REPRÉSENTE UN GROUPE D'INDIVIDUS QUI PARTAGENT UNE MÊME IDÉOLOGIE...

L'IDÉE DE COMMENT LEUR INTERACTION LEUR FAIT ÊTRE ORGANISÉS.

MAINTENANT, S'IL N'Y AVAIT SUR TERRE QUE UNE SEULE IDÉE DE SOCIÉTÉ...

... IL N'Y AURAIT PROBABLEMENT QU'UNE SEULE SOCIÉTÉ SUR TERRE.

MAIS, L'HISTOIRE ET L'EXPERIENCE NOUS DISSENT QU'IL Y A EN RÉALITÉ ET EXISTENT ENCORE PLUSIEURS IDÉES DE SOCIÉTÉ.

APPELONS CES IDÉES - LA DES THÈSES.

VUE D'AVION

ET ON SAIT QUE LORSQUE DEUX CORPS EN MOUVEMENT SE FRONTENT...

... AU MOINS UN, SINON LES DEUX, RÉSISTENT EN MOUVEMENT.

OU MAL HEUREUX, TOUTES LES MATÉRIELLES SONT DÉTRUITES.

CEPENDANT, POUR HEGEL, DU CONFLIT ENTRE LA THÈSE ET L'ANTITHÈSE, IL N'EN RÉSOUT QU'UNE SEULE...

C'EST LA SYNTHÈSE; UN MÉLANGE DES DEUX.

ET CETTE SYNTHÈSE DEVIENT A SON TOUR ET AVEC LE TEMPS UNE NOUVELLE IDÉE DE LA SOCIÉTÉ.

CETTE SYNTHÈSE...

... DEVIENT DONC UNE THÈSE !

... QUEL QUE CE SOIT, AVEC LE TEMPS, SON ANTI-THÈSE...

... ET ON PEUT DONC À PARTIR D'UNE SÉRIE DE CONFLITS ET DE RÉACTIONS IMAGINER LE SCHEMA CI-CONTRE

REMPLACER MAINTENANT, COMME ENGELS ET MARK L'ONT FAIT, THÈSE ET ANTI-THÈSE PAR PROLÉTAIRES ET CAPITALAIRE...

OU PAR MÂTRES ET ESCLAVES, SEIGNEURS ET SERFS, ET SÉ- GNAIRES...

ET VOUS COMPRENDREZ POURQUOI MARK ET ENGELS CONSIDÉRAIENT LA LUTTE DES CLASSES INÉVITABLE...

LE SCHEMA DE HEGEL :



RÉSUMÉ DU MARXISTE

- le capitalisme (système économique) et le gouvernement par les riches existant au XIX^e siècle (système politique) sont voués à la destruction selon l'opération de la dialectique historique;
- la révolution par laquelle la prolétariat abattra la bourgeoisie est inévitable;
- l'Histoire est du côté des travailleurs; ce sont eux qui hériteront de la terre (on voit ici un certain messianisme religieux, l'espoir dans un monde meilleur);
- l'Histoire est une succession d'événements qu'une analyse scientifique (la dialectique) permet de comprendre. C'est pour cela que le socialisme que Marx développe s'appelle *le socialisme scientifique*. L'utilisation de cette « science » pour démontrer le caractère inévitable de la révolution communiste à l'échelle internationale a permis aux communistes de prétendre que ce n'était qu'une question de temps avant que le monde entier adopte le communisme. Cette idée a permis aux communistes de se positionner à l'avant-garde de la société et de prétendre qu'ils représentaient un avenir non seulement radieux, mais tout à fait inévitable.

Laissons les derniers mots sur la théorie marxiste à Marx lui-même. Dans une lettre en date du 5 mars 1852, il écrit :

« Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :

- de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production;
- que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat;
- que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes ».

ACTIVITÉ : LA THÉORIE MARXISTE

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Expliquez la phrase suivante de Marx :

« Pour un matérialiste, ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience ».

2. Qu'est-ce que Marx tente de démontrer dans le paragraphe suivant, tiré de son œuvre *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*?

« Comme l'État est né du besoin de refréner des oppositions de classe, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, en règle générale, l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater (réprimer) et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'État antique était avant tout l'État des propriétaires d'esclaves pour mater les esclaves, comme l'État féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. »

3. Dans le même ordre d'idées, qu'arriverait-il à l'État dans une société sans classes? Pourquoi?

4. Lisez le commentaire suivant offert par Michaël Löwy, à propos du communisme, dans une œuvre intitulée *Nouvelle histoire des idées politiques*, et répondez aux questions qui le suivent :

« Marx n'est pas un homme de science comme les autres, et le marxisme n'est pas une doctrine politique parmi d'autres. Le marxisme est une vision du monde globale, où science et parti pris, jugement de fait et jugement de valeur sont dialectiquement articulés dans une unité indissociable. Il vise non seulement à connaître ou interpréter le monde, mais aussi et surtout à « le transformer ». Aucune théorie politique n'a jamais connu une adhésion aussi massive et militante, comparable seulement aux grandes religions, et n'a aussi largement influencé les mouvements sociaux de l'époque moderne. Parmi les raisons de ce succès, on peut en mentionner trois particulièrement importantes.

- Le marxisme est apparu comme à la fois une critique et une explication scientifique de l'injustice, inégalité et exploitation de la société capitaliste/industrielle.
- Il a été perçu comme un appel universel — au-delà des frontières culturelles ou religieuses — à l'action contre cette exploitation à partir des formes de résistance déjà existantes de la classe ouvrière.

- Il a proposé un but émancipateur, la société socialiste sans classes, à partir des potentialités inhérentes au mode de production industriel/capitaliste lui-même. »
- a) Pourquoi, d'après vous, le marxisme était-il plus porteur d'espoir que le capitalisme pour les ouvriers?
- b) À quelles valeurs le marxisme fait-il appel? À quelles valeurs le capitalisme fait-il appel?
- c) Soumettons le marxisme comme phénomène à une analyse marxiste. Dans quelle mesure le marxisme est-il le produit de son époque?

Réponses à l'activité : La théorie marxiste

1. « Pour un matérialiste, ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience. »

Quand on parle de conscience, on parle de façon de concevoir le monde, de valeurs et d'aspirations. Certains philosophes, qu'on appelle les idéalistes, croient que ces valeurs, cette façon de concevoir le monde et la place de l'Homme dans ce monde existent dans l'esprit de l'Homme dès sa naissance. Elles sont pour ainsi dire inscrites dans ses gènes, l'Homme étant programmé à voir les choses d'une certaine façon. Un matérialiste nie cette théorie. Pour lui, les valeurs, les aspirations et la façon de voir le monde sont toutes le produit de son environnement socio-économique. L'Homme est ce que la vie fait de lui. Dans ce sens, la vie précède l'acquisition de la conscience et détermine les contours de cette conscience.

2. Marx tente de démontrer dans ce paragraphe que l'État, originalement créé afin d'arbitrer les conflits de classe, devient par la force des choses l'instrument de domination de la classe dominante.
3. Dans une société sans classe, l'État perdrait sa raison d'être car il n'aurait plus rien à arbitrer (vu qu'il n'y a plus de conflits de classe) et il perdrait son rôle instrumental de domination. Dans une telle situation, l'État serait appelé à disparaître.
4. a) Le marxisme offre de l'espoir aux ouvriers car il offre la vision d'une société plus juste et plus équitable où ils seront tous propriétaires et ouvriers à la fois. Dans une société marxiste modèle, les ouvriers posséderont les moyens de production ainsi que les leviers du pouvoir politique. Ils ne subiront plus l'humiliation d'être les instruments de l'enrichissement des propriétaires bourgeois. Le capitalisme, initialement en tout cas, offrait peu d'espoir aux ouvriers, car il les forçait à rivaliser entre eux pour des emplois, ce qui a fait baisser les salaires et aggravé la misère. Comme l'accumulation du capital était la seule façon d'avancer économiquement, les ouvriers voyaient peu de possibilité d'améliorer leur situation ou leur condition dans un régime purement capitaliste.
b) Le marxisme « théorique » fait appel aux valeurs de partage, de solidarité, d'égalitarisme, de justice, d'émancipation et d'esprit d'équipe. Le capitalisme fait appel aux valeurs de l'initiative privée, de l'ambition, de la recherche du profit, de l'amélioration personnelle et de la responsabilité personnelle.
c) Le marxisme est une réponse dialectique à la révolution industrielle et à l'exploitation des ouvriers qui l'accompagne. La théorie marxiste est le produit de cette époque. Elle s'inscrit dans la dialectique historique qu'elle tente elle-même d'expliquer.

LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DU FASCISME

Le fascisme se définit en premier lieu par son opposition au libéralisme et au marxisme.

I. Contre le libéralisme

- **Contre l'égalité**
- **Contre l'individualisme**
- **Contre la démocratie libérale**
- **Contre le capitalisme**

II. Contre le marxisme

- **Contre la lutte des classes**
- **Contre l'internationalisme de la classe prolétarienne**

III. Pour une troisième voie

- **Pour le nationalisme**
- **Pour l'élitisme et le culte du chef**
- **Pour le militarisme et le règne de l'ordre**
- **Pour le totalitarisme et le consensus social**
- **Pour le racisme (l'Allemagne)**

D'AUTRES RÉGIMES DICTATORIAUX

Les pages suivantes contiennent des articles du journal français, *Le Monde*, sur quatre dictateurs de notre siècle. Nous avons jugé bon de les inclure afin d'aider ceux qui n'ont pas le temps ou les ressources nécessaires pour faire leur propre recherche.

Réponses à l'activité : D'autres régimes dictatoriaux

Il nous est impossible de fournir un corrigé détaillé pour chaque projet potentiel. Nous ne pouvons que vous encourager à vous assurer que le projet soumis est complet et qu'il traite des questions suggérées dans le préambule de l'activité.

50

POL POT : BOURREAU DE SON PEUPLE - CAMBODGE

Son souvenir restera lié aux charniers [lieux où sont entassés des cadavres] retrouvés par les troupes vietnamiennes à travers tout le Cambodge, après leur invasion du pays, fin décembre 1978. Pour les Khmers (c'est-à-dire les Cambodgiens) de tous bords, pour le monde entier, le nom de Pol Pot évoque, de façon aussi automatique que celui de Hitler, la solution finale. [...] La carrière de Pol Pot flirte si souvent avec le mensonge et le double jeu que les rares points de repère dont on dispose sont de peu d'utilité pour cerner le personnage. Il s'est dit « fils de paysan », bien entendu. Mensonge au moins par omission : sa famille, aisée, possédait des terres. [...] Mieux : Saloth Sar — son vrai nom — avait un frère fonctionnaire au cabinet du roi et, selon le prince Norodom Sihanouk, avait lui-même ses entrées au palais. [...] Le règne khmer rouge fut responsable, en moins de quatre ans, d'une des plus grandes tragédies du siècle. De un à trois millions de morts, un pays dévasté, un conflit interminable dans lequel les Khmers jouent le rôle de chair à canon pour le compte des puissances régionales... Tout cela au nom d'une révolution taillée à coups de massacres et de famine, où l'on a peine à démêler le comportement suicidaire de l'absurde et du poids d'un passé national glorieux mais dépassé.

La fréquentation du PCF

Il est, en revanche, chez Pol Pot une filiation bien établie : celle du communisme français. En 1950 débarque à Paris un jeune Khmer, âgé de vingt-cinq ans, bien décidé à réussir. Saloth Sar, comme tous les enfants de son pays, a commencé par faire ses classes dans un monastère bouddhique, avant de gagner la capitale Phnom-Penh. Là, il a réussi à se hisser au sein de la jeune élite urbaine et à y décrocher une bourse d'études en France. Il y retrouve plusieurs compatriotes, ambitieux comme lui, décidés à rivaliser avec les enfants de la noblesse khmère, les seuls jusqu'alors à avoir pu effectuer des études à l'étranger. Le Parti communiste français, seule formation politique importante à s'opposer alors à la guerre d'Indochine, accueille à bras ouverts ses jeunes représentants d'un peuple en lutte pour son indépendance.

Du passage de Saloth Sar en France, il nous reste le seul texte connu qui lui soit personnellement attribuable avec certitude : un brûlot contre Sihanouk qui accuse, bizarrement, la monarchie khmère d'être... « l'ennemi



Pol Pot

Canapress Photo Service

de la religion », et appelle à l'instauration d'un régime démocratique capable, lui, d'assurer la pérennité du bouddhisme... L'article est signé d'un pseudonyme : « Le Khmer originel », qui laisse déjà percer le nationalisme fanatique et auto-destructeur du futur régime khmer rouge. Renvoyé en janvier 1953 au Cambodge au vu de résultats universitaires déplorables, Saloth Sar obtient un emploi de professeur d'histoire et géographie dans un collège de Phnom-Penh servant de centre recruteur à l'agitation anticoloniale qui n'ose pas encore s'afficher communiste. Sihanouk pourtant a pressenti ce danger. Dès les mois qui suivent l'accès à l'indépendance de fait, en novembre 1953, il mobilise ses forces armées pour faire face, aux frontières du nord-est, à une poussée militaire du Vietminh. Et ses polices, appuyées de quelques groupes de tueurs à gage, traquent à Phnom-Penh ceux qu'il appellera plus tard les « Khmers rouges ».

Le Parti des Travailleurs du Kampuchéa

L'embryon de mouvement communiste mis en place par les Vietnamiens est décimé. Pour Saloth Sar et ses amis, les places sont à prendre. Le 30 janvier 1960, vingt et un agitateurs communistes se réunissent en secret dans un wagon vide parqué dans la gare de Phnom-Penh, et fondent, sous la présidence de Tou Samouth — seul vétéran de la première guerre d'Indochine présent — le Parti des travailleurs du Kampuchéa (la nouvelle appellation du pays est destinée à les démarquer du « colonialisme », le Cambodge étant la dénomination française usuelle de

« pays sud-asiatique ». Saloth Sar occupe le troisième rang dans la hiérarchie. Il reste aux futurs khmers rouges, seuls présents sur le terrain, à se doter d'un mouvement... L'assassinat de Tou Samouth, en 1962, laisse Saloth Sar (que les Vietnamiens accuseront plus tard de meurtre) aux commandes du parti. Une révolte étudiante spontanée, à caractère nationaliste, dans le nord-ouest, à Siem Reap, en 1963 fournit à Sihanouk l'occasion d'accroître la répression anticommuniste, comme l'y exhorte la droite. À Saloth Sar, qui a fui Phnom-Penh pour établir son quartier général insurgé près de la frontière du Sud-Vietnam, elle apporte la révélation d'un terrain nationaliste vivace. Cette révélation est d'autant plus opportune qu'un voyage secret, en 1965, à Hanoi et Pékin, le convainc que ni les Vietnamiens, ni les Chinois ne sont disposés à lui fournir une assistance substantielle. Les uns et les autres, pourtant, y viendront : le Nord-Vietnam faute d'autres alliés sur le terrain; la Chine par suite de la perte d'influence de Zhou Enlai — qui préférerait soutenir Sihanouk — dans le tourbillon de la révolution culturelle (à partir de 1976). Entre-temps, Saloth Sar a fait une autre découverte : chassé vers le nord-est du pays, à la population primitive que méprise l'élite noble et marchande de Phnom-Penh, il se forge une idée nouvelle de pureté de la race khmère, à laquelle s'associe la notion de pureté de la révolution. Ces convictions pousseront les Khmers rouges, une fois parvenus au pouvoir, à revendiquer jusqu'aux anciennes provinces du Khmer Krom, le Bas-Cambodge de l'antique empire, passées sous administration sud-vietnamienne, dans le delta du Mékong, provoquant ainsi le conflit avec le Vietnam socialiste réuni. Les exercices d'équilibrisme de Sihanouk pour maintenir son pays hors de la guerre du Vietnam ont tourné au désastre. Les Chinois parviennent à faire admettre au prince, renversé par le maréchal Lon Nol en 1970, le principe d'une alliance avec les communistes, ses ennemis. Les accords de Paris aidant, en 1973, la guerre tourne à l'avantage des communistes indochinois. Dès cette époque, les Khmers rouges ont commencé à mettre en pratique, dans les zones qu'ils contrôlent, la révolution radicale qu'ils appliqueront après leur victoire de 1975 à tout le pays. Peu d'hommes, en Occident, accordent du crédit à leur réputation de brutalité lorsque leurs troupes, le 7 avril 1975, pénètrent dans le Phnom-Penh et en évacuent sans tarder la population.

La paranoïa au pouvoir

La guerre gagnée, exit Saloth Sar : Pol Pot entre en scène. Il gagne la capitale le 24 avril. La paranoïa s'installe au pouvoir dans une ville fantôme. Les informations filtreront peu à peu sur la nature du régime. Les réfugiés qui parviennent en Thaïlande apportent d'étranges récits, décrivent un immense et meurtrier bouleversement opéré sous les ordres d'une mystérieuse « Organisation ». Il se passe des choses curieuses à Phnom Penh. Pol Pot admet que l'« Organisation » est marxiste-léniniste, puis il disparaît du premier plan de la scène politique. On l'apprendra plus tard : il se consacre, déjà, aux premières purges d'éléments « impurs » dans les rangs du régime. On connaît la suite : les purges succèdent aux purges, les accrochages armés vont en s'intensifiant avec le Vietnam. Pol Pot ressort de l'ombre en 1977. Il révèle — il est bien temps ! — l'existence du Parti communiste, se rend en visite officielle à Pékin et à Pyongyang (Corée du Nord). Il y apparaît — une impression confirmée par les rares personnes qui l'ont rencontré — comme un personnage mesuré, placide, aux manières plutôt raffinées : le contraire du fanatique que suggère son « œuvre »... Ceci ne l'empêchera pas de tenir, à la veille de l'entrée des forces vietnamiennes dans Phnom-Penh, les propos les plus hystériques sur l'inéluctable écrasement des envahisseurs. Les forces de Hanoi mettent fin, le 7 janvier 1979, au règne du « visionnaire ». Elles le renvoient dans la jungle pour un nouveau combat, une nouvelle alliance avec Sihanouk et les Chinois, qui tout de même embarrassés par l'existence de ce protégé à la réputation sanglante, l'écarteront peu à peu jusqu'à le priver, officiellement, en 1985, de ses dernières fonctions officielles. Mais peu croient, au début des années 90, qu'il ait perdu son influence sur le « parti du Kampuchéa démocratique » — l'appellation civilisée des Khmers rouges.

Francis Deron, « 200 personnalités de la politique internationale », *Le Monde*, Inédit, octobre 1993.

SADDAM HUSSEIN — UN DICTATEUR TROP TÊTU — IRAK

BETTMANN
Saddam Hussein

Celui qui est depuis plus de vingt ans l'« homme fort » de l'Irak n'a été animé tout au long de sa carrière politique que par une soif irrésistible du pouvoir. Après s'être imposé à ses compatriotes, il rêvait d'étendre l'hégémonie de l'Irak sur le Golfe et sur l'ensemble du Proche-Orient arabe. Une ultime ambition, qui s'est traduite par sa lamentable expédition militaire en Iran et sa non moins désastreuse campagne du Koweït. Grand, bâti en athlète, les cheveux bouclés coupés courts, la moustache noire et drue, le sourire engageant, Saddam Hussein séduit par son comportement. Faussement nonchalant, il accueille le journaliste étranger avec la courtoisie d'un aristocrate. Il s'habille chez les plus grands couturiers parisiens avec goût et recherche : sa garde-robe, dit-on, ne compte pas moins de deux cents costumes. Il aime se détendre sur un yacht qu'il s'est fait construire dans un chantier naval du Danemark. Sa conversation est étincelante. Il émaille ses propos de références à l'Histoire, dont il est féru, dans un langage qui

relève tout autant de l'imagerie poétique que du jargon politique. Saddam Hussein est, cependant, tout le contraire d'un intellectuel ou d'un grand bourgeois. Issu d'une modeste famille de paysans dans un village proche de Takrit, situé à quelque 150 kilomètres au nord de Bagdad, il perdit son père avant sa naissance. Adopté par son oncle maternel, Khairallah Tolfah, un jeune officier, il eut une enfance malheureuse. La misère prévalait à Takrit où les industries de textiles et de cuir avaient été durement frappées sous le double effet de la dépression mondiale et de la concurrence de produits britanniques. L'Irak vivait encore sous la férule du Colonial Office britannique. Takrit devint tout naturellement l'un des foyers de l'agitation nationaliste. L'oncle du jeune Saddam participe au soulèvement armé qui, en 1941, au beau milieu de la Deuxième Guerre mondiale, tente de chasser les Britanniques de Mésopotamie. L'échec de l'aventure conduit l'oncle en prison et plonge la famille dans l'indigence. Saddam, alors âgé de cinq ans, doit attendre encore quatre ans avant de pouvoir être admis à l'école primaire.

Dans l'action clandestine

1955 : à dix-huit ans, le futur « homme fort » de l'Irak quitte Takrit pour un lycée à Bagdad; en proie à une haine dévorante des Britanniques et de leurs amis autochtones, il se lance éperduement dans l'action clandestine. Il n'est pas question qu'il se joigne aux communistes, dont le nationalisme lui paraît plus que douteux. Aux partisans du grand nationaliste égyptien Nasser, trop modéré à ses yeux, il préfère le parti Baas, qui prône la violence révolutionnaire, panarabe et socialiste, et auquel il devait adhérer formellement deux ans plus tard. Les années de lutte révèlent chez Saddam Hussein l'âme d'un conspirateur et d'un terroriste, « qualités » qui conviennent aux méthodes d'action de son parti. En 1956, il participe au complot avorté contre le roi Fayçal II. Le renversement de la monarchie, deux ans plus tard, à la suite d'un soulèvement militaire-populaire, ne le satisfait pas totalement. Il considère le nouveau maître de l'Irak, le général Kassem, comme un « traître » dans la mesure où ce dernier, en collaboration avec les commu-

nistes, pratique une politique « séparatiste » par rapport au reste du monde arabe. Il est dès lors l'un des trois jeunes baasistes qui, le 7 octobre 1959, tirent à bout portant et blessent grièvement le général Kassem. Lui-même atteint d'une balle à la jambe, Saddam Hussein fuit, clopin-clopant, vers les berges du Tigre, traverse à la nage les eaux impétueuses du fleuve, et, déguisé, gagne la frontière syrienne. En route, il extrait, d'un coup de canif, la balle incrustée dans sa chair. Cinq ans plus tard, en novembre 1964, pourchassé par la police, il résiste seul aux forces de sécurité qui assiègent la maison dans laquelle il s'est réfugié, jusqu'à l'épuisement de ses munitions. Arrêté, il s'évade deux ans plus tard pour préparer le coup d'État qui, en juillet 1968, devait assurer le monopole du pouvoir au Baas. La montée de Saddam Hussein d'abord dans le parti, ensuite au sommet de l'État, est fulgurante. [...] En juillet 1979, Hussein devint tout à la fois président du parti, du Conseil de la révolution de l'État et commandant en chef des forces armées. Saddam Hussein, à quarante-deux ans, a désormais les moyens de ses ambitions. Il en a aussi les « qualités » requises. La manière avec laquelle il avait accompli ses études illustre son exceptionnelle ténacité. Sa fuite d'abord en Syrie, ensuite en Égypte, après l'attentat manqué contre le général Kassem, ne l'a pas empêché de poursuivre ses études secondaires au Caire, où il a fini l'équivalent de sa douzième année à l'âge de vingt-quatre ans. Et c'est huit ans plus tard, après deux interruptions dues à son militantisme et à son incarcération, qu'il finit par « arracher » — le mot n'est pas trop fort — sa licence en droit. En 1979, alors qu'il est l'« homme fort » de l'Irak depuis un an, il se présente à la salle d'examen de la faculté de Bagdad en tenue militaire, un pistolet à la hanche, et encadré de quatre gardes du corps armés de mitraillettes. « Du coup, les examinateurs comprirent ce qu'il leur restait à faire », écrivait à ce sujet Patrick Seale (*Observer*, le 28 septembre 1980).

La force brutale

Saddam Hussein croit avant tout à la force brutale, impitoyable, dont il use et abuse non

sans une singulière cruauté. Avec une méfiance presque malade, il n'hésite pas à écarter ou éliminer tous ceux qui peuvent, du moins selon ses calculs, porter ombrage ou contrarier son pouvoir absolu. Début août 1979, deux semaines après son accession à la magistrature suprême, il fait fusiller en sa présence une vingtaine de ses compagnons de lutte, membres du Conseil de la révolution ou du gouvernement, des dirigeants du Baas, dont le brillant économiste Adnan Hussein, ministre du plan, qui fut l'un de ses plus fidèles partisans. Il les avait fait « juger » à huis clos pour « complot » pro-syrien. En réalité, ils avaient contesté la procédure peu orthodoxe qui l'avait investi du pouvoir absolu. [...] Saddam Hussein ne s'embarrasse pas de scrupules superflus quand il s'agit de la « sécurité » de l'État. Deux exemples éloquentes : il fit transplanter dans le sud de l'Irak quelques trois cent mille Kurdes en 1975 — 1976, après l'effondrement du mouvement autonomiste; il déporta en 1979 plus de cent mille habitants d'origine persane qui, contraints à abandonner en l'espace de quarante-huit heures tout ce qu'ils possédaient, se sont réfugiés dans la République islamique de Khomeyni. À la même époque, plusieurs milliers de Chiites étaient arrêtés tandis que leur chef spirituel, l'ayatollah Bagher Sadr, était assassiné en prison. La fin justifiant les moyens, Saddam Hussein pratiquait aussi la « realpolitik » avec un art consommé. Il ne reculait devant aucun compromis, aucun retournement spectaculaire. La « laïcité » du Baas ne décourage pas Saddam Hussein de se proclamer descendant du prophète, de fréquenter les mosquées en présence des caméras de télévision, de confier les postes-clés de l'État exclusivement aux musulmans sunnites, dont beaucoup sont originaires, comme lui, de Takrit.

Les guerres de Saddam

Le culte de la personnalité qui fleurit autour de Saddam Hussein a pris des proportions spectaculaires. Nul n'ose contredire voire conseiller le « président-dirigeant » qui prend ses décisions seul sans consulter quiconque. C'est lui seul qui décide de déclencher le 22 septembre 1980 la guerre contre l'Iran. [...] Le *Times* de Londres

écrivit à l'époque que le président Saddam Hussein avait commis l'erreur fatale de s'attaquer à un pays « en proie à la révolution ». Une erreur qui faillit lui coûter le pouvoir lorsqu'aux premières victoires irakiennes, dues à l'élément surprise, succédèrent l'amertume des premières défaites devant tout un peuple mobilisé pour la défense de la patrie iranienne. Les premiers revers militaires suivis de la bataille de Khorramchahr de mai 1982, à la suite de laquelle les Iraniens réussirent à récupérer pratiquement la quasi-totalité des territoires occupés par l'Irak en 1980, finirent par éclabousser le prestige personnel et la stature politique du chef de l'État qui est en même temps le commandant en chef de l'armée. Il ne sera sauvé que par l'intransigeance de l'Iman Khomeyni qui refusant d'engager avec les Irakiens des négociations — auxquelles le chef de l'État irakien n'aurait probablement pas survécu — réclame le « châtiment » du « criminel Saddam » et lance ses escouades en direction de Bassorah, commettant ainsi la même erreur qu'avait faite le chef d'État irakien en sous-estimant la puissance du nationalisme iranien.

En s'emparant sans coup férir du Koweït, le 2 août 1990, il commet pourtant sa plus grave erreur de calcul après celle d'envahir en septembre 1980 la république islamique. S'ouvre alors une crise de six mois qui s'achèvera sur la guerre. Cette crise fut en partie le fruit d'un immense malentendu entre Bagdad et Washington, alourdi au fil des mois ayant précédé l'invasion. Faisant preuve de légèreté, Washington oscillait alors à l'égard de Bagdad entre fermeté et complaisance, passant, sans logique apparente, des menaces aux compliments. Ainsi, l'homme-clé des contacts avec Bagdad, le sous-secrétaire d'État américain John Kelly laissa croire qu'une agression irakienne sera accueillie avec passivité à Washington. Et Avril Glaspie, ambassadeur américain à Bagdad, affirmait à Saddam Hussein, lors d'un entretien fort court, que Washington « n'avait pas d'opinion » sur le conflit frontalier irako-koweïtien. Pourquoi diable aurait-il douté de la relative bienveillance occidentale ? Mais Saddam Hussein a fait plusieurs erreurs. Sa faute initiale fut bien sûr de

dresser un mauvais diagnostic de l'état du monde. Son analyse s'appliquait à une réalité déjà disparue, celle de l'« avant-Gorbatchev ». Il ne tient pas compte des premiers ravages de la perestroïka dans le monde arabe et notamment du souci de Moscou de se désengager militairement du Proche-Orient. Il fait l'impasse sur la volonté de l'URSS finissante de voir les Nations Unies jouer à nouveau pleinement leur rôle. Face à lui, la détermination occidentale est sans faille. D'emblée, George Bush et Margaret Thatcher veulent châtier l'agresseur. La solidarité entre Washington et ses alliés se déploie au sein du conseil de sécurité. Le 7 août 1990, à la demande de l'Arabie Saoudite, les États-Unis lancent « Bouclier du désert » la plus vaste opération militaire depuis la guerre du Vietnam. Le lendemain, Bagdad annonce la « fusion totale et irréversible » de l'Irak et du Koweït, qui deviendra sa « dix-neuvième province ». Saddam Hussein contrôle désormais plus du cinquième des richesses pétrolières du monde. Sourd aux sanctions de l'ONU, il choisit la surenchère. Dans la nuit du 17 au 18 août, il décide de retenir en otages des dizaines de milliers de ressortissants « des nations agressives » présentes en Irak et du Koweït, dont quelques centaines sont répartis sur des « sites stratégiques », transformés en « boucliers humains » pour prévenir d'éventuelles attaques contre l'Irak. Par la suite, il gérera avec habileté son stock de prisonniers, mettant en scène des libérations collectives. Mais au fil des semaines, cette « diplomatie des otages » s'usera sans atteindre son objectif : arracher à la coalition liguée contre lui un engagement de non-agression.

Mis au ban de la communauté internationale, Saddam cherche à briser son isolement. D'où sa spectaculaire volte-face du 15 août envers Téhéran. Ce jour-là, Saddam capitule en rase campagne en acceptant les conditions mises par l'Iran à un accord de paix entre les voisins : retrait irakien du territoire iranien, échange immédiat et total des prisonniers de guerre. Trop contents de cette victoire à retardement, les dirigeants iraniens empocheront la mise, mais se garderont de voler au secours de l'Irak. Ce qui frappe chez Saddam Hussein, tout au long de

cette crise, c'est sa fuite en avant délibérée. Une fois l'erreur initiale commise — et comprise — il aurait pu calmer le jeu, amorcer un mouvement de repli, ramener le conflit sur le terrain diplomatique tout en le recentrant sur le monde arabe. Or, loin de tenter d'apaiser, sinon d'amadouer ses pairs, il a voulu enflammer leurs peuples, au nom de l'anti-impérialisme, puis de l'islam. Il donne l'impression de s'être lui-même contraint à cette fuite en avant. Comme s'il avait craint de céder à la tentation du compromis, il s'est empressé de faire claquer dans son dos la moindre porte de sortie. Tout s'est passé comme s'il avait jugé la guerre inéluctable. Du coup, il se posait d'avance en victime, rejetant sur ses ennemis les éventuelles conséquences d'un drame dont il aura été l'unique auteur. Le 17 janvier 1991, les forces aériennes alliées déclenchent l'opération « Tempête du désert » attaquant leurs objectifs en Irak et au Koweït. Commence une guerre des six semaines qui culmine le 24 février avec le lancement de l'offensive terrestre contre les forces irakiennes. La victoire alliée sera foudroyante. Le 26, Saddam Hussein annonce le début du repli de son armée de l'émirat en le présentant comme une « victoire ». Le 28, la guerre prend fin. Très vite l'après-guerre commence dans le drame. Dès les premiers jours de mars, la révolte surgit dans les deux régions où l'on pouvait l'attendre, le sud à majorité chiite et le nord à majorité kurde. Pour pouvoir mater cette double rébellion, Saddam Hussein recourt au « noyau dur » de ses forces armées, la fameuse « garde républicaine », rentrée affaiblie du Koweït mais restée fidèle au parti Baas et à son chef. Le ressentiment de la communauté chiite, attisé par l'humiliation de la défaite, lui a fait oublier ses dernières prudenances. Encouragée de moins en moins discrètement par les

mollahs iraniens, une partie de la population du sud choisit de défier Bagdad. Sa révolte sera noyée dans le sang, notamment lors de la reprise de la ville de Bassorah, aux mains pendant quelques jours des insurgés. Saddam Hussein maintiendra dorénavant toute la province sous haute surveillance. La reprise en main du Kurdistan prendra quelques semaines, provoquant un immense exode des populations civiles aux abords de la frontière irako-turque, puis sur le territoire turc lui-même. Le calvaire kurde bouleversera la communauté internationale qui mettra en place une opération d'accueil des réfugiés en Turquie et imposera à l'aviation de Bagdad une interdiction de survol au nord du 36° parallèle. L'accord entre Saddam Hussein et les Kurdes, à la fin d'avril 1991, permettra une fragile normalisation de la province puis la tenue des élections. Mais la confiance est loin d'y être restaurée. Depuis la guerre du Golfe, Saddam Hussein, est resté un paria aux yeux du monde. Le conseil de sécurité de l'ONU renouvelle périodiquement contre son régime des sanctions qui affectent surtout l'homme de la rue. Affaibli, isolé mais encore assez fort politiquement et militairement pour durer, le dictateur de Bagdad a vu avec plaisir son ancien ennemi George Bush acculé à une retraite anticipée, en espérant vainement que Bill Clinton assouplirait la politique américaine à son égard. Peine perdue. Il reste au pouvoir, et c'est pour lui l'essentiel. Pour combien de temps ?

Jean Gueyras et Jean-Pierre Langellier, « 200 personnalités de la politique internationale », *Le Monde*, Inédit, novembre 1993.

KHOMEINY — LE SAVONAROLE DE L'ISLAM — IRAN

Peu de dirigeants politiques ou spirituels auront été aussi vite connus du monde entier. L'imam Khomeiny, chef suprême des musulmans chiites, aura été un révolutionnaire surgi du Moyen-Âge. Secret, peu loquace — sauf quand il haranguait la foule d'un ton monocorde, mais dans une langue simple et efficace, — d'une force de caractère peu commune, d'une obstination qui effrayait et fascinait ses proches, ce religieux fut aussi un redoutable « animal politique ». Au déclin de sa vie, il aura réussi à mobiliser un peuple pour renverser les Pahlavi, dynastie de fraîche date, mais qui tentait de s'appuyer sur une tradition monarchique vieille de deux mille cinq cents ans, et humilier la puissante Amérique qui les soutenait et s'en servait pour assurer sa domination sur le Golfe, région stratégique s'il en fût. Le patriarche de Qom — une des deux villes saintes de l'Iran — s'est toujours inspiré de Dieu. Il fondait son action sur l'interprétation — pas toujours orthodoxe — qu'il donnait des préceptes du Coran, n'hésitant pas, au besoin, à combattre la pratique politique et diplomatique en usage dans le monde moderne. Ce rôle messianique, qui a intrigué puis inquiété l'Occident, lui a cependant valu une audience considérable dans le peuple iranien et dans une grande partie des masses arabes et musulmanes, qu'il vengeait des humiliations subies au cours d'une histoire coloniale encore récente. Il faisait également trembler la plupart de leurs dirigeants : dénonçant chez eux l'absence de vertu — il leur reprochait de se préoccuper plus de leurs intérêts que des besoins fondamentaux de leur peuple et de manquer de rigueur face aux « impérialismes de l'Est et de l'Ouest » et au sionisme, « instrument des grandes puissances et bourreau du peuple palestinien ».

Un professeur vénéré

Comme Savonarole, l'austère et imitoyable prédicateur florentin du XV^e siècle, qui voulait réformer les mœurs par la modification du costume, la suppression des jeux et des fêtes profanes, la lutte contre l'usure et la luxure, Khomeiny était également hostile aux arts; ainsi avait-il condamné la musique, coupable, selon lui, d'amollir les citoyens, alors que les chants patriotiques et religieux avaient été l'âme de l'insurrection contre le chah. Comme Saint-Just, il croyait à la vertu purificatrice du sang versé, mais, contrairement à lui, sa pensée sociale, loin d'innover pour l'avenir, s'est attachée à appliquer les principes qui régissaient la société arabe du septième siècle.



Khomeiny

Canapress Photo Service

Alors qu'il était enseignant à Qom, Khomeiny devient rapidement un des professeurs les plus en vue de la faculté de théologie et ses cours sont particulièrement fréquentés. Selon ses disciples, la vénération dont il est l'objet ne tient pas seulement à sa science, mais aussi à sa « dimension morale ». Partisan du « djihad », dont le sens premier — avant celui de guerre sainte — est la lutte avec soi-même pour devenir meilleur, il s'impose une stricte discipline quotidienne, mène une vie ascétique, se contente souvent d'un bol de soupe avec du pain trempé, ne dort que cinq à six heures, a une intense activité spirituelle et consacre une partie de la nuit à la lecture et à la méditation du Coran. Il ne sépare pas religion et politique. [...]

La Constitution qu'il fait adopter le 2 décembre 1979 prend bien des libertés avec les droits démocratiques des citoyens et des minorités ethniques et religieuses. Ce texte reflète, en réalité, le conservatisme du « clergé » chiite, victime des pesanteurs sociologiques résultant de plus de cinq siècles de décadence dans le monde islamique. En revanche, comme les principaux leaders du tiers-monde, il a bien vu la façon de mener le combat contre l'« impérialisme » au nom de l'indépendance nationale.

Une obsession de l'indépendance

Tout au long de sa vie, trois thèmes ont dominé ses interventions : la liberté, l'indépendance, le refus de la domination étrangère. Le pays est en danger, expliquait-il, parce que le chah représente le « mal absolu » et qu'il est l'« instrument des puissances dominantes » (étrangères). [...] L'imam Khomeiny, qui

avait critiqué Reza chah jusqu'à ce qu'il abdiquât sous la pression des Alliés en 1941, mène ensuite contre son fils, Mohamed Reza Pahlévi un combat sans merci. Ses vigoureuses critiques contre le régime dans les domaines politique, économique, social et culturel suscitent la colère du monarque, qui le fait arrêter le 3 juin 1963, provoquant du même coup d'imposantes manifestations de protestation. Elles seront brisées dans le sang par le général Oveissy, surnommé depuis le « boucher de Téhéran » : il avait donné l'ordre de tirer sur la foule, faisant, selon l'opposition, quelque dix mille morts. Transféré dans une résidence surveillée, Khomeiny repart à l'attaque dès sa libération en 1964. « Comment voulez-vous moderniser l'Iran si vous faites emprisonner et tuer les intellectuels ? Vous voulez faire des Iraniens des instruments dociles et passifs au service du pouvoir et de vos maîtres étrangers, alors que la véritable modernisation est de former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants qui sachent résister à la domination extérieure, à l'injustice et au pillage », lance-t-il au Palais dans un « discours de Qom » resté célèbre, que les laïcs de gauche ne manqueront pas de lui rappeler quand ils seront les victimes des comités Khomeiny sous la révolution islamique triomphante. À l'époque, ce discours l'envoie en exil en Turquie. Les dirigeants d'Ankara, effrayés par les manifestations organisées contre eux dans le monde par les étudiants iraniens, obtiennent qu'il gagne la ville sainte de Nadjaf, en Irak, où avait vécu sa famille. Il y restera jusqu'à ce que Bagdad s'inquiète à son tour des conséquences que ses appels au renversement de la monarchie pourraient avoir sur ses rapports avec Téhéran et même sur les chiites irakiens — plus de 50 % de la population, — qui supportent mal l'autoritarisme répressif de Saddam Hussein. Les chefs d'État musulmans de la région ne souhaitent pas recevoir cet encombrant personnage et font la sourde oreille à ses sollicitations, de sorte qu'il finit par se réfugier en France le 5 octobre 1978, après que le gouvernement français eut discrètement obtenu le feu vert du chah, qui ne soupçonnait pas que son adversaire saurait utiliser avec un art consommé les médias de masse. [...]

La révolution islamique

Sous le pommier de sa modeste villa en France, l'exilé entame la phase active et publique de son action politique. Avec une énergie qu'on ne soupçonnait pas, il engage l'ultime combat contre Mohamed Reza Pahlévi dont il sortira vainqueur. Alors que toute la classe politique l'exhorte à ménager la puissante Amérique et à rechercher un compromis qui permet-

trait au souverain de régner sans gouverner ou même d'abdiquer en faveur de son fils [Khomeiny], maintient son mot d'ordre : « Il faut renverser la monarchie ». Un mot d'ordre répercuté par les télévisions et les radios du monde entier et par les cassettes introduites en Iran et écoutées religieusement par tout un peuple. Il orchestre à distance les immenses défilés politico-religieux, qui démoralisent le Palais. Il anime les grèves qui paralysent le pays et sapent les bases du pouvoir. Tout va alors très vite. Les hommes politiques qui se rendent à Paris pour fléchir l'ayatollah Khomeiny s'en retournent à Téhéran après avoir fait acte d'allégeance ; ce sera même le cas du président du Conseil de régence nommé par le souverain... Le mardi 16 janvier 1979, le chah et son épouse quittent le pays. Khomeiny a mis fin au règne des Pahlévi. Le 1^{er} février 1979, Khomeiny fait une entrée triomphale à Téhéran, où il est accueilli par plus de quatre millions de personnes, un des plus grands déferlements humains de l'histoire. Plébiscité de cette façon, il somme le premier ministre du chah de se retirer et, le 5 février, nomme un gouvernement présidé par M. Bazargan. Dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10, le djavidan (les « immortels » de la garde impériale), qui vont « donner une leçon » aux homafars (militaires de l'armée de l'air), partisans de Khomeiny, ne se rendent pas compte qu'ils ont déclenché une insurrection populaire qui durera trois jours, « les trois glorieuses ». Elle prendra fin le 12 février au soir avec l'effondrement de l'armée et de la monarchie. Celle-ci sera officiellement abolie par le référendum des 30 et 31 mars, qui proclame l'instauration de la République islamique. Dès le début de la campagne électorale, le climat intérieur s'était cependant détérioré. À l'unanimité, qui avait prévalu pendant la phase constante de la révolution, avait succédé une période de désenchantement et de division, dont la multiplication des centres de décision était grandement responsable. Les comités Khomeiny n'ont cessé de défier le gouvernement Bazargan, que le patriarche de Qom n'hésitait pas à critiquer ou à désavouer jusqu'au jour où il accepta sa démission, le 6 novembre 1979, estimant qu'il était trop formaliste et pas assez révolutionnaire. L'imam, qui avait si souvent réclamé le respect des droits de l'homme quand il était en exil, a laissé faire les tribunaux révolutionnaires, qui ont procédé à des jugements sommaires en ne laissant guère aux accusés la possibilité de se défendre ; que le chah ait fait de très nombreuses victimes ne justifiait en rien les exécutions, dans de telles conditions, effectuées par le pouvoir religieux. L'imam, qui avait affirmé en France que le gouvernement islamique garantirait la liberté de pensée et d'expression, n'a pas élevé la voix quand les comités, affirmant agir en son nom, ont

fermé des journaux jugés « mal-pensants », attaqué les partis de gauche, boycotté les intellectuels laïcs, frappé les femmes qui manifestaient pour défendre leurs droits. Alors qu'il avait souligné les principes égalitaires de l'islam, il a eu recours à la force contre les minorités ethniques, notamment kurdes et arabes, qui réclamaient l'autonomie. Il explique alors que « la révolution n'avait pas pour but le renversement du régime monarchique, mais celui de poser les fondements d'une République d'inspiration divine ».

La haine de Washington

C'est dans ce contexte que les étudiants islamiques ont occupé l'ambassade des États-Unis et pris en otages les diplomates pour obtenir l'extradition du chah, qui se faisait soigner à Washington. L'imam a-t-il inspiré cette action ou l'a-t-il simplement « couverte » en voyant le parti qu'il pouvait en tirer ? On l'ignore. Il n'en demeure pas moins que cette initiative, sans précédent dans les annales diplomatiques, était une ultime tentative pour faire l'unanimité du peuple dans la haine de Washington. Cette prise d'otages change le cours de la révolution : le régime se radicalise tandis que s'impose le « khomeinisme », version irano-chiite du fondamentalisme musulman. Affrontements et assassinats se multiplient dans le pays que quadrillent les « komiteh » (comités) des pasdarans ou gardiens de la révolution. L'imam Khomeiny proclame le pouvoir du « velayât faghih » (gouvernement du jurisconsulte) — et devient le « guide suprême » de la révolution islamique. Nouveau chah ? C'est peu dire ! Il concentre entre ses mains le pouvoir spirituel qui lui donne prise sur le temporel. [...] Avec une indéniable habileté, le régime khomeiniste élimine de la scène, les uns après les autres, organisations universitaires laïcises, unions professionnelles démocratiques, Ligue des droits de l'homme, Front national... Comme d'autres révolutions, celle-ci va aussi connaître sa phase de terreur. Le Parti Toudeh (communiste) réussit à survivre momentanément en soutenant la « ligne de l'imam » mais n'échappera pas à la répression. [...] Les difficultés que rencontre le régime semblent laisser l'imam Khomeiny impassible : ce sont des épreuves qui n'entament pas sa conviction qu'il est l'instrument de Dieu sur terre. Comment n'en serait-il pas persuadé ? N'est-il pas toujours sorti vainqueur — contre l'avis de tous — dans son combat du Bien contre le Mal ? En effet, le chah est parti, la dynastie Pahlavi est tombée, les 40 000 conseillers américains ont plié bagage, l'opération de Tabas montée par les États-Unis pour délivrer leurs otages a été un lamentable fiasco, les complots organisés au sein de l'armée ont piteuse-

ment échoué ! Le « guide suprême » fait donc procéder à de nouvelles élections. Le 2 septembre 1981, l'ayatollah Khamenei est élu. Pour la première fois dans son histoire, l'Iran a des religieux à tous les postes-clés de l'État : le président de la République, le premier ministre, le président du Parlement, en la personne de Hachemi Rafsandjani sont des membres du clergé de même que plusieurs ministres et des responsables d'importants organismes. En politique étrangère, le ton s'est progressivement durci à partir de novembre 1979. La radio répercute les anathèmes lancés par l'imam Khomeiny et par les mollahs contre les régimes musulmans « corrompus et traîtres à l'islam », notamment les États du Golfe. Pire, les réseaux clandestins organisés par le « guide » pendant son exil en Iraq ont pris de l'extension. Ils sont relayés en Irak par le mouvement fondamentaliste Al Daawa dont l'ayatollah Mohamed Baker Sadr, d'origine iranienne, serait le fondateur. Le 1^{er} avril 1980, un attentat est organisé à Bagdad contre M. Tarek Aziz, un chrétien, membre influent du conseil de commandement de la révolution du Parti Baas et proche collaborateur du président Saddam Hussein. Ce dernier réagit en faisant exécuter l'ayatollah Mohamed Baker Sadr, neveu de l'imam Moussa Sadr lequel était devenu le chef de la communauté chiite libanaise avant de disparaître en Libye en 1978 ; les Irakiens d'origine iranienne sont également expulsés sans ménagement. L'imam Khomeiny dénonce le « Petit Satan » et appelle les Irakiens à « renverser » Saddam et son gouvernement illégitime (...).

La guerre avec l'Irak

Dès lors, les deux pays sont engagés dans l'engrenage fatal qui les conduira à la guerre. Persuadé d'être à la fois la cible d'une conspiration internationale et le protégé de Dieu, Khomeiny est d'autant plus tenté d'exporter la révolution islamique que la situation intérieure se dégrade. Se sentant provoqué, Bagdad va attaquer. En donnant l'ordre aux troupes irakiennes de pénétrer au Khouzistan (Arabistan) le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein espérait provoquer la chute du régime khomeiniste. Il le sauve ! La bataille de Khorramchahr devient le Valmy de l'imam et l'aiguillon du puissant et profond nationalisme persan : même les adversaires de Khomeiny serrent les rangs autour de lui pour défendre la patrie. Les hostilités font mettre de côté provisoirement le grand projet de nouvelle société islamique promis pendant la révolution, mais que les religieux sont incapables de mettre en œuvre. De même, les défaillances dans le domaine économique sont mises sur le compte de la guerre. La reconquête du

Khouzistan, amorcée en septembre 1981, s'achève victorieusement en juin 1982. Le président Saddam Hussein propose, une fois de plus, l'arrêt des hostilités et suggère de lutter contre « l'ennemi commun sioniste ». Dédaigneux, Khomeiny répond par cet ordre : « Le chemin de Jérusalem passe par Bagdad! En avant vers Bagdad! » Et il lance des vagues humaines à l'assaut des défenses irakiennes. Mais les « miracles de la foi » ne se produisent plus : bien que las de la guerre, les Irakiens, qui se battent à un contre trois, résistent; les appels lancés par Khomeiny aux chiites irakiens pour qu'ils renversent Hussein restent sans écho. Six ans plus tard, en juillet 1988, l'Iran accepte enfin le cessez-le-feu, une épreuve assez dure pour que l'imam compare cette acceptation à un « poison » qu'il est obligé de boire. Mais le conflit aura tout de même fait, en huit ans, un million de morts et des dégâts évalués à quelque 450 milliards de dollars. La guerre Iran — Irak aura été à la fois l'illustration et le symbole des déchirements du monde islamique en opposant le régime irakien, moderniste, laïcisant et socialisant, et le khomeinisme panislamique.

Finalement Khomeiny aura été un homme de rejet plus que de projet. Il aura été aussi l'homme de la revanche. Revanche des religieux, dont il a restauré la puissance abolie par la dynastie moderniste des Pahlevi, même si leur modernisme fut perçu comme un viol culturel. Revanche des chiites, minoritaires en islam, sur les sunnites qui les ont toujours méprisés. Revanche des Perses sur les Arabes qui, en les convertissant à l'islam leur imposèrent, un temps, l'usage de la langue arabe. Mais s'il a rendu le pouvoir au clergé chiite, ce fut un pouvoir plus soucieux de réhabiliter un passé révolu que d'inventer l'avenir pour permettre aux musulmans d'être au diapason du monde. En ce sens, l'imam Khomeiny, inspirateur d'une des plus puissantes révolutions du vingtième siècle, aura contribué à faire rentrer à l'Iran — et peut-être l'islam — dans le vingt et unième siècle.

Paul Balta, « 200 personnalités de la politique internationale », *Le Monde*, Inédit, 6 juin 1989.

NICOLAE CEAUSESCU — COMMUNISTE ET « IMPERATOR » — ROUMANIE



*Nicolae Ceausescu
Canapress Photo Service
(Dusan Vranic)*

À trois petits mois près, Nicolae Ceausescu aurait pu naître en octobre 1917, mais cet enfant-là n'était pas destiné à être seulement un fils de la Révolution russe. Il attendit donc, pour venir au monde, le 26 janvier de cette année 1918 qui est — avec 1877, date de l'indépendance — la plus belle de l'histoire de la mère patrie, puisque c'est à ce moment que la Roumanie vit reconnaître par les vainqueurs de la Grande Guerre le doublement de ses frontières et de sa population. Soixante ans plus tard — alors que la Bessarabie et la Bucovine-Nord étaient repassées aux mains des Russes et la Dobroudja-Sud à celles des Bulgares, — Nicolae Ceausescu fit célébrer cet anniversaire de « l'unification nationale » avec un éclat si nostalgique que les ambassadeurs soviétique, hongrois et bulgare préférèrent quitter Bucarest pour la durée des cérémonies. Les astres, avant l'Histoire, en avaient décidé ainsi : Nicolae Ceausescu allait être, avec autant d'intransigeance, roumain et communiste. Entre deux fidélités, tout

était question de nuance, art dans lequel le successeur de Gheorghiu Dej fut un maître — aussi dur pour son peuple qu'intraitable pour le Kremlin. Troisième enfant d'une famille qui allait en compter dix, le petit Nicolae découvre dès son plus jeune âge la misère et l'exploitation : les 3 hectares que possède son père Andréa, au village de Scornicesti, ne suffisent pas à nourrir la famille et il est loué pour les travaux des champs aux voisins plus aisés. À onze ans, Nicolae doit quitter le toit familial (une pièce de 20 mètres carrés pieusement entretenue jusqu'à aujourd'hui) pour aller chercher du travail à Bucarest où il entre comme apprenti chez un cordonnier. Nous sommes en 1929. Dans les villes, le sort du prolétariat n'est pas plus enviable que dans les campagnes. L'agitation ouvrière et paysanne est durement réprimée. La tristement célèbre Garde de fer (regroupement fasciste) grossit ses rangs et multiplie les coups de mains sanglants. En 1933, Nicolae, syndicaliste de quatorze ans, est incarcéré quelques jours pour « incitation à la grève » ; un an plus tard, membre du Front national antifasciste et de l'Union de la jeunesse communiste, la police l'interpelle parmi les manifestants rassemblés devant le tribunal de Craiova où sont jugés des grévistes. Le camarade Ceausescu, fiché comme « dangereux agitateur », est bientôt expulsé de Bucarest et ramené, menottes aux poings, à Scornicesti d'où, malgré l'interdit, il regagne la capitale pour adhérer au parti communiste clandestin. Le voilà devenu hors-la-loi, secrétaire sans domicile fixe de l'Union de la jeunesse communiste, proie désignée des tribunaux du roi Carol qui le condamnent, en 1936, à deux ans et demi de prison pour « agitation ». M. Ceausescu côtoie beaucoup de futurs dignitaires de la République socialiste de Roumanie — dont Gheorghiu Dej. Il n'était encore, se souvient l'un de ses compagnons de détention, qu'un « gamin taciturne, décharné, qui ne criait pas quand on le battait et ne souriait pas quand on le nourrissait ». Plus tard, M. Ceausescu apprendra à sourire (amplement), à parler (d'abondance) et à faire parler de lui (jusqu'à l'outrance et au-delà). Ce petit homme au physique quelconque, habillé sans recherche, dépourvu de prestance et bourreau de travail, gardera la silhouette et la

forme du lutteur habile et rusé qu'il avait voulu demeurer. Mais en ce temps-là, il restait beaucoup de chemin à parcourir au petit paysan roumain qui devra au communisme la solide reconnaissance d'une carrière inespérée.

De 1 000 à 800 000 membres

1938 : M. Ceausescu est libéré de prison. L'Histoire s'accélère et précipite son pays, ballotté entre les blocs, dans une tragédie grotesque. La Roumanie vient d'accepter de livrer son pétrole à l'Allemagne et de s'allier ainsi à Hitler. Le Führer, d'abord, la laissera dépecer par l'URSS et la Hongrie, puis l'entraînera (en lui offrant l'occasion de récupérer la Bessarabie) dans son assaut contre l'Union soviétique. Défait, il l'abandonnera à un face-à-face avec Staline qui coûtera cher au royaume, en territoires et en dommages de guerre, malgré son ralliement de 1944 au camp allié. Nicolae Ceausescu, incarcéré à nouveau en 1940 pour « activités illégales », va se lancer, lui, après sept années de militantisme, dans l'étude des œuvres de Marx et de Lénine. Mais peut-être aura-t-il eu le temps — lorsqu'il s'évade en 1944, pendant l'avance des troupes soviétiques, en compagnie de Gheorghiu Dej — de méditer aussi, à la lumière de la Realpolitik stalinienne, sur les limites de l'internationalisme prolétarien. Libérée, la Roumanie a troqué un occupant contre un autre. Le Parti communiste, qui comptait moins de mille membres en 1944, en a — sens de l'opportunité aidant — huit cent mille en 1945. De l'abdication du roi Carol, compromis avec le fascisme, à celle de son fils Michel, trois ans plus tard, en 1947, la « communisation » du pays est vite rendue irréversible. En 1948, les dés sont jetés : après les élections très contestables du 28 mars, qui donnent la victoire au Front national démocratique dominé par les communistes, une nouvelle Constitution, calquée sur celle de l'URSS, est adoptée et la sécurité stalinienne succède à la Garde de fer fasciste, sans rien avoir à lui envier. Le maître du pays est une femme : Anna Pauker, chef du groupe dit « de Moscou » — où elle a passé les années de guerre, — mais Gheorghiu Dej, chef du groupe « de l'intérieur », est déjà secrétaire général du parti.

La déstalinisation ignorée

M. Ceausescu, fidèle à son ancien compagnon de détention et d'évasion, « monte » discrètement et rapidement. Membre de la direction politique de l'armée en 1945, il est élu député en 1946, nommé ministre de l'agriculture en 1948, puis de la défense en 1950, avant de devenir membre du Comité central en 1952, lorsque Gheorghiu Dej, ayant éliminé Anna Pauker et les « déviationnistes de droite », cumule les charges de secrétaire général du parti et de chef du gouvernement. « Protégé » du nouveau patron de la Roumanie, M. Ceausescu se voit confier, à trente-quatre ans, le poste-clé de secrétaire à l'organisation, qu'il utilise pour renforcer un peu plus « l'unité » du parti autour de son secrétaire général. En 1957, nouvelle purge à la direction. M. Ceausescu, membre du bureau politique depuis 1955, est désormais le numéro deux de l'appareil, juste derrière Gheorghiu Dej, dont il réussira — c'est une promesse — à rester, huit ans durant, le bras droit. Forte de ses ressources minérales et énergétiques importantes, la Roumanie socialiste se lance très vite dans une industrialisation spectaculaire. Année après année, au prix de conditions de vie très dures pour la population, les objectifs fixés sont dépassés, et l'équipe de Gheorghiu Dej élabore en 1960 un plan quinquennal visant à doubler la production industrielle. Ni l'Allemagne de l'Est ni la Tchécoslovaquie n'ont intérêt à laisser se développer cette économie potentiellement concurrentielle pour elles. Elles soutiennent donc totalement Khrouchtchev lorsqu'il propose, en 1961, de transformer le COMECON en un véritable instrument international de planification et de division de travail. Dans cette préparation des tâches, la Roumanie a un rôle tout défini : être le paysan du camp. Bucarest refuse net. La bataille est longue, mais le PC roumain tient bon, il déclare solennellement que la coopération économique entre pays socialistes ne peut être fondée que sur « les principes de souveraineté nationale et d'indépendance, d'égalité des droits, d'aide fraternelle et de bénéfices mutuels ». Un peu plus tard, à la conférence au sommet du COMECON, les Soviétiques et leurs partisans reculent devant le veto roumain, et le projet

d'intégration économique du camp socialiste est abandonné. Sans insurrection, sans ébranlement du monolithisme intérieur, sans sécession à la yougoslave, la Roumanie vient d'inventer la désatellisation. Et, dans le même temps, d'émerger sur la scène internationale en exploitant les failles ouvertes par le conflit sino-soviétique : après avoir repris ses relations économiques avec l'Occident dès 1959, elle intensifie ses échanges commerciaux avec la Chine et se pose, entre Moscou et Pékin, en médiateur actif, serein et habile à tirer les marrons du feu qu'elle n'aurait aucun intérêt à voir s'éteindre. Jusqu'alors homme de l'ombre, M. Ceausescu a, comme son pays, commencé à se faire connaître. Il est en 1964, l'un des quatre membres de la délégation roumaine qui se rend à Pékin en mission de conciliation, rencontre les dirigeants chinois et fait escale en Corée du Nord, puis en Crimée, où l'attend Khrouchtchev. C'est au retour de cette délégation que Gheorghiu Dej fait adopter, le 27 avril, par son comité central une résolution, retentissante pour l'époque, dans laquelle on lit : « C'est le droit souverain de tout État socialiste d'élaborer (...) les formes et les méthodes de sa construction. (...) Aucun État n'a le droit de présenter ses propres intérêts comme des intérêts généraux. (...) Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, de parti supérieur et de parti subordonné. (...) Onze mois plus tard, M. Ceausescu déclare devant la tombe de Gheorghiu Dej auquel il vient de succéder comme secrétaire général : « La Roumanie fonde ses relations internationales sur les principes indestructibles de l'indépendance, de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures ».

La dénonciation de l'intervention à Prague

L'année 1967 est celle de l'envol. En janvier, M. Ceausescu est le premier dirigeant socialiste à établir, malgré les protestations virulentes de l'Allemagne de l'Est, des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale dont il fera son premier partenaire commercial occidental. En juin, après la guerre de six jours, il refuse de rompre ses relations avec Israël d'où les ambassadeurs de tous les pays socialistes ont été rappelés. En septembre, c'est la consécration internationale :

son ministre des affaires étrangères, Corneliu Manescu, est le premier représentant d'un pays communiste à être élu président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Celui qu'on commence à appeler à Bucarest, mi-ironiquement, mi-admirativement, « le Très-Haut », lance en avril 1968 quelques piques contre les « nombreuses illégalités » commises par Gheorghiu Dej et en profite pour... limoger un dernier carré de la vieille garde. Quelques jours après, il reçoit en grande pompe le général de Gaulle follement acclamé par les Roumains. Mais l'époque — son illustre invité en sait quelque chose — est troublée. Là-haut, au nord-ouest, à Prague, fleurit un « printemps » que Ceausescu l'orthodoxe désapprouve, mais que Ceausescu l'indépendant, fidèle au principe de la non-ingérence, ne se donne pas le droit de condamner. Le soir même de l'entrée des troupes soviétiques, hongroises, est-allemandes, polonaises et bulgares en Tchécoslovaquie, M. Ceausescu, du balcon présidentiel, devant une foule immense, condamne l'agression en termes virulents. Il est à ce moment-là le président d'absolument tous les Roumains et de nombreux intellectuels contestataires — comme Paul Goma qui, neuf ans plus tard, prendra la tête d'un mouvement de dissidence non négligeable — adhérent au Parti communiste. Jamais le chef de l'État roumain n'a été ni ne sera aussi populaire auprès de ses concitoyens. Ou plutôt de ses sujets. Car bientôt M. Ceausescu va prendre l'habitude de considérer qu'il est le dernier et le plus illustre de ces princes qui combattirent dans l'Histoire pour l'unité de la nation et en compagnie desquels il se fait représenter par les peintres et les sculpteurs. La presse rend compte de tous ses faits et gestes, le cite à tout propos, reproduit ses photos à pleines pages. Ses anniversaires donnent lieu à de stupéfiantes célébrations nationales qui mobilisent la population entière, réunie dans le culte imposés de la personnalité du « penseur et créateur de la Roumanie moderne ». En 1974, il ne renoncera qu'en extremis à se faire nommer secrétaire général à vie et cette mesure l'amène à faire progressivement de sa femme Elena — qu'il a connue ouvrière du textile au temps des combats clandestins — le numéro deux de l'État et le maître incontesté si ce n'est incontestable, des arts et des sciences. L'épouse du « digne fils

de la Roumanie » devient à son tour l'objet d'un culte si outrancier (et très mal accepté) que les Roumains disent souvent avec une dérision résignée « la famille royale », pour désigner le couple présidentiel. Bientôt toute la « tribu » donne l'impression d'accaparer l'État. Mais, malgré ces aberrations et les difficultés matérielles de plus en plus lourdes imposées par la poursuite effrénée de l'industrialisation, M. Nicolae Ceausescu a eu longtemps, aux yeux de son peuple, l'avantage capital d'être capable de tenir tête au Kremlin soviétique, sans aller jamais jusqu'à l'affrontement. En 1977, c'est en grande partie à Bucarest que se prépare le voyage de Sadate à Jérusalem. En 1978, M. Ceausescu, après avoir reçu M. Hua Guofeng, refuse catégoriquement à Moscou le renforcement des troupes du pacte de Varsovie en vue de leur éventuel engagement à l'Est. En 1979 - 1980, il réproouve les opérations du Vietnam au Cambodge et l'intervention de l'URSS en Afghanistan. Mais les déconvenues s'amoncelaient auxquelles il régissait par un surcroît d'orgueil. Prenant son parti des fautes qu'il commettait, mais non des révélations qui en étaient faites, il lançait la chasse aux opposants, chargeant même ses services de sécurité d'enlever l'écrivain Tanase, réfugié en France. Des bruits courent, début 1983, de tentatives de coup d'État militaire et, deux mois plus tard, la surveillance policière devient telle que la simple possession d'une machine à écrire est soumise à autorisation spéciale.

Pas de perestroïka

Pour la communauté internationale, le régime Ceausescu demeure cependant « fréquentable », et le numéro un continue à beaucoup voyager — à Paris, par exemple, en juillet 1980 — et à recevoir — le vice-président Bush parmi d'autres, en 1983. C'est vers cette époque que les choses commencent pourtant à réellement se gâter. D'abord parce que le Conducator se lance, à l'intérieur, dans une entreprise de destruction et de réalisations architecturales démesurées, qui culminera avec le programme dit de « systématisation », entraînant la disparition de nombreux villages, en particulier dans les régions à forte minorité d'origine hongroise. À

l'intérieur encore, les pénuries ne font que s'accroître et conduisent la Roumanie — sous prétexte d'alléger la charge de sa dette extérieure — au bord de la misère. À l'extérieur, le régime roumain continue d'entretenir des liens avec pratiquement tous les camps, mais les relations commencent à s'altérer avec plusieurs partenaires dans la seconde moitié des années 80. Avec la Hongrie, en premier lieu, qui proteste contre la discrimination dont souffrent ses compatriotes hongrois vivant en Roumanie. Avec les Occidentaux, ensuite, qui supportent de moins en moins, quelle que soit son « indépendance » vis-à-vis de l'URSS, les atteintes de plus en plus flagrantes aux droits de l'homme en Roumanie, pourtant signataire des accords d'Helsinki. L'arrivée au pouvoir, enfin, de M. Gorbatchev va priver M. Ceausescu d'un allié tolérant et traditionnel. Le nouveau numéro un du Kremlin fera bien le voyage de Bucarest en mai 1987, mais il y est accueilli sans chaleur par une direction roumaine qui se méfie au dernier degré de la perestroïka, et plus encore sans doute du glasnost. M. Gorbatchev n'hésite pas à souligner devant ses hôtes la nécessité de « réformes profondes et radicales ». Il n'est pas entendu, et les émeutes de Brasov, au mois de novembre 1987, sanctionnent cet immobilisme. M. Ceausescu reste également sourd aux avertissements de ceux qui, au sein de son propre parti, s'inquiètent de la « rupture entre le parti et la classe ouvrière ». Le luxe indécent dans lequel, au milieu d'une population plongée dans la misère, est célébré en janvier 1988 le soixante-dixième anniversaire du « génie des Carpates » ne fait que mettre en évidence le total anachronisme d'un régime qui reste systématiquement à l'écart, les condamnant explicitement, des changements qui s'amorcent chez la plupart de ses voisins socialistes. Rien n'y fait, et le « clan Ceausescu », « Madame Elena » en tête, ne cesse de s'enfoncer dans une politique de répression. Celle de Timisoara, le samedi 16 décembre 1989, qui coûtera la vie à des centaines de personnes, jouera le rôle d'un détonateur et ne précédera que de quelques jours l'explosion de Bucarest qui conduisit à sa chute et à son exécution quelques jours plus tard.

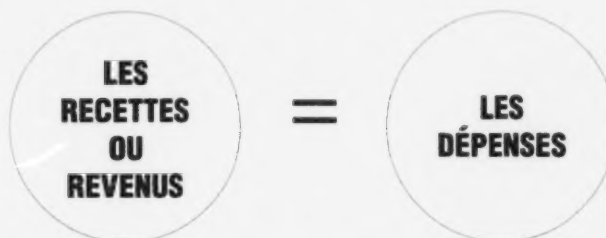
Bernard Guetta et Alain Jacob, « 200 personnalités de la politique internationale », *Le Monde*, Inédit, 25 décembre 1989.

ÉCONOMIE LIBÉRALE — CONCEPTS ET TERMES-CLÉS

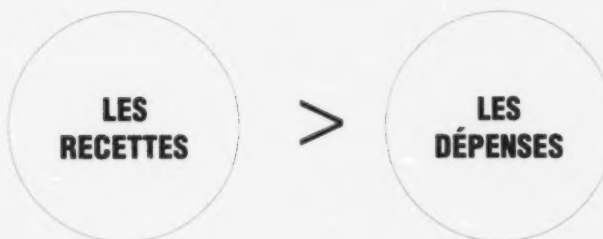


LE BUDGET D'ÉTAT

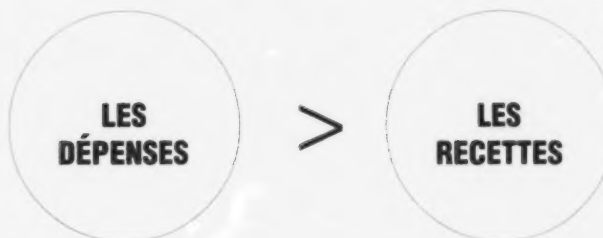
Pour équilibrer un budget il faut que :



Dans le cas contraire, il y a un surplus ou excédant budgétaire



ou bien un déficit budgétaire



COMMENT STIMULER UNE ÉCONOMIE?

La gestion de la demande et la gestion de l'offre



SECTEURS DE PRÉDICTION POUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES OU LES NATIONALISATIONS



UN MANIFESTE SOCIALISTE

M. Bob Rae, premier ministre de l'Ontario de 1990 à 1995, est le premier social-démocrate à occuper ce poste. Défait après son unique mandat, il reste un ardent défenseur des valeurs sociales-démocrates. L'extrait ci-dessous provient d'un texte, signé de sa main et publié dans le *Globe and Mail*, le 1^{er} octobre 1990. Lisez ce texte et répondez aux questions qui suivent.

Un manifeste socialiste

L'attitude triomphante de la droite face à l'effondrement du communisme en Europe de l'Est est sûrement aussi déplacée que celle de ses pré-décesseurs marxistes : l'idéal socialiste ne disparaîtra jamais. Il répond à quelque chose de profond et d'important au sein de la nature humaine, certainement plus profond que l'esprit mesquin et égoïste au cœur de cette renaissance du capitalisme.

Le capitalisme, en tant que ce système de pouvoir et de valeurs, est à la fois remarquablement tenace (et de ce fait couronné de succès) et profondément limité. Il produit opulence et misère, réalisations technologiques et désastre dans l'environnement, triomphe personnel pour quelques-uns et oppression et échec pour bien d'autres.

Il n'est peut-être pas à la mode de parler d'amour ou de solidarité comme des devoirs politiques et économiques. Ce sont, nous dit-on, des sujets privés. Ils ont cependant une valeur publique. Il existe un désir de solidarité, de communauté et d'amour. Ils peuvent briser les barrières de classes, d'éducation, de couleur et de langue. Ils nous rappellent que nous avons des devoirs autant que des droits : des responsabilités envers la terre elle-même, l'obligation de prendre soin de nous-mêmes et de prendre soin des autres.

Nous vivons pourtant dans une civilisation d'entreprise qui non seulement crée l'inégalité, mais aussi crée une culture où beaucoup aspirent non à l'égalité, mais à la richesse et la puissance.

Je me suis tourné vers la politique à la suite d'une expérience fondamentale : étudiant diplômé, découragé, je n'ai regagné un sens et une direction que lorsque je suis allé travailler à Londres, en Angleterre, dans un projet d'assistance-logement, destiné à aider les gens sans abri et les jeunes délinquants. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que nous avons maintenant, à Toronto, quelques quinze ans après cette expérience, le même problème : des personnes sans abri. C'est le même contraste absurde entre les conditions de vie et de travail de mes électeurs et celles de l'élite au pouvoir dans notre société. Le socialisme n'est pas une religion, il n'est pas une garantie personnelle de bonheur, il ne peut pas nous protéger de toutes les tragédies de la vie. La politique ne peut pas tout faire, mais elle doit faire ce qu'elle peut.

[...]

De plus grands changements sociaux sont en train de se produire. Les Canadiens sont-ils réellement préparés à travailler moins, et à partager le travail différemment? Les hommes sont-ils préparés à prendre en main les responsabilités familiales qui ont été assignées aux femmes pendant des siècles? Sommes-nous préparés à utiliser moins de ressources mondiales et à partager avec le reste du monde, ce que nous avons d'une manière plus équitable? Avons-nous l'imagination et la générosité nécessaires pour vivre en meilleure harmonie avec les premiers canadiens (les autochtones)? Comprendons-nous tout ce que cela signifie pour le monde de l'homme blanc compétitif dans lequel nous avons tous grandi?

Nous devons créer une société dans laquelle le changement n'est pas synonyme de perte catastrophique de revenu, d'estime de soi, trou noir de la pauvreté et impuissance que le changement industriel et social a signifié pour des millions de travailleurs depuis la révolution industrielle.

Il y a certains secteurs et certaines situations où les nationalisations par le gouvernement sont raisonnables, mais il y en a d'autres où une telle possession publique directe serait profondément improductive : un immense investissement de dollars publics pour un faible revenu réel. Si dans la démocratie notre intérêt est d'agrandir la participation des travailleurs et du public dans l'ensemble de la vie de la compagnie et de l'économie, alors l'idée de faire du gouvernement le seul actionnaire n'est pas réellement la réponse. Les intérêts d'une démocratie économique seraient mieux servis par quelques changements pratiques, immédiats, dans nos lois sur les relations du travail, la loi sur les sociétés et les normes d'emploi. Éliminez cette notion largement répandue à l'heure actuelle dans notre loi du travail, selon laquelle tout ce qui n'est pas mentionné dans l'entente collective appartient à la compagnie. Donnez aux travailleurs accès direct aux conseils d'administration, non d'une manière symbolique, mais comme un exercice important de démocratisation. Donnez également au public la parole directe aux conseils. Débarrassez-vous des immenses différences de traitement entre la direction et les travailleurs.

Il y a d'autres moyens pour les travailleurs d'avoir plus de contrôle sur leur vie. Ils ont des économies, sous la forme de fonds de pension, qui depuis des générations ont simplement été gérées « en leur nom » par des intérêts appartenant à des sociétés. Lorsque les travailleurs seront conscients que c'est leur argent et qu'ils devraient le gérer, une immense base du pouvoir économique passera à la démocratie. Pour être accompli, ceci demandera, une énorme volonté politique, parce que ceux qui contrôlent ces fonds n'abandonneront pas ce pouvoir sans lutter. Mais si Lech Walesa peut le faire avec une

bureaucratie communiste, nous sommes capables de le faire ici.

La démocratie est aussi constituée par d'autres importantes révolutions de notre époque : le mouvement des femmes et les droits de la personne. Durant la dernière décennie, les femmes sont entrées sur le marché du travail par millions, mais elles sont systématiquement moins payées, reléguées à des travaux à temps partiel, ont de plus maigres bénéfices, moins de protection et moins de sécurité. Elles sont sujettes au harcèlement au travail et à la violence à domicile.

Si vous êtes aveugle au Canada, vous serez probablement sans emploi. Si vous êtes sourd ou si vous êtes physiquement ou mentalement handicapé de quelque façon, vous serez pauvre, selon toute probabilité mal logé, sans emploi et sans soutien. Si vous êtes Noir ou si vous appartenez à une minorité visible, vous aurez un emploi avec un salaire plus bas, moins de reconnaissance et moins de possibilités que votre voisin qui est Blanc.

Enfin, il y a le rôle positif et nécessaire que les marchés peuvent jouer dans un système socialiste. Les économies qui ont oublié ou oblitéré les marchés l'ont fait à leur propre péril. Sans exception, elles doivent maintenant procéder à des réformes et se conformer à la nécessité de prix réalistes, au respect de l'offre et de la demande; elles doivent comprendre le rôle positif de la compétition, le besoin de servir des consommateurs et savoir apprécier les avantages du changement, du dynamisme et, oui, de l'entreprise et de la gestion efficace.

Mais nous savons tous que, si les principes du marché sont liés à des formes de sociétés exclusivement privées, de propriété et de gestion, au sein d'un climat général de spéculation et d'âpreté au gain, le résultat n'est pas une économie productive, mais un casino.

La puissance et la richesse sont passées d'une génération à la suivante. Ceci est combiné avec

la tendance inévitable des concurrents de dévorer leurs opposants dans une frénésie de prise de possession et de monopole. Nous connaissons le résultat : nous vivons avec lui. C'est notre monde, mais ses excès ne devraient pas nous aveugler sur ce qui est raisonnable.

La créativité, l'esprit d'initiative, l'ingéniosité technique, et, ce qui est plus important, le choix du consommateur, sont tous des aspects positifs du marché. Il est important, en tant que socialistes, que nous nous y accordions. En nous concentrant sur les questions sociales, nous avons souvent considéré l'économie comme une chose obscure et inconnue, presque malpropre. C'est cependant ainsi que nous gagnons notre vie. Nous devons mieux la comprendre, et nous devons en même temps insister sur le fait que l'économie réponde à nos valeurs et à nos priorités.

L'expansion de l'État-providence, et les attaques de la nouvelle droite, dirigées contre certaines de nos réalisations nous ont forcés à passer beaucoup de temps simplement à les défendre, c'est le cas de l'assurance-santé. Maintenant nous devons déclarer ce que nous voulons pour l'avenir.

Le mouvement féministe nous a fait prendre conscience que les intérêts du pouvoir servaient le patriarcat, en même temps, qu'il nous a ouvert les yeux sur le fléau du racisme.

Nous devons rendre plus flexibles le gouvernement et l'administration des services qu'il offre. Nos services de santé et nos services sociaux dépensent des milliards de dollars. Cependant, dans plusieurs cas, il n'y a ni responsable, ni participant. La flexibilité et la qualité du service public doivent être améliorées.

Dans notre vie économique, nous sommes régis par une élite non élue, dont le pouvoir et la richesse sont pour une bonne part héréditaires. Nous devons exiger que ce qui est produit soit partagé plus équitablement. Les gens ne paieront pas exactement la même chose, et ne vivront certainement pas de la même façon,

mais il est clair qu'il n'y a pas d'excuse pour une si grande disparité entre riches et pauvres.

L'aptitude du capitalisme à « distribuer les biens » économiquement a été très exagérée. En tant que système politique, il a misérablement manqué de répondre aux besoins et aux demandes ordinaires de ses citoyens. En tant que système moral, il échoue complètement à rallier la volonté populaire de partager la liberté, la justice, l'égalité, la communauté ou l'amour.

N'y a-t-il rien que l'argent ne puissent acheter?

Il existe des arguments plus forts qu'on ne pense en faveur d'une démocratie sociale et économique, et ils ont leurs racines dans les institutions. Le plus clair exemple est peut-être, au Canada : notre système de soins médicaux. À certains égards, nos habitudes sont uniques, par exemple : nous donnons notre sang bénévolement, non pas contre rémunération.

Il est intéressant de noter que même lorsqu'il est question de vie ou de mort, nous ne laissons pas intervenir les forces du marché. C'est là que nous sommes le plus efficace et le plus généreux.

Il y a deux ans, un diagnostic révéla que mon frère, David, souffrait d'un cancer des lymphes. Suite au premier traitement, on nous dit que l'étape suivante était une greffe de la moelle épinière. Après une batterie de tests sanguins, on trouva que j'étais le donneur le plus compatible.

Aux États-Unis, cette opération aurait coûté plus de 250 000 \$. Plusieurs États ont cessé de payer Medicaid pour ce genre de greffes, parce qu'elles sont trop chères. Une mère, en Oregon, assiégea le corps législatif avec son enfant mourant, pour l'amener à payer son traitement; il fut inflexible. L'enfant mourut. Même si avec les jeunes enfants, les greffes réussissent plus souvent qu'elles n'échouent.

Je subis l'opération sans réfléchir ni poser de questions au sujet du prix et avant de mourir,

mon frère luttait avec un énorme courage dans et hors de l'hôpital. Selon les statistiques, l'enfant de l'Oregon aurait probablement eu une plus grande chance de vivre que mon frère, mais ce choix ne lui a pas été donné.

Je me souviens avoir lu un article de journal sur une famille des États-Unis où le frère disait qu'il refusait de se prêter à une greffe — c'était trop douloureux, trop risqué, et il n'avait pas vu son frère depuis longtemps, il ne pensait pas lui devoir quoi que ce soit de toute façon.

En fait, l'opération ne présente aucun risque pour le donneur, et la douleur est d'ordinaire très brève, mais le dernier point attira mon attention : « qu'est-ce que je lui dois, de toute façon? »

Aux États-Unis, les familles offrent de payer les donneurs pour les greffes, y a-t-il quelque chose que l'argent ne puisse pas acheter? Est-il en réalité trop abstrait, trop banal, trop difficile de comprendre que le simple fait de donner une chance à une autre vie soit précieux en soi? La plupart des gens ne seraient-ils pas émus par les arguments les plus essentiels sur ce que nous devons les uns aux autres?

Nous nous devons l'amour et les actions qui en découlent. Nous exprimons cet amour en actes, en lois, en institutions, en droits.

Bob Rae. « A Socialist's Manifesto » dans *The Globe and Mail*, 1^{er} octobre 1990. Gracieuseté de M. Bob Rae.

1. Quelles sont, selon M. Bob Rae, les valeurs les plus importantes du socialisme démocratique?
2. Quels sont les aspects positifs et négatifs du capitalisme, d'après lui?
3. Quels arguments ou exemples utilise-t-il pour démontrer l'existence de valeurs plus importantes que l'intérêt personnel ou le profit?
4. Comment, selon lui, les travailleurs pourraient-ils participer davantage dans la prise de décision économique, sans avoir recours à la nationalisation des entreprises?
5. L'importance accordée par les sociaux-démocrates à l'égalité et aux chances égales les rapproche souvent des groupes marginalisés dans la société. Relevez des remarques de M. Bob Rae qui indiquent sa solidarité et sa sympathie avec de tels groupes.

Réponses à l'activité : Un manifeste socialiste

1. Les valeurs du socialisme démocratique, selon Bob Rae, sont :
 - solidarité, esprit communautaire, amour;
 - responsabilité sociale et responsabilité écologique;
 - liberté, égalité, justice.
2. Selon M. Bob Rae, le capitalisme comporte des aspects positifs et négatifs. Il est tenace mais limité. Il produit « opulence et misère, réalisations technologiques et désastres écologiques, triomphe personnel pour quelques-uns et oppression et échec pour bien d'autres ». Le capitalisme encourage la créativité, l'esprit d'invention, l'ingéniosité technique et le choix du consommateur, tous des éléments très positifs.
3. D'après M. Bob Rae, il existe des valeurs plus importantes que celles de l'auto-intérêt et du profit. Nous ne laissons pas au marché les décisions relatives aux questions de vie ou de mort par exemple. Les gens sont prêts à se sacrifier pour sauver la vie des autres. M. Bob Rae raconte comment il avait subi une opération chirurgicale afin d'aider son frère qui souffrait d'un cancer des lymphes. Il s'agissait de faire une greffe de moelle épinière et il était le donneur le plus compatible.
4. La nationalisation des entreprises n'est pas toujours la solution, maintient M. Bob Rae. Il y a d'autres moyens d'accroître la participation des travailleurs dans la vie de la compagnie et de l'économie. Les travailleurs devraient avoir accès direct aux conseils d'administration, tout comme le public. Il faut aussi éliminer les immenses différences de traitement entre la direction de l'entreprise et les travailleurs.
5. M. Bob Rae indique sa solidarité avec les groupes marginalisés suivants :
 - les minorités de classe sociale, d'éducation, de couleur, de langue;
 - les sans-abris;
 - les femmes;
 - les travailleurs;
 - les handicapés;
 - les malades.

UNE ÈRE SOCIALISTE

L'article suivant est tiré de *Horizon Canada*. Il offre un regard assez détaillé sur la politique adoptée par le Parti socialiste de la Saskatchewan (le C.C.F. dans le temps, aujourd'hui le NPD). Compte tenu de l'influence que la Saskatchewan a eue ultérieurement sur le Canada, il nous importe de prendre connaissance de cette expérience sociale-démocrate chez nous.

Alors que la Seconde Guerre mondiale touche à sa fin, le Parti socialiste de T.C. Douglas prend le pouvoir en Saskatchewan. Fidèle à ses engagements, il fait voter, au cours de ses 17 années à la tête du gouvernement, tout un cortège de réformes édifiantes dont plusieurs trouveront écho dans le reste du Canada.

par J. M. Pitsula

Le 15 juin 1944, le Canada tout entier reste stupéfait d'apprendre que la Saskatchewan vient d'élire un gouvernement... socialiste. Qui plus est, loin de se faufiler de justesse au pouvoir, la *Co-operative Commonwealth Federation* (C.C.F.) remporte 47 des 52 sièges. Un pasteur méthodiste de 40 ans, Clement (Tommy) Douglas, s'apprête à diriger pour les 17 années à venir le gouvernement le plus innovateur et le plus constructif que le Canada ait connu.

Fils d'un fondeur-mouleur, Douglas est né en octobre 1904 à Falkirk, en Écosse. La famille déménage au Canada en 1910, repart durant la Grande Guerre, puis revient, définitivement cette fois, à Winnipeg en 1919, l'année de la célèbre Grève générale. À 14 ans, Douglas quitte l'école et entre comme apprenti chez un imprimeur. Mais il est appelé à une vocation religieuse et, après six années d'études au collège Brandon au Manitoba, il est ordonné pasteur baptiste en 1930.

La Dépression bat son plein; en poste à Weyburn, en Saskatchewan, Douglas entrevoit que la solution aux problèmes économiques qui écrasent le petit peuple réside dans la politique. Il envisage de se présenter aux élections fédérales de 1935 lorsque le Parti C.C.F., dont la fondation remonte à 1932, le presse. Quelqu'un ayant eu la malencontreuse idée de l'avertir que jamais l'Église ne le réintégrera dans son giron s'il « ose » se présenter aux élections, il riposte

« Vous venez de dénicher un candidat pour le Parti C.C.F.! » Élu, il remplit plusieurs mandats comme député. En 1944, il conduit le Parti C.C.F. de la Saskatchewan à la victoire, avec le slogan « Humanity First ».

Tommy prend charge

Le nouveau premier ministre cumule les fonctions de ministre de la Santé; il croit dur comme fer que, riche ou pauvre, tout le monde a droit aux soins médicaux. À l'époque, beaucoup de gens se ruinent, perdent parfois leur maison, pour régler les notes d'hôpital. Le Parti C.C.F. remédie à la situation en adoptant le Régime d'hospitalisation de la Saskatchewan.

Ce régime entre en vigueur le 1^{er} janvier 1947. Pour 5 \$ par année, jusqu'à concurrence d'un maximum de 30 \$ par famille, l'assurance-hospitalisation couvre pleinement chaque citoyen; le reste des fonds provient de la masse de l'imposition. L'accueil réservé à cette mesure est si enthousiaste que le gouvernement fédéral la reprend à son compte en 1957.

Le Parti C.C.F. s'attaque ensuite à l'éducation. Le ministre de l'Éducation entré en poste en 1944 se nomme Woodrow Lloyd; ce jeune enseignant de 31 ans restera au poste jusqu'en 1960, transformant de fond en comble le système scolaire. Il commence par rajuster le salaire minimum des enseignants de 700 \$ à 1 200 \$ par

année, puis à assurer la gratuité des manuels scolaires. Son œuvre maîtresse sera de réorganiser les 5 000 districts scolaires en 60 unités plus vastes pour répartir les frais d'éducation entre régions riches et régions pauvres, et permettre ainsi la construction de grandes écoles offrant un meilleur enseignement. Bientôt, les campagnards reçoivent une éducation comparable à celle des citadins. Lloyd est également à l'origine du premier programme de prêts étudiants au Canada, dont bénéficient les jeunes à l'université ou dans les écoles techniques. Rudimentaire en 1944, le système scolaire de la Saskatchewan se classe parmi les premiers au Canada en 1960.

Avant l'avènement de Douglas, la Saskatchewan n'avait jamais connu de ministère des Affaires sociales. Celui-ci vient s'ajouter à deux autres, Travail et Coopératives; ensemble, ce réseau de sécurité sociale entreprend de nombreuses réformes (soins aux enfants et aux personnes âgées, logements, système correctionnel), sur le principe que l'assistance sociale aux moins nantis n'est pas un privilège, mais bien un droit.

L'agriculture est le nerf de l'économie de la Saskatchewan, et un politicien négligerait les fermiers de la province à ses risques et périls. Grâce à la Loi de 1944 sur la sécurité des fermes, Douglas honore une promesse électorale; en effet, en vertu de la loi, les 160 acres (environ 65 hectares) abritant la maison du fermier deviennent inaliénables, même pour dettes, mesure qui met les fermiers à l'abri de toute menace d'expulsion. La loi stipule en outre que si une banque, ou toute autre institution de prêts, essaie de s'emparer du reste des terres, le gouvernement pourra intervenir et accorder un délai de grâce au fermier.

Au secours des fermiers

Les sociétés hypothécaires et les banques s'activent fébrilement en 1944, mettant en garde les fermiers chargés de dettes contre les conséquences désastreuses d'une victoire du C.C.F. On ira jusqu'à menacer de saisir les hypothèques avant que le gouvernement n'ait le temps

de faire voter la loi. Mais ces tactiques échouent. Les fermiers apportent leur appui au parti; en retour, Douglas se pose comme le champion des droits des agriculteurs.

La pose de fils électriques à la campagne est un autre programme qui reçoit l'aval populaire. Seules 293 fermes sont électrifiées en 1944; en 1958, on en recense 47 000. En 1952, le gouvernement nomme une Commission royale sur l'agriculture et la vie rurale; ses conclusions mènent à l'adoption, notamment, de l'assurance-récolte, d'un programme de construction routière à la campagne, d'essais indépendants sur la machinerie agricole et de la dotation de fermes en eau courante et en systèmes d'évacuation des vidanges.

La Loi sur les syndicats, adoptée en 1944, donne à la Saskatchewan le Code du travail le plus progressiste en Amérique du Nord. Elle entérine la négociation des conventions collectives et freine du même coup certaines pratiques anti-syndicales. Interdiction à l'employeur de congédier pour motif d'activité syndicale; accusé d'un tel acte, il doit prouver que le renvoi n'a rien à voir avec une activité de cette nature.

La première, la Saskatchewan rend obligatoire les deux semaines de congé annuel payées et accorde aux fonctionnaires le droit de constituer des syndicats et de négocier des conventions. L'indemnisation d'un travailleur blessé est haussée à 75 pour cent de son salaire, pourcentage inégalé sur tout le continent.

Une économie planifiée

Douglas n'oublie pas le coût élevé de tous ces programmes sociaux. L'expansion économique doit pourvoir à la situation de deux façons; en premier lieu, elle assurera la création d'emplois et rehaussera le niveau de vie, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des services gouvernementaux; en deuxième lieu, elle fournira les impôts nécessaires au financement de ces programmes. Le gouvernement vote donc des mesures, souvent couronnées de succès, pour renforcer et diversifier l'économie de la province.

Le Parti C.C.F. est le seul au Canada à miser sur une économie planifiée. Douglas crée en janvier 1946 le Comité consultatif de planification économique et nomme à sa présidence George W. Cadbury, économiste britannique et membre de la célèbre famille de chocolatiers. La Direction générale du budget est chargée de coordonner les dépenses de tous les ministères, le Bureau des finances et celles des Corporations de la Couronne.

Une planification aussi systématique constitue alors une nouveauté. De l'Est canadien, des États-Unis, de l'Angleterre et, bien entendu, de la Saskatchewan même, des fonctionnaires de talent accourent pour prêter main-forte. Plusieurs renoncent ainsi aux salaires mirobolants qu'ils pourraient recevoir ailleurs, préférant participer à la merveilleuse et enthousiasmante expérience en cours au beau milieu des Prairies.

Ce Parti socialiste n'hésite pas à user des corporations publiques pour réaliser ses objectifs économiques, notamment la *Saskatchewan Power Corp.* et la Compagnie de téléphones de la Saskatchewan.

Au moment de l'arrivée de Douglas au pouvoir, plusieurs entreprises d'électricité fonctionnent dans la province, dont une petite qui appartient au gouvernement. Comme aucune n'est en mesure de produire de l'électricité à peu de frais, les tarifs sont élevés; nombreuses sont les régions où l'électricité n'est disponible qu'en soirée (et une matinée par semaine pour permettre aux ménagères de faire leur lavage). La *Saskatchewan Power Corp.* rachète une à une ces petites entreprises et les regroupe en un vaste réseau.

Malgré la création en 1908 d'un ministère des Téléphones, le service en 1944 souffre encore de graves carences. Réaliser un interurbain relève quasiment d'un exploit; et plus de 15 000 noms figurent sur la liste d'attente. La Compagnie gouvernementale renversera la tendance par des méthodes innovatrices.

Le Bureau gouvernemental d'assurances fait lui aussi preuve d'une énergie débordante. En 1946, la Saskatchewan, innovant une fois de plus, adopte l'assurance-automobile obligatoire, innovation non seulement canadienne, mais mondiale. Avant la passation de la loi, la victime d'un accident était libre de poursuivre le coupable pour dommages — mais à quoi bon si ce dernier ne bénéficiait d'aucune assurance et se trouvait démuné financièrement? La nouvelle loi protège tout le monde, coupable ou non.

Concurrence au secteur privé

Le Bureau d'assurances s'est ensuite lancé sur le marché de l'assurance-automobile, offrant à tout venant un complément d'assurance, protégeant contre l'incendie et l'invalidité, offrant des garanties financières; toutes les formes d'assurance, en fait, sauf l'assurance-vie. Cette concurrence directe avec le secteur privé oblige les compagnies d'assurances à baisser leurs prix. Pour parer à la menace, l'Association canadienne des souscripteurs d'assurance s'engage corps et âme dans les élections de 1948. On dépense sans compter pour diffuser des annonces à la radio et dans les journaux de la province; de 4 000 à 5 000 agents d'assurances font du porte à porte pour endiguer l'avance des notions socialistes. Peine perdue; le Parti C.C.F. est réélu en 1948, ses idées en la matière faisant leur chemin jusqu'au Manitoba, en Colombie-Britannique et au Québec.

Pour tirer parti des vastes gisements de sulfate de soude, le gouvernement investit un million de dollars dans une usine; si l'on a recours à une corporation de la Couronne, ce n'est pas qu'on croit à la supériorité du public sur le privé, mais faute d'investisseurs assez téméraires. Le processus se répète à Estevan, où est fondée une briqueterie qui extrait l'argile du sol.

La plupart des corporations de la Couronne font des bénéfices; bien entendu, toutefois, certaines échouent. On vend une fabrique de chaussures et une lainerie, qui se sont révélées défici-

taires. La Saskatchewan, en effet, représente un marché trop petit; les frais de transport jusqu'en Ontario et ailleurs sont trop élevés pour rentabiliser la vente de produits finis.

Économie mixte, succès sans nuage

Dans la conception de Douglas, le secteur privé, le secteur public et les coopératives jouent tous un rôle essentiel dans la vie économique. Il croit fermement qu'il faut laisser aux gens l'initiative de créer de nouveaux services, à condition que la loi de la concurrence joue et qu'on ne tire pas profit de la collectivité. Mieux vaut par exemple que l'industrie pétrolière demeure entre les mains du secteur privé, car aucun contribuable ne consentirait à ce que le gouvernement dépense des sommes folles pour forer là où il risque fort de ne rien trouver.

La Saskatchewan sous Douglas jouit d'une économie très saine. Clarence M. Fines, célèbre pour la cravate à motif de corne d'abondance qu'il arbore chaque fois qu'il présente un budget à la Chambre, occupe sans interruption le poste de ministre des Finances entre 1944 et 1960. Ses 16 budgets seront tous équilibrés; dans le même temps, la dette provinciale passera de 178 millions de dollars en 1944 (la plus lourde charge par personne au pays) à 18 millions lorsque le Parti C.C.F. perd le pouvoir.

Sous l'égide de Douglas, le Parti a remporté cinq victoires de suite aux urnes. Il perd du terrain en 1948 (31 sièges sur 52) après sa victoire écrasante de 1944, au profit essentiellement des libéraux, dont la représentation passe de 5 à 19; ces derniers cherchent à faire valoir que Douglas vise tout bonnement à instaurer une dictature communiste.

Mais Douglas opère un retour en force en 1952, le Parti C.C.F. remportant 42 des 53 sièges et un pourcentage plus élevé du vote populaire qu'en 1944, 54 pour cent contre 53,1 pour cent. En 1956 et 1960, ces chiffres s'élèvent respectivement à 36 sur 53 et 38 sur 55.

Quel est donc le secret de cette incroyable longévité électorale? De toute évidence, la poli-

tique de Douglas va au cœur des préoccupations des électeurs.

De plus, Douglas lui-même est très populaire; orateur éloquent et spirituel, leader adroit, il sait garder le contact avec les gens.

La fin d'une époque

Le 25 avril 1959, Tommy Douglas profite d'une réunion à Birch Hills pour lancer sa dernière initiative d'envergure; cette fois, il mise sur l'adoption d'une loi sur l'assurance-maladie. S'engage alors la bataille électorale de 1960, remportée une fois encore par le Parti C.C.F. Interprétant cette victoire comme un mandat, Douglas entreprend l'implantation du programme annoncé.

Votée en 1961, la loi est vigoureusement contestée par les médecins avant son entrée en vigueur en 1962. Mais la situation finira par s'apaiser, et l'assurance-maladie par prendre corps; le succès obtenu en Saskatchewan est tel que l'ensemble du pays bénéficie d'un régime d'assurance-maladie en 1969.

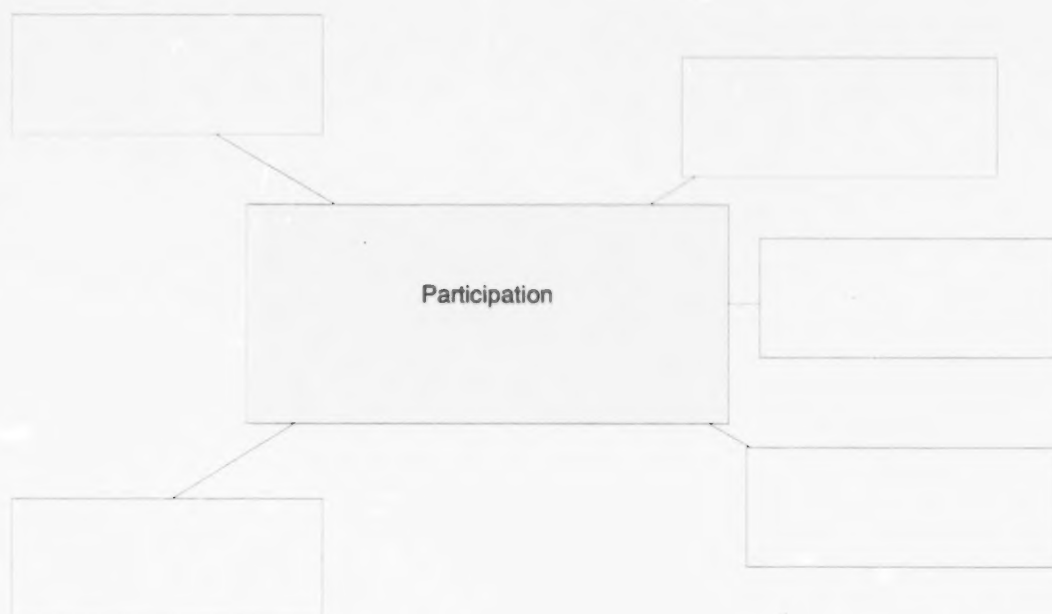
Mais Tommy Douglas n'est plus alors premier ministre de sa province. En 1961 s'est tenu le congrès de fondation du Nouveau Parti démocratique (NPD), regroupant le Parti C.C.F. et les syndicats, qui a élu Douglas comme premier leader national. Woodrow Lloyd préside donc, en qualité de premier ministre, à la mise en œuvre de l'assurance-maladie.

Douglas mérite néanmoins le titre de « Père de l'assurance-maladie », pierre angulaire de la carrière d'un homme remarquable qui fut pendant 17 ans premier ministre. Nul doute que son gouvernement a péché par certains côtés, mais les annales du monde offrent peu d'exemples d'une administration aussi originale, innovatrice, enthousiaste et soucieuse du bien du peuple que le gouvernement qui a dirigé la Saskatchewan de 1944 à 1961.

Pitsula, J.M. « Une ère socialiste », dans *Horizon Canada*, vol. 10, CEEC, Québec, 1987, p. 2617-2623.
Cancopy, p. 95-99.

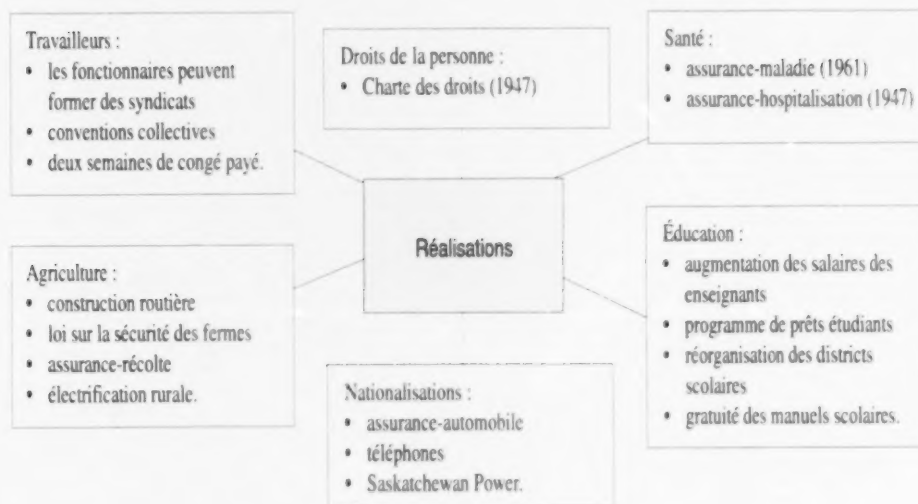
Répondez à la question suivante à partir du texte que vous venez de lire : « Une ère socialiste ».

1. Préparez une carte schématique montrant les principales réalisations des sociaux-démocrates de la Saskatchewan pendant leurs premières 17 années au pouvoir. Le tableau pourra prendre la forme suivante :



Réponse à l'activité : Une ère socialiste

1. La carte schématique pourrait prendre la forme suivante :



LE BILAN DU COMMUNISME

Voici un extrait du livre *Sortir du socialisme* (1990, Paris : Fayard) de Guy Sorman offrant une analyse de la mécanique économique du socialisme et de ses réalisations, qu'elles soient réelles ou fictives. Lisez ce texte fort intéressant et répondez aux questions qui suivent.

Pourquoi le socialisme est épuisé

Depuis 1917, l'URSS ne s'est-elle pas énormément développée tout en étant socialiste?

Il faut effectivement se demander pourquoi le socialisme a permis une certaine croissance depuis 1917, et pourquoi celle-ci s'est interrompue au début des années 1980. En réalité, de la Première Guerre mondiale aux années 1980, partout le monde industriel s'est développé au moins aussi rapidement qu'en URSS. Contrairement à la légende dorée du socialisme, la croissance de l'URSS a toujours été modeste : 3 % en moyenne par an depuis la révolution, soit un rythme comparable à celui du monde capitaliste, mais avec un coût humain beaucoup plus considérable. L'argument selon lequel ces souffrances auraient constitué le prix à payer pour industrialiser un pays attardé est absolument sans fondement. En fait, il faut comprendre que le socialisme et le capitalisme sont deux modèles de croissance radicalement distincts. Le capitalisme est fondé sur l'innovation, les gains de productivité, la recherche de la qualité, la diversification. Le capitalisme est par nature autorégulateur. Ainsi, dans le monde occidental, plus l'activité se développe et se diversifie, moins nous consommons d'énergie et de matières premières par unité produite. Nous économisons les ressources parce qu'elles sont rares et chères; par conséquent, la quête de l'innovation, des produits de substitution aux matières premières comme au travail humain, fait que la croissance capitaliste est sans fin apparente.

Le socialisme, c'est le contraire. Dès l'origine, la croissance soviétique a été alimentée par des facteurs purement quantitatifs : augmentation de la population, mise au travail obligatoire des femmes, urbanisation, exploitation des ressource

ces naturelles, augmentation du prix du pétrole exporté. C'est donc l'exploitation et parfois le pillage des ressources naturelles et humaines qui ont financé les équipements industriels. Sous le seul règne de Brejnev, vingt-cinq millions de paysans ont été arrachés à leur campagne pour se retrouver ouvriers, généralement dans le bâtiment, avec un statut de seconde zone, liés à leur employeur et à leur lieu de résidence, version actualisée du servage. Or, il suffit de transférer une population de la campagne à la ville pour dégager mécaniquement un surplus de croissance, simplement parce que la productivité est plus élevée dans les activités rurales. Une fois ce pillage achevé, la population stagnante, les ressources épuisées, la croissance ne peut que se ralentir, puis s'interrompre. Contrairement au capitalisme, plus l'économie socialiste produit, plus elle consomme d'énergie, de matières premières et de main-d'œuvre. Les gains de productivité n'ont jamais pris le relais, d'où la réduction régulière du niveau de vie des Soviétiques depuis le début des années 1980.

Mais pas de tous les Soviétiques. La nomenklatura conserve ses privilèges. Ce sont donc les plus pauvres qui sont le plus sévèrement atteints par la récession. L'écart de statut et de revenus s'aggrave entre, d'une part, la nomenklatura et les employés des grands ensembles industriels privilégiés, et d'autre part, le reste de la population. Le socialisme soviétique est ainsi devenu une implacable mécanique à produire à la fois de la pauvreté et de l'inégalité. Inégalité au quotidien : la presse occidentale, lorsqu'elle montre et commente la pénurie en URSS, les queues interminables devant des magasins vides, néglige de souligner que la nomenklatura, elle, ne fait jamais la queue; elle dispose de ses propres



F. Richardier

circuits d'approvisionnement où règne l'abondance de produits fabriqués en URSS ou importés. Les Soviétiques qui font la queue sont les personnes âgées, les retraités, les petites gens sans relations ni avec la bureaucratie, ni avec les mafias.

Cette analyse de la croissance passée, aujourd'hui bloquée, de l'économie soviétique, permet de mieux cerner ce qu'est une économie socialiste : un instrument de mobilisation des ressources physiques, un transfert des paysans vers l'industrie, une exploitation physique et humaine jusqu'à épuisement de ces ressources. Celui-ci est inéluctable. Toute économie socialiste bute contre un mur infranchissable — en deux générations dans le cas de l'URSS : le socialisme, observe le sociologue d'origine russe Mikhaïl Bernstam, porte en lui dès sa naissance une sorte de gène mortel; l'épuisement du système est inscrit dans sa biologie.

Voilà pourquoi le socialisme, une fois consommées les ressources physiques, est condamné soit à se lancer dans des conquêtes extérieures pour mobiliser les ressources des autres, soit à disparaître.

Or la perestroïka ne modifie pas radicalement le système; elle tente seulement de l'améliorer en y introduisant quelques vitamines, du type éléments de marché ou autonomie des entreprises.

C'est refuser de voir les causes réelles de la stagnation et se persuader qu'un simple réglage des mécanismes économiques suffira à redémarrer. En réalité, tous les plans de réforme économique ne peuvent qu'échouer dans la mesure où ils ne s'attaquent pas aux causes réelles de la stagnation, qui ne sont pas d'ordre économique.

Le retour à un certain développement exigerait l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs ayant intérêt à l'innovation et à la productivité, alors que les dirigeants économiques actuels ont intérêt — nous l'avons constaté — à la pénurie. La différence entre le capitalisme réel et le socialisme réel n'est donc pas le marché, c'est la propriété et le pouvoir qui en découle. Or la perestroïka ne remet en question ni la propriété de la plupart des entreprises, ni le pouvoir réel de la bureaucratie d'État sur l'économie. Par conséquent, lorsque les dirigeants soviétiques annoncent qu'ils libéralisent en s'en remettant aux lois du marché, ils utilisent des mots qui ne recouvrent pas la même réalité économique que dans les pays libéraux. La libéralisation à la soviétique n'est qu'une modernisation du socialisme, un effort gigantesque pour faire fonctionner le secteur d'État sans trop bouleverser ni le régime de la propriété, ni les attributs du pouvoir. En promettant de réformer le système, les dirigeants soviétiques essaient de faire croire — et sans doute croient eux-mêmes — qu'il est réfor-

mable et qu'il doit donc être conservé. Mais cet effort est voué à l'échec, car le socialisme n'est plus réformable dès lors qu'il a franchi la ligne physique de son épuisement naturel. Il s'auto-détruit nécessairement et les réformes à l'intérieur du système, loin d'interrompre le processus, ne font que l'accélérer en relâchant la discipline et en révélant les contradictions. L'URSS est donc condamnée soit à s'appauvrir plus encore, soit à agresser le monde extérieur,

soit à changer complètement de système économique.

C'est cette dernière solution que proposent les libéraux soviétiques. Il y en a!

Sorman, Guy. *Sortir du Socialisme*, Fayard : Paris, (1990).

1. Que dit M. Sorman à propos de l'idée que l'Union soviétique a connu, grâce à son système économique, un taux de croissance supérieur à celui du monde occidental jusqu'aux années 1980? Offre-t-il des preuves à cet égard? Explique-t-il ce qui permet à d'autres de dire le contraire?
2. Quelle comparaison offre-t-il entre les modèles de croissance capitaliste et socialiste?
3. Comment explique-t-il la croissance qui a eu lieu dans l'ancienne URSS pendant les premiers 50 ans du régime socialiste? Pourquoi cette croissance a-t-elle commencé à se ralentir dans les années 1980?
4. D'après M. Sorman, le régime soviétique a-t-il réussi au moins à établir une société égalitaire? Expliquez son raisonnement.
5. Dans son texte, M. Sorman utilise un raisonnement « marxiste » pour expliquer l'échec inévitable du communisme. Expliquez comment il tourne le marxisme contre lui-même.
6. Vous noterez que M. Sorman a écrit ce texte avant l'écroulement de l'Union soviétique et l'abandon du marxisme dans ce pays. D'une certaine manière, il est prophétique. Expliquez comment, et déterminez si l'analyse de Sorman a été confirmée par les faits.

Réponses à l'activité : Le bilan du communisme selon Guy Sorman, analyste français

1. M. Sorman met en doute la notion qu'entre 1917 et le début des années 1980, l'URSS ait connu un taux de croissance supérieur à celui du monde capitaliste industrialisé. Ce taux a été de 3 pour cent en moyenne, affirme-t-il, soit un taux comparable à celui du monde capitaliste. Cependant, il nous donne ce chiffre sans nous en indiquer les sources ni où et comment, selon lui, les observateurs du développement économique de l'URSS durant cette période se sont trompés. On s'attendait à ce qu'un économiste démontre les erreurs commises par ceux qui ont un point de vue contraire au sien.
2. D'après M. Sorman, le capitalisme est fondé sur l'innovation, les gains de productivité, la recherche de la qualité et la diversification. Le capitalisme est autorégulateur dans sa poursuite du profit et de la productivité; il s'efforce de maximiser sa maîtrise de la technologie et de minimiser sa consommation des matières premières. Le capitalisme réduit le plus possible le gaspillage. La croissance n'a pas de fin apparente étant donné sa quête continue d'innovation.

Une économie socialiste est un instrument de mobilisation des ressources physiques, un transfert des paysans vers l'industrie, une exploitation physique et humaine jusqu'à épuisement de ces ressources. Une fois les ressources physiques consommées, le socialisme est condamné soit à se lancer dans les conquêtes extérieures pour mobiliser les ressources des autres, soit à disparaître.

3. Selon M. Sorman, la croissance initiale de l'économie socialiste était due aux facteurs quantitatifs : augmentation de la population, travail obligatoire des femmes, urbanisation, exploitation des ressources naturelles, augmentation du prix du pétrole exporté. C'est donc l'exploitation des ressources physiques et humaines qui explique l'expansion économique qu'a connue l'Union soviétique à ses débuts. Ce genre d'exploitation a ses limites (les matières premières s'épuisent, la population cesse de croître, l'exode rural prend fin) qui, une fois atteintes, ne peuvent plus être dépassées pour soutenir le développement économique. S'il n'y a pas de gains qualitatifs (gains de productivité), l'économie commence à stagner, ce qui est arrivé au début des années 1980. De plus, au lieu d'encourager la meilleure utilisation possible des ressources physiques et humaines, l'économie soviétique tend à les exploiter au maximum.
4. Selon M. Sorman, le socialisme soviétique n'a pas produit une société égalitaire. De nouvelles classes privilégiées associées au parti ont vu le jour. M. Sorman mentionne en particulier la « nomenklatura » qui s'est réservé des privilèges et qu'un fossé toujours grandissant au niveau des revenus sépare du reste de la population. La nomenklatura a accès à des soins médicaux et des hôpitaux de qualité, à des magasins bien stockés. Les membres de la nomenklatura ne font jamais la queue comme doivent le faire constamment les citoyens ordinaires.

5. Pour retourner la théorie marxiste contre le marxisme, M. Sorman démontre que le socialisme porte en lui, dès sa naissance, une sorte de « gène mortel » qui assurera sa propre destruction. On se souviendra que Marx avait dit que le capitalisme portait en son sein les germes de sa propre destruction. Dans sa théorie, M. Sorman part du principe que le système économique soviétique conduit à l'épuisement total des ressources humaines et physiques. Cette exploitation est nécessaire pour assurer la croissance économique. Une fois qu'elle atteint ses limites, la croissance s'arrête et le système commence à chanceler. Ainsi le système économique socialiste (marxiste) s'auto-détruit ou comme le dit M. Sorman : « l'épuisement du système est inscrit dans sa biologie ».
6. M. Sorman est prophète dans le sens qu'il prévoit dès 1990 l'écroulement du système économique soviétique. Il affirme également que les tentatives de réforme lancées par Gorbatchev, c'est-à-dire la perestroïka, se termineront, elles aussi, par un échec. La perestroïka ne prend pas en considération, maintient-il, les causes réelles de la stagnation et n'abordent donc pas les vrais problèmes de l'économie soviétique.

OPINION



Source : *The Globe and Mail*, Friday, December 27, 1991.

L'ÉCOLOGISME

Depuis la révolution industrielle, l'être humain a réussi à changer les rapports de forces qui existaient entre lui et le monde physique. Il s'est en partie libéré des contraintes du milieu et lui a imposé ses priorités. Les activités humaines se sont étendues dans tous les domaines et ont mobilisé les ressources de la planète : les océans et les fleuves, la faune et la flore, l'atmosphère, le sol. La prolifération des inventions, des connaissances, des techniques, des produits et des services a permis d'offrir à la majorité des gens dans les pays industrialisés un niveau de vie jamais atteint auparavant. La médaille a cependant un revers car en dépit de ces bénéfices, un bilan négatif énorme a été accumulé : appauvrissement des écosystèmes, dégradation de l'environnement, augmentation des déchets domestiques et industriels, explosion démographique et inégalités nord-sud. Les grands cycles naturels ont été bouleversés et l'équilibre de la planète a atteint un seuil critique.

Face à ces déroulements, une nouvelle école de pensée, une nouvelle idéologie — l'écologisme — a fait son apparition. Le terme écologie — qui vient du grec *oikos* = maison et *logie* = étude — est l'étude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants et des rapports de ces êtres avec le milieu. **L'écologisme est un mouvement, un courant politique et une idéologie, voués à la défense de l'environnement physique et social.** Le mot social pourrait surprendre ceux qui associent à tort écologisme à environnement uniquement, car ce courant pose la problématique des rapports des êtres humains avec leur environnement dans toute son ampleur, comme nous allons le voir ci-dessous.

Bien qu'il se soit manifesté surtout depuis les années 1970, l'écologisme a des racines plus anciennes : James Lovelock s'inspire du savant russe Vladimir Vernadsky (1863 - 1945) créateur de la biogéochimie, lorsqu'il présente l'hypothèse de Gaïa qui fait de la terre un être vivant, un superorganisme. « Penser globalement, agir

localement » le motto des écologistes est attribué à René Dubos (1901 - 1982) microbiologiste français, auteur de plusieurs ouvrages sur l'environnement, motto célébré entre autres par l'Allemand Friedrich Schumacher (1911 - 1977), auteur de *Small is Beautiful*. La rencontre du mouvement pour la conservation et de la conscience écologique est le fruit du travail de Aldo Leopold (1887 - 1948), forestier, plus tard professeur d'université au Wisconsin. Ces quelques noms ne représentent qu'une portion des gens, dont un nombre important de scientifiques, qui ont contribué à l'écologisme.

ENVIRONNEMENT ET INTERDÉPENDANCE

La prise de conscience écologique moderne est fondée à partir de deux événements-clés. La révolution industrielle et la colonisation. D'après les écologistes, ces deux phénomènes ont transformé radicalement l'environnement naturel et social. D'une part, l'imposition de l'autorité absolue de l'être humain sur la nature et l'exploitation de ses ressources ont eu pour conséquence la rupture éventuelle de l'équilibre naturel. D'autre part, l'exploitation de la main-d'œuvre dans les pays industrialisés puis dans les pays colonisés et la transformation de leur milieu ont causé des souffrances et des inégalités intolérables et ont bouleversés de nombreuses sociétés. L'idéologie écologique contemporaine lie intimement l'environnement physique et l'environnement social.

Les écologistes rejettent les idéologies classiques, car elles sont fondées sur le même principe : celui de la domination de la planète par l'être humain qui, placé au sommet de la hiérarchie, a droit de regard et d'exploitation libre et illimitée des ressources de la terre. Ils voient la planète comme un ensemble où les organismes vivants, y compris l'être humain, sont tous interreliés et interdépendants et où ce qui arrive à l'un affecte les autres. D'après eux, l'être

humain ne peut pas faire de mal à la terre sans se faire de mal à lui-même. Ils avancent l'idée que le développement du capitalisme et son succès sont dus à l'exploitation libre et sans précédent de la nature et n'aurait pas été possible sans la destruction massive des ressources naturelles — sols, flore, animaux, combustibles, fossiles — et la mainmise sur les ressources du monde en développement.

D'après les défenseurs de cette idéologie, la croissance économique continue — base du capitalisme et de la mondialisation — est incompatible avec l'écologie, car elle mène au déséquilibre social et naturel, à la destruction de la planète. Ils font remarquer le cercle auto-destructeur dans lequel l'économie de consommation est engagé. D'une part, il y a surproduction de marchandises dont la nécessité est souvent créée artificiellement et d'autre part, surexploitation et gaspillage de ressources naturelles finies et impossibilité pour la biosphère d'absorber les déchets actuels. Ils s'opposent aux mégaprojets et à la centralisation des moyens de production qui détruisent non seulement les écosystèmes, mais sont porteurs de cataclysmes. Ils citent en exemple le verglas qui a couvert l'est du Canada, et particulièrement le Québec, en 1998 et qui a privé des millions de personnes d'électricité et de chaleur pendant plusieurs semaines. D'après les écologistes, cette catastrophe ne serait pas produite si les moyens de production et de distribution de l'énergie avaient été diversifiés et décentralisés. Ils contrastent le désastre avec l'exemple de la famille MacMullin à Metcalfe (Québec) qui, grâce à la variété de sources d'énergie dont elle a équipé sa maison — panneaux solaires, éolienne, poêle à bois et propane — n'a pas été affectée.

Les écologistes soutiennent les principes d'utilisation prudente des ressources et leur conservation. Ils considèrent les humains comme des gestionnaires qui doivent passer aux générations suivantes un capital intact, et non comme des propriétaires qui peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils réclament une diminution de la production et de la consommation des sociétés indus-

trialisées, l'imposition de taxes environnementales et un niveau de vie plus simple de façon à assurer un développement durable. Ils favorisent la prise de décisions et la production locales ainsi que l'utilisation de technologies douces appropriées au milieu.

Gris versus Vert

« La politique n'est plus une lutte entre la droite et la gauche. La politique du XXI^e siècle sera une lutte entre le « vert » et le « gris » : c'est-à-dire entre ceux qui voient la Terre comme un organisme vivant dont les parties sont toutes interdépendantes et ceux qui la voient comme une collection de ressources à exploiter pour le plus grand profit à court terme. »

Dans l'économie « grise », la valeur des espèces en voie de disparition et la valeur de remplacement des ressources non-renouvelables ne sont pas prises en considération car elles sont difficiles à quantifier. Au lieu, les indicateurs économiques montent quand il y a un accident de voiture, un déversement de pétrole, ou un nouveau cas de cancer.

Dans une économie « verte », nous redéfinirons le progrès en cessant d'inscrire la liquidation de la nature du côté des revenus; les entreprises seront responsables de leurs produits du berceau au tombeau; de nouveaux indicateurs économiques seront développés pour inclure les coûts sociaux et écologiques des produits et services. Afin de créer des emplois, des taxes sur les revenus ainsi que les taxes sur la consommation seront remplacés par des taxes environnementales. »

Gracieuseté du Parti vert du Canada.

JUSTICE SOCIALE ET DÉMOCRATIE DIRECTE

Les écologistes établissent des rapports sans équivoque entre l'exploitation de l'environnement et les inégalités sociales. Ils avancent le

fait que le siècle des plus grandes réalisations scientifiques et technologiques est également le siècle des plus injustes disparités dans le monde où 20 % des plus riches de la planète se partagent 82,7 % du revenu mondial (1992) et où plus de 600 millions de gens vivent dans le dénuement complet. Ils accusent les institutions gouvernementales et la société techno-industrielle de violation des droits des individus reliés à la possession de leur environnement physique, et à leur capacité de pouvoir prendre les décisions qui affectent leur milieu physique et social local.

Les principes de justice sociale et d'équité sont fondamentaux aux écologistes qui soulignent l'immoralité des disparités, des famines, de la pauvreté et les conditions déplorables de vie des millions de gens. D'après eux, tout être humain a droit à une part des dividendes de la terre afin de satisfaire modestement ses besoins. C'est ainsi qu'ils réclament une redistribution générale des ressources de la terre de façon à assurer une plus grande égalité dans le monde.

Les écologistes militent en faveur de l'autonomie des individus et des communautés locales; ils ont une profonde méfiance envers la gestion technocratique et administrative et leur contrôle sur les activités humaines. Ils soutiennent donc la décentralisation et la prise de décisions au niveau communautaire, où seraient actives des associations de toutes sortes. D'après eux, les décideurs devraient être des gens qui ont des racines dans leur milieu, le connaissent bien et sont les mieux placés pour bien gérer leur patrimoine culturel, physique et économique. Les combats des écologistes débordent souvent du cadre environnement physique et les amènent à s'allier aux populations locales. Ils appuient par exemple, les revendications politiques et territoriales des Lubicons dans le nord de l'Alberta ou celle des Ogonis au Nigeria, tout en militant contre les gouvernements et contre les compagnies pétrolières qui exploitent leurs terres.

Certains courants écologistes soulignent les rapports étroits entre l'exploitation physique et humaine et la société patriarcale avec ses rapports hiérarchiques, son utilisation du pouvoir et de la force, et son contrôle des ressources. À ce système, les écologistes opposent des valeurs dites féministes, telles que la collaboration et le consensus, l'égalité, la non-violence, ainsi que la justice, l'équité, le respect de la nature et des autres, la prise de décision démocratique, la décentralisation et l'autonomie locale, la responsabilité de chaque personne, la conservation, l'utilisation prudente des ressources de la terre, le développement durable et la technologie appropriée.

Les écologistes posent un regard global sur la problématique planétaire. Ce faisant, ils remettent en question l'État et sa bureaucratie, la démocratie représentative et l'économie capitaliste à laquelle ils font fondamentalement opposés et les valeurs qui ont alimenté le libéralisme : liberté individuelle, recherche de l'intérêt personnel et du profit, compétition et consommation. Ils refusent la délégation du pouvoir politique à des élites restreintes et la multinationalisation de la planète. Ils réclament une participation directe aux décisions qui engagent leur vie quotidienne et la vie de la planète.

L'écologisme a-t-il un avenir? Son incompatibilité avec le capitalisme et la mondialisation est totale. Il est difficile de prédire si le passage d'une économie capitaliste à une économie écologique est possible, et si les gens sont prêts à apporter les changements radicaux qu'il demande. Par leurs actions ponctuelles sur le terrain et par le lobbying, la formation de partis politiques verts et l'élection de représentants aux parlements, les écologistes commencent à conscientiser le public aux dangers des modèles actuels.

SECTION IV

RÉPONSES AUX ACTIVITÉS DU MANUEL

Cette section contient des réponses possibles aux questions posées dans les rubriques « Activités » et « Approfondissement » du manuel. Vous pouvez les consulter vous-même ou bien en faire des photocopies de temps à autre pour distribuer aux élèves.

Chapitre 1 : Les idéologies

Activité : Facteurs influant sur le choix d'un système politique et économique

1. Les réponses varieront. Quelques possibilités :

- différentes cultures
- différentes valeurs
- différentes idées sur la nature humaine
- différentes réponses à différentes conditions

2. Les réponses varieront. Suggestions de réponses pour la façon de déterminer quel système est le meilleur :

- celui qui maximise l'épanouissement intellectuel et culturel et le développement économique des habitants
- celui qui maximise la liberté des gens
- celui qui permet au peuple de sortir de la pauvreté et du sous-développement
- celui qui garantit la stabilité et la paix
- celui qui répond au génie particulier du peuple

Quant à la question relative à l'universalité d'un seul système, les élèves peuvent adopter des points de vue différents. Ils pourraient évoquer des arguments semblables à ceux-ci :

- la démocratie n'est pas pour tout le monde. Certains peuples ont des problèmes plus pressants comme le développement économique et le maintien de la paix. La démocratie peut contribuer à la division du pays selon les allégeances ethniques ou religieuses. Quand c'est le cas, il est peut-être préférable d'accepter un gouvernement autoritaire et d'œuvrer plutôt pour le développement économique. Le système à adopter dépend donc des caractéristiques particulières du peuple et de son stade d'évolution.
- un système démocratique représente l'aboutissement de l'évolution politique d'un peuple. On peut voir que tout peuple, qu'il soit en Afrique, en Asie ou en Europe communiste, aspire à la liberté. La liberté est une valeur universelle et le seul système politique qui la respecte est la démocratie.

Activité : Caractéristiques de la nature humaine

Les élèves peuvent identifier les caractéristiques suivantes. L'être humain est :

bon	mauvais	égoïste
faible	libre	raisonnable (doté de raison)
avare	brutal	violent
hypocrite	généreux	rempli de compassion
empathique	etc.	

Activité : Vision de l'être humain

	L'être humain est bon, libre et raisonnable.	L'être humain est méchant, avare et égoïste.	L'être humain est « une page blanche » tabula rasa.
Le meilleur gouvernement serait un gouvernement :	démocratique.	autoritaire ou dictatorial.	éclairé, qui manipule l'environnement de façon à permettre à l'homme d'atteindre son potentiel et de se réaliser pleinement.
Qui aurait le pouvoir dans ce gouvernement?	Les citoyens dans leur ensemble. Ils peuvent prendre des décisions directement ou indirectement.	Le monarque ou le dictateur.	Un despote éclairé (à la Voltaire) ou le peuple.
Quel serait le rôle de l'individu dans ce gouvernement?	Il peut assumer un rôle activiste. Il peut se porter candidat aux élections. Il peut exprimer son opinion et tenter d'influencer l'opinion des autres.	Le rôle de l'individu serait extrêmement limité. Il serait forcé d'appuyer le système et ne peut en aucun cas faire preuve d'opposition.	L'individu pourrait être important dans un tel système, mais moins important que les forces qui le modèlent.
Quelles seraient les priorités de ce gouvernement?	En théorie, les priorités de ce gouvernement sont les priorités du peuple.	Maintenir la paix sociale; rester au pouvoir; poursuivre des buts favorables aux intérêts du chef et de la coterie de gens qui le maintiennent au pouvoir.	Le gouvernement aurait comme priorité de maîtriser ces forces pour les mettre au service de la collectivité afin d'améliorer les possibilités de développement de la communauté tout entière.

Activité : Ébauche d'une idéologie personnelle

Étant donné la gamme de réponses possibles, il est impossible de fournir un corrigé pour cette activité. Assurez-vous toutefois que les réponses soient logiques et conséquentes.

Activité : Droite et gauche

1.

Situation	Droite/gauche	Explication
a	gauche	La demande de Monsieur Tremblay constitue une demande d'intervention gouvernementale.
b	droite	Madame Unetelle est hostile à la réglementation gouvernementale qui, selon elle, l'empêche de gérer son entreprise comme elle le veut.
c	gauche	Monsieur Dieudonné demande une intervention gouvernementale afin de protéger ses droits.
d	droite	Monsieur Martin croit à la liberté, voire à la liberté de discriminer. Il s'oppose à la législation et donc à une intervention gouvernementale qui aurait pour but de protéger les droits de la personne.
e	gauche	Madame Valdis demande une intervention gouvernementale afin d'aider les pauvres et les démunis.

2.

Gauche

égalité
bien-être collectif
coopération
partage
justice sociale
solidarité
communauté
entreprise publique
démocratie économique
interventionnisme
« un pour tous et tous pour un »

Droite

initiative individuelle
responsabilité individuelle
bien-être individuel
laissez-faire
compétition
propriété privée
droits individuels
entreprise privée
travail
effort individuel
ambition individuelle « chacun pour soi »

3. La droite prétend qu'il suffit de garantir les chances égales pour avoir une société juste. Si tout le monde a les mêmes chances, les inégalités qui apparaissent plus tard seront en fonction des capacités, des efforts ou du travail de chaque individu. La droite croit que les institutions comme les écoles publiques assurent l'égalité des chances à tous les individus. Le succès de chaque individu, après ce point de départ dans la vie, dépendra de son mérite.

La gauche maintient que l'égalité des chances n'existe pas dans notre société actuelle, ajoutant que même si elle existait, elle ne serait pas suffisante. D'abord, elle n'existe pas parce que l'école n'est pas et ne peut pas être l'instrument démocratique qui assure l'égalité des chances. Les enfants arrivent à l'école dans une situation d'inégalité, car ils n'ont pas reçu les mêmes soins, nourriture et stimulation intellectuelle. Les enfants démunis accuseront un retard qui ira en s'accroissant s'ils ne reçoivent pas un traitement spécial visant à leur permettre de rattraper leurs camarades plus chanceux. La gauche suggère donc des programmes spéciaux à l'école en plus d'un programme de garde subventionné par l'État pour les enfants à partir de trois ans. De cette façon, on pourrait soustraire ces enfants à leur environnement familial plutôt difficile et les confier aux soins de professionnels.

La gauche préconise également des mesures visant à réduire l'écart entre les riches et les pauvres tout au long de la vie des gens. De cette façon, la société assurerait l'égalité des résultats en plus de l'égalité des chances. Le gouvernement a recours à des mesures financières et des programmes sociaux pour redistribuer la richesse.

Les analyses des élèves par rapport aux arguments de la droite et de la gauche dépendront de leurs propres partis pris. Ils pourraient, par exemple, offrir les commentaires suivants :

- l'analyse de la gauche est dans un sens plus honnête que celle de la droite. L'égalité des chances est un mythe auquel nous voulons bien croire. Tout le monde n'a pas les mêmes chances de réussir à l'école et de développer ses talents musicaux ou athlétiques. Ceci dépend de la fortune des parents, du type de famille dont on est issu, et de la chance aussi. Travailler fort n'assure pas toujours la réussite ou la richesse. Nous connaissons tous des gens qui ont travaillé très fort toute leur vie et auxquels la chance n'a pas souri. Certaines personnes auront moins de chance à cause de la couleur de leur peau ou de la langue qu'ils parlent.
- la gauche se trompe en croyant possible de bâtir une société basée sur le concept d'égalité de résultats. Une telle société coûterait très cher, découragerait le travail et l'effort (car on ne pourrait pas garder le fruit de son travail) et créerait la dépendance chez les plus démunis (pauvres). Une société qui va si loin dans son effort d'équité se condamne à la médiocrité.

Activité : Interventionniste

1. Les réponses varieront selon les intérêts des élèves. Assurez-vous toutefois qu'elles sont logiques et conséquentes.

Activité : Le libéralisme

Premier extrait

John Locke affirme les notions libérales suivantes :

- les hommes naissent libres et égaux;
- tout gouvernement doit se baser sur le consentement des gouvernés;
- les hommes établissent un pacte social « une convention avec d'autres hommes » afin d'assurer leur confort, leur sécurité et la paix, ainsi que la protection de leurs biens;
- le gouvernement « un corps politique unique » doit répondre aux vœux de la majorité;
- les concepts de consentement des gouvernés ainsi que la règle de la majorité sont à la base de tout gouvernement légal. La légitimité de tout gouvernement dépend du respect de ces principes de base.

Deuxième extrait

La Déclaration d'indépendance américaine affirme les notions libérales suivantes :

- tous les hommes naissent égaux;
- tous les hommes ont droit au bonheur;
- les gouvernements sont établis par les hommes, pour garantir leurs droits (souveraineté du peuple);
- un gouvernement doit œuvrer pour assurer la sûreté et le bonheur de ses citoyens, sinon ces derniers ont le droit de le changer.

Activité : Le conservatisme américain

Dans le discours de Bob Dole, on trouve les éléments conservateurs suivants :

- un rappel de la vraie dimension de l'homme — il est petit et donc pas le centre de l'univers (au contraire de la philosophie humaniste libérale);
- un appel au retour à un passé plus glorieux, plus paisible, plus simple « la carte de la nostalgie »;
- une attaque contre les fléaux du présent : crime, drogues, promiscuité, irresponsabilité, auto-indulgence, comportements permissifs;
- une éloge des valeurs traditionnelles : honneur, persistance, détermination, responsabilité individuelle, pays, Dieu, effort, travail, devoir, famille;
- une attaque contre la philosophie « libérale » de gouvernement omniprésent « Big Government » et du collectivisme;
- affirmation que certaines valeurs spirituelles et morales sont plus importantes que le côté « matériel » de la vie;
- éloge des libertés économiques et du marché libre;
- affirmation de la présence d'un Être suprême et d'un dessein providentiel qui dépasse la raison humaine.

Activité : Le conservatisme canadien

Le discours de Charest renferme les éléments conservateurs suivants :

- l'affirmation que le vrai conservatisme ne considère pas le gouvernement comme un ennemi;
- un rappel des bases « collectivistes » du conservatisme;
- une société « organique » doit prendre en considération et équilibrer les divers intérêts de ses membres, « la société collective doit chercher à assurer l'équilibre des divers intérêts dans son sein »;
- les forts doivent aider les plus faibles, « noblesse oblige » — « protéger et aider ceux qui ne peuvent pourvoir à leurs propres besoins »;
- une profession de foi dans la libre entreprise, l'intérêt personnel et le droit à la propriété;
- la liberté individuelle a toutefois des limites;
- c'est le rôle du gouvernement d'équilibrer les libertés, les intérêts et les responsabilités des individus pour le bien de la société tout entière;
- le rôle du gouvernement canadien est d'assurer « paix, ordre et bon gouvernement », comme le dit la Constitution;
- une société paisible, organisée et ordonnée exige la participation du pays sur la scène internationale;
- le gouvernement doit être « créateur » tout en maintenant sa position de garant des programmes nationaux;
- l'intérêt national exige qu'on respecte les aspirations de la majorité ainsi que des minorités;
- respect des traditions, des valeurs et de la culture des uns et des autres — respect de la diversité canadienne.

Par rapport au discours de Bob Dole, il faut noter que, selon son chef Jean Charest, le conservatisme canadien

- valorise beaucoup plus le gouvernement. Dole parle du gouvernement en tant qu'ennemi de la liberté du peuple. Charest voit le gouvernement d'un œil beaucoup plus positif. Le gouvernement est un allié du peuple et il a la responsabilité de veiller à l'intérêt collectif de la nation.
- insiste sur l'aspect collectif du conservatisme. Dole critique ouvertement la philosophie « collectiviste » qu'il associe au libéralisme contemporain. Charest revendique cette étiquette et rappelle le fait que le vrai conservatisme repose sur une vision organique de la société où le bien-être collectif est très important.
- abandonne moins à leur sort les pauvres et les démunis. Charest insiste sur la responsabilité d'un gouvernement d'aider les plus nécessiteux.
- Jean Charest vante les accomplissements des anciens gouvernements conservateurs au Canada. Parmi ces réalisations, on trouve bon nombre qui sont tout à fait interventionnistes — (« nous sommes... le parti de l'entreprise publique et du régime national d'assurance-hospitalisation », l'adoption de la déclaration des droits des Canadiens) et d'autres qui sont néo-libérales (la privatisation, l'abolition du Programme énergétique national, l'abolition de l'Agence d'examen des investissements étrangers, mesures pour limiter les dépenses du

gouvernement fédéral). Dole adopte une position beaucoup moins équilibrée sur cette question — il favorise la position néo-libérale. Charest, pour sa part, tente de tenir un discours modéré et de rester au centre de l'échiquier politique. On peut dire avec raison que le parti progressiste-conservateur au Canada est plus pragmatique et moins dogmatique et idéologique que son cousin républicain aux États-Unis.

Activité : Le discours socialiste

1. Valeurs néo-démocrates :

- changement fondamental
- coopération
- action communautaire
- égalité
- justice sociale
- démocratie
- sûreté
- sécurité
- santé
- bien-être
- droit au travail
- responsabilité partagée
- égalité socio-économique
- droit au service universel de santé et d'éducation
- tolérance
- interdiction de la discrimination
- répartition équitable de la richesse
- solidarité (sens de la collectivité)
- paix
- coopération internationale
- élimination de la pauvreté
- travail coopératif
- responsabilité collective
- bien-être collectif

2. Les réponses varieront selon le point de vue des élèves.

3. Un libéral rejetterait cette palette de valeurs pour y opposer une liste axée sur l'individu, ses responsabilités et ses droits. L'individu aurait la primauté et non la communauté comme chez les sociaux-démocrates.

4. Les réponses varieront selon les résultats des élections. Parmi les pays qui sont ou qui ont été gouvernés par des sociaux-démocrates, on note la Suède, la Grande-Bretagne, la Norvège, l'Autriche, l'Espagne, l'Allemagne, le Danemark, l'Australie, la Finlande, l'Israël, la France, les Pays-Bas. Pour ce qui est des provinces canadiennes, la Saskatchewan a une longue tradition sociale-démocrate. Le Manitoba, la Colombie-Britannique, le Yukon et l'Ontario ont eux aussi eu un gouvernement néo-démocrate à un moment ou un autre.

Activité : Une comparaison des idéologies

1.

Libéralisme	Conservatisme	Socialisme
VALEURS : - liberté individuelle - bien-être individuel - compétition/esprit d'entreprise - rationalité - valorisation de l'individu - favorable au changement	VALEURS : - liberté limitée par les responsabilités sociales - bien-être collectif et individuel (en équilibre) - stabilité sociale - respect de la loi et de l'ordre - soumission à la Providence - valorisation du statu quo	VALEURS - liberté limitée par les responsabilités sociales - bien-être collectif - coopération - intérêt public - valorisation de la société tout entière - favorable au changement progressif
RÔLE DU GOUVERNEMENT : réduit au minimum — le gouvernement doit garantir la paix, l'ordre et le droit à la propriété	RÔLE DU GOUVERNEMENT : le gouvernement est relativement actif — il protège le <i>statu quo</i>, fait la promotion de l'intérêt collectif et des valeurs traditionnelles, et arbitre entre les droits individuels et l'intérêt public	RÔLE DU GOUVERNEMENT : le gouvernement est très activiste — il assume un rôle de leadership dans tous les domaines — politiques, sociaux, économiques et culturels. À la différence d'un gouvernement conservateur, il préconise un changement progressiste radical et rapide
DANGERS : - tyrannie de la majorité - accroissement des inégalités sociales - règne des plus riches et démoralisation des plus démunis - menace à la paix sociale due à la création des classes sociales - développement à plusieurs vitesses et perte de potentiel humain (la classe des délaissés ne développe pas son potentiel humain et contribue peu au développement économique)	DANGERS : - conformisme - paternalisme - stagnation morale, sociale et culturelle - création des cultures clandestines de la part de ceux qui refusent le conformisme - la prudence et le <i>statu quo</i> observés par les conservateurs peuvent décourager l'initiative et l'énergie des jeunes et des individus dynamiques	DANGERS : - démoralisation des individus exceptionnels - gouvernement partout présent — danger pour la liberté - stagnation économique - nivellement par le bas - création d'une culture de dépendance (les gens ne prennent plus les responsabilités pour eux-mêmes, sachant que le gouvernement, ou bien la société, s'en chargera)

2. a) Au cours des premières années du XIX^e siècle, l'Europe a connu une lutte entre le libéralisme et le conservatisme. Les libéraux valorisaient la liberté, la souveraineté du peuple, la démocratie, le suffrage élargi, les droits individuels, le droit à la propriété, une constitution écrite, la monarchie constitutionnelle. Les arguments des libéraux reposaient essentiellement sur leur interprétation de la loi naturelle. Selon cette loi, les hommes naissent libres et égaux et jouissent d'une faculté de raison qui les élève au-dessus des autres éléments de l'univers. La jouissance de la liberté est nécessaire pour que l'être humain assume sa vocation humaine. Les hommes en état de nature entrent en société afin de protéger leur liberté et leurs biens. Ils prennent cette action de leur plein gré et l'institution civile — le gouvernement — qui en résulte est créée par eux et reste responsable devant eux. Ainsi s'établit le pacte social dont découle la notion de « consentement des gouvernés ».

Les conservateurs sont les apôtres du *statu quo*. Ils croient que la structure sociale et politique ressemble à un grand édifice construit à travers les âges et représente le fruit de la sagesse humaine et l'accumulation de siècles d'expériences. Changer les plans de l'architecture équivaldrait à son effondrement. Selon eux, c'est ce que les libéraux ont réussi à faire. En tentant de réorganiser la structure sociale et politique selon des idées abstraites et doctrinaires, ils ont abouti à la destruction sociale et politique de la France, à son affaiblissement et à la création d'injustices pires que celles existant auparavant.

- b) Le libéralisme contemporain accepte l'intervention de l'État dans l'économie et dans la vie sociale jusqu'à un certain point afin d'éviter la création de grands écarts entre les classes sociales. Contrairement aux libéraux classiques qui prônent le laissez-faire, les libéraux contemporains favorisent la mise sur pied d'un filet de sécurité sociale qui empêcherait les plus démunis de tomber dans une misère et un désespoir qui pourraient éventuellement mettre en danger l'avenir même du capitalisme.
- c) Les néo-libéraux sont les libéraux classiques des temps modernes. Ils préconisent un retour aux principes du libéralisme classique. Les meilleurs exemples de néo-libéraux (ou de néo-conservateurs, comme nous avons tendance à les appeler en Amérique du Nord) sont Margaret Thatcher, ancienne Première ministre de la Grande-Bretagne et Ronald Reagan, ancien Président des États-Unis. On les appelle « néo-conservateurs » car les porte-parole de ce mouvement militaient au sein de partis conservateurs ou républicains. Au Canada, cette ligne de pensée est surtout représentée par le parti réformiste au niveau fédéral et par certains partis conservateurs au niveau provincial. Nous pensons en particulier à Ralph Klein, en Alberta, et à Mike Harris, en Ontario.
- d) Les conservateurs et les socialistes sont d'accord sur l'importance à accorder au bien-être collectif. Leurs visions du bien-être collectif ne se ressemblent pas. Pour les conservateurs, il faut assurer le bien-être collectif afin de préserver la paix et l'harmonie sociales. Les grands écarts entre riches et pauvres pourraient compromettre cette stabilité sociale. De plus, les plus riches ont une obligation morale envers les plus pauvres de la société. Pour que celle-ci fonctionne comme la Providence l'entend, il faut que tout le monde soit en mesure de contribuer en fonction de ses capacités. Il n'est pas question, toutefois pour un conservateur, de prôner le concept d'égalité ou de changement brusque et radical favorisés par les socialistes. Chacun doit prendre ses responsabilités en fonction de sa place dans la société.

Chapitre 2 : Théories politiques générales

Activité : Classification des gouvernements

1. Les valeurs principales et les principes sur lesquels repose une démocratie sont :
 - la croyance dans l'individu et la liberté;
 - le pluralisme;
 - le principe majoritaire;
 - le respect de l'opposition et des droits des minorités;
 - l'alternance au pouvoir;
 - la séparation des pouvoirs;
 - l'État de droit.
2. La démocratie libérale et la démocratie populaire se disent toutes les deux au service du peuple. La démocratie libérale associe le peuple à la direction politique du pays par le biais d'élections libres et multipartites. La démocratie populaire ou marxiste associe le peuple, théoriquement du moins, au développement économique et social du pays. Les droits politiques du peuple s'exercent à l'intérieur du seul parti qui représente les intérêts des travailleurs, c'est-à-dire le parti communiste. Leurs droits sociaux et économiques sont assurés par la démocratisation ou la socialisation des moyens de production. Cela signifie que l'État prend le contrôle et la possession de tous les instruments économiques au nom du bien-être du peuple.
3. Certains régimes du tiers-monde ont été tentés par l'autoritarisme en raison de :
 - la fragilité de l'unité nationale;
 - l'absence de tradition démocratique;
 - la faiblesse d'élites politiques.
4. Montesquieu prétendait que la séparation des trois pouvoirs, à savoir, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, éviterait la tyrannie. Selon Montesquieu, il faut séparer les pouvoirs et les confier à des organes différents afin d'assurer un équilibre au niveau de l'exercice du pouvoir. La tyrannie arrive quand les trois pouvoirs gouvernementaux sont réunis entre les mains d'une même personne ou d'un même groupe de personnes.
5. Le pouvoir législatif — le pouvoir de faire ou d'adopter les lois.
Le pouvoir exécutif — le pouvoir de mettre les lois en application (la branche exécutive jouit également du pouvoir d'initier les lois dans la plupart des cas).
Le pouvoir judiciaire — le pouvoir d'interpréter la loi et de la faire respecter.
6. Le terme « exécutif monocéphale » réfère à un exécutif à une tête. Une personne assure les responsabilités de l'exécutif. Dans les démocraties libérales, cette personne est élue directement ou indirectement par le peuple. Un « exécutif bicéphale » ou « exécutif dualiste » est un exécutif où les responsabilités sont partagées par deux personnes. Les positions de chef d'État et de chef de gouvernement sont alors séparées, comme au Canada.

7. Arguments pour l'élection des juges :

- s'ils sont élus, les juges sont plus près du peuple, ils comprennent leurs soucis et préoccupations et peuvent interpréter la loi à la lumière des standards communautaires.
- les occupants des pouvoirs exécutifs et législatifs sont élus dans les démocraties libérales, alors il semblerait logique que les juges soient élus aussi, jouissant ainsi de la légitimité qu'une élection donne.
- dans une démocratie, le peuple doit être le juge ultime. Il est donc logique que les juges eux-mêmes soient soumis à cette règle et reçoivent le consentement des gouvernés.

Arguments contre l'élection des juges :

- la nécessité de mener une campagne et de se faire élire nuit au travail objectif et indépendant d'un juge.
- les juges doivent être indépendants et au-dessus de la politique — leur légitimité découle de leur compétence à interpréter les lois et non pas du consentement du peuple.
- comme les élections coûtent cher, seulement les gens monnayés ou jouissant de l'appui des groupes de pression en bonne santé financière peuvent espérer devenir juges.

Activité : L'État unitaire

Avantages : du point de vue du gouvernement et/ ou des gouvernés	Inconvénients : du point de vue du gouvernement et/ou des gouvernés
• efficacité — un seul niveau de gouvernement évite la nécessité de consulter et de négocier avec les gouvernements régionaux; • unité nationale — les citoyens se tournent tous vers le même gouvernement; celui-ci peut adopter les mesures au niveau national donnant aussi un sentiment d'appartenance à une seule entité. De plus, il n'y a pas de querelles avec les gouvernements régionaux qui empoisonnent l'atmosphère dans les fédérations. • uniformisation — les mêmes standards et les mêmes lois prévalent partout dans le pays. La citoyenneté est donc uniforme (tout le monde a les mêmes droits et les mêmes possibilités) et standardisée.	• manque de respect des particularismes locaux — un régime unitaire fait abstraction des spécificités régionales et culturelles, forçant toutes les régions dans le même moule. • unité nationale — le refus d'accorder une certaine autonomie aux régions peut conduire certaines d'entre elles à vouloir se séparer du pays. • inefficacité — le meilleur gouvernement est un gouvernement proche du peuple. Dans un pays de vaste taille comme le Canada, il serait impossible de tout gouverner du centre. • conformiste — la tentative d'imposer une seule vision du pays à partir du gouvernement national pourrait mener à la disparition des riches particularismes locaux. • choix — le choix des citoyens est maximisé quand il y a plus d'un gouvernement. • droits — l'équilibre qui s'installe dans les fédérations entre le gouvernement central et les gouvernements locaux est le meilleur garant du respect des droits. Le citoyen peut toujours se tourner vers un autre niveau de gouvernement s'il croit ses droits lésés.

Activité : Le fédéralisme ou la centralisation des pouvoirs

Cette activité pourrait être évaluée en fonction des critères suivants :

Mise en situation et intérêt du dialogue	5 points
Exposition et maniement des arguments	10 points
Utilisation d'exemples	5 points
Langue	5 points
Total :	25 points

ARGUMENTS EN FAVEUR DU FÉDÉRALISME AU CANADA

Arguments d'ordre politique :

- les provinces n'accepteraient jamais une telle centralisation; dans de telles conditions, le Québec en particulier, mais aussi l'Alberta et la Colombie-Britannique pourraient vouloir quitter la Confédération.
- les droits des Canadiens sont mieux protégés sous un régime fédéral car les citoyens peuvent contrebalancer le pouvoir d'un niveau de gouvernement en invoquant l'aide de l'autre niveau. (Les francophones hors Québec ont souvent fait appel au gouvernement fédéral pour faire respecter leurs droits dans les provinces anglophones.)
- un tel système favorise l'équilibre entre l'intérêt local et l'intérêt national.

Arguments d'ordre socioculturel :

- un seul gouvernement nuirait au développement des riches particularismes régionaux qui nous caractérisent.
- les groupes minoritaires au niveau national sont parfois majoritaires au niveau local. L'existence de gouvernements régionaux leur permet de conserver leur culture et leurs langues (ex. : les francophones au Québec, les autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut).

Arguments d'ordre pratique :

- le pays est trop vaste et trop diversifié pour un seul gouvernement (ex. : la plupart des grands pays ont des gouvernements fédéraux — les États-Unis, la Russie).
- un seul gouvernement ne pourrait jamais répondre aux besoins spécifiques des régions (ex. : les intérêts des régions peu peuplées, comme les provinces maritimes, passeraient au second plan par rapport aux régions peuplées).

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN ÉTAT UNITAIRE

Arguments d'ordre politique :

- l'abolition des provinces ferait disparaître la tension qui existe souvent dans les relations fédérales-provinciales. Des querelles entre les niveaux de gouvernement disparaîtraient, ce qui assainirait l'atmosphère politique au pays et mettrait fin à la fragmentation qui nous assaille.
- un État unitaire pourrait mieux promouvoir un sentiment d'unité nationale — il y aurait un système d'éducation pour le pays, un système de santé, un ministère de la culture. Les sentiments régionalistes qui affaiblissent l'unité nationale et divisent les loyautés des Canadiens disparaîtraient. (La France est un exemple d'un État unitaire avec un sentiment d'unité nationale et d'identité nationale bien développé.)
- la création d'un État unitaire mettrait fin à la confusion qui règne dans l'esprit des Canadiens sur les responsabilités respectives des différents niveaux de gouvernement.
- l'abolition des provinces mettrait fin aux menaces proférées de temps en temps par certaines d'entre elles de quitter la Confédération (les provinces du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique ont toutes à des moments différents menacé de quitter le Canada).

Arguments d'ordre socioculturel :

- un État unitaire assurerait des chances et possibilités égales au Canada. Notre accès aux programmes sociaux, par exemple, ne dépendrait plus de notre lieu de résidence. Qu'on habite Terre-Neuve, l'Ontario ou l'Alberta, on aurait les mêmes droits et les mêmes programmes.
- un État unitaire nous permettrait de mieux mettre en commun nos richesses culturelles et linguistiques — les murs d'incompréhension régionale seraient abattus et remplacés par une valorisation de nos richesses culturelles à l'intérieur d'un cadre politique unifié « la diversité dans l'unité » pourrait-on dire.

Arguments d'ordre pratique et financier :

- un État unitaire coûterait moins cher et mettrait fin au chevauchement des responsabilités et au dédoublement des programmes. Les contribuables canadiens ont à l'heure actuelle onze gouvernements à leur charge. Grâce à un gouvernement unitaire, ils n'en auraient qu'un seul à financer.

Activité : Les constitutions

1. La constitution est la loi suprême d'un pays. C'est la fondation légale et morale, la base, la pierre angulaire d'une nation. Les institutions fondamentales ainsi que les lois dépendent de la constitution.

2. La tradition constitutionnelle américaine est celle de la constitution écrite. Toutes les lois adoptées aux États-Unis doivent se conformer à la constitution. Rien ne peut s'ajouter à la constitution, sauf selon les règles d'amendement. La tradition britannique est tout autre. Là, il n'y a pas de constitution écrite pour ainsi dire. La « constitution » est un amalgame de lois, de précédents, de pratiques et de coutumes. Cela a l'avantage de permettre une évolution lente et raisonnable de la « constitution » et d'éviter les querelles acrimonieuses sur les modifications à apporter à la constitution. Par contre, la pratique constitutionnelle britannique laisse la protection des droits minoritaires sans garanties sûres car, n'étant pas codifiés (écrits), ces droits sont sujets à interprétation des juges qui doivent peser les différentes lois et pratiques qui passent pour constitutionnelles.
3. Avantages d'avoir une constitution
 - les règles de jeu politiques sont connues et suivies.
 - la constitution devient un élément d'unité nationale car elle énonce les valeurs fondamentales du pays et constitue un point de ralliement et un point de repère des citoyens.
 - les droits sont plus susceptibles d'être respectés par les autorités.
 - les responsabilités sont clairement définies et départagées (cela est surtout important dans les régimes fédéraux).

Désavantages d'avoir une constitution

- une fois établie, elle est difficile à changer, ce qui fait que la constitution ne peut plus évoluer avec le temps ou selon les attentes du peuple — elle devient un document figé dans le temps.
 - les tentatives de la modifier peuvent donner lieu à des querelles hostiles (il suffit de rappeler l'hostilité régionale engendrée par les accords du lac Meech et de Charlottetown), ce qui divise le pays, diminue ses forces vives et ses énergies et affaiblit le sentiment d'unité nationale.
 - la nécessité d'articuler une vision commune de la nation élimine les autres visions possibles, encourage le conformisme et dévalorise la diversité d'opinion. Les citoyens sont plus libres sans constitution, car aucune description n'existe ni des caractéristiques fondamentales de leur pays, ni des valeurs communes de ses citoyens. Il n'y donc aucun « dessein ou projet national » auquel il faut adhérer.
4. L'article 5 de la Constitution américaine stipule que toute modification de la constitution requiert l'approbation des deux-tiers des deux Chambres et des trois-quarts des États. Pour sa part, la Constitution canadienne prévoit cinq formules d'amendement, dépendant de la nature de la modification proposée. Ces formules sont les suivantes :
 - a) Unanimité — l'approbation du gouvernement fédéral (c'est-à-dire la Chambre des communes et le Sénat) et les législatures de chaque province est nécessaire pour adopter toute modification touchant :
 - la charge de la Reine, celle du Gouverneur général ou celle du lieutenant gouverneur;
 - le droit d'une province d'avoir autant de députés à la Chambre des communes qu'elle avait de sénateurs en 1982;
 - l'usage du français et de l'anglais au niveau fédéral;

- la composition de la Cour suprême du Canada;
 - la formule de modification de la constitution.
- b) Procédure normale de modification — cette formule requiert l'approbation du parlement fédéral, plus sept sur dix provinces représentant au moins 50 % de la population canadienne. Elle s'applique à des questions comme :
- les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;
 - la création des provinces;
 - le principe de représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes.
- c) La modification à l'égard de certaines provinces — dans le cas où les dispositions constitutionnelles ne touchent que certaines provinces, ces dispositions peuvent être modifiées avec l'approbation du Parlement fédéral et de celle de la législature de chaque province concernée. Ces dispositions touchent notamment, mais pas uniquement :
- le tracé des frontières interprovinciales;
 - les modifications quant à l'usage de l'anglais et du français dans la province.
- d) Modification par le Parlement — le Parlement fédéral peut seul approuver des modifications constitutionnelles relatives au pouvoir fédéral exécutif, au Sénat (sauf pour ses pouvoirs et le mode de sélection de sénateurs) ou à la Chambre des communes.
- e) Modification par une législature — la législature d'une province a compétence exclusive de modifier sa propre constitution, sauf en ce qui concerne la charge du lieutenant gouverneur.
5. L'article 33 permet au Parlement fédéral et aux assemblées législatives provinciales de passer outre à certaines dispositions de la Charte en ce qui concerne la protection des droits de la personne. Cela peut sembler à première vue contradictoire, car la Charte vise précisément à protéger les droits des individus, des empiètements et des violations des gouvernements. Lors des négociations constitutionnelles précédant l'adoption de la Charte, certaines provinces se sont prononcées contre l'enchâssement des droits dans la constitution. Selon elles, une telle action établirait une situation comme aux États-Unis où le pouvoir judiciaire, responsable de l'interprétation de la constitution, réécrit les lois à sa guise pour qu'elles se conforment à la constitution. Cela constitue, pour les critiques, de « l'activisme judiciaire », un fait qui contredit un vieux principe du parlementarisme britannique, celui de la suprématie parlementaire. Selon ce principe, c'est le Parlement, tribune du peuple, qui doit avoir le dernier mot dans une démocratie. Enchâsser les droits dans une constitution les mettrait essentiellement hors du contrôle du Parlement car, comme on le sait, une fois adoptée une constitution est difficile à modifier.

L'astuce de l'article 33 donc est de ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire de faire place au principe de suprématie parlementaire, tout en protégeant les droits. Les gouvernements peuvent donc ignorer certaines dispositions de la Charte, mais ils doivent admettre publiquement qu'ils le font, ce qui pourrait être risqué sur le plan politique. Ce compromis étrange entre deux principes contradictoires — celui de la primauté de la loi et celui de la suprématie du Parlement — représente bien le génie canadien de trouver les solutions originales à ses problèmes constitutionnels.

Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique

Activité : Droit de vote

1. Pour être juste et légitime, un droit de vote doit être **universel, égal, protégé et honnête**.
2. Un droit de vote égal fait référence à un vote qui a le même poids, qu'il soit exercé à la campagne ou en ville.
3. Pour qu'un vote soit égal, les circonscriptions doivent toutes comporter plus ou moins le même nombre d'électeurs.
4. La circonscription la plus peuplée de Calgary est celle de Calgary-Centre (117 418 habitants) tandis que la circonscription la moins peuplée est celle de Calgary Sud-Est (88 445 habitants). L'écart entre les deux est de 28 973 habitants. La population moyenne des circonscriptions de Calgary est de 101 408 habitants. La circonscription de Calgary Sud-Est est 12,8 % en dessous de la moyenne, tandis que celle de Calgary-Centre est 15,8 % au-dessus de la moyenne.
5. Le « gerrymandering » a lieu quand le gouvernement tente de découper la carte électorale de façon à favoriser ses candidats et à défavoriser les candidats des partis adversaires.
6. L'omniprésence des médias de masse dans nos vies soulèvent les questions relatives
 - a) à l'égalité d'accès aux médias de masse;
 - b) à l'objectivité des médias de masse;
 - c) au contrôle des médias de masse et des intérêts que ceux-ci représentent.
7. Pour assurer l'égalité d'accès aux médias de masse pendant une campagne électorale, on pourrait :
 - a) obliger les médias de masse à ouvrir leur médium à chaque parti politique;
 - b) établir un plafond pour les dépenses électorales;
 - c) interdire toute annonce politique des groupes de pression en faveur ou contre des partis politiques spécifiques.

Doit-on le faire? Les arguments varieront de part et d'autre. Objections :

- la presse est moins libre (ce qui constitue une menace vis-à-vis la notion de liberté de la presse et de liberté tout court);

- une telle pratique constitue une ingérence dans la propriété privée. Les médias de masse, sauf pour Radio-Canada, appartiennent aux individus qui ont le droit de publier et de vendre ce qu'ils veulent, en autant que cela ne soit pas diffamatoire (qui attaque la réputation d'une personne);
 - la presse devient trop contrôlée et moins intéressante.
8. Arguments pour le droit de publier les sondages à tout moment lors d'une campagne électorale :
- la liberté — tenter d'interdire les sondages constitue une autre tentative du gouvernement de contrôler nos vies. Il faut moins d'ingérence (intervention) dans nos vies, pas plus.
 - il n'existe pas de recherche qui indique que les sondages ont une influence sur le vote des gens.
 - les sondages ont une influence positive, car ils informent les gens sur les intentions de l'électorat. Tout ce qui ajoute à l'information que possède un citoyen devant un choix important est positif et utile.

Arguments visant à contrôler la publication des sondages (veuillez noter que les partisans de cette position n'espèrent pas interdire complètement la publication des sondages). Ils estiment toutefois qu'il serait souhaitable d'interdire leur publication deux ou trois jours avant l'élection. Les arguments vont donc dans ce sens :

- la publication des sondages quelques jours avant des élections peuvent influencer les électeurs et, dans le cas d'une élection très serrée, changer les résultats;
- les électeurs ont le droit de faire leur choix dans la sérénité et sans se préoccuper de ce que va faire le reste de la population. Il faut éviter de créer l'impression que les jeux sont faits et que le vote d'un individu ne peut rien changer;
- les sondages ne sont pas toujours bien menés et peuvent induire en erreur. Certains sondages sont commandités par les partis eux-mêmes ou par les groupes partisans. Leur publication dans le journal laisse croire que ce sont des sondages objectifs et scientifiques, ce qui n'est peut-être pas le cas.

Activité : L'exercice du droit de vote

1. « On devrait rendre le vote obligatoire »

Arguments possibles en faveur :

- voter est un devoir civique, comme déblayer la neige de son trottoir. Les citoyens ont une obligation civique et morale de voter et devraient être disciplinés s'ils ne le font pas.
- le plus grand danger qui guette la démocratie, c'est l'apathie. Obliger les gens à voter est un moyen de lutter contre l'apathie.

- si la majorité de la population ne vote pas, les décisions seront prises par la minorité qui vote. Si tel est le cas, on n'a plus de démocratie car ce sera une minorité qui décidera. Pour sauver la démocratie, il faut rendre le vote obligatoire.
- obliger les gens à voter soulignerait l'importance des obligations civiques et pourrait encourager les gens à s'intéresser à d'autres aspects de la vie publique.

Arguments possible contre :

- la démocratie est un régime fondé sur la liberté. Dans une démocratie, les gens devraient être libres de ne pas voter si tel est leur choix.
 - forcer les gens apathiques à voter leur donne un poids politique qu'ils ne méritent pas et pourrait changer les résultats des élections. Dans un tel cas, ce seraient les gens les moins informés et les moins intéressés qui décideraient du sort politique des autres.
2. La réponse à cette question dépend de la province d'origine. Dans les provinces plus petites comme l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de participation est plus élevé aux élections provinciales; dans d'autres provinces, le taux de participation est plus élevé au moment des élections fédérales. Tout dépend de la culture politique de la province. Dans certaines provinces, les gens considèrent la politique fédérale plus importante que la politique provinciale. Dans d'autres, les gens estiment que le gouvernement provincial est plus près d'eux et peut mieux répondre à leurs besoins. En général, le taux de participation est le plus bas quand il s'agit d'élections municipales. Bien que ce niveau de gouvernement soit le plus près des gens, ceux-ci semblent croire qu'il ne s'occupe que de questions assez mineures, comme la collecte des déchets et l'entretien des routes.

Activité : Scrutin majoritaire uninominal à un tour

1. Les avantages et les inconvénients du scrutin majoritaire à un tour sont assez clairement développés dans le texte.
2. **Circonscription de Saint-Maurice (Québec)**

Partis	Vote	% du vote populaire
Libéral (Jean Chrétien)	22 215	47 %
Bloc québécois	20 656	44 %
PC	3 643	8 %
Autres	502	1 %

Circonscription de Laurier-Sainte-Marie
(Québec)

Partis	Vote	% du vote populaire
Bloc québécois (Gilles Duceppe)	26 408	69 %
PC	5 768	15 %
NPD	2 160	6 %
Libéral	1 117	3 %
Autres	2 874	7 %

Circonscription de Calgary Sud-Ouest
(Alberta)

Partis	Vote	% du vote populaire
Réforme (Preston Manning)	27 918	58 %
Libéral	9 711	20 %
PC	8 638	18 %
NPD	1 318	3 %
Autres	570	1 %

Circonscription de Halifax

Partis	Vote	% du vote populaire
NPD (A. McDonough)	21 795	49 %
PC	10 242	23 %
Libéral	9 535	22 %
Réforme	2 376	5 %
Autres	282	1 %

Circonscription de Sherbrooke (Québec)

Partis	Vote	% du vote populaire
PC (Jean Charest)	32 127	59 %
BQ	16 247	30 %
Libéral	4 709	9 %
NPD	616	1 %
Autres	480	1 %

BEST COPY AVAILABLE

Activité : Le scrutin proportionnel

Élections fédérales — Comparaison du scrutin majoritaire uninominal et proportionnel

Partis	Vote populaire	Nombre de sièges remportés	% de sièges remportés	% de sièges remportés selon le scrutin proportionnel	Nombre de sièges remportés selon le scrutin proportionnel
1979					
PC	36 %	136	48 %	36 %	102
Libéral	40 %	114	40 %	40 %	113
NPD	18 %	26	9 %	18 %	51
Autres	5 %	6	2 %	5 %	14
Nombre total de sièges : 282					
1980					
PC	33 %	103	37 %	33 %	93
Libéral	44 %	147	52 %	44 %	124
NPD	20 %	32	11 %	20 %	56
Nombre total de sièges : 282					
1984					
PC	50 %	211	75 %	50 %	141
Libéral	29 %	40	14 %	29 %	82
NPD	18 %	30	11 %	18 %	51
Autres	3 %	1	0,4 %	3 %	8
Nombre total de sièges : 282					
1993					
PC	16 %	2	1 %	16 %	47
Libéral	41 %	177	60 %	41 %	121
BQ	14 %	54	18 %	14 %	41
Réformiste	19 %	52	18 %	19 %	56
NPD	7 %	9	3 %	7 %	21
Autres	3 %	1	0,3 %	3 %	9
Nombre total de sièges : 295					

Partis	Vote populaire	Nombre de sièges remportés	% de sièges remportés	% de sièges remportés selon le scrutin proportionnel	Nombre de sièges remportés selon le scrutin proportionnel
1997					
PC	19 %	20	6,6 %	19 %	57
Libéral	38 %	155	51,5 %	38 %	114
BQ	11 %	44	14,6 %	11 %	33
Réformiste	19 %	60	20 %	19 %	57
NPD	11 %	21	6,6 %	11 %	33
Autres	2 %	1	0,3 %	2 %	6

Nombre total de sièges : 301

Activité : Le scrutin proportionnel

1. Aux élections de 1979, les libéraux ont reçu 40 % du vote populaire (4 % de plus que les conservateurs qui ont remporté l'élection), ce qui s'est traduit par l'élection de 114 députés contre 136 pour les conservateurs.

En 1993, les libéraux ont obtenu 41 % du vote populaire. Ils ont élu 177 députés représentant 60 % des sièges.

Pourquoi une si grande différence au niveau des sièges remportés. La réponse réside dans l'opération de notre système électoral. Le vote populaire n'indique en aucune façon la répartition du vote à travers le pays. Aux élections de 1979, le vote libéral s'est concentré surtout au Québec où les libéraux ont remporté leurs sièges par des majorités massives. En 1993, leur vote a été réparti plus équitablement à travers le pays. De plus, le vote de la droite a été divisé entre les réformistes et les conservateurs, permettant dans plusieurs cas aux libéraux de remporter des sièges habituellement à droite.

Les effets étranges que peut avoir notre système électoral ont été encore plus évidents aux élections de 1997, quand les libéraux ont formé un gouvernement majoritaire avec seulement 38 % du vote populaire.

2. L'élection de 1979 donne lieu à un gouvernement minoritaire. Le parti Progressiste-Conservateur a remporté le plus de sièges, mais ceux-ci ne représentaient que 48 % du total. Ce gouvernement, par ailleurs, n'a duré que 9 mois.

Activités : Idées alternatives

1. a) *Devrait-on adopter des mesures pour encourager la participation des femmes à la vie politique?*

Arguments en faveur de cette idée :

- en dépit des progrès accomplis depuis plusieurs années, les femmes éprouvent encore de la difficulté à rivaliser avec les hommes sur la scène politique. Leurs responsabilités familiales limitent le temps qu'elles peuvent consacrer à établir des contacts, à mettre sur pied une équipe ou une organisation et à rassembler des fonds. Étant donné ces obstacles à leur pleine participation à la vie publique, le système doit être modifiée pour qu'elles ne soient pas victimes de discrimination et pour qu'elles puissent contribuer autant que les hommes à l'évolution de leur société.
- les femmes représentent environ la moitié de la population; ce ne serait que simple justice si elles constituaient aussi la moitié des députés. Une démocratie représentative devrait représenter équitablement la population, même au niveau des sexes.

Arguments contre cette idée :

- le programme d'actions positives en faveur des femmes est une insulte envers elles, car il suggère que les femmes sont incapables de jouer le même jeu que les hommes et de se faire élire sur la base de leurs propres mérites.
- si une législature doit refléter la composition et la diversité de la population, il faudrait adopter des mesures pour encourager la représentation d'autres groupes (ethniques, culturels et linguistiques) qui ne sont pas présents proportionnellement à leur nombre.

- b) *Devrait-on obliger les députés à respecter les promesses électorales faites par eux et par leur parti?*

Arguments en faveur de cette idée :

- un politicien devrait être responsable face à ses électeurs. Un mécanisme devrait donc exister par lequel on pourrait discipliner un député qui ne respecte pas ses engagements.
- si on adoptait une telle proposition, les politiciens seraient moins enclins à faire des promesses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir, ou qu'ils ne peuvent pas tenir. Une telle procédure encouragerait l'honnêteté, la franchise et la transparence.

Arguments contre cette idée :

- selon la tradition parlementaire britannique, les députés sont élus pour exercer leur jugement.
- les circonstances changent constamment; exiger qu'un député adhère strictement à la même analyse de la situation quand celle-ci change est peu réaliste. Il faut permettre aux députés de modifier leur point de vue en fonction des circonstances.
- les électeurs ont la chance de passer un jugement sur les députés lors des élections. Entre-temps, il faut donner au parti élu la chance de gouverner selon ses lumières et en fonction d'une conjoncture qui change constamment.

Activité : Essai argumentatif : Droits individuels et collectifs

Cet exercice dépend du devoir assigné.

Activité : Les partis politiques canadiens

Les réponses varieront en fonction des partis politiques et des thèmes choisis.

Activité : Partis politiques — Projet de recherche

Les États-Unis

Principaux partis politiques :

- le Parti républicain — connu aussi sous le nom de GOP (Grand Old Party), le Parti républicain est à la droite du centre. Comme nous l'avons appris par la lecture du discours de Bob Dole, ce parti prône des réductions dans la taille du gouvernement, des taxes et des impôts, et du degré d'intervention du gouvernement dans les affaires des gens et celles de la nation. Ce parti se voit comme le parti des bien nantis (riches), des groupes religieux fondamentalistes, et des Américains traditionalistes.
- le Parti démocrate — parti du centre et du centre-gauche. Le Parti démocrate a traditionnellement prôné un gouvernement plus activiste et plus interventionniste. C'est une question de degré seulement, car aucun grand parti politique américain ne souhaite une intervention comme celle des partis sociaux-démocrates dans d'autres pays. Le parti démocrate se voit comme le défenseur des pauvres, des minorités ethniques (son appui parmi les Noirs est massif), des progressistes et des partisans des droits civils.

Le système de partis est essentiellement bipartite. Les deux partis se ressemblent assez quant à leur politique, mais diffèrent par rapport à la nature de leur clientèle.

La Grande-Bretagne

Principaux partis politiques :

- le Parti conservateur — parti de la droite qui favorise l'entreprise privée, le marché, un gouvernement moins envahissant;
- le Parti travailliste — parti de la gauche qui favorise un gouvernement activiste, le renforcement des droits de travailleurs, le maintien des programmes sociaux;

- le Parti libéral démocrate — troisième parti de la Grande Bretagne et héritier du parti traditionnel Whig ou libéral. Le parti du centre prône l'adoption d'une constitution écrite dotée d'une Charte des droits, la décentralisation et la création d'une structure fédéraliste permettant ainsi plus d'autonomie au Pays de Galles et à l'Écosse;
- le « Plaid Cymru » — un parti nationaliste et social-démocrate gallois qui réclame l'autodétermination pour le Pays de Galles;
- le Parti nationaliste écossais — un parti modéré de gauche (le 2^e plus grand parti en Écosse) qui réclame l'indépendance pour l'Écosse. Il recueille d'habitude entre 25 et 30 % du vote en Écosse;
- le Parti unioniste d'Ulster — ce parti de droite demande le maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni et le maintien de la citoyenneté britannique pour tous les citoyens de cette région.

Le système de partis en Grande-Bretagne est multipartite, bien que depuis le début du siècle l'alternance au pouvoir s'effectue entre deux partis seulement : le Parti conservateur et le Parti travailliste. Au début du siècle, le Parti libéral, jadis un des deux grands partis britanniques, s'est vu refoulé à la troisième place en raison de la popularité grandissante du parti travailliste.

Allemagne

Principaux partis politiques :

- l'Union chrétienne démocratique (CDU) — parti modéré de droite jouissant d'un large appui (jamais moins de 44 % des votes depuis la Deuxième Guerre mondiale); favorable au libéralisme économique et à un régime progressiste social;
- l'Union chrétienne sociale (CSU) — parti de droite régional (bavarois) qui s'allie traditionnellement au CDU;
- le Parti social-démocrate (SPD) — parti de gauche modéré qui prône un rôle plus activiste pour le gouvernement; a gouverné de 1976 à 1982;
- le Parti du socialisme démocratique (PDS) — l'ancien parti communiste de l'Allemagne de l'Est;
- le Parti libéral (FDP) — un petit parti du centre qui s'allie tantôt avec les sociaux-démocrates et tantôt avec les démocrates chrétiens;
- le Parti vert — un parti écologiste et pacifiste.

Bien qu'on puisse diviser les partis politiques en deux grandes catégories, l'Allemagne connaît le multipartisme — la démocratie chrétienne et la démocratie sociale, ces mouvements représentant

respectivement la droite et la gauche. L'alternance au pouvoir se fait entre ces deux tendances. Les gouvernements forment d'habitude une coalition dans laquelle l'un ou l'autre des deux grands partis bénéficie de l'appui du FDP pour former un gouvernement majoritaire.

La Russie

Principaux partis politiques :

- la situation politique en Russie reste floue (vague); les partis politiques se font et se défont, à l'exception du parti communiste qui continue à s'attirer un bon pourcentage de l'électorat. Les principales formations politiques se regroupent autour des personnalités fortes. Pour l'instant, les principales formations sont :
 - « Russie-notre-maison » — créé par Viktor Tchernomyrdine, Premier ministre et second de Elstine (en 1996 du moins) — c'est le nouveau parti au pouvoir. Il procède tranquillement à la transformation de l'économie de commande (planifiée) vers une économie de marché;
 - le Parti communiste — c'est ce qui reste du seul parti autorisé pendant les années de dictature communiste. Ce parti dit accepter la démocratie ainsi que le multipartisme, mais voudrait ralentir les transformations économiques afin de mieux protéger les personnes âgées, les pensionnés et les plus démunis;
 - le Parti libéral-démocrate — en dépit de son nom, c'est un parti nationaliste d'extrême droite. Son chef, Vladimir Jirinovski promet aux électeurs une Russie forte, la reconquête de l'empire, le contrôle des prix et le rétablissement de l'ordre;
 - le Parti Yabloko — sous la direction de son chef Grigori Yavlinski, ce parti favorise une libéralisation économique accélérée, doublée d'une union économique avec la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan.

Il existe beaucoup d'autres partis, ce qui fait de la Russie un pays multipartite dont les racines démocratiques sont encore jeunes et fragiles.

La France

Les principaux partis politiques (de l'extrême gauche à l'extrême droite) :

- le Parti communiste (PC) — pendant un temps, le parti ayant le plus de députés à l'Assemblée nationale (1946, 1956), ce parti a perdu beaucoup de ses partisans suite à la chute du communisme en Europe de l'Est;
- le Parti socialiste (PS) — un parti modéré de gauche qui a occupé le pouvoir dans les années 80;

- l'Union pour la démocratie française (UDF) — un parti du centre qui a connu ses années de gloire pendant les années 70, sous le leadership de Giscard d'Estaing;
- le Rassemblement pour la république (RPR) — le parti au pouvoir à l'heure actuelle, sous le leadership de Jacques Chirac. Successeur du parti établi par Charles de Gaulle à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il a été longtemps connu sous le nom de Parti gaulliste;
- le Front national (FN) - un parti nationaliste d'extrême droite qui prône le retour forcé des immigrants de l'Afrique et du Moyen-Orient, l'assimilation de ceux légalement entrés en France, et une politique dure basée sur la loi et l'ordre.

Le multipartisme caractérise la France. Les gouvernements sont souvent le résultat de coalitions. Les noms des partis, surtout à la droite, changent souvent en fonction des personnalités qui sont à leur tête.

Le Japon

Principaux partis politiques :

- le Parti libéral démocratique — ce parti centre-droite a monopolisé le pouvoir depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à tout récemment; quand les cas de corruption ont détruit sa réputation, lui faisant perdre le pouvoir quelques années;
- le Parti socialiste démocratique du Japon — un parti de gauche pendant les années 90, et qui a goûté au pouvoir en tant que membre d'un gouvernement de coalition;
- le Parti communiste — parti d'extrême gauche qui a adopté une position plus modérée depuis l'effondrement du communisme dans l'ex-URSS;
- le « Shinshinto » — une alliance de partis, dont la plupart sont du centre-droite, formée par les députés et les citoyens mécontents de la corruption dans le parti libéral démocratique.

Le multipartisme caractérise le Japon d'aujourd'hui. Toutefois, ce pays pratiquait jusqu'à récemment une sorte de monopartisme véritable en raison de l'emprise exercée par le parti libéral démocratique sur la vie politique japonaise.

Israël

Principaux partis politiques :

- le Parti travailliste — parti modéré de gauche, favorable au processus de paix avec les Palestiniens et les pays arabes avoisinants; il a officiellement accepté l'idée d'un État palestinien;

- le Likoud — parti nationaliste de droite; hostile à l'idée de la création d'un État palestinien;
- le Parti démocratique arabe — parti représentant les intérêts des arabes israéliens;
- le Parti national religieux — un parti religieux parmi tant d'autres qui demande l'application plus intégriste de la religion judaïque.

Israël est caractérisé par le multipartisme. Le mode de scrutin proportionnel encourage la prolifération des partis politiques, mais la scène politique est tout de même dominée par deux grands partis, le Likoud et le Parti travailliste. Le gouvernement est presque toujours le résultat d'une coalition où l'un ou l'autre des deux grands se voit obligé de s'allier à un des partis religieux. Cette nécessité donne aux partis religieux plus de pouvoir qu'ils n'en méritent.

Afrique du Sud

Principaux partis politiques :

- le Congrès national africain (ANC) — le parti de la majorité noire qui a remporté les premières élections de l'ère post-apartheid. C'est le parti le plus associé à la lutte contre l'apartheid et qui a bénéficié du prestige mondial de son chef Nelson Mandela;
- le Parti national — anciennement le Parti de l'apartheid. Sous la direction de Frederik de Klerk, il a mené les négociations qui ont mis fin à la pratique raciste vieille de plus de 40 ans. Ce parti est associé surtout aux Blancs d'origine hollandaise, c'est-à-dire les Afrikaners;
- le Parti « Inkatha » — c'est le parti des Zoulous, rival acharné de l'ANC;
- le Front de liberté — un parti créé par des dissidents du parti national. Ce parti refuse la fin de l'apartheid et demande un pays pour les Blancs seulement;
- le Parti démocratique — le premier parti des Blancs à œuvrer pour la fin de l'apartheid. Ce parti cherchait son appui chez les Blancs anglophones pour la plupart.

La fin de l'apartheid a projeté l'Afrique du Sud dans une nouvelle ère politique. Le gouvernement est dominé à l'heure actuelle par l'ANC, bien que Mandela a cherché la réconciliation nationale en coopérant avec les autres partis politiques. Monopartiste dans la pratique sous les régimes des Blancs, l'Afrique du Sud connaît maintenant un multipartisme plus développé.

L'Inde

Principaux partis politiques :

- le Parti du Congrès (I) — le grand parti qui a dominé pendant longtemps la scène politique indienne. Le Congrès fut à l'origine de la lutte anticoloniale. Instrument politique des grands personnages comme Nehru et Indira Gandhi, le parti du Congrès a connu dernièrement des années difficiles suite à des problèmes de corruption et au morcellement des loyautés politiques des Indiens qui se tournent davantage vers les partis religieux ou régionaux. Ce parti se trouve légèrement à gauche;
- le Parti Janata Dal — un parti légèrement à droite, le parti du libéralisme économique;
- le Parti BJP — un parti hindouiste, hostile aux Musulmans d'une part et aux Hindous modérés d'autre part;
- le Parti communiste — un parti anciennement fidèle à Moscou.

L'Inde fourmille de partis politiques de toutes les tendances. La source *World Political Systems* suggère qu'il y a 34 partis politiques plus ou moins importants. Pour la démocratie la plus peuplée du monde, cela doit être tout un défi de choisir entre tant de candidats.

La Chine

Principal parti politique :

- le Parti communiste — c'est le seul parti politique légal dans ce pays; un des seuls qui restent dans le monde communiste. Le parti communiste chinois pratique un mélange de totalitarisme politique et de libéralisme économique.

La Chine est un exemple de pays monopartite.

Activité : Les groupes de pression

1.	Côté positif • Les groupes de pression informent la population sur des questions d'intérêt et forcent le gouvernement à agir. • Ils servent de terrain de préparation pour de futurs politiciens et de futurs citoyens responsables. • Ils encouragent les échanges d'opinion, ce qui est essentiel dans une démocratie.	Côté négatif • Ils ne représentent qu'une petite minorité de gens. Leur influence est énorme en comparaison de leur nombre. • Puisqu'ils n'ont à cœur qu'une seule cause, ils ne sont pas obligés de prendre en considération l'ensemble de la réalité politique, sociale et économique. • Les groupes de pression riches peuvent faire passer leur message plus facilement que les groupes représentant les personnes plus démunies. • Le lobbying des uns et des autres déforme la scène politique et favorise ces groupes, au détriment des citoyens ordinaires qui n'ont pas les moyens de se faire entendre.
----	--	--

2. Pour ce qui est de la présentation, surveillez les éléments suivants :

- la qualité des arguments utilisés;
- le format employé;
- langue (diction, prononciation, grammaire).

Activité : Les médias de masse

Cette activité pourrait être évaluée en fonction des critères suivants :

Options A et B

Évaluation :	Choix d'article	5 points
	Explication du choix	10 points
	Langue	5 points

Total : 20 points

Employez à votre guise la grille d'évaluation suggérée. Si les élèves éprouvent des difficultés à reconnaître le parti pris et la subjectivité dans les journaux, faites une copie sur transparent d'un article où ce genre de journalisme est très évident. On trouve d'habitude d'excellents exemples dans le *Alberta Report* ou le *Sun*.

Chapitre 4 : Les régimes démocratiques

Activité : Les origines de la démocratie

1. Résumé :

Selon certains philosophes grecs opposés à la démocratie, le but de toute société n'est pas la poursuite de la liberté, ou de la prospérité ou de l'épanouissement personnel, c'est la poursuite de la perfection. Par conséquent, le meilleur régime est celui qui permet d'atteindre l'objectif de perfection de tous les citoyens. On n'atteindra pas un tel but en se laissant gouverner par des gens ignorants. Il faut un gouvernement par les plus éclairés, les plus sages pour trouver les mesures permettant l'amélioration de la société dans son ensemble.

La démocratie ne constitue pas le meilleur modèle de gouvernement pour une société avide de perfectionnement humain. Sa prémisse d'égalité pour tout le monde est contraire à la réalité qui démontre clairement que certaines personnes sont plus éclairées, plus éduquées que d'autres. La démocratie devient un gouvernement par la majorité ignorante. Un tel gouvernement ne pourrait pas prendre à cœur le perfectionnement humain, étant donné son bas niveau de civilisation et de développement.

Commentaires :

Les commentaires varieront selon les élèves. Recherchez les points suivants :

- référence à la logique des philosophes grecs. On peut dire que si on accepte la prémisse de base (le but de tout gouvernement est de promouvoir la perfection humaine), la conclusion (un gouvernement des meilleurs citoyens) suit assez logiquement. Si on veut contester la logique, il faut commencer donc par la prémisse. Peut-être le perfectionnement de l'être humain est-il l'affaire de chaque individu? Peut-être le processus de perfectionnement exige-t-il au préalable la liberté? Peut-on se perfectionner si on n'est pas libre? Pour les libéraux en tout cas, la liberté est un préalable à tout, même au perfectionnement humain. Pour eux, le but et la principale responsabilité de chaque gouvernement, c'est d'assurer la liberté des citoyens.
- référence aux ramifications de l'argument : Qui décidera, dans un tel système, ce que représente le « perfectionnement »? La perfection des uns n'est pas nécessairement la perfection des autres. Un tel système risque donc de devenir tyrannique dans la mesure où on impose à tout le monde sa définition du but de la vie. Une telle société peut aussi devenir conformiste et fade (peu créatrice).
- référence aux intérêts de ceux qui soutiennent l'argument : cet argument n'est pas désintéressé. Les gens qui le soutiennent se considèrent eux-mêmes les meilleurs éléments de la société et sont dans une position qui leur permettrait de profiter de la mise sur pied d'un tel système. Ce sont eux qui formeraient le gouvernement et qui jouiraient du prestige et du pouvoir qui en découlent.

- une conclusion : les élèves doivent indiquer, quelque part dans leur texte, leur position face à cet argument. Leur position doit être conséquente aux critiques ou à l'analyse offertes ailleurs dans le commentaire.

Activité : Les formes alternatives de démocratie

1. Les réponses varieront en fonction des valeurs et du raisonnement des élèves. Les arguments offerts pourraient porter sur les considérations suivantes :

Pour plus de démocratie directe :

- le système actuel permet aux politiciens de promettre une chose à l'occasion des élections et de faire autre chose après les élections. Un système de rappel les obligerait à tenir parole.
- quand il s'agit de questions très importantes telles que les amendements à la constitution, ou de questions morales telles que l'avortement et la peine capitale, c'est le peuple qui devrait décider par voie de référendum.
- le peuple devrait aussi pouvoir initier des projets de loi, peut-être en signant des pétitions.

Contre les modifications au système actuel :

- nous élisons les députés en qui nous avons le plus confiance quant à leur jugement et à leur philosophie politique. En tant que professionnels, ils ont le droit et la responsabilité de bien étudier les questions politiques et de décider en notre nom, car nous n'avons ni l'expérience, ni le temps, ni toute l'information requise, ni même l'intérêt pour le faire.
- si nous avons constamment recours aux référendums et aux élections complémentaires pour régler les questions controversées, le coût serait exorbitant.
- le système actuel nous a bien servis et nous a permis de parvenir à des consensus sur des questions bien épineuses telles que l'unité nationale et le développement régional.
- la démocratie directe met en danger les droits des minorités et peut aboutir à une tyrannie de la majorité.

Activité : Un gouvernement démocratique est-il pire qu'une dictature?

1. Considérations :

L'argument que la dictature est supérieure repose sur des considérations relatives :

- à l'efficacité,
- au leadership,
- au temps consacré au pays,
- à la corruption.

L'argument que la démocratie est supérieure repose sur des considérations relatives :

- à la moralité,
- à la souveraineté du peuple,
- à la compétence,
- à l'efficacité,
- à la corruption.

Rappelez-vous que les considérations sur lesquelles reposent les arguments peuvent être d'ordre :

- moral (c'est juste ou c'est injuste pour les raisons suivantes.)
 - pratique (cette idée fonctionne ou elle ne fonctionne pas pour les raisons suivantes.)
 - politique (cette idée ne serait pas acceptable par le peuple, elle diviserait le pays — l'argument de l'unité nationale — elle causerait de la tension entre les pays ou les régions, etc.)
 - économique (cette idée aiderait ou nuirait à l'économie pour les raisons suivantes.)
 - fiscal (cette idée augmenterait les dépenses publiques, ferait monter l'impôt et les taxes, contribuerait à redistribuer équitablement les richesses nationales, etc.)
 - social (cette idée aggraverait les problèmes sociaux ou aiderait à résoudre les problèmes sociaux; cette idée est conforme à notre vision d'une société égalitaire, équitable, libre, etc.)
2. **L'argument n° 1** — celui en faveur de la dictature fait peu d'effort pour anticiper les réponses de ses adversaires. Il s'efforce tout au plus de démontrer le côté inefficace et corrompu de la démocratie, sans faire l'éloge du système alternatif, c'est-à-dire de la dictature. Cet argument serait plus persuasif s'il visait à démontrer la nécessité de réformer le système démocratique. Dans ce cas-là, l'auteur pourrait se contenter de démontrer les faiblesses du système démocratique actuel. Comme argument en faveur de la dictature, celui-ci n'atteint pas tout à fait sa cible.

L'argument n° 2 — est mieux construit, car il anticipe les critiques et leur fait quelques concessions (toujours une excellente stratégie pour démontrer que la question est complexe et ne se prête pas à un traitement où les vertus sont toutes d'un côté et les vices tous de l'autre). Cela fait, l'auteur s'attache à démontrer qu'en dépit des faiblesses de la démocratie, elle reste supérieure à la dictature sur toute la ligne. Il s'ensuit une confrontation où la démocratie est comparée à la dictature au niveau de chaque considération normalement soulevée par les critiques de la démocratie. La stratégie argumentative empruntée est celle d'une confrontation directe avec les adversaires en vue de réfuter chaque argument généralement soulevé par eux. Dans ce cas, l'auteur du deuxième argument traite des considérations liées à l'efficacité, à la corruption et à la compétence.

3. Comme indiqué ci-dessus, le deuxième argument est plus persuasif car il fait la comparaison demandée par la question.
4. La réponse à cette question est fournie dans notre discussion sur la question n° 2.
5. Chaque argument est construit selon la structure pyramidale suggérée. L'argument n° 1 se trompe pourtant au niveau des arguments employés. Comme indiqué ci-dessus, les arguments démontrent les problèmes liés à la démocratie, mais ne démontrent pas la supériorité de la dictature sur la démocratie.

Tableau schématique : Argument n° 1

Position	Arguments et exemples
La dictature est supérieure à la démocratie.	- les gouvernements démocratiques sont inefficaces : ex. : consulter les autres gouvernements, consulter les groupes d'intérêt, le monde des affaires et autres intéressés. - les gouvernements démocratiques sont médiocres, dirigés souvent par des gens qui veulent plaire au public ex. : Ronald Reagan, Jacques Parizeau, Lucien Bouchard, Ralph Klein, Bill Harris. - les gouvernements démocratiques sont corrompus ex. : Watergate, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Brian Mulroney, les scandales au Japon, en Saskatchewan et en Allemagne.

Tableau schématique : Argument n° 2

Position	Arguments et exemples
La démocratie est supérieure à la dictature.	- elle se base sur des valeurs morales supérieures qui élèvent et améliorent l'homme, au lieu de le rabaisser au niveau des esclaves. - bien que les démocraties et les dictatures puissent être incompetentes, on peut se débarrasser des démocraties incompetentes par le biais des élections. - le leadership démocratique est moins cruel et sanguinaire, ex. : Chamberlain par rapport à Hitler, Staline ou Pol Pot. - les dictatures sont, tout compte fait, plus inefficaces que les démocraties, ex. : la collectivisation de l'agriculture dans l'ex-URSS par Staline. - les dictatures sont corrompues, mais ce qui est pire, contrairement à la situation dans les démocraties, personne ne peut en parler, ex. : Mobutu, Noriega, Somoza.

Activité : Le parlementarisme

1. Éléments démocratiques du parlementarisme :

- le gouvernement (le Premier ministre et son Cabinet) est subordonné au Parlement (donc aux représentants du peuple) et doit jouir de sa confiance en tout temps. Le gouvernement ne peut pas agir indépendamment du Parlement ou contre son gré.

Éléments non démocratiques du parlementarisme :

- en raison du principe de la discipline de parti, les députés ne sont pas libres de voter comme ils l'entendent ou comme le veulent leurs électeurs.
 - le chef d'État est souvent nommé ou le poste peut être héréditaire, ce qui est par définition, non démocratique. Le chef d'État d'un pays démocratique devrait être en principe choisi par le peuple ou par les représentants du peuple.
2. Les réponses seront personnelles, mais elles devraient aborder les mêmes considérations que ci-dessus, c'est-à-dire les réponses des élèves aux principes du gouvernement responsable, de l'exécutif dualiste et de la discipline de parti.

Activité : Le Cabinet canadien et autres personnages importants

Comme le Cabinet est sujet à des changements imprévus, il ne nous semble pas opportun de donner un corrigé qui pourrait être fautif avant même la publication de ce document. Les réponses sont disponibles toutefois à Internet, à l'adresse du Gouvernement du Canada (http://canada.gc.ca/main_f.html).

Activité : Comparaison des systèmes parlementaires britannique et canadien

1. Les systèmes parlementaires britannique et canadien ont beaucoup en commun. Ils respectent, tous deux, les trois principes fondamentaux de tout système parlementaire et ont tous deux, un Parlement bicaméral. C'est au niveau de la Chambre haute, toutefois, qu'ils diffèrent. La Chambre haute de la Grande-Bretagne s'appelle la Chambre des lords (ou pairs) et regroupe approximativement 1 000 membres de l'aristocratie et du clergé anglican. Elle est en quelque sorte le regroupement des deux anciens ordres privilégiés. Les membres ne sont pas élus — ils occupent leur siège soit par droit lié à l'héritage ou à la position qu'ils occupent dans l'Église, soit par nomination. La Chambre haute canadienne s'appelle le Sénat. Il représente les régions de la fédération canadienne selon un principe souple d'égalité des régions (24 sénateurs par région). Les sénateurs sont nommés sur l'avis du Premier ministre et appartiennent, à quelques exceptions près, à son parti politique.

En dépit de ces différences, ni l'une ni l'autre des deux Chambres ne jouit d'une grande crédibilité démocratique. Dans un cas comme dans l'autre, elles ont perdu leur légitimité parce que les membres ne sont pas choisis démocratiquement. Tout au plus, elles servent comme un lieu de réflexion qui n'est pas entaché par des considérations électorales et partisans.

Activité : Le système américain

1. La séparation des pouvoirs — principe emprunté à Montesquieu voulant que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire soient exercés par des corps différents afin d'empêcher toute accumulation de pouvoir entre les mains d'un seul individu ou groupe.

« Impeachment » — une procédure menant à la destitution du Président ou des hauts fonctionnaires d'État pour des raisons exceptionnelles, incluant des crimes comme la trahison ou la corruption. On ne peut pas tenter un processus de destitution pour des raisons liées à un désaccord politique et sur ce plan, il n'y a pas moyen de destituer un Président une fois élu. C'est la Chambre des représentants qui décide de la mise en accusation du Président et c'est le Sénat, transformé en tribunal, qui le juge.

Les élections primaires — ce sont les élections tenues au sein de chaque parti et au niveau de certains États dans le but de choisir les délégués aux Congrès d'investiture. Les règles relatives aux élections primaires varient selon le parti et l'État. Cependant, peu importe la marge de la victoire dans plusieurs États, le parti vainqueur récolte la totalité des délégués désignés pour cet État.

Le Congrès d'investiture — c'est le Congrès au niveau de chaque parti qui réunit tous les délégués choisis à travers les États-Unis dans le but de choisir le candidat qui représentera le parti aux élections présidentielles.

Le Collège électoral et les Grands Électeurs — les Grands Électeurs sont les individus élus lors des élections présidentielles dans le but de voter en faveur d'un des candidats présidentiels durant la tenue du Collège électoral. Les Américains désignent ainsi indirectement leur Président. Les Grands Électeurs font savoir d'avance leur choix présidentiel et les électeurs votent en conséquence. Le candidat présidentiel qui remporte l'élection dans chaque État gagne ainsi l'appui de tous les Grands Électeurs de cet État. Ensemble les Grands Électeurs forment le Collège électoral.

« Poids et contrepoids » — cette expression désigne l'équilibre du pouvoir qui s'installe entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire dans le système américain. Bien que séparé l'un de l'autre, chaque pouvoir exerce un contrôle sur l'autre, diminuant ainsi les possibilités que l'un devienne despotique, en les obligeant à travailler de pair et en harmonie.

2. Dans un régime parlementaire, le Premier ministre choisit son Cabinet parmi les députés à la Chambre des communes ou, dans quelques cas, du Sénat. Les ministres sont donc pour la plupart des députés représentant leur propre circonscription. En tant que ministres, ils sont par consé-

quent actifs au niveau exécutif et législatif. Dans le régime présidentiel américain, le Président choisit ses ministres, appelés secrétaires d'État, à l'extérieur du Congrès. Cette obligation découle du principe de la séparation des pouvoirs (une personne ne peut pas appartenir en même temps au pouvoir législatif et au pouvoir exécutif). Le Cabinet parlementaire est responsable devant le pouvoir législatif et doit démissionner s'il perd sa confiance (principe appelé « responsabilité ministérielle »). Le Cabinet présidentiel, dont la nomination de chaque membre doit être approuvée par le Sénat, est responsable uniquement devant le Président. Les membres du Cabinet ne sont nullement tenus de démissionner si le Congrès rejette un projet de loi présenté par eux.

3. Le Sénat et la Chambre des représentants forment ensemble le Congrès américain. Pour l'adoption des lois, l'approbation de l'un et de l'autre est nécessaire, comme l'est d'ailleurs la signature du Président. Chacun a toutefois des responsabilités qui lui sont propres. Dans le cas du Sénat, celles-ci comprennent :

- l'approbation ou le rejet des traités internationaux;
- le jugement de toute personne mise en accusation selon une procédure menant à la destitution « impeachment »;
- la confirmation des ambassadeurs, des hauts fonctionnaires, des secrétaires d'État et des juges à la Cour suprême nommés par le Président;
- l'élection du vice-président, dans le cas où aucun candidat ne reçoit la majorité des voix au Collège électoral.

Les responsabilités de la Chambre des représentants comprennent :

- l'initiative des lois fiscales;
- la mise en accusation du Président ou de hauts fonctionnaires pour fautes graves (la première étape vers « l'impeachment »);
- l'élection du Président dans le cas où aucun candidat ne reçoit la majorité des voix au Collège électoral;
- la destitution du Président si celui-ci est reconnu coupable par le Sénat.

4. Les responsables de ces postes peuvent changer. Consultez Internet.

Activité : Premier ministre ou Président : qui a le plus de pouvoir?

Résumé :

Les auteurs de cet article maintiennent qu'un Premier ministre a plus de pouvoir qu'un Président. Il contrôle le pouvoir législatif par le biais de sa majorité au Parlement et il peut s'assurer l'adoption de son programme législatif (quand il est en situation de gouvernement majoritaire évidemment) par l'opération de la discipline de parti. Un Président n'a pas ce luxe. Dans un premier temps, ni lui ni

son Cabinet ne siègent au Congrès. Il ne peut donc contrôler ses opérations. De plus, les représentants et sénateurs votent en général en fonction de leurs propres intérêts électoraux. La discipline de parti n'existant pas, le Président ne peut pas s'assurer que les membres de son parti votent de la façon voulue. En outre, il est possible que le Congrès soit contrôlé par des forces hostiles au programme législatif du Président, c'est-à-dire par le parti opposé au sien. Une paralysie des opérations gouvernementales peut s'ensuivre si le Président et le Congrès restent sur leurs positions et refusent un compromis. Un Premier ministre ne court pas ce danger de paralysie ni celui de voir son programme législatif rejeté par le Parlement. Ainsi jouit-il de plus de pouvoir, même si un Président a plus de prestige et un plus haut rang sur le plan protocolaire. Il est, après tout, un chef d'État (comme un monarque), tandis qu'un Premier ministre n'est qu'un chef de gouvernement.

Commentaire :

Le commentaire ci-après est un exemple seulement. Les commentaires des élèves peuvent être en désaccord avec celui-ci, pourvu que leur raisonnement soit sain et le développement du commentaire logique et valable. Assurez-vous que les élèves ont tenté de suivre les pistes suggérées dans la question.

Cet article a raison de souligner la différence réelle et effective entre les pouvoirs d'un Premier ministre et ceux d'un Président. L'attention médiatique entourant un Président nous laisse croire qu'il est le point central du système américain. Cette impression que nous avons minimisée à tort l'importance du Congrès et le rôle que celui-ci joue dans l'opération du principe des poids et contrepoids. Le Président, représentant le pouvoir exécutif, ne peut pas agir sans la coopération du pouvoir législatif, c'est-à-dire du Congrès, une institution qu'il ne contrôle pas et qui obéit à ses propres priorités et besoins électoraux. Comme l'article le souligne, le Premier ministre d'un gouvernement majoritaire jouit d'un pouvoir considérable sur les opérations du pouvoir législatif. Le principe parlementaire de séparation souple des pouvoirs lui permet de diriger les débats de la Chambre et de présenter, défendre et faire adopter son programme législatif.

Là où un Président est plus solide qu'un Premier ministre, c'est au niveau de sa sécurité d'emploi. À moins d'avoir commis une infraction grave, un Président ne peut pas être renversé. Il servira ses quatre ans avant de se représenter devant le peuple pour un deuxième et dernier mandat. Un Premier ministre par contre peut être destitué, c'est-à-dire renversé, à n'importe quel moment au cours de son mandat. Il suffit qu'il perde un vote de confiance à la Chambre pour qu'il soit obligé de démissionner. Un tel développement reste théorique toutefois, car s'il jouit d'un gouvernement majoritaire, les votes au Parlement sont connus d'avance et grâce au principe de la discipline de parti, les députés du parti du Premier ministre votent toujours avec lui.

Cette activité pourrait être évaluée en fonction des critères suivants :

Résumé	10 points
Commentaires	10 points
Total :	20 points

Activité : La politique de demain

1. Le caricaturiste ne semble pas prendre le populisme trop au sérieux. L'article n° 4 de la plate-forme réformiste dit « d'inscrire votre grief » ici. Cela suggère que ce parti peut endosser (accepter) tous les griefs de tous les citoyens, évidemment une impossibilité, car les griefs des uns et des autres sont souvent contradictoires. L'idée de construire une plate-forme autour des griefs plutôt qu'autour des visions, ou valeurs précises, porte aussi au sarcasme. Pour ajouter à l'impression de légèreté intellectuelle du parti réformiste, le caricaturiste fait suivre de plusieurs points d'exclamation les autres énoncés de la plate-forme électorale. Cela rappelle le ton un peu hystérique et extrémiste associé parfois à ce parti populiste.
2. La réponse à cette question variera en fonction des valeurs et des visions des élèves. Ce dont vous voulez vous assurer, c'est que l'argumentation soit solide, conséquente et bien appuyée.

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Activité : Formes de dictatures

Les réponses à cette activité dépendront, évidemment, du choix des articles.

Activité : Les régimes autoritaires et totalitaires

1. Les régimes autoritaires et totalitaires partagent les caractéristiques suivantes :
 - ils utilisent la coercition pour imposer leur volonté. Ces deux types de régimes s'appuient en général sur l'armée et les forces de sécurité.
 - ils se servent de la propagande pour se mériter l'appui et l'obéissance des gouvernés.
 - ils répriment toute opposition à leur pouvoir et canalisent le mécontentement de diverses façons, y compris en identifiant des boucs émissaires.
2. Les régimes autoritaires et totalitaires se différencient des façons suivantes :
 - les régimes totalitaires cherchent à imposer leur volonté dans tous les domaines de la vie, tandis que les états autoritaires s'en tiennent aux domaines politiques et sociaux en général. Dans un régime autoritaire, l'individu a donc plus de marge de manoeuvre ou plus d'autonomie.
 - le totalitarisme propose une nouvelle vision de l'homme à laquelle les gouvernés sont appelés à adhérer. Les régimes autoritaires se contentent en général de consolider et d'exercer leur pouvoir, sans pour autant tenter de changer les valeurs les plus profondes des gouvernés.

3. Un régime autoritaire serait plus facile à changer, car l'individu jouit de plus d'autonomie. Il existe des sphères d'activités autonomes par rapport au gouvernement (comme l'Église, par exemple) où l'opposition au régime peut s'organiser et prendre racine. La terreur est généralement moins utilisée dans les régimes autoritaires que dans les régimes totalitaires. Par conséquent, les gens ont moins peur de s'organiser entre eux et de se préparer à contester la légitimité du régime.
4. Les régimes totalitaires proposent, en général, une idéologie qui prend la place de la religion. Ils voient la religion comme une force rivale et hostile et cherchent soit à la remplacer complètement, soit à la mettre au pas (comme les Soviétiques ont réussi à le faire avec l'Église orthodoxe russe). La religion enseigne la suprématie de Dieu, ce qu'un régime totalitaire ne peut pas admettre facilement. Les régimes autoritaires tentent, par contre, de composer avec la religion et de faire de l'Église son alliée. Ils mettent en relief les valeurs qu'ils partagent avec l'Église telles que le respect pour l'autorité et la hiérarchie, la sauvegarde des valeurs traditionnelles et la soumission à l'ordre divin.

Activité : Techniques de dictature

1. Signification des termes :

- La coercition — se rapporte à l'utilisation de la force; au pouvoir de contraindre.
- La dissidence — se rapporte à l'action de se séparer d'une communauté religieuse, politique, philosophique ou sociale en raison d'une différence d'opinion.
- Les dissidents — dénomme ceux qui, en raison d'une différence d'opinion, se séparent de la majorité ou du régime.
- La terreur — depuis la révolution française de 1789, ce terme désigne la peur collective qu'on fait régner dans une population afin de briser toute résistance et de mieux la contrôler.
- La propagande — dénote une action exercée sur l'opinion publique pour l'amener à avoir certaines idées politiques et sociales, à soutenir une politique, un gouvernement ou un représentant.
- Les boucs émissaires — les personnes sur lesquelles on fait retomber les torts des autres.
- Le culte — admiration sans limite que l'on voue à quelqu'un ou à quelque chose.
- La mise en tutelle — l'action de soumettre une personne, une institution ou un gouvernement à la surveillance d'une instance supérieure.

2. La question soulève la nature « politique » de la famille. Les familles de nos jours ne sont évidemment pas uniformes. On verra toutefois dans la majorité des familles une combinaison des caractéristiques des démocraties et des dictatures. Certaines sont plus autoritaires que d'autres. Parfois, les parents font encore la loi et utilisent les différentes techniques dictatoriales pour imposer leur volonté : la coercition, l'endoctrinement, le culte de l'autorité, la participation contrôlée et la mise en tutelle. D'autres familles sont moins autoritaires; elles permettent à leurs membres de participer à la prise de décision et les encouragent même à faire preuve d'initiative et à accepter la responsabilité de leurs actions.

3. Il est vrai qu'on trouve certaines techniques dictatoriales dans les démocraties libérales. La force est utilisée, par exemple, quoiqu'elle doive être conforme à la loi. L'endoctrinement est présent aussi, mais il est probablement plus subtil par rapport à ce qu'on observe dans les dictatures. Les valeurs véhiculées par les moyens de communication et la publicité, par exemple, constituent une excellente propagande pour le système capitaliste. Les jeunes grandissent souvent sans jamais remettre en question le bien-fondé, moral ou social, du régime capitaliste. Les idées du caractère « naturel » de ce système sont tellement ancrées dans leur esprit que, pour les jeunes, il n'y a pas de systèmes alternatifs. On trouve également dans certaines démocraties une « glorification » suspecte du chef qui se rapproche du culte du chef commun aux dictatures. Afin d'attirer la sympathie du public, certains partis politiques misent beaucoup plus sur la personnalité de leur chef que sur la philosophie politique et le programme politique du parti.

Activité : La dialectique

1. Comme c'est une question d'opinion, les réponses varieront. La majorité des élèves détermineront probablement qu'un consensus existe autour des idées de démocratie et de libéralisme. D'année en année ces deux notions attirent de nouveaux adhérents (la démocratisation de l'Europe de l'Est et de la Russie en est un exemple). Ces valeurs pénètrent toutes les cultures et toutes les régions du monde.

Activité : Le marxisme-léninisme

1. La caricature montre l'ancien chef du parti communiste soviétique Léonid Brejnev (les élèves n'ont pas besoin ici d'identifier exactement de qui il s'agit). Ils doivent tout de même savoir par le contexte qu'il s'agit d'un chef communiste quelconque en train de lire, sans en connaître l'auteur, quelques phrases célèbres écrites par Karl Marx. Marx exhorte les ouvriers à se soulever et à renverser les autorités, ce que les ouvriers de la Pologne sont en train de faire. Brejnev qui, selon ses convictions révolutionnaires et marxistes, devrait être du côté des ouvriers ne l'est pas. Le caricaturiste démontre l'ironie de la position de Brejnev et suggère que celui-ci (représentant le communisme en général) a trahi ses valeurs et ses responsabilités en tant que marxiste.

Activité : Lénine

1. Explication de termes :
 - les soviets — ce terme désigne les conseils des ouvriers organisés avant, pendant et après la révolution russe de 1917.
 - Les Bolcheviks — ce terme désigne les communistes qui appuient Lénine et sa stratégie pour prendre le pouvoir.

- La révolution d'octobre — 1917 a connu deux révolutions en Russie. La première, la révolution de février, a renversé la monarchie pour établir un gouvernement provisoire. La deuxième, la révolution d'octobre, voit les Bolcheviks renverser ce gouvernement pour le remplacer par un gouvernement composé de communistes.
 - L'Assemblée constituante — le gouvernement provisoire, renversé en octobre 1917 par les Bolcheviks, avait prévu des élections à une Assemblée constituante en 1917. Cette Assemblée devait avoir pour mission de rédiger une constitution pour la Russie républicaine. Les Bolcheviks, une fois au pouvoir, n'empêchent pas la tenue de ces élections. Malheureusement pour eux, ils ne récoltent que 23,9 % des voix exprimées. L'Assemblée constituante se rencontre pour la première et la dernière fois le 5 janvier 1918. Elle refuse d'approuver les mesures prises jusque-là par les communistes. Ceux-ci n'entendent pas lutter avec une institution qu'ils ne contrôlent pas et ils la renvoient. Cette première institution démocratique russe aura duré moins de 24 heures.
 - La Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité — c'est le premier document constitutionnel adopté par le nouveau régime communiste russe. Calqué sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française, ce document annonce la nature du nouveau régime ainsi que ses orientations futures. Il établit une république socialiste et soviétique, abolit l'exploitation des uns par les autres, élimine les classes sociales, abolit la terre privée et établit, entre autres mesures, le contrôle ouvrier des usines.
 - L'Union des républiques socialistes soviétiques — le nom officiel adopté en 1922 désignant le regroupement en un seul pays, théoriquement fédéral, de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Transcaucasie.
2. Staline s'inscrit dans un processus répressif et totalitaire déjà tracé par Lénine. Lénine établit les premiers camps d'exécution. Ils emploient les techniques terroristes de l'assassinat, de l'exécution des dissidents et de la déportation des opposants au régime. Staline perfectionne ces techniques et les étend à l'ensemble de la société, mais la voie est déjà tracée pour lui.

Activité : Le régime soviétique politique

1. Le parti communiste soviétique est démocratique dans le sens que ce sont les membres de chaque échelon qui élisent les membres de l'échelon supérieur. Ainsi les membres du parti, organisés à la base dans les cellules, élisent-ils le Congrès. Celui-ci choisit les membres du Comité central qui, à son tour, choisit en son sein les membres du Secrétariat et du Politburo. Le Secrétariat se donne un chef qui devient le Secrétaire général du parti communiste et le vrai chef de l'Union soviétique. Une fois que les membres de cette structure pyramidale sont en place, tout le monde est obligé d'accepter et de défendre les décisions prises. Lénine a appelé ce système, le centralisme démocratique.

2. Une société et un parti si bureaucratisés et centralisés requièrent des cadres ou fonctionnaires. Comme le parti communiste domine tous les aspects de la vie soviétique, il offre des possibilités d'emploi intéressantes pour les Soviétiques ambitieux. Des milliers de gens ont fait carrière comme cadres du parti. Ces gens forment ce qu'on appelle « l'apparat » du parti et eux-mêmes portent le nom d'« apparatchiks ». D'autres cadres du parti travaillent dans le gouvernement et dans les divers secteurs économiques, sociaux et culturels. Ils forment une classe privilégiée appelée « la nomenklatura ». L'émergence de ces classes spécialisées et favorisées fait mentir la théorie marxiste qui avait prédit la disparition des classes sociales.
3. Correspondance entre institutions canadiennes et soviétiques.

Institutions canadiennes	Institutions soviétiques
le Parlement	le Soviet suprême — c'est le Parlement soviétique qui fait voter les lois. Il est bicaméral comme le Parlement canadien. La correspondance n'est pas exacte, car le Soviet suprême ne sert qu'à ratifier les décisions déjà prises. Il ne siège que 4 jours par an.
la Chambre des communes	le Soviet de l'Union — cette chambre faisant partie du Soviet suprême représente le peuple d'après le principe de représentation selon la population.
le Sénat	le Soviet des Nationalités — cette chambre représente les régions au sein du Soviet suprême.
le Premier ministre	le Président du Conseil des ministres — cette personne est théoriquement chef du gouvernement, mais ne dispose que de peu de pouvoirs étant donné que les décisions importantes sont prises dans le Politburo et non pas au sein du gouvernement.
le gouverneur général	le Président du Présidium — cette personne est théoriquement chef d'État. Elle représente le pays auprès des autres gouvernements. Comme le gouverneur général, elle règne mais ne gouverne pas.
le Cabinet	le Conseil des ministres — il existe un énorme Cabinet (au-delà de 100 ministres). Ils n'ont ni le prestige ni l'autorité des ministres canadiens.
les provinces	les républiques — l'URSS est une fédération comme le Canada où théoriquement les républiques ont leurs propres responsabilités. Comme le pays est gouverné par les communistes à tous les niveaux, il n'y a pas de véritable autonomie régionale.

4. Le poste le plus important dans l'ancienne Union soviétique était celui du Secrétaire général du Parti communiste. Ce poste correspond à celui du chef du parti au pouvoir au Canada. Ce dernier poste est important, mais seulement dans la mesure où cette personne est le Premier ministre.
5. D'après Andropov, la dissidence soviétique est essentiellement due aux encouragements provenant des pays de l'Occident, c'est-à-dire des pays capitalistes. Il allègue que les dissidents russes sont payés pour calomnier leur pays et pour fournir des renseignements aux pays de l'Ouest. La dissidence, aux yeux d'Andropov, est une activité anti-soviétique qui met en danger les intérêts collectifs de la société et, en tant que telle, elle ne peut pas être tolérée.

Activité : Le stalinisme

1. Lénine croit que Staline a concentré trop de pouvoir entre ses mains et qu'il manque de jugement. Pour ce qui est de Trotski, Lénine reconnaît ses capacités, mais le croit trop sûr de lui-même. Il craint probablement une trop grande arrogance de sa part.
2. Lénine trouve Staline « trop brutal » dans cette lettre. Il propose que Staline soit démis de ses fonctions de Secrétaire général. La personnalité intolérante, impolie et capricieuse de Staline nuit à sa capacité d'assumer les responsabilités de son poste et pourrait causer éventuellement des problèmes graves.

Activité : L'évolution politique en URSS/Russie

1. a) Il s'agit d'une réunion du parti communiste russe. Cela se voit par l'emploi de l'emblème du communisme russe, à savoir, la faucille et le marteau.
- b) Le premier slogan choisi rappelle aux Russes les torts des communistes quand ils étaient au pouvoir. Un slogan politique doit être attirant et présenter le parti d'une façon positive.
- c) Le caricaturiste attire l'attention du lecteur sur la difficulté qu'éprouve le parti communiste à jouer le jeu politique selon les nouvelles règles. Les communistes sont naïfs et déboussolés devant les exigences d'une vraie campagne démocratique. Ils n'ont pas encore maîtrisé les techniques de la propagande démocratique électorale.

Activité : La philosophie fasciste

1. Les réponses varieront en fonction des valeurs des élèves. En règle générale, on pourrait considérer les éléments suivants comme attirants :
 - le fascisme vise à créer un sens d'unité et à mettre fin aux divisions sociales;

- le fascisme crée un sentiment de famille et répond au besoin humain d'appartenir à une communauté;
 - le fascisme fournit des réponses simples aux questions complexes. Pour ceux qui n'aiment pas vivre dans l'incertitude ou à côté de la complexité, le fascisme offre un foyer philosophique sûr;
 - le fascisme est une philosophie virile ou comme on dit de nos jours « macho ». Cette qualité pourrait plaire à ceux qui favorisent une société plus disciplinée, plus solidaire et plus combative.
2. Les réponses varieraient en fonction des valeurs des élèves. En général, les aspects suivants du fascisme pourraient être qualifiés de répugnants :
- le fascisme valorise la violence et le combat. L'Homme est vu comme une brute et un prédateur;
 - le fascisme glorifie les instincts et le côté irrationnel de l'homme. Les fascistes avaient peu de respect pour les intellectuels ou pour les réalisations de la civilisation. Ils préconisaient une société primitive basée sur la solidarité de la tribu et le respect pour le chef;
 - le fascisme impose une vision uniforme de la société. Il encourage le conformisme et la soumission et ne respecte nullement les droits individuels ou les droits des minorités;
 - le fascisme accepte les inégalités politiques et sociales;
 - le fascisme persécute les « boucs émissaires » et prône une vision de la société où certaines races ou groupes sont supérieurs à d'autres;
 - le fascisme défie le Chef (fait un dieu du chef). Cela répugne en général à nos valeurs de jugement critique.

Activité : Le fascisme italien

1. Les fascistes ont à la fois profité d'un climat d'instabilité et d'incertitude politique et économique, en même temps qu'ils ont contribué eux-mêmes à créer et à alimenter ce climat par leurs provocations : ils brisent une grève organisée par les socialistes et, à la lumière de cette réussite, décident de marcher sur Rome. Devant les 40 000 fascistes qui se présentent aux portes de Rome, le roi décide de confier le pouvoir à Mussolini. Il n'y avait rien d'illégal dans cette décision, mais il faut admettre que la pression et la provocation des fascistes y étaient pour beaucoup.
2. Mussolini promet l'ordre, la paix et la discipline sociales ainsi que la restauration de la cohésion nationale. Il se présente comme le chef du seul mouvement capable de défendre l'Italie contre la menace communiste. Ces promesses lui attirent l'appui des grands industriels et des propriétaires terriens ainsi que celui de la droite traditionnelle (l'Église et les bourgeois).
3. Les mesures suivantes permettent à Mussolini d'établir sa dictature :
 - la suppression des journaux d'opposition;
 - l'arrestation de certaines personnalités politiques de l'opposition;

- le regroupement des syndicats dans un seul syndicat fasciste (on contrôle mieux les ouvriers de cette façon);
 - l'adoption en 1926 d'une loi autorisant Mussolini à décréter des lois, sans passer par le Parlement;
 - la dissolution des partis politiques antifascistes (la Loi sur la défense de l'État);
 - l'adoption d'une loi électorale qui oblige les Italiens à approuver ou à rejeter une liste de candidats soumise par le parti fasciste.
4. En déclenchant la violence et en semant la confusion et la discorde, les fascistes espèrent convaincre les Italiens que la démocratie libérale ainsi que les partis politiques traditionnels sont incapables de contrôler la situation, ou de mettre fin au progrès politique des communistes. Les fascistes veulent être vus comme le seul mouvement assez fort et assez déterminé pour ramener l'ordre et restaurer la confiance sociale.
5. a) La guerre permet à l'Homme d'assumer sa « vocation » naturelle de créature active et engagée. La guerre est une activité « naturelle » et l'homme y est poussé par la loi de la nature. C'est en assumant ses responsabilités guerrières que l'Homme exhibe ses meilleures qualités de courage et de sacrifice.
- b) Mussolini n'aurait que du mépris pour une vie de contemplation ou une vie intellectuelle. Pour un fasciste, l'Homme est surtout un être physique, une préoccupation avec l'esprit ou l'âme mène à la décadence, au ramollissement de la volonté et de la virilité de l'Homme.

Activité : Le national-socialisme et Hitler

1. Hitler est appelé à assumer le poste de Chancelier (équivalent au poste de Premier ministre au Canada) par le Président Hindenburg et prend le pouvoir légalement. Cette décision n'est pas particulièrement surprenante, car le parti nazi possède le plus grand nombre de députés au Parlement allemand (mais pas la majorité absolue).
2. Hitler adopte ou fait adopter par le Reichstag une série de mesures qui lui permettent d'établir une dictature. La plus importante est l'**Acte d'habilitation**, adopté par le Reichstag le 23 mars 1933. Cette loi change la Constitution et accorde à Hitler les pleins pouvoirs.
3. Hitler emploie la technique de canalisation du mécontentement en blâmant les problèmes de l'Allemagne sur les Juifs, les communistes et les socialistes (ces derniers avaient à ses yeux trahi l'Allemagne au moment de la signature du traité de Versailles).
4. a) Selon Hitler, une société devrait s'organiser de façon hiérarchique, chaque échelon étant soumis aux ordres de l'échelon supérieur et ensemble tous les échelons sont soumis aux ordres du chef. Les leaders émergent de la masse par la force de leur personnalité. La règle de la majorité n'existera pas car un vrai chef, un génie, ne se soumet pas à la direction de gens inférieurs à lui, ni aux règles de l'humanité.

- b) « Le principe de la personnalité » se trouve au cœur même de la philosophie fasciste. Un chef n'est pas élu, il s'impose par la force de sa personnalité et de sa volonté. C'est par sa détermination, sa vision, voire la réalisation de son instinct, que le chef émerge et prend le contrôle.
- c) La vision collectiviste du national-socialisme est évidente dans les expressions suivantes :
 - « veiller au bien-être de ses citoyens »,
 - « augmentera ainsi la capacité de production de tous ».

Activité : Le néo-fascisme et les groupes d'extrême-droite

1. La peur de l'Autre et l'hostilité envers l'Autre existent pour différentes raisons, dont :

- l'ignorance - nous avons souvent peur de ce que nous ne comprenons pas;
- le débordement - nous pouvons nous sentir débordés par tous les changements technologiques, sociaux et économiques. Dans de telles circonstances, nous avons tendance à chercher quelqu'un à blâmer. Les « Autres » servent à cet égard de boucs émissaires;
- la frustration — les demandes de reconnaissance et d'accommodation des « Autres » (qu'ils soient francophones, Sikhs, des minorités visibles, des minorités d'orientation sexuelle, etc.) dérangent notre façon de voir le monde et notre façon de faire. Nous avons tendance à préférer le *statu quo* et à refuser le changement, surtout s'il crée un monde dans lequel nous ne nous reconnaissons plus;
- le sentiment d'infériorité — nous ne nous sentons pas équipés intellectuellement pour comprendre l'Autre. Pour ne pas être obligés de le faire, nous pouvons prétendre que sa culture est primitive et sans valeur.

Pourquoi cette peur et cette hostilité surgissent-elles à ce moment-ci de notre histoire? Raisons possibles :

- l'évolution de l'Histoire semble s'accélérer. Les changements nous dépassent et nous désorientent. Nous pouvons nous sentir acculés au mur. Psychologiquement, il faut chercher des coupables et quand les vraies raisons pour les changements sont trop complexes, nous cherchons à les simplifier en blâmant les éléments plus visibles comme les gens qui sont différents ou ceux qui continuent à demander des changements du système;
- certains groupes non conformistes et autrefois silencieux sortent de leur isolement et demandent le respect de leurs droits. Nous pouvons avoir l'impression de vivre dans une société trop divisée, trop pluraliste où il n'y a pas de valeurs absolues et où tout est permis. Nous pouvons avoir envie d'une nouvelle discipline sociale où les gens comme les francophones, les autochtones, les minorités visibles, etc. cessent de faire des revendications;
- la situation économique est difficile. Devant l'incertitude de la vie, les gens perdent leur lucidité et leur capacité d'analyse, se rabattant plutôt sur des explications simplistes.

Il serait intéressant, si vous faites cette activité, de partager en classe les réponses des élèves. Voici quelques questions qui pourraient alimenter la discussion :

- Quels sont les thèmes qu'on retrouve dans ce genre de discours?
 - Pourquoi, d'après vous, les auteurs de ces textes abordent-ils ces thèmes?
 - Les articles que vous avez lus, constituent-ils de la littérature haineuse? Pourquoi?
 - Devrait-on permettre ce genre de choses à Internet ou devrait-on le censurer? Pourquoi?
- Quelles sont les valeurs en jeu dans ce débat?

Chapitre 6 : Théories économiques générales

Activité : Questions économiques

1. Le terme « rareté » se rapporte au fait que les ressources sont limitées tandis que les besoins sont, à toute fin pratique, illimités. Ce déséquilibre entre les ressources et les besoins oblige les humains à trouver un moyen pour décider qui recevra quoi et en fonction de quels critères. La rareté pose donc toute la question de la production, de la distribution et de la consommation des biens et services, ce qui est la problématique même de la science économique.
2. Le concept de rareté suggère que l'offre (c'est-à-dire la production) ne satisfera jamais la demande (c'est-à-dire les besoins). Pour forcer un équilibre et donner une réponse, même incomplète, au problème de la rareté, il faut soit réduire la demande (en augmentant les prix par exemple), soit augmenter l'offre (en utilisant les ressources technologiques et humaines d'une façon plus efficace permettant de produire plus, en moins de temps, à un coût moindre et en utilisant moins de ressources).
3. Les trois questions fondamentales sont :
 - quoi produire?
 - comment produire?
 - pour qui produire?

4.

	Économie traditionnelle	Économie de marché	Économie dirigée ou de commande
Forces :	• assure une stabilité et une continuité économique et sociale; • évite l'incertitude sociale et économique — chacun sait ce qu'il doit faire dans la vie.	• encourage l'utilisation optimale des ressources naturelles, humaines et technologiques; • stimule l'innovation — la nécessité d'augmenter la production ou de rationaliser la production pousse les entrepreneurs à chercher des méthodes plus efficaces et plus rentables; • protège la liberté d'action de chacun; • encourage l'initiative et la responsabilité individuelles.	• assure une distribution égale ou du moins équitable des biens et services; • évite les problèmes associés à l'anarchie du marché tels que le chômage, l'inflation, l'inégalité et la création de classes sociales; • associe, en théorie du moins, tous les citoyens à la prise de décisions économiques — les moyens de production appartiennent au gouvernement et donc au peuple.
Faiblesses	• décourage l'innovation et la recherche du meilleur; • encourage la stagnation, l'apathie et le fatalisme (quand toutes les décisions sont connues d'avance, les gens ont tendance à ne plus s'y intéresser).	• donne lieu à de grands écarts entre les riches et les pauvres; • permet la concentration du pouvoir économique entre peu de mains; • occasionne la souffrance humaine par le biais des problèmes tels le chômage, l'inflation et la distribution inégale des biens et services.	• décourage la recherche de l'efficacité et de la rentabilité; • diminue l'incitation au travail — pourquoi travailler fort quand on reçoit autant que ceux qui travaillent moins fort? • crée une attitude générale d'apathie et de détachement en raison du manque d'initiative individuelle et de l'impossibilité de poursuivre les rêves personnels.

Activité : Projet de recherche

Ce projet demande aux élèves de commenter la situation socio-économique canadienne à partir de la lecture de journaux, de périodiques et de sources cybernétiques. Comme la situation est en constante évolution, il nous est impossible de fournir des réponses aux questions posées. De toute façon, ces questions ne sont que des pistes et il se peut que vous discutiez de choses auxquelles nous n'avons pas fait référence dans les questions. Toutefois, pour vous donner une idée, nous offrons ci-après les statistiques pertinentes (mais à revoir chaque année) pour certains des domaines de recherche.

État général de l'économie canadienne

1.
 - produit intérieur brut (PIB) — 750,1 milliards \$ (1994)
 - taux de croissance — 4,6 pour cent (1994)
 - taux d'inflation — 0,2 pour cent (1994)
 - taux de chômage — 9,4 pour cent (août 1996)
 - balance commerciale — +28,3 milliards \$ (1995)
 - balance des paiements — 11,2 milliards \$ (1995)
2. Les réponses dépendront de la conjoncture économique dans laquelle le Canada se trouve au moment où les élèves font la recherche.

État des finances publiques et politiques budgétaires

1.
 - déficit budgétaire — 37,5 milliards \$ pour l'exercice 1994 - 1995.
 - dette — 546 milliards \$ le 31 mars 1995.
 - frais de la dette — 42 milliards \$ en 1994 - 1995, ce qui représentait 34 cents de chaque dollar de recettes perçu par le gouvernement fédéral.
 - rapport déficit/PIB - 5 pour cent en 1994 - 1995.
 - rapport dette/PIB - 72,8 pour cent en 1994 - 1995; l'inclusion des dettes de tous les gouvernements au Canada aurait fait monter ce chiffre à 100 pour cent en 1994 - 1995, le chiffre le plus élevé de tous les pays du G-7 à l'exception de l'Italie.
 - dette extérieure - 339 milliards \$ à la fin de 1994 (45 pour cent du PIB).
2. Objectifs du gouvernement à l'égard de la dette et du déficit : le gouvernement libéral de Jean Chrétien s'est fixé comme objectif de ramener le rapport déficit-PIB à 3 pour cent en 1996 - 1997 et à 2 pour cent en 1997 - 1998.
3. Les réponses dépendront du moment et de la conjoncture économique et politique.

Situation socio-économique

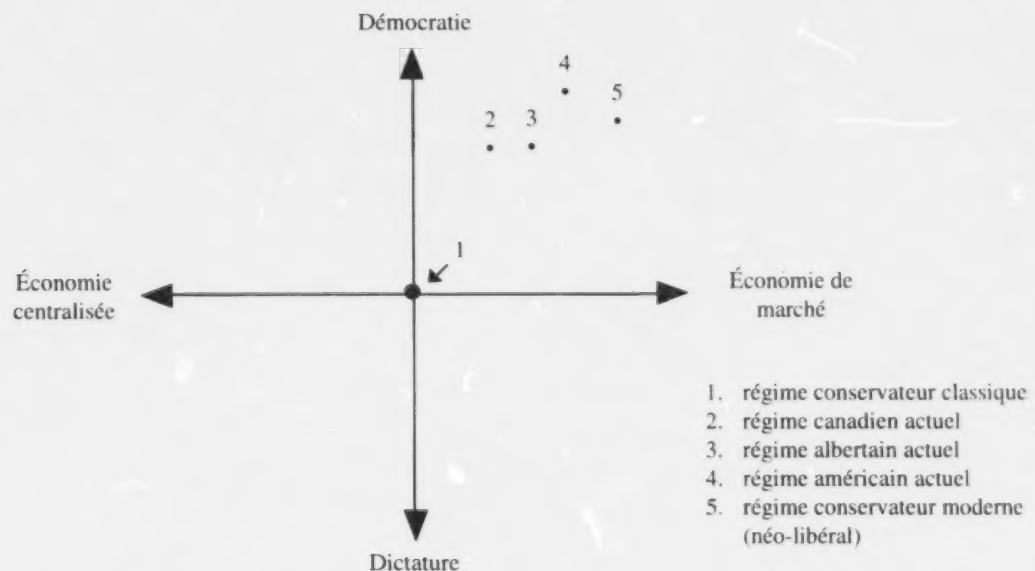
1. Politique sociale :
 - rapport dépenses sociales/dépenses publiques,
 - rapport dépenses sociales/PIB — 13 pour cent (1996 - 1997).
2. Pauvreté :
 - % de Canadiens vivent en dessous du seuil de pauvreté,
 - composition des pauvres :
 - sur 10 familles « jeunes », 4 vivent en dessous du seuil de la pauvreté;
 - sur 10 familles où la mère constitue le seul parent, 8 vivent en dessous du seuil de la pauvreté.
3. Distribution de la richesse :
 - le salaire moyen des travailleurs : les salaires « réels » (calcul tenant compte de l'inflation) des travailleurs ont baissé de 0,4 pour cent en 1995 par rapport à 1994.

4. Décrochage scolaire et niveau d'éducation :
 - le décrochage scolaire se chiffre autour de 18 %;
 - le taux d'alphabétisation fonctionnelle : selon une étude publiée en 1996, environ 22 % des adultes canadiens âgés de 16 ans et plus se classent au niveau le plus faible.
5. Criminalité.

Synthèse

Assurez-vous que l'élève établit une position valable et qu'il la défende à l'aide d'arguments logiques et intelligents.

Activité : Combinaisons des systèmes politiques et économiques



Explication de l'emplacement des régimes :

- **le régime conservateur classique** — nous l'avons placé en plein centre des deux axes, car ce régime ne pratiquait pas la démocratie, mais n'était pas non plus une vraie dictature (le droit de vote n'était pas universel, les circonscriptions n'étaient pas de taille égale, les droits des personnes n'étaient pas protégés). Dans le domaine économique, le gouvernement jouait un grand rôle par le biais des monopoles publics, des compagnies à charte et des pratiques protectionnistes.

- **le régime conservateur moderne** — le régime néo-libéral représente un retour aux valeurs et pratiques du libéralisme classique — pas d'intervention gouvernementale.
- **le régime albertain** — caractérisé par la privatisation des entreprises (AGT, ALCB) et des ressources publiques (parcs provinciaux) et le retrait des subventions gouvernementales. Par conséquent, ce régime se rapproche du régime modèle libéral classique.
- **le régime canadien** — se déplace, lui aussi, vers la droite mais pas à la même vitesse que le gouvernement albertain
- **le régime américain** — plus à droite que les régimes albertain et canadien. Considéré plus « démocratique » car il y a moins de contrôles politiques.

Chapitre 7 : Les économies libérales

Activité : Adam Smith et les principes fondamentaux du libéralisme économique

1. Définitions :

- Le mercantilisme — fait référence à un système économique dans lequel l'État assume le rôle principal dans le développement industriel et commercial. Le mercantilisme part du principe que la richesse nationale découle d'une accumulation de l'or et d'autres devises. Il est donc dans l'intérêt de l'État de favoriser les exportations, tout en resserrant les importations. Pour ce faire, l'État se fait le promoteur des industries et des exportations, tout en poursuivant une politique protectionniste face aux importations.
- L'effet d'entraînement — dénote un principe important du libéralisme selon lequel la poursuite de l'intérêt individuel conduit à l'intérêt général ou public. L'auto-intérêt est ainsi vu comme le moteur de la locomotive qui entraîne à sa suite les autres wagons, qui représentent le reste de la société. À divers degrés, tout le monde bénéficie du progrès et de l'enrichissement qui sont les résultats du désir de l'individu d'améliorer sa situation.
- La main invisible — selon les libéraux, l'économie est comme une machine dirigée par une main invisible. Cette main correspond aux forces naturelles et aux lois du marché qui dirigent l'économie libre, c'est-à-dire une économie caractérisée par la non-intervention du gouvernement.
- Le « laissez-faire » — ce terme fait référence à une pratique de non-intervention de l'État dans l'économie. L'État donne libre cours aux individus et aux forces « naturelles » de l'économie. En un mot, il « laisse faire ».

2. A - Dans cet extrait, Smith explique comment la poursuite de l'intérêt individuel conduit à l'intérêt général. Smith reconnaît que l'amélioration sociale n'est pas l'intention de celui qui cherche son intérêt personnel. L'amélioration sociale est toutefois le résultat de cet état de choses, car il existe un effet d'entraînement selon lequel le premier (la recherche de l'intérêt individuel) conduit au deuxième (l'intérêt général). D'après Smith, ce processus d'entraînement est guidé par « une main invisible », c'est-à-dire des lois ou des forces naturelles qui échappent aux intentions de l'homme.

B - Smith défend ici le principe de la non-intervention de l'État dans les affaires économiques ou commerciales. Il maintient que l'individu est meilleur juge des opportunités d'investissement que l'État ou les politiciens. Smith s'oppose donc au dirigisme économique de l'État.

C - Smith développe ici le principe du libre échange entre pays. Selon lui, il est plus sage d'acheter d'un autre pays les produits qu'il nous coûterait plus cher de fabriquer chez nous et de payer ses produits à partir des profits réalisés par l'exportation de produits que nous pouvons fabriquer à bas prix.

Activité : L'économie de marché et l'opération de la Bourse

Les résultats varieront en fonction des décisions personnelles des élèves. Assurez-vous que les calculs mathématiques soient bien faits.

Activité : Le fonctionnement de l'économie libérale

1. L'individu est libre de choisir sa profession. Il fait ce choix en fonction de plusieurs facteurs : ses valeurs, ses intérêts, le salaire, ses chances de trouver un emploi, les possibilités de promotion, la possibilité de voyager et ainsi de suite.

Ceux qui sont intéressés par l'enseignement regarderont probablement le salaire et les chances de se trouver un emploi. Si la demande pour les enseignants est grande (car il n'y a pas assez d'enseignants), le salaire risque d'augmenter et la possibilité de trouver un emploi sera bonne. Dans un tel cas, plusieurs personnes pourraient décider de s'inscrire à la Faculté d'éducation à l'université et de devenir enseignants. Si beaucoup de personnes prennent cette décision, dans quelques années il risque d'y avoir trop d'enseignants et pas assez de postes. Le chômage chez les enseignants augmentera et les salaires seront stables, car il n'y aura aucune raison de les hausser pour attirer de nouveaux enseignants. Cette situation de « récession » découragera les gens à devenir enseignants et pourrait entraîner dans plusieurs années une pénurie d'enseignants. Le marché des enseignants connaît les mêmes hauts et bas que dans les autres secteurs d'activité.

2. Une économie ne peut pas s'auto-corriger aux premiers signes d'essoufflement ou de récession, car ses différents secteurs (industrie, agriculture, commerce) ne peuvent pas toujours réduire leurs activités du jour au lendemain. Prenons comme exemple l'agriculture. Le fermier a peut-être déjà semé quand il apprend que beaucoup d'autres fermiers ont semé la même chose que lui. Si les récoltes sont bonnes, cela risque de créer un surplus et donc de faire baisser les prix. Puisqu'il a déjà semé, il ne peut que tenter sa chance. Il en est de même dans l'industrie. La direction d'une entreprise voudrait peut-être procéder à des mises à pied ou à des réductions de salaires dès les premiers signes de problèmes au niveau de la demande, mais elle est obligée de respecter les contrats (les conventions collectives) signés avec ses travailleurs. L'entreprise peut tenter d'assainir sa situation en coupant ses dépenses ailleurs, mais ses options sont limitées par ses obligations envers ses fournisseurs (elle a peut-être déjà signé un contrat pour l'achat d'une certaine quantité de matière première).
3. a) Les coûts sociaux sont entre autres :
 - le chômage — ce coût est énorme, car non seulement il coûte cher en paiements d'assurance-emploi, mais il représente un gaspillage sérieux du potentiel humain. La société ne profite plus de l'expertise de ces gens et voit son potentiel se limiter.
 - la démoralisation sociale — ceux qui se trouvent sans emploi ou sans leur plein salaire encaissent souvent un coup au niveau de leur dignité et de leur estime de soi. Les gens

choisissent rarement de ne rien faire et quand ils sont réduits à une telle option, ils ont le sentiment de ne plus contribuer à la société ou au bien-être de leur famille et donc, de ne plus valoir grand-chose. Ces sentiments peuvent mener à la haine de soi et à la dépression. Une telle situation entraîne d'autres coûts, car ces personnes risquent de verser dans le désespoir ou dans l'alcool, les drogues ou le crime. Ceux qui travaillent dans le secteur social notent un rapport entre les problèmes de santé, le crime, l'abus, le suicide et l'environnement économique. Le chômage a également un effet dévastateur sur la famille. Il y a moins d'argent, les conflits sont plus fréquents et le risque d'abus du partenaire ou des enfants augmente, tout comme la possibilité de divorce ou de séparation.

- l'augmentation du coût des programmes sociaux — tous les programmes sociaux sont touchés quand le chômage augmente. Nous avons déjà noté que les problèmes économiques et financiers peuvent mener à une augmentation des problèmes familiaux, à des problèmes de santé, de crime ou de suicide. Il y a des programmes pour prévenir ces problèmes et pour venir en aide aux gens affectés, mais ces programmes coûtent de l'argent.
- b) Une récession désigne une période économique durant laquelle l'offre dépasse la demande et donc les profits diminuent. Les entreprises se voient obligées de réduire leur production et les coûts associés. Une façon de réduire les coûts est de réduire les salaires et les effectifs (le nombre de personnes employées). Une récession occasionne des mises à pied et fait monter le taux de chômage.
- 4. a, b et c) La réponse dépendra de la situation qui prévaut au Canada à l'heure où vous faites cet exercice.
- d) Les signes, indices et statistiques qui sont utiles pour déterminer la phase économique dans laquelle on se trouve sont :
 - le taux de chômage;
 - le taux de création d'emplois;
 - le taux d'inflation;
 - l'index des prix à la consommation;
 - les indices sociaux (taux de suicide, taux de divorce, taux de crime, taux de mortalité infantile, indices sur l'alcoolisme et la toxicomanie, etc);
 - le taux d'intérêt des banques (taux d'escompte).

Activité : La défense de l'économie libérale

1. Les arguments se résument à ceci :
 - Le capitalisme a changé le monde pour le mieux. Avant l'ère capitaliste, les famines ravageaient le monde civilisé, les épidémies décimaient les populations, les gens consacraient

une très grande partie de leur revenu à l'achat des denrées nécessaires pour vivre — souvent rien que du pain. En France, l'espérance de vie ne dépassait pas 27,3 ans pour les femmes et 23,4 ans pour les hommes.

- Entre 1800 et 1850, le capitalisme a permis de doubler les salaires réels et, encore une fois, entre 1850 et 1900. De cette façon, la vie des travailleurs a été améliorée.
- Le capitalisme a encouragé l'innovation et l'invention. Par conséquent, les gens avaient plus de choix et ainsi plus de liberté.
- Le capitalisme a permis la production d'articles qui ont amélioré la qualité de vie de toute une gamme de personnes. Il n'y a pas que les riches qui en ont profité. Les articles anciennement de luxe (thé, café, sucre, textiles) sont devenus abordables pour les gens à revenu plus modeste.
- Le capitalisme a aidé à réduire la pauvreté.
- Les profits générés par le capitalisme ont aidé à financer les arts, la science, l'enseignement, les services publics.
- La libre entreprise, caractéristique du capitalisme, est une condition nécessaire à la liberté politique et culturelle. Les valeurs que le capitalisme véhicule (liberté de choix, initiative individuelle) sont propices à l'établissement d'une démocratie.
- Le fait que la propriété ainsi que la prise de décision sont décentralisées, sert de frein à l'accumulation du pouvoir par le gouvernement et assure une plus grande liberté.
- Mieux que tout autre système économique au monde, le système capitaliste est parvenu à mieux nourrir et à mieux servir les individus.
- Le système capitaliste a généré une prospérité et une expansion de la productivité jamais égalées par un autre système économique.

2. Les auteurs ont négligé les aspects suivants du capitalisme :

- l'équité de la distribution de la richesse générée par le capitalisme;
- la moralité des valeurs qui sous-tendent le capitalisme;
- les conséquences sociales ou environnementales du capitalisme.

3. a) Lipsey est optimiste, car il voit venir une nouvelle période de prospérité générée par l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de communication. Selon Lipsey, les derniers 20 ans représentent une période de transition liée à l'introduction de cette nouvelle technologie. L'Histoire démontre qu'une telle période est suivie par une période d'expansion économique.

- b) Selon Lipsey, les progrès techniques (innovation et invention) sont le moteur du développement économique.
4. Comme les élèves ont énormément de choix ici, nous ne pouvons donner de réponses aux questions posées. Les réponses se trouvent en général sur les sites Internet entretenus par les compagnies ou dans le *Report on Business Magazine — the Top 1000* publié chaque été par le *Globe and Mail*.

Activité : La base égoïste du libéralisme économique

1. Frank maintient que la notion de base du libéralisme, c'est-à-dire l'idée que les gens sont fondamentalement égoïstes, n'agissant qu'en fonction de leur propre intérêt, est une fausse prémisse. Les gens se sacrifient pour les autres, affirme-t-il, même quand cela n'est pas dans leur propre intérêt.
2. Les exemples utilisés :
 - les gens font des dons de mœlle épinière à des étrangers;
 - au risque de leur vie, les gens entrent dans des immeubles en feu ou sautent dans des rivières pour sauver leurs semblables;
 - des soldats se jettent sur des grenades pour sauver leurs camarades;
 - les gens font des dons à la télé publique et à des organismes privés de charité.
3. La réponse dépendra du point de vue de l'élève. Assurez-vous que sa thèse est appuyée par des exemples logiques.

Activité : Le coût humain du libéralisme économique

1. Le caricaturiste suggère que la main invisible mène au chômage.
2. Il s'agit d'un « col blanc », c'est-à-dire d'un cadre ou d'un professionnel.
3. L'employé est bouleversé, écrasé, anéanti par la nouvelle de son licenciement.
4. Le caricaturiste n'est probablement pas un partisan de l'économie libérale, car il met l'accent sur le côté négatif de l'opération du cycle économique et de la main invisible.

Activité : Le libéralisme économique et les États-Unis

1. On peut conclure que le libéralisme économique mène à l'élargissement des inégalités. Reich démontre que depuis 1960, les plus riches s'enrichissent, tandis que les plus pauvres s'appauvrissent.
2. Selon les statistiques données, l'effet d'entraînement profite surtout aux riches. Le fait que, entre 1987 et 1990, le revenu moyen de 20 % des Américains les plus pauvres ait diminué de 5 pour cent indique que l'effet d'entraînement n'a pas du tout fonctionné pour eux.
3. Le haut taux de mortalité infantile aux États-Unis s'explique probablement par le manque de garantie des soins médicaux. Entre 37 et 38 millions d'Américains n'ont pas d'assurance médicale. Ces gens donnent naissance à la maison ou restent à l'hôpital le moins de temps possible afin d'économiser de l'argent. Ceci met en danger la vie des enfants, surtout s'il y a des complications lors de la naissance ou peu après.

Activité : La Grande Dépression

1.
 - a) L'élément positif du New Deal se trouve dans le fait que Roosevelt a pu maintenir le système démocratique pendant une période de profonde crise économique.
 - b) La crise en Allemagne signalera la fin de l'expérience démocratique et pavera la route au pouvoir d'Hitler. Aux États-Unis, par contre, la dépression mènera, au niveau économique, à une intervention gouvernementale jamais vue jusque-là, mais le cadre politique ne sera pas modifié.
 - c) La conclusion de l'auteur voulant qu'on ne reviendra plus sur les réformes du New Deal semble, compte tenu de l'atmosphère politique de nos jours, quelque peu prématurée. L'intervention gouvernementale dans l'économie est, dans certains cercles, de moins en moins bien acceptée.
2.
 - a) Avant le krach boursier, le chômage affectait à peu près 1 million de personnes.
 - b) Au plus profond de la crise, le chômage touchait environ onze millions et demi de personnes.
 - c) D'après le tableau, le New Deal semble avoir résorbé quelque peu le chômage. Le nombre de chômeurs diminue après le début du New Deal pour ne toucher qu'à peu près 6 millions de personnes. Le New Deal ne peut toutefois pas empêcher le développement d'une nouvelle récession en 1937 durant laquelle 10 millions de personnes sont au chômage.
 - d) C'est surtout la guerre qui aide les États-Unis à sortir de la crise économique et à ramener le nombre de chômeurs à 1 million en 1942. Le nombre de soldats grandit très rapidement et la production industrielle s'accélère, ce qui relance l'économie et nécessite l'embauche de plus de travailleurs.

3. a) L'année 1933 marque le début du New Deal, c'est-à-dire d'une intervention importante du gouvernement dans l'économie américaine. Cette intervention prend la forme, entre autres, de dépenses importantes pour des programmes de travaux publics. C'est pour cela que les dépenses du gouvernement américain augmentent rapidement à partir de cette année-là.
- b) Le déficit (la différence entre dépenses et revenus) augmente à partir de 1933.
- c) Roosevelt élimine son déficit en 1937 en comprimant les dépenses.
- d) D'après les graphiques, cette compression des dépenses gouvernementales semble déclencher une nouvelle récession. Le rapport entre la réduction des dépenses gouvernementales et l'augmentation du chômage est tout à fait possible. Si le gouvernement retire son appui à un certain nombre de projets de travaux publics, par exemple, ces projets pourraient tomber à l'eau, remettant les employés au chômage.

Activité : Le néo-libéralisme

1. Les néo-libéraux veulent réduire au strict minimum le rôle du gouvernement dans la vie économique d'un pays. Ils croient que l'intervention gouvernementale brime la liberté, érode l'initiative individuelle et encourage la dépendance vis-à-vis de l'État.
2. « L'économie de l'offre » se rapporte à une politique économique qui préconise les réductions de taxes, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques et la non-intervention gouvernementale afin d'augmenter les profits des entreprises et ainsi les stimuler à investir et à produire davantage. Stimuler « l'offre » de cette façon conduit à la croissance économique sans les inconvénients (taxes élevées, déficits gouvernementaux) associés à la politique keynésienne de stimulation de la demande.
3. Selon la plupart des économistes, le bilan du reaganisme est dans l'ensemble négatif. Sa décision de réduire les taxes s'est traduite par un accroissement considérable du déficit budgétaire. Elle a surtout bénéficié aux riches, augmentant de la sorte les inégalités sociales et économiques, et creusant davantage le fossé entre riches et pauvres aux États-Unis. La déréglementation a conduit à une spéculation financière énorme qui a causé la chute de plus d'une institution. Sous le gouvernement Reagan, les États-Unis ont vu s'aggraver leur position vis-à-vis du reste du monde. Du plus grand créancier au monde, au début du premier mandat de Reagan, les États-Unis sont devenus, à la fin de son mandat, le plus grand débiteur au monde. Ce qui veut dire que les États-Unis finançaient leur déficit budgétaire par des emprunts sur le marché financier international, principalement sur le marché financier japonais.

Le bilan du thatchérisme est lui aussi ambigu. La Grande-Bretagne a connu sous son règne une baisse importante au niveau de l'inflation : de 13,6 pour cent en 1979 à 3,4 pour cent en 1986. Par contre, le chômage est passé de 4,9 pour cent en 1979 à 13,2 pour cent en 1984. Comme aux États-Unis, les disparités régionales se sont aggravées, tout comme les inégalités sociales. Du côté positif, la Grande-Bretagne a enregistré une hausse de productivité ainsi que les premiers surplus budgétaires depuis longtemps.

Chapitre 8 : L'économie mixte

Activité : J.S. Mill et le libéralisme réformé

1. J.S. Mill remet en question :

- La rationalité de l'individu — Les libéraux classiques croient que l'individu est doté de raison, c'est-à-dire qu'il est le meilleur juge de ses propres intérêts. Mill croit que cela n'est pas toujours le cas.
- L'effet d'entraînement et la main invisible — En disant que « la concurrence ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté », Mill insinue que l'effet d'entraînement ne suffit pas pour améliorer le standard de vie de tout le monde. Il suggère aussi que la « main invisible » n'amène pas une amélioration économique pour tout le monde. Mill reconnaît que le capitalisme « laissez-faire » mène à l'augmentation des écarts entre les riches et les pauvres.
- La bienfaisance du marché — Mill maintient que le marché ne conduit pas nécessairement à une amélioration des conditions de travail. Le marché n'est donc pas, à ses yeux, une force morale pour le bien, mais plutôt une force amoral qui peut avoir des conséquences positives ou négatives selon les circonstances.

2. J.S. Mill lui-même développe les exemples suivants :

- personne ne peut « juger irrévocablement ce qui sera le plus conforme à son intérêt dans un temps futur et éloigné » — donc, les contrats à perpétuité doivent être réglementés;
- le consommateur n'est pas toujours le meilleur juge ni de ses besoins réels, ni de la qualité de la marchandise;
- les gens sans culture ne peuvent être de bons juges de la culture de l'âme. Ceux qui ont le plus besoin de devenir plus sages et meilleurs sont ordinairement ceux qui le désirent le moins, et s'ils le désiraient, ils ne seraient pas assez éclairés pour choisir l'enseignement qui leur convient;
- l'enfant n'a pas la possibilité de gérer lui-même ses intérêts. Le travail des enfants doit donc être réglementé;
- les gens sans maturité d'âge, ou sans jugement, n'ont pas la capacité de gérer eux-mêmes leurs intérêts.

3. a) Mill maintient que le gouvernement a la responsabilité d'entreprendre et de financer des initiatives qui sont dans l'intérêt public, ou dans l'intérêt national, mais qui seraient trop coûteuses ou peu rémunératrices pour l'entreprise privée.
- b) Si le gouvernement adopte cette position, il pourrait subventionner des initiatives comme :
- la recherche scientifique;
 - la recherche technologique;
 - l'infrastructure — routes, égouts, voies ferrées, aéroports;
 - la recherche médicale.
- c) Le gouvernement canadien ainsi que les gouvernements provinciaux ont, dans le passé, pris en charge ou bien subventionné de telles activités, de diverses manières (subventions directes, abris fiscaux). La construction et l'entretien de l'infrastructure reviennent aux gouvernements. La recherche a parfois été prise en charge par le gouvernement (le Centre national de recherche) ou subventionnée par lui (subventions aux entreprises, aux universités).

Le gouvernement américain intervient, lui aussi, à ce niveau. Le programme spatial des États-Unis (NASA) est peut-être le meilleur exemple d'intervention du gouvernement américain dans le domaine de la recherche.

Activité : Keynes et le keynésianisme

1.

Développements	Conséquences	Mesures à prendre	Raisons
la demande s'essouffle	- les entreprises n'arrivent pas à écouler leur production; - les entreprises diminuent leur production en réduisant leurs effectifs (leur personnel) et en comprimant leurs dépenses (réduction de salaires, réduction des bénéfices sociaux, etc.); - le chômage augmente; - moins d'argent en circulation, ce qui réduit davantage la demande.	- le gouvernement intervient afin de stimuler la demande; - le gouvernement fait cela en augmentant les paiements de transfert (le bien-être social, l'assurance-chômage), en subventionnant les entreprises afin qu'elles embauchent du personnel, ou en mettant en place des programmes de travaux publics.	pour empêcher que l'économie s'enfonce davantage dans la récession, le gouvernement intervient pour mettre plus d'argent en circulation. Cela stimulera la demande et arrêtera, croit-on, la dégringolade économique.
l'inflation apparaît	- l'augmentation des prix accroît les marges de profit des entreprises et entraîne des demandes d'augmentation de salaires; - en augmentant les salaires, les entreprises mettent plus d'argent en circulation, ce qui stimule la demande et aggrave la pression inflationniste.	- la banque centrale hausse les taux d'intérêt afin de décourager l'emprunt et de réduire la demande; - le gouvernement augmente les taxes afin de diminuer le montant d'argent en circulation et ainsi de réduire la demande; - le gouvernement réduit les paiements de transfert et comprime les autres dépenses publiques.	pour empêcher la surchauffe de l'économie, le gouvernement doit freiner la croissance économique et réduire la demande afin de contenir la pression inflationniste.
le chômage sévit	- comme les entreprises paient moins au niveau des salaires, il y a moins d'argent en circulation; - la demande diminue, ce qui fait baisser les prix; - les entreprises font moins de profit et licencient davantage de personnel.	- le gouvernement intervient pour stimuler l'économie; - le gouvernement augmente ses dépenses au niveau des paiements de sécurité sociale et entreprend des initiatives consacrées à la création d'emploi.	le gouvernement doit stimuler la demande pour empêcher que la récession s'aggrave.

Activité : La pratique de l'interventionnisme et de la social-démocratie

Les réponses varieront en fonction des points de vue et des valeurs des élèves. Assurez-vous que leur raisonnement est logique et conforme à leur thèse.

Activité : La critique de la social-démocratie

1. Les libéraux tentent de réfuter l'accusation que le libéralisme conduit à l'inégalité en affirmant que :
 - le libéralisme a, en fait, conduit à des augmentations de salaires pour les travailleurs et à une hausse incroyable du niveau de vie de tous les citoyens des pays réellement capitalistes;
 - si les inégalités existent, elles sont dues à des décisions personnelles dont l'individu lui-même est responsable;
 - toute tentative de la part de l'État d'intervenir afin de minimiser les inégalités mène à d'autres complications et se solde à la longue par un échec.
2. L'Institut Fraser a intérêt à démontrer que le taux de pauvreté au Canada est exagéré, car une telle preuve lui permettrait de demander la réduction des programmes sociaux destinés aux désavantagés. Moins il y a de pauvres, moins il y aura d'assistance sociale financée à même les fonds publics.
3. Les réponses varieront en fonction de l'entreprise choisie par l'élève.

Activité : L'État-providence

Option I — Les listes et le discours varieront en fonction des points de vue des élèves. Assurez-vous toutefois que dans leur mise en place de l'État-providence, ils abordent les plans économique, fiscal, budgétaire, monétaire et social.

Option II — Les réponses varieront en fonction des institutions choisies et des domaines comparés. Assurez-vous que les élèves démontrent leur compréhension des lectures et qu'ils comparent les idées relatives aux mêmes domaines.

Activité : Les cas de la Nouvelle-Zélande et de l'Alberta

1. Les élèves pourraient choisir entre les « règlements » suivants :
 - « il était illégal de fabriquer des tapis avec du matériel autre que de la laine » — ce règlement assurait un marché aux éleveurs de moutons qui étaient nombreux dans le pays;
 - « une ordonnance du médecin était nécessaire pour acheter de la margarine » — cette disposition protégeait les intérêts des éleveurs de vaches;
 - « il était contre la loi de transporter des biens par camion sur une distance de plus de 65 kilomètres sans l'autorisation des chemins de fer » — cette disposition assurait la rentabilité des voies ferrées;
 - « des permis étaient requis pour tout abonnement à un journal ou à un périodique étranger » — ce règlement assurait la rentabilité de la publication de journaux et de périodiques locaux;
 - « pour investir outre-mer, un Néo-Zélandais devait renoncer à sa citoyenneté » — cette disposition obligeait les Néo-Zélandais à investir chez eux.
2. La chirurgie radicale qu'a subie l'économie néo-zélandaise comprend les mesures suivantes :
 - la privatisation générale des biens publics allant des compagnies de transport et de téléphone, jusqu'aux hôtels, aux banques et aux compagnies d'énergie;
 - l'élimination de tout un réseau de programmes d'assistance sociale;
 - l'affaiblissement des syndicats;
 - les réductions des taxes personnelles accompagnées d'augmentations des taxes sur les biens et les services (TPS);
 - les réductions des avantages sociaux;
 - la diminution du rôle du gouvernement dans les institutions, comme les hôpitaux et les écoles;
 - l'ouverture de l'économie à l'investissement en provenance de l'étranger.
3. Les réponses des élèves varieront en fonction de leurs valeurs et de leur point de vue. Assurez-vous qu'ils donnent les raisons de leur prise de position.

Activité : Le cas de la Norvège

1. Les programmes sociaux offerts par le gouvernement norvégien comptent :

- un régime spécial d'allocations familiales pour les mères seules et des congés payés pour leur permettre de rester à la maison et d'élever leurs enfants;
- services de garderie gratuits;
- logement et vacances subventionnés;
- soins médicaux et soins dentaires gratuits;
- les allocations annuelles d'environ 1 620 \$ pour chaque enfant de moins de 17 ans;
- une retraite équivalente à celle des travailleurs industriels pour toutes les ménagères;
- 42 semaines de congé de maternité entièrement payé;
- le remboursement de tous les frais médicaux dépassant 187 \$US par an et par personne.

Avantages du système norvégien :

- assure la sécurité économique - personne n'a peur que les vicissitudes de la vie (divorce, maladie, chômage, etc.) n'affectent négativement ses chances dans l'avenir;
- la sécurité économique rend les gens plus libres, plus sains d'esprit, moins craintifs devant l'avenir et donc plus productifs;
- crée un sens de solidarité et de communauté - par le biais du filet social, les gens s'entraident et s'épaulent. Cela tisse des liens solides et unificateurs entre les citoyens du pays.

Inconvénients du système norvégien :

- les taxes sont élevées, ce qui peut décourager l'initiative privée, la recherche du profit, l'innovation et la croissance économique qui en découlent normalement;
- l'accès aux programmes universels de sécurité sociale encourage la dépendance vis-à-vis de l'État et décourage la responsabilité personnelle (la prise en charge de soi-même);
- le système est tellement coûteux que les étrangers hésitent à investir dans le pays;
- l'omniprésence et l'omniscience de l'État menacent la liberté de l'individu.

Bon nombre de gens d'affaires appuient le système, car ils craignent la réaction des gens à toute tentative de le changer. Ils préfèrent la paix dans la société, aux profits gagnés au prix de tensions et d'inégalités sociales.

2. Ce système fonctionne en Norvège, car on y trouve une société homogène imprégnée de principes égalitaires. Les Norvégiens n'approuvent pas les grandes inégalités sociales et économiques.

Chapitre 9 : L'économie centralisée

Activité : L'économie et les premières années du régime communiste en URSS

1. Définitions :

- communisme de guerre — ce terme fait référence à la politique économique pratiquée entre 1918 et 1921 dans la Russie bolchevique. La politique annoncée par Lénine vise à tenir la Russie à flot pendant la guerre civile entre les Rouges et les Blancs. Elle se caractérise par la nationalisation des entreprises, l'interdiction du commerce privé et les réquisitions forcées auprès des paysans.
 - NEP — la Nouvelle Politique Économique est annoncée par Lénine en 1921, pour répondre au mécontentement qui se fait sentir en Russie, tant à la ville qu'à la campagne. La NEP remplace la politique du « communisme de guerre » et se caractérise par un retour partiel et temporaire à un certain libéralisme économique. La NEP prévoit entre autres le retour aux particuliers des usines ayant moins de 21 ouvriers, la suppression du travail obligatoire, le droit d'embaucher des salariés et la libre commercialisation des surplus sur les marchés.
 - GOSPLAN — ce sigle désigne le Bureau de planification, nom officiel du ministère de la Planification économique. Cette institution bureaucratique a pour tâche de dresser le plan économique de l'État, en tenant compte à la fois des directives politiques qui lui parviennent d'en haut et des capacités de production des entreprises sous sa direction. Le GOSPLAN est l'organe économique central en URSS.
2. L'adoption de la NEP démontre à quel point Lénine était bon stratège. Il avait compris qu'il fallait diluer la révolution pour la sauver. Il adopte donc une stratégie de recul temporaire afin de mieux se préparer pour la bataille à venir.
3. a) D'après Boukharine, la mésentente entre paysans et communistes continue dans les campagnes.
- b) Boukharine ne semble pas totalement hostile au capitalisme. Au lieu de l'abolir, il suggère de le battre en produisant dans les entreprises d'État des articles de meilleure qualité et à meilleur prix.
- c) Boukharine espère remplacer la peur chez le paysan par un sens d'initiative et le désir de s'enrichir.

Activité : Fonctionnement d'une économie centralisée

1. Une économie centralisée repose sur les éléments-clés suivants :
 - tout appartient à l'État — tous les moyens de production (les entreprises, les terres, les services, les institutions) sont propriété d'État et sont gérés par l'État;
 - l'État prend toutes les décisions économiques. Il décide ce qui sera produit, la quantité à produire et qui recevra quoi. Il fixe les prix et les salaires, détermine les points d'écoulement de la production et encadre les travailleurs dans des syndicats d'État;
 - l'État établit une commission centrale de planification économique. Cette commission dresse les plans de développement en fonction des orientations et des directives établies par le parti.
2. Une économie centralisée peut donner lieu à des problèmes dont :
 - un manque de corrélation entre les prévisions de l'État et les désirs du consommateur — il est presque impossible pour un bureau central de prévoir les désirs changeants du consommateur. Les goûts et les quantités demandées peuvent se modifier rapidement;
 - le manque d'initiative démontré par les gestionnaires au sein des entreprises. La plupart des décisions importantes se prennent à un niveau supérieur à celui de l'entreprise. Par conséquent, la direction de l'entreprise a peu de raison de faire preuve d'initiative ou d'imagination. Cet état de fait décourage l'innovation, le changement et enracine l'immobilisme;
 - le manque de logique dans le mécanisme des prix. L'État fixe les prix, non pas en fonction de la loi de l'offre et de la demande, mais en fonction des buts politiques, économiques et sociaux poursuivis par les autorités. Les prix ne reflètent pas la rareté des matières premières et encouragent dans certains cas la surconsommation ou le gaspillage.

Activité : Caractéristiques fondamentales de l'économie soviétique

1. Le seul secteur économique de l'ancienne URSS où l'entreprise privée jouait un rôle important était celui de l'agriculture. De fait, les membres des fermes d'État et des fermes collectives pouvaient utiliser les petits lopins de terre entourant leur maison pour élever des animaux et cultiver des légumes, des fruits ou des céréales pour leurs propres besoins ou pour vendre sur les « marchés libres ». Seulement 3 pour cent de la terre agraire étaient utilisés à cette fin. Cette terre produisait toutefois 30 pour cent de la valeur totale des produits agricoles nationaux. La productivité sur la terre privée était donc de loin supérieure à celle de la terre collectivisée.

Cette productivité était due probablement aux soins que les paysans apportaient à leur terre privée. Comme ils pouvaient gagner de l'argent supplémentaire en haussant la productivité de

leur terre, les paysans ont sans doute pris le temps nécessaire, et utilisé les meilleures méthodes agricoles dans ce but. Les paysans se sont donc occupés de leurs intérêts individuels, y trouvant fierté et avantages financiers.

La faible productivité des terres collectivisées découle sans doute de l'indifférence que les paysans ressentaient envers ces terres qui ne leur appartenaient pas. Comme ils étaient payés peu importe le rendement de la terre, ils ne faisaient pas trop d'efforts pour l'améliorer.

2. Une économie centralisée ne prévoit pas tous les besoins des consommateurs. Il y a donc des « vides » ou des « espaces » à remplir et c'est là où le marché noir s'introduit. Le gouvernement permet l'existence d'une telle économie, car elle satisfait un besoin que lui-même ne peut pas remplir. Ce faisant, il réduit partiellement le mécontentement populaire vis-à-vis du régime.
3. Les prix servent à orienter la consommation dans les directions socialement acceptables telles que définies par les autorités. Si, par exemple, les autorités veulent que les citoyens consomment un produit, que ce soit les livres ou autres produits culturels ou les nécessités de base (pain, sucre, viande), ils les vendront à bas prix peu importe leur coût de production. Si, par contre, ils veulent décourager la consommation (l'alcool, le tabac, les voitures, etc.), ils vendront ces articles à des prix élevés.
4. À vrai dire, le consommateur a peu d'influence dans un régime d'économie centralisée, car les décisions économiques n'obéissent pas aux lois du marché. Il peut cesser d'acheter les articles qui ne lui plaisent pas, mais cela pourrait signifier qu'il n'achète rien du tout, donc rien à échanger plus tard si quelqu'un d'autre trouve quelque chose dont il a réellement besoin. Résultat : on n'achète pas seulement pour consommer immédiatement, on achète pour pouvoir échanger plus tard. C'est un jeu qu'il faut jouer; autrement, on risque de se faire plus de mal que de bien.

Activité : Moyens et premiers résultats

1. Les statistiques suivantes peuvent être utilisées pour démontrer le succès de la politique d'industrialisation de Staline :
 - à la fin des années 1930, pour ce qui est de la production industrielle, l'URSS se classait au quatrième rang dans le monde;
 - entre 1928 et 1932, le nombre d'ouvriers industriels était passé de trois à six millions;
 - en 1934, l'URSS produisait plus de fer et d'acier que la Grande-Bretagne;
 - durant le premier plan quinquennal (1928 - 1932), la production de pétrole a doublé, celle de l'électricité a augmenté de 550 pour cent, la production des machines s'est accrue de 400 pour cent et de nouvelles industries, telles que les industries du caoutchouc synthétique, du plastique et de l'aéronautique, ont été établies;

- entre 1928 et 1932, la part de la production industrielle par rapport à la production agricole est passée de 48 pour cent à 70 pour cent.
2. Pour atténuer les propos triomphalistes de Staline, il faudrait mettre en lumière :
- le coût humain très élevé et les sacrifices énormes auxquels la nation soviétique a dû consentir pour arriver aux résultats mentionnés ci-haut;
 - la pénurie que connaît la nation soviétique par rapport aux biens de consommation;
 - la famine qui sévit dans certaines parties de l'URSS;
 - le tort fait à l'âme de la nation soviétique (les citoyens sont manipulés, écrasés, réduits au niveau d'automates).

Activité : Bilan économique

1. Les réponses peuvent varier, mais il serait logique de dire qu'une économie assez primitive, c'est-à-dire pré-industrielle, profiterait le plus de la planification centralisée. Les économies industrielles sont déjà trop avancées et trop compliquées pour admettre la planification centralisée. Seule une économie assez simple pourrait être organisée à partir d'un centre unique. Tel fut le cas de l'URSS et de la Chine, et à mesure que ces économies se sont développées, la planification est devenue de plus en plus problématique.
2. Cette caricature met en relief les problèmes associés à la planification centralisée. Nous voyons une femme commander une miche de pain dans un magasin dont les étagères sont vides. La serveuse prend le téléphone pour appeler le ministre du Pain au ministère de l'Alimentation. Dans la dernière bulle, nous voyons trois employés du Ministère, des réquisitions pour des fruits, du lait et du pain empilées sur leur bureau. Le caricaturiste démontre ici le côté absurde de la planification centralisée. Il est impossible de planifier et la consommation et la production des produits alimentaires. Le système ne fonctionne pas bien et mène à des absurdités montrées ici de façon humoristique.

Activité : Réformes, ruptures et nouveau départ

1. La perestroïka a rencontré l'opposition de certains éléments du parti et de la nomenklatura qui craignaient de perdre leur emploi et leurs privilèges. La mise en place des réformes exigeait la coopération de toute la classe politique et économique. Bon nombre de gens appartenant à cette classe ont, chacun à leur façon, saboté les réformes qui leur sont venues d'en haut.

2. Les lectures de l'ours :

Nous observons ici un ours (représentatif de l'Union soviétique — l'URSS ou OURS), en train de lire Dale Carnegie, assis sur des volumes de Lénine et de Marx. Carnegie était l'auteur d'un livre autrefois populaire, appelé « How to win friends and influence people » (un des premiers livres d'auto-amélioration ou de « self-help »). Le caricaturiste met en relief le caractère dépassé des œuvres de Marx et de Lénine (elles ne servent qu'à soutenir le derrière de l'ours) et souligne la toute nouvelle popularité des méthodes capitalistes. Cette caricature pourrait s'intituler « L'ours se met à l'école capitaliste ».

3. Cherchez dans le projet que l'élève vous remet une discussion des thèmes suivants :

- les décisions mènent à la libéralisation progressive de l'économie chinoise;
- l'échec des tentatives de démocratisation (mention particulière du massacre de la place Tianan men);
- l'intégration de Hong Kong dans le système politique et économique de la Chine;
- l'état actuel de la Chine sur le plan économique et politique.

Chapitre 10 : Tendances politiques et économiques actuelles et directions futures

Activité : La mondialisation des marchés

1. Parmi les compagnies canadiennes impliquées dans le développement de la Malaisie, on compte SNC-Lavalin, Bombardier Inc. et Adamson Associates Architects. Ces compagnies ont cherché du travail dans ce pays pour plusieurs raisons :

- le marché canadien est trop restreint et n'offre pas assez de débouchés;
- le marché de la Malaisie est en pleine expansion et offre des occasions très intéressantes;
- les compagnies canadiennes qui y sont impliquées sont parmi les meilleures au monde dans leur domaine.

Les raisons qui ont pu amener les autorités malaisiennes à accorder des contrats aux Canadiens comprennent :

- une dimension politique — la Malaisie et le Canada entretiennent d'excellentes relations diplomatiques. Les deux sont membres du Commonwealth et de l'APEC. Le Canada est un petit pays qui, à l'encontre du Japon, des pays européens ou des États-Unis, ne risque pas d'occuper une place trop importante dans la vie économique de la Malaisie.
 - une dimension culturelle — le Canada et la Malaisie partagent une langue (l'anglais) et une culture politique (le parlementarisme britannique). De plus, les attitudes des Canadiens sont souvent moins arrogantes et moins agressives que celles des autres peuples.
 - une dimension technologique — le Canada possède une technologie de pointe dans certaines spécialisations. Les compagnies canadiennes à l'œuvre en Malaisie comptent parmi les meilleures au monde dans leur domaine.
2. Les réponses varient en fonction des valeurs et des priorités des élèves. Elles devraient cependant être logiques et clairement liées à la question de la compétitivité.
 3. a) Cette caricature suggère que la globalisation conduit à la ruine, pour certains. Elle compare la globalisation à un tracteur géant qui, dans son effort pour assurer sa compétitivité, pousse les employés vers l'abîme.
b) La globalisation force les entreprises à devenir compétitives. La compétitivité dépend de plusieurs facteurs dont :
 - les salaires et les avantages sociaux des travailleurs,
 - le niveau de taxation,
 - la productivité,
 - la réglementation pratiquée par l'État.

Pour être compétitive, une compagnie se voit obligée d'augmenter sa productivité. Cela peut se faire en remplaçant le plus possible les employés par la technologie. C'est ainsi que la globalisation peut mener à des réductions d'effectif et au chômage.

Activité : Augmentation des inégalités

1. Les réponses varieront en fonction des points de vue et des valeurs des élèves.
2. Cette citation semble suggérer qu'une redistribution juste des revenus contribue à la croissance économique. Le Rapport suggère que la justice sociale est un facteur positif dans le développement économique et non pas un fardeau comme certains le maintiennent.

SECTION V

CONTRÔLE ET ÉVALUATION PAR CHAPITRE

FICHES POUR ÉLÈVES

Cette section contient deux choix d'évaluation pour chaque chapitre. L'un avec des questions à réponse élaborée, et l'autre avec questions à mots manquants. Choisissez les évaluations que vous voudrez donner et faites-en des photocopies pour vos élèves. On peut utiliser tout ce qui est inclus tel quel ou l'adapter, selon les besoins des élèves.

Chapitre 1 : Introduction aux idéologies

Option 1*

Associez les énoncés 1 à 10 aux idéologies suivantes. Dans le cas où deux idéologies pourraient s'associer à l'énoncé, choisissez celle qui s'en rapproche le plus. Interprétez « conservatisme » dans le sens du conservatisme classique et non pas du « néo-conservatisme ».

- A) le conservatisme classique
- B) le libéralisme classique
- C) le socialisme
- D) le libéralisme moderne

1. « La société n'est qu'un ensemble d'individus. L'individu est en tout temps supérieur à la société. »
2. « J'appuie le concept d'État-providence. »
3. « La liberté sans limite est une idée néfaste, car elle érode les institutions sociales sur lesquelles repose toute société saine, comme celles de la famille et de l'Église. »
4. « Il faut trouver un équilibre entre le bien-être individuel et le bien-être collectif. S'il y a un conflit grave entre les deux, au niveau des droits individuels par exemple, le bien-être individuel doit avoir priorité. »
5. « La liberté n'existe pas sans la sécurité. Les gens qui vivent dans l'incertitude et la peur, les gens qui vivent dans la misère, ne sont guère libres. Ils sont esclaves de l'injustice. Pour les rendre libres, il faut leur assurer une égalité de condition et pratiquer une démocratie économique par laquelle tout le monde participe dans la prise de décision économique. »
6. « Il n'est pas bon que les gens descendent manifester dans les rues. Ce genre d'activisme nuit à la tranquillité sociale. »
7. « Le capitalisme est le meilleur système en ce qui concerne la création de la richesse. Il ne l'est pas toutefois pour la répartition de la richesse. Afin d'éviter l'accumulation de la richesse entre les mains de quelques personnes seulement, le gouvernement doit prendre des mesures pour la redistribuer de façon équitable. »

* Ce contrôle peut faire l'objet d'un travail d'équipe ou peut servir de base à une discussion générale en classe.

8. « Les riches ont une obligation envers les pauvres, c'est sûr. Il est même dans leur intérêt de mettre sur pied des programmes sociaux afin de s'assurer que les pauvres ne forment pas une classe mécontente et révolutionnaire. Il ne faut toutefois pas aller jusqu'à tenter de refaçonner la société afin d'assurer l'égalité complète de tout le monde. Ce serait une activité opposée aux buts recherchés et mettrait en danger l'ordre naturel des choses. »
9. « L'État devrait se limiter à faire régner l'ordre et à faire respecter la loi. Pour le reste, l'individu doit assumer ses propres responsabilités pour lui-même. »
10. « L'État n'est pas l'ennemi du peuple. Il est plutôt son allié et son instrument dans sa lutte pour façonner une société à sa mesure : une société juste, équitable et coopérative. Dans cette société, il n'y aura ni pauvreté, ni discrimination, ni classes sociales. »

TOTAL : /10 points

Chapitre 1 : Introduction aux idéologies

Option 2

A. Répondez aux questions suivantes à l'aide de mots, d'expressions ou de phrases complètes, selon le cas.

1. Quels sont les quatre (4) éléments présents dans une idéologie? (4 points)
2. Quel type de gouvernement conviendrait le mieux à une vision optimiste de l'être humain? Pourquoi? (4 points)
3. Placez les idéologies suivantes sur un continuum de droite à gauche : le conservatisme, le socialisme démocratique, le libéralisme, le communisme. (3 points)
4. Comparez les points de vue de la droite et ceux de la gauche en ce qui concerne : (9 points)
 - a) le rôle du gouvernement;
 - b) la liberté;
 - c) l'égalité.

B. Répondez à UNE (1) des questions suivantes :

5. Discutez du libéralisme. (Expliquez ses origines, la contribution de son philosophe principal et deux (2) de ses principes de base.) (10 points)
6. Discutez du conservatisme. (Expliquez ses origines, la contribution de son philosophe principal et deux (2) de ses principes de base.) (10 points)
7. Discutez du socialisme. (Pour ce faire, vous pouvez contraster et comparer les trois types de socialisme, ou bien discuter les valeurs et les principes de base du programme du NPD.) (10 points)

TOTAL : /30 points

Chapitre 1 : Introduction aux idéologies

Option 3

Dans un exposé cohérent, comparez et contrastez les principes de base du libéralisme, du conservatisme et du socialisme. N'oubliez pas de situer chaque philosophie dans son contexte historique et de parler aussi de la contribution de son principal philosophe.

Votre exposé sera évalué comme suit :

Discussion générale de chaque philosophie : $5 \times 3 = 15$ points

Discussion des ressemblances et des

différences entre elles

5 points

Qualité de la langue

5 points

25 points

Chapitre 2 : Théories politiques générales

Option 1

Répondez aux questions suivantes. La réponse prend la forme, selon le cas, d'un mot, d'une expression ou de phrases.

1. Au IV^e siècle avant J.-C., Aristote a identifié trois bons régimes politiques, à savoir : (3 points)
 - a) _____
 - b) _____
 - c) _____
2. Une démocratie libérale repose sur de nombreux principes de base ou valeurs. Nommez-en quatre : (4 points)
 - a) _____
 - b) _____
 - c) _____
 - d) _____
3. Selon ses auteurs, un régime marxiste est « démocratique », car il associe le peuple au développement _____ et _____.
(2 points)
4. Une des raisons pour lesquelles les régimes politiques du tiers-monde penchent vers l'autoritarisme, c'est : (1 point)

5. Les deux formes que peut prendre une démocratie libérale sont : (2 points)
 - a) _____
 - b) _____

6. Un régime marxiste est aussi connu sous l'étiquette de « démocratie (1 point)
- _____ ».
7. Selon Montesquieu, tout gouvernement exerce trois pouvoirs, à savoir : (3 points)
- a) _____
- b) _____
- c) _____
8. Quel principe de base devrait sous-tendre l'exercice de ces trois pouvoirs, selon Montesquieu? (1 point)
- _____
- _____
9. Le Parlement canadien est _____, car il est composé de deux Chambres. La législature albertaine, par contre, est _____. (2 points)
10. Nommez deux buts possibles d'un gouvernement. (2 points)
- a) _____
- b) _____
11. Nommez deux moyens qu'un gouvernement peut employer pour arriver à ses buts.
- a) _____
- b) _____
12. Le Royaume-Uni et la France sont, tous deux, des États _____ en raison de la concentration du pouvoir et de la souveraineté dans le gouvernement national. Le Canada et les États-Unis, par contre, sont des États _____. L'Union européenne, de par sa structure et son modèle de prise de décision, ressemble le plus à une _____. (3 points)

13. Nommez deux éléments qu'on trouve d'habitude dans une constitution. (2 points)

a) _____

b) _____

14. Nommez deux documents qui forment la Constitution canadienne. (2 points)

a) _____

b) _____

TOTAL : /30 points

Chapitre 2 : Théories politiques générales

Option 2

Répondez à **deux** des questions suivantes sur des feuilles séparées. Chaque réponse vaut 10 points, pour un total de 20 points.

1. Discutez les valeurs de base d'une démocratie.
2. Pourquoi certains régimes politiques des pays en voie de développement ont-ils tendance à adopter un mode autocratique?
3. Comparez et contrastes les trois pouvoirs d'un gouvernement.
4. Discutez les avantages et les désavantages d'un État unitaire et d'un État fédéral.
5. « Le Canada sera fédéral ou il ne sera pas ». Discutez, argument à l'appui, la véracité (justesse, exactitude), de cette situation.

TOTAL : /20 points

Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique

Option 1

Répondez aux questions suivantes. La réponse prend la forme, selon le cas, d'un mot, d'une expression ou de phrases complètes.

1. Dans les régimes dictatoriaux, comment appelle-t-on ceux qui s'opposent ouvertement aux autorités au pouvoir? (1 point)

2. La notion de représentation selon la population peut être réduite à la formule « une tête = _____ ». (1 point)

3. Afin de respecter le principe d'égalité des votes, les _____ doivent comprendre le même nombre de _____. (2 points)

4. Donnez un argument pour démontrer que, dans les démocraties, la presse est libre :

Donnez un argument qui démontre que, dans les démocraties, la liberté de presse est une illusion :

5. Le mode de scrutin utilisé au Canada s'appelle _____. Le mode de scrutin utilisé en Israël ou bien en Suède s'appelle _____. Expliquez le principal désavantage du mode de scrutin au Canada. (3 points)

6. Examinez les résultats de l'élection fictive ci-dessous. (1 point)

Partis	% du vote	Nombre de sièges
Bleu	38 %	54
Blanc	35 %	40
Rouge	27 %	6
Total :		100

Quel mode de scrutin a été employé dans cette élection?

7. Contrastez les droits individuels et les droits collectifs. (5 points)

8. Nommez un principe ou une valeur qu'on pourrait utiliser pour demander que le gouvernement limite les droits de certaines parties de la population. (1 point)

9. Nommez les cinq principaux partis politiques au Canada.

a) _____

b) _____

c) _____

d) _____

e) _____

Quel parti est le plus à gauche?

10. Qu'est-ce que le « lobbying »?

11. L'ajustement des circonscriptions afin de favoriser le parti au pouvoir s'appelle le «
_____». (1 point)

TOTAL : /25 points

174

Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique

Option 2

Répondez à deux des questions suivantes sur des feuilles séparées. Chaque réponse vaut 10 points, pour un total de 20 points.

1. « Le scrutin majoritaire uninominal est un système qui déforme la démocratie et dénature la vie politique. » Discutez, arguments à l'appui, la véracité (justesse) de cette citation.
2. « La presse libre dans les démocraties libérales n'est guère libre. Elle est même plus trompeuse que la presse dans les dictatures, car au moins là tout le monde sait qu'elle n'est pas libre. » Discutez la véracité de ce point de vue.
3. « Il n'y a pas de place dans une démocratie pour les droits collectifs. Dès le départ, ils entrent en conflit avec les droits individuels qui, par définition, doivent prédominer dans une démocratie libérale. » Discutez le bien-fondé de ce point de vue.
4. Discutez les quatre attributs d'un droit de vote juste et légitime.

TOTAL : /20 points

1 1 1

Chapitre 4 : Les régimes démocratiques

Option 1

Répondez aux questions suivantes sur des feuilles séparées.

1. Définissez les termes suivants : (3 points pour chaque définition)
 - la démocratie directe,
 - l'exécutif dualiste,
 - le principe de poids et contrepoids,
 - le gouvernement responsable.
2. Comparez et contrastez les principes fondamentaux des régimes parlementaires et présidentiels. (10 points)
3. Donnez deux arguments pour et deux arguments contre le « populisme ». (8 points)

TOTAL : /30 points

100

Chapitre 4 : Les régimes démocratiques

Option 2

Complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.
(un point par tiret)

1. Selon un libéral, tout gouvernement doit provenir du consentement des _____. Il croit aussi que chaque individu est un être _____, capable d'agir dans son intérêt _____.
2. Nous reconnaissons souvent deux philosophes, l'un écossais, l'autre français, comme les pères du libéralisme politique. Il s'agit respectivement de _____ et de _____.
3. Les trois principes sur lesquels repose le parlementarisme sont :
 - a) _____
 - b) _____
 - c) _____
4. Le Parlement britannique se compose de _____ et de _____. Il est donc _____.
5. Le Parlement canadien est composé de la Chambre haute, c'est-à-dire _____ et de la Chambre basse, à savoir _____. Cette dernière Chambre représente _____ tandis que la première représente _____.
6. La doctrine politique selon laquelle les politiciens doivent agir en tout temps d'après les opinions du peuple s'appelle le _____.

7. Aux États-Unis, les élections présidentielles doivent se tenir tous les _____ ans. Les chefs de chaque parti sont choisis lors des _____. Les délégués qui choisissent ces chefs sont souvent eux-mêmes choisis lors des élections _____. En choisissant leur Président, les Américains élisent en fait les _____ qui, ensemble, forment _____.
8. Aux États-Unis, le Cabinet nommé par le Président est responsable devant _____. Au Canada, le Cabinet est responsable devant _____.
9. Si, au Canada, le gouvernement perd un vote à la Chambre, on dit qu'il a perdu _____ de la Chambre. Dans ce cas, le gouvernement doit _____.
10. Dans une monarchie constitutionnelle, le chef d'État est _____. Le chef de gouvernement, dans un tel système, est généralement celui ou celle qui _____.
11. Quel pouvoir le Président américain a-t-il qu'un Premier ministre n'a pas?

Quel pouvoir un Premier ministre a-t-il qu'un Président américain n'a pas?

12. Selon le système parlementaire canadien, le gouvernement s'assoit d'un côté de la Chambre et _____ de l'autre.
13. Le Congrès américain se compose de deux Chambres. La première représente le peuple et la deuxième, les régions. Il s'agit respectivement de :
- a) _____
- b) _____

14. Aux États-Unis, l'approbation des traités internationaux est la responsabilité de quelle Chambre?
- _____
15. Nommez deux pays, à part le Canada et la Grande-Bretagne, dotés de régimes parlementaires.
- a) _____
- b) _____
16. Nommez deux pays, à part les États-Unis, dotés de régimes présidentiels.
- a) _____
- b) _____
17. Combien de sièges y a-t-il dans la Chambre basse au Canada?
- _____

TOTAL : /40 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 1 — Option A

Ce contrôle évalue les connaissances de la théorie marxiste.

Répondez aux questions suivantes sur une feuille séparée.

1. Définissez **deux** des termes suivants et donnez-en un exemple : (2 points chaque définition = 4 points).
 - tyrannie de la majorité
 - aristocratie
 - autocratie
 - junte militaire
2. Comparez et contrastez des régimes autoritaires et totalitaires. (8 points)
3. Discutez **deux** des techniques utilisées par les dictateurs pour rester au pouvoir. (10 points)
4. Discutez **deux** des termes suivants : (4 points pour chaque terme = 8 points)
 - la dialectique
 - le matérialisme historique
 - l'étape communiste du programme marxiste
 - la dictature du prolétariat

TOTAL : /30 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 1 — Option B

Ce contrôle évalue les connaissances du début du chapitre jusqu'à la théorie marxiste.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. La dictature d'une seule personne peut être de deux sortes, à savoir :

a) _____

b) _____

2. Un régime où la majorité gouverne, sans égard pour les droits de la minorité, s'appelle :

3. Un régime où le gouvernement est entre les mains d'une élite riche ou éduquée s'appelle :

4. La différence entre un régime autoritaire et un régime totalitaire est que, dans le premier,

5. Parmi les traits principaux d'un régime totalitaire, on trouve :

a) _____

b) _____

c) _____

d) _____

6. Ceux qui s'opposent au régime dictatorial portent le nom de :

7. L'endoctrinement consiste à
8. Quelle technique un régime dictatorial emploie-t-il pour donner l'impression à la population qu'elle participe à la vie politique?
9. La canalisation du mécontentement populaire est une technique utile aux dictatures, car elle permet au régime de
10. Ceux qui sont choisis par le régime pour porter le blâme des problèmes courants ou historiques portent le nom de
11. Identifiez le concept ou la personne :
- a) « méthode scientifique » qui permet de comprendre la mécanique de l'Histoire et de prédire l'avenir
 - b) auteur du *Manifeste communiste*
 - c) la troisième étape du programme marxiste
 - d) philosophie selon laquelle les conditions socio-économiques déterminent la conscience humaine
 - e) la classe laborieuse

- f) la deuxième étape du programme marxiste sera caractérisée par _____
des moyens de production et l'établissement d'une _____ des
travailleurs _____.
- g) Hegel a affirmé que l'Histoire est un processus de changement selon lequel
_____ génère son _____. Le conflit qui en
résulte donne naissance à la _____.
- h) Selon un communiste, « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de
_____ ».

TOTAL : /25 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 2 — Option A

Ce contrôle évalue les connaissances à partir du marxisme-léninisme jusqu'à la fin de l'évolution politique de l'URSS.

Répondez aux questions suivantes sur une feuille séparée.

1. Décrivez le rôle du parti tel que prévu par Lénine. (5 points)
2. Examinez et discutez la différence entre le marxisme traditionnel et le léninisme. (Dans quels domaines le léninisme s'écarte-t-il du marxisme?) (5 points)
3. Discutez l'organisation du parti communiste soviétique. Dans quelle mesure ce parti est-il « démocratique »? (10 points)
4. Discutez les méthodes utilisées par Staline pour affermir son pouvoir. (10 points)
5. Qu'est-ce que le « glasnost » et la « perestroïka »? (10 points)

TOTAL : /40 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 2 — Option B

Ce contrôle évalue les connaissances à partir du marxisme-léninisme jusqu'à la fin de l'évolution politique de l'URSS.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Selon Lénine, le moteur de la révolution est _____.
2. L'opération de la chaîne de commande au sein du parti communiste est connue sous le nom de _____.
3. Lénine, appuyé par les soviets, prend le pouvoir en 1917 à l'aide d'un _____ armé.
4. Au mois de novembre 1917 ont lieu les élections à _____, élections que les Bolcheviks _____.
Lénine fera _____ cette institution, la seule à caractère démocratique que connaîtra la Russie jusqu'au début de notre décennie.
5. Parmi les premières actions prises par le gouvernement de Lénine, on note :
 - a) _____
 - b) _____
 - c) _____
6. Le régime de Lénine est caractérisé par :
 - a) _____
 - b) _____

7. L'URSS est créée en 1922, suite à l'union de la Russie avec d'autres États dont :
- a) _____
- b) _____
8. Quel nom est donné aux cadres du parti qui passent toute leur vie à travailler au sein du parti?
- _____
9. En ce qui concerne l'Organisation du parti, tous les cinq ans, les membres à la base élisent un _____ de 5 000 membres. Cette institution nomme les membres d'une plus petite institution qui sert de Parlement du parti. Cette institution s'appelle _____. Celui-ci choisit, à son tour, deux bureaux qui ensemble constituent l'exécutif du parti. Il s'agit, en l'occurrence, du _____ et du _____.
10. Le véritable « maître » de l'Union soviétique occupe quel poste?
- _____
11. Qui était le dernier « maître » de l'URSS avant son effondrement?
- _____
12. Le pouvoir législatif en URSS reposait entre les mains du _____ qui était élu tous les 5 ans par la population soviétique. Cette institution était _____, c'est-à-dire composée de deux chambres, à savoir : _____ et _____.
13. Le pouvoir exécutif en URSS était confié à un groupe de personnes, appelé _____. L'administration du pays et la mise en application des décisions prises par le parti étaient, quant à elles, la responsabilité du _____.

14. Nommez deux anciennes républiques de l'URSS (à part la Russie), aujourd'hui indépendantes.
- a) _____
- b) _____
15. Identifiez 4 méthodes utilisées par Staline pour imposer et affermir son pouvoir.
- a) _____
- b) _____
- c) _____
- d) _____
16. La stagnation et l'immobilisme qui caractérisent l'Union soviétique pendant les années 70 et au début des années 80 sont associés au nom de _____
17. Le dernier dirigeant de l'Union soviétique avant son effondrement entreprend des mesures pour réformer le système politique et économique. On associe à son nom les célèbres politiques de _____ et de _____

TOTAL : /35 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 3 — Option A

Ce contrôle évalue les connaissances sur l'idéologie fasciste ainsi que sur les régimes fascistes.

Répondez aux questions suivantes sur des feuilles séparées.

1. Quels éléments du libéralisme le fascisme rejette-t-il et pourquoi? (10 points)
2. Discutez les éléments de base de la philosophie fasciste. (En quoi les fascistes croient-ils?) (10 points)
3. Discutez le développement et l'imposition du fascisme SOIT en Italie, SOIT en Allemagne. (10 points)

TOTAL : /30 points

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 3 — Option B

Ce contrôle évalue les connaissances sur l'idéologie ainsi que sur les régimes fascistes.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Quels éléments du libéralisme le fascisme rejette-t-il?

a) _____

b) _____

c) _____

2. Quels éléments du marxisme le fascisme rejette-t-il?

a) _____

b) _____

3. Quels sont les notions ou éléments que les fascistes favorisent?

a) _____

b) _____

c) _____

d) _____

4. Nommez deux groupes servant de boucs émissaires pour les nazis allemands.

a) _____

b) _____

5. Quel trait du fascisme était particulier à l'Italie?

6. Pour Hitler, la race supérieure est la race « _____ ».
7. Hitler référait au génocide auquel il comptait livrer un certain peuple par le nom de
« _____ ».
8. À la fin de la Première Guerre mondiale, le refus des Alliés de respecter leurs promesses à l'Italie fait naître le thème dans ce pays de _____.
9. Sur le plan international, Mussolini prône une politique d' _____.
10. Quel est l'événement qui convainc le roi de confier le gouvernement à Mussolini?
11. Comment se nomment les troupes paramilitaires fascistes qui favorisent l'ascension de Mussolini, en répandant la violence et en déstabilisant le régime en place?

12. Comment se nomme le traité de paix entre l'Allemagne et les Alliés qui met fin à la Première Guerre mondiale?

13. Quel est le nom du livre écrit par Hitler?

14. Quel est l'événement historique qui amène une remontée spectaculaire du parti nazi allemand?

15. Expliquez la procédure par laquelle Hitler devient Chancelier en 1933.

16. Quel est le nom de la loi qui permet à Hitler d'établir une dictature?

17. Hitler croyait que les Allemands avaient besoin de plus d'espace pour vivre et s'établir. Cette notion porte le nom en allemand de _____. Il croyait trouver cet espace dans l'Est de l'Europe. On applique à cette notion d'expansion vers l'Est, l'expression allemande de _____.

TOTAL : /25 points

Synthèse : Systèmes politiques — Questions à choix multiples

Voir examen A dans la section VI.

Synthèse : Systèmes politiques — Essai argumentatif

Comme vous le savez sans doute, votre examen de diplôme d'Études sociales 30 comporte une partie écrite qui vaut 30 % de votre note et une partie de questions à choix multiples qui vaut 70 % de la note.

La partie écrite vous offre le choix entre deux questions, une portant sur le Sujet A et l'autre sur le Sujet B. Les types de questions posées à propos du Sujet A reflètent bien la matière étudiée. Parfois ces questions sont de nature politique, parfois elles sont de nature économique.

Comme nous venons de terminer la partie politique de ce sujet, le moment est propice pour examiner les sortes de questions posées sur le volet politique de votre cours. Écrivez un essai argumentatif sur une des questions posées ces dernières années ou sur toute autre question.

- Juin 1984 Le gouvernement canadien devrait-il limiter la liberté individuelle en période de crise économique grave pour éliminer le chômage?
- Juin 1985 Tous les citoyens d'une nation devraient-ils avoir la possibilité d'occuper un poste de direction au gouvernement?
- Juin 1986 Dans quelle mesure l'État devrait-il être engagé dans les activités de ses citoyens?
- Janvier 1988 Les gouvernements devraient-ils permettre aux minorités d'exprimer leurs différences d'opinion si ces opinions diffèrent de celles de la majorité?
- Juin 1989 Les gouvernements devraient-ils permettre les mouvements politiques extrémistes?
- Janvier 1990 Les nations devraient-elles avoir des régimes politiques pluripartites?
- Janvier 1992 Les gouvernements ont-ils le droit de contrôler l'information à laquelle leurs citoyens ont accès?
- Juin 1992 Les chefs de gouvernement devraient-ils être principalement motivés par leurs propres croyances idéologiques dans la mise en pratique des programmes nationaux?
- Janvier 1993 Les décisions politiques devraient-elles être prises d'une façon démocratique?
- Janvier 1994 Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils permettre à l'opinion publique d'influencer la mise en œuvre des politiques ou des programmes économiques?
- Juin 1995 Dans quelle mesure les citoyens devraient-ils exprimer leur opinion vis-à-vis des politiques et des actions de leur gouvernement?
- Janvier 1996 Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils protéger les droits des minorités?

TOTAL : /30 points

Chapitre 6 : Théories économiques générales

Répondez aux questions suivantes en phrases complètes :

1. Pourquoi les économistes disent-ils que la rareté constitue la donnée fondamentale de la science économique? (2 points)
2. Définissez le terme « économie ». (2 points)
3. Quelles sont les trois questions fondamentales auxquelles toute économie doit répondre. (3 points)
4. Nommez les trois modèles économiques qui apportent des réponses différentes aux questions économiques fondamentales? (3 points)
5. Quelle est la différence entre le déficit et la dette? (2 points)
6. Dessinez un diagramme à deux axes, l'un pour les systèmes économiques et l'autre pour les systèmes politiques. Placez les régimes suivants sur ce diagramme : (3 points)
 - les régimes communistes
 - les régimes sociaux-démocrates
 - les régimes libéraux classiques.

TOTAL : /15 points

Chapitre 7 : Les économies libérales ou de marché

Contrôle — Option 1

Répondez à deux des cinq questions suivantes en phrases complètes.

1. Expliquez les points principaux de la théorie libérale de Adam Smith. (10 points)
2. Expliquez l'opération du cycle économique. (10 points)
3. Expliquez les causes et les conséquences de la Grande Dépression. (10 points)
4. En quoi consistent les critiques livrées contre l'économie de marché? (10 points)
5. Expliquez les raisons de l'émergence du néo-libéralisme à partir des années 1980 et discutez les solutions proposées par les partisans de cette école économique aux problèmes économiques. (10 points)

TOTAL : /20 points

Chapitre 7 : Les économies libérales ou de marché

Contrôle — Option 2

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Donnez deux synonymes pour l'expression « une économie libérale ».
a) _____
b) _____
2. Quelles sont les libertés comprises sous la rubrique des « libertés économiques »?
a) _____
b) _____
3. a) À qui accorde-t-on généralement le titre de « père » du libéralisme économique?

b) Quel est le titre de son livre fort influent?

c) De quel groupe d'économistes français s'est-il inspiré?

d) Quel est le nom du système économique qui était en place et qu'il voulait changer?

4. Les libéraux classiques croient que « la poursuite de l'intérêt particulier conduit à l'intérêt
_____ ». Le mécanisme permettant ce développement porte le
nom _____ en français et en anglais :

5. Le _____ est le lieu de rencontre des acheteurs et des vendeurs.
6. Selon la théorie libérale, le prix d'un article se fixe selon l'opération d'une loi appelée _____.
7. Selon les libéraux, les forces naturelles agissent comme une _____ pour diriger l'économie.
8. L'établissement des monopoles viole les principes libéraux, car ils empêchent la _____.
9. Une augmentation de la demande fait _____ les prix.
10. Quelles sont les quatre phases du cycle économique?
 - a) _____
 - b) _____
 - b) _____
 - d) _____
11. Ces phases peuvent se regrouper sous les noms d'**expansion** et de **contraction**. À laquelle de ces deux grandes tendances associe-t-on les développements suivants :
 - a) le chômage monte _____
 - b) l'inflation monte _____
 - c) le nombre de faillites diminue _____
 - d) les consommateurs « se serrent la ceinture » _____
12. Selon la théorie libérale, c'est « l'acheteur » qui détermine ce qui sera produit. Cette notion repose sur un principe appelé _____.

13. Dans un régime de prix, une augmentation de la demande entraîne _____
_____ au niveau des prix jusqu'à ce que
_____ rencontre la demande.
14. Selon les partisans de l'économie libérale, aucune intervention du gouvernement n'est nécessaire parce qu'elle _____.
15. Les adversaires du libéralisme économique maintiennent que sur le plan humain, celui-ci conduit à :
- a) _____
- b) _____
16. Parmi les causes de la Grande Dépression figure celle de la _____
boursière.
17. La crise économique américaine s'étend aux autres pays du monde en raison de :
- a) _____
- b) _____
18. a) En 1933, le nouveau Président américain, _____, tente de
sortir l'Amérique de la crise en annonçant un programme appelé _____.
- b) Parmi les diverses mesures de ce programme figurent :
- i. _____
- ii. _____
- iii. _____
- c) Avant lui, le gouvernement américain avait tenté de combattre la Dépression en suivant une politique _____. Le nouveau président innove en suivant une politique beaucoup plus _____.

19. Les deux politiciens internationaux les plus associés à la politique économique du néo-libéralisme sont : _____ aux États-Unis et _____ en Grande-Bretagne.
20. Trois mesures préconisées par les néo-libéraux pour stimuler la croissance économique sont :
- a) _____
 - b) _____
 - c) _____

TOTAL : /45 points

Question boni : Quel est le nom associé au système social, mis en place dans certains pays, caractérisé par l'existence de programmes sociaux et une économie mixte?

Chapitre 8 : L'économie mixte et l'État-providence

Option 1

Répondez aux questions suivantes sur une feuille séparée.

1. Expliquez, exemples à l'appui, comment un gouvernement peut intervenir dans la vie économique et sociale d'un pays. (10 points)
2. Expliquez le fonctionnement d'une politique de relance keynésienne. (10 points)
3. La Suède constitue-t-elle un modèle à suivre pour le Canada?

Donnez deux raisons qui justifient une réponse affirmative et deux raisons qui justifient une réponse négative. (8 points)

TOTAL : /28 points

Chapitre 8 : L'économie mixte et l'État-providence

Option 2

Complétez les phrases suivantes avec les mots ou les expressions qui manquent.

1. Adam Smith est au libéralisme « laissez-faire » ce que _____ est au libéralisme réformé.
2. Selon John Maynard Keynes, un gouvernement doit « _____ pour ramener la prospérité ». Une intervention de la part du gouvernement est nécessaire lorsque l'économie est en _____ car, à l'encontre de ce que croient les libéraux, une économie ne _____ pas automatiquement.
3. Une politique de relance keynésienne prévoit prendre des mesures concrètes aux niveaux fiscal, budgétaire et monétaire. Le point essentiel de toutes ces mesures est de _____ (3 mots). Les mesures à prendre comprendraient :
 - a) _____
 - b) _____
 - c) _____
4. Dépenses > recettes (revenu) = _____
Revenu > dépenses = _____
5. Si un gouvernement voulait mettre fin à l'inflation, il pourrait prendre certaines mesures dont :
 - a) _____
 - b) _____
6. Le keynésianisme (une politique keynésienne) cherche à assurer :
 - a) _____

b) _____

et à éviter

c) _____

d) _____

7. Quelles sortes de décisions prend-on en politique fiscale?

a) _____

b) _____

8. Une politique keynésienne cherche à naviguer (à guider l'économie) entre les écueils de _____, d'une part, et de _____, d'autre part.

9. L'entreprise publique est parfois utilisée pour mener à bien les grands projets d'infrastructure que le secteur privé est incapable de financer à lui seul. Cela est particulièrement vrai dans le cas du Canada où l'entreprise publique s'est chargée de projets comme :

a) _____

b) _____

10. Nommez deux entreprises publiques au Canada :

a) _____

b) _____

11. Dans certains pays, le gouvernement arrive à des décisions économiques après consultation avec les représentants du monde des affaires et du travail. On parle dans ce cas de _____

La planification _____ dénote les mesures prises par le gouvernement après consultation avec les autres acteurs économiques afin d'orienter et de guider le développement économique du pays à moyen terme.

12. La mise sur pied d'un « État-providence » a pour but :

a) _____

b) _____

13. Un État-providence garantit un ensemble de programmes sociaux comprenant d'habitude :

a) _____

b) _____

c) _____

14. Dans une économie mixte, la nationalisation est limitée aux industries et aux services _____

15. Donnez deux critiques dirigées contre l'État-providence :

a) _____

b) _____

16. Nommez deux valeurs sur lesquelles repose le socialisme démocratique :

a) _____

b) _____

17. Le parti social-démocrate qui a pris le pouvoir en Saskatchewan en 1944 s'appelait _____. Il s'appelle aujourd'hui _____. En Saskatchewan à l'époque de sa première victoire électorale son chef était _____.

18. Les réalisations du « parti socialiste » de la Saskatchewan ont été nombreuses. Elles comprennent :

a) _____

b) _____

19. Une taxation est _____ quand le taux d'imposition monte en même temps que le revenu de l'individu. Si le taux d'imposition est le même pour tout le monde, on parle d'une taxation _____. Cette dernière pratique constitue une forme de taxation _____ car elle pèse plus lourdement sur les gens à faible revenu que sur les gens à revenu élevé.

20. Le réseau de sécurité sociale au Canada comprend des programmes comme :

a) _____

b) _____

c) _____

21. Nommez un programme social qui existe en Suède, mais pas au Canada :

a) _____

204

22. Consultez le tableau ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

Pays	Part du revenu que reçoivent les 40 % des familles les moins bien rémunérées (en pourcentage — 1980 - 1991)
Canada	17,5
Suisse	16,9
Japon	21,9
Suède	21,2
Norvège	19
France	18,4
Australie	15,5
États-Unis	15,7
Pays-Bas	20,1
Allemagne	19,5
Belgique	21,6
Danemark	17,4
Finlande	18,4

a) Quel pays a la société la **plus** égalitaire?

b) Quel pays a la société la **moins** égalitaire?

TOTAL : /50 points

Chapitre 9 : L'économie centralisée

Contrôle — Option 1

Ce contrôle inclut la totalité du chapitre.

Sur des feuilles séparées, répondez à deux des questions suivantes.

1. En quoi la NEP différait-elle de la politique du « communisme de guerre »? (10 points)
2. « La politique d'industrialisation de Staline a été une des grandes réussites économiques de ce siècle. » Discutez le bien-fondé de cette citation, exemples et statistiques à l'appui. (10 points)
3. Discutez les avantages et les inconvénients de la planification centralisée, exemples à l'appui. (10 points)
4. Expliquez l'évolution de l'économie soviétique, de la mort de Staline jusqu'à l'écclatement de l'Union soviétique. (10 points)
5. Discutez la performance générale, économique et sociale des pays à économie centralisée. (10 points)

TOTAL : /20 points

Chapitre 9 : L'économie centralisée

Contrôle — Option 2

Complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. La Première Guerre mondiale et la Révolution bolchevique sont suivies en Russie (Union soviétique) d'une guerre _____ ainsi que d'une guerre contre _____.
2. a) Pendant les premières années après la révolution, Lénine adopte une politique économique appelée « _____ ».
b) Les mesures prises dans le cadre de cette politique incluent :
 - i. _____
 - ii. _____
3. À la campagne, les communistes concentrent leur hostilité sur un groupe de paysans généralement plus riches que les autres et appelés les _____.
4. La politique économique menée par Lénine conduit à la révolte ouverte. En 1921, les _____ de Cronstadt se soulèvent, preuve que Lénine avait perdu l'appui même de ses premiers alliés.
5. a) En réponse au soulèvement de Cronstadt, Lénine change son fusil d'épaule en adoptant une nouvelle politique appelée la _____.
b) Les mesures prises dans le cadre de ce programme incluent :
 - i. _____
 - ii. _____
 - iii. _____
6. Suite à la mort de Lénine, après avoir consolidé son pouvoir, Staline adopte une nouvelle politique économique dont les traits principaux sont :
 - i. _____
 - ii. _____

7. Dans l'économie soviétique, la tâche de planifier l'économie revient à un organisme gouvernemental central appelé _____. Cet organisme prévoit et établit les objectifs économiques à plus long terme à l'aide de plans _____.
8. Dans une économie centralisée, les entreprises sont _____. Chaque entreprise tente de rencontrer les _____ qui lui sont assignés par le gouvernement.
9. a) Donnez deux avantages d'une économie centralisée :
- i. _____
- ii. _____
- b) Donnez deux inconvénients d'une économie centralisée :
- i. _____
- ii. _____
10. À quel nom associe-t-on l'époque liée au phénomène de stagnation économique?
- _____
11. a) En 1985, peu après son élection au poste de chef du parti communiste soviétique, _____ lance une nouvelle politique économique connue sous le nom de _____.
- b) Les réformes qu'il préconise rencontrent l'opposition de _____.

TOTAL : /25 points

Chapitre 10 : Tendances politiques et économiques actuelles

Répondez à UNE des questions suivantes (chaque question vaut 10 points).

1. Discutez les avantages et les inconvénients de la mondialisation des marchés.
2. « Le monde moderne se caractérise par une augmentation des inégalités à l'intérieur des États comme entre les États. » Justifiez des exemples à l'appui de cet énoncé.
3. Discutez le sens, les principales valeurs et les perspectives d'avenir de l'écologisme.

Synthèse : Systèmes économiques — Essai argumentatif

Nous venons de terminer la partie économique de nos études. Comme vous le savez, la question portant sur le Sujet A à l'examen de diplôme de fin d'année est parfois de nature politique et parfois de nature économique.

La liste suivante présente les questions de nature économique qui ont été posées ces dernières années. Votre enseignant vous demandera peut-être d'en préparer une ou de choisir entre quelques-unes.

- Janvier 1984 Le gouvernement canadien devrait-il accroître son contrôle sur les industries-clés?
- Janvier 1985 Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils être mêlés à la planification de l'économie?
- Janvier 1986 Les gouvernements devraient-ils instaurer des programmes pour encourager l'égalité économique?
- Janvier 1987 Le gouvernement canadien devrait-il intervenir dans l'économie pendant les périodes d'instabilité économique?
- Juin 1987 Les gouvernements devraient-ils insister sur l'initiative individuelle dans l'économie de leur nation?
- Juin 1988 Les gouvernements devraient-ils encourager la recherche du profit dans les économies de leur nation?
- Janvier 1989 Les gouvernements devraient-ils adhérer au principe d'universalité dans l'administration des programmes de bien-être social?
- Juin 1990 Les gouvernements devraient-ils être prêts à apporter des changements fondamentaux à l'économie de leur nation?
- Janvier 1991 Les gouvernements devraient-ils assurer un niveau de vie minimum à chaque citoyen?
- Juin 1991 Les gouvernements devraient-ils donner des stimulants financiers aux industries pour stimuler la croissance économique?
- Juin 1993 Les gouvernements devraient-ils mettre l'accent sur les buts de l'État-providence dans les économies de leurs nations?
- Janvier 1995 Les gouvernements devraient-ils utiliser les principes de la libre entreprise pour restructurer leur économie?

Juin 1996 Est-ce qu'aujourd'hui les gouvernements devraient jouer un rôle plus grand dans l'économie?

TOTAL : /30 points

Synthèse : Systèmes économiques — Questions à choix multiples

Voir Examens B — Option a et Option b dans la section VI.

SECTION VI

EXAMENS À CHOIX MULTIPLES

Cette section contient trois examens à choix multiples. L'examen A porte sur les systèmes politiques; on pourrait le donner après l'étude du chapitre 5. Les examens B — Option a et Option b portent sur les systèmes économiques; on pourrait s'en servir après le chapitre 10. Ces examens sont semblables à ceux que les élèves écrivent pour l'obtention du diplôme. On peut les utiliser tels quels ou les adapter. Les corrigés se trouvent à la fin de la Section VII.

CHOIX MULTIPLES — FEUILLE DE RÉPONSES

- | | | |
|-----------|-----------|-----------|
| 1. _____ | 18. _____ | 35. _____ |
| 2. _____ | 19. _____ | 36. _____ |
| 3. _____ | 20. _____ | 37. _____ |
| 4. _____ | 21. _____ | 38. _____ |
| 5. _____ | 22. _____ | 39. _____ |
| 6. _____ | 23. _____ | 40. _____ |
| 7. _____ | 24. _____ | 41. _____ |
| 8. _____ | 25. _____ | 42. _____ |
| 9. _____ | 26. _____ | 43. _____ |
| 10. _____ | 27. _____ | 44. _____ |
| 11. _____ | 28. _____ | 45. _____ |
| 12. _____ | 29. _____ | 46. _____ |
| 13. _____ | 30. _____ | 47. _____ |
| 14. _____ | 31. _____ | 48. _____ |
| 15. _____ | 32. _____ | 49. _____ |
| 16. _____ | 33. _____ | 50. _____ |
| 17. _____ | 34. _____ | |

EXAMEN A — QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES

PARTIE : LES SYSTÈMES POLITIQUES

Écrivez vos réponses sur une feuille de réponses séparée.

1. Dans une démocratie, un échange efficace d'information et d'opinions exige :
 - a) que les décisions soient prises par la majorité.
 - b) qu'il y ait liberté de parole et de réunion.
 - c) que les citoyens votent régulièrement et par vote à bulletin secret.
 - d) que les électeurs aient la souveraineté politique.
2. Théoriquement, si l'on caractérise un personnage politique comme réactionnaire, cela laisse entendre que cette personne :
 - a) n'a pas une philosophie ou un programme de changement politique bien définis.
 - b) appuie des mesures qui s'opposent aux idéaux politiques du libéralisme.
 - c) suit une philosophie politique modérée et attire une grande variété d'électeurs.
 - d) s'oppose au statu quo politique et cherche en échange à amener de profondes réformes de gauche.
3. Un parti politique petit et relativement inconnu aurait **les meilleures** chances d'avoir des représentants élus dans un pays qui adopte un système de :
 - a) démocratie directe.
 - b) démocratie représentative.
 - c) représentation proportionnelle.
 - d) représentation selon la population.
4. Les marxistes-léninistes affirment que dans un véritable État communiste, on a seulement besoin d'un seul parti politique parce que les régimes pluripartites :
 - a) donnent des leaders faibles.
 - b) reflètent des différences de classe.
 - c) encouragent l'égalité économique.
 - d) deviennent éventuellement des dictateurs.

5. À la fin des années 1930, le gouvernement de l'Allemagne pratiquait une forme de « national-socialisme » caractérisée par :
- a) la croyance que, dans le milieu propice, la nature humaine peut devenir plus généreuse et humanitaire.
 - b) un choix de partis politiques et des électeurs qui avaient élu des représentants qui appuyaient la planification économique.
 - c) la croyance que l'inégalité entre les races et les individus est une loi de la nature qui ne peut pas être changée.
 - d) un processus dialectique, qui est un affrontement de contraires, amenant une nouvelle classe sociale à dominer la société.

Utilisez l'information suivante pour répondre aux questions 6 et 7.



Behrendt. *The New Barbarism : A Portrait of Europe 1900 - 1973*, Oxford University Press, 1975. Gracieuseté de Oxford University Press.

6. Le message illustré dans cette caricature mène à la conclusion que
- a) les léninistes établissaient des buts idéologiques réalistes pour l'avenir du communisme international.
 - b) les staliniens employaient l'idéologie léniniste pour justifier le contrôle strict des citoyens soviétiques.
 - c) les léninistes et les staliniens ont partagé la même vision de l'avenir de l'idéologie communiste.
 - d) les staliniens ont trahi l'idéologie léniniste quand ils ont mis en œuvre leur politique intérieure et étrangère.
7. Si le caricaturiste avait dessiné un autre gros bloc parmi les ruines, l'étiquette **la plus** appropriée pour ce bloc aurait été
- a) « Perestroïka ».
 - b) « Purges du Parti ».
 - c) « Modernisation ».
 - d) « Nouvelle politique économique ».

Utilisez la description suivante pour répondre aux questions 8 et 9.

La Première Guerre mondiale avait laissé le pays branlant, économiquement déprimé et chaotique. Les ouvriers mécontents ont non seulement organisé des grèves, mais ils ont aussi occupé les usines. Les socialistes, divisés en plusieurs factions, étaient incapables de profiter au maximum de leurs gains électoraux et semblaient impuissants à empêcher la détérioration des relations avec la main-d'œuvre et la détérioration de l'économie dans son ensemble.

W. Lerner. *A History of Socialism and Communism in Modern Times*. Prentice Hall Inc. Upper Saddle River, 1982.

8. Cette description illustre **le plus** fidèlement les conditions de vie au début des années 1920
- a) en Italie.
 - b) au Japon.
 - c) au Canada.
 - d) en Grande-Bretagne.
9. Historiquement, le climat social et économique décrit ci-dessus a contribué à la croissance
- a) des partis politiques extrémistes et à la polarisation de la société.
 - b) des régimes pluripartites et à l'élection de gouvernements majoritaires.
 - c) des gouvernements modérés et des gouvernements libéraux intéressés à faire de l'argent.
 - d) de l'apathie des électeurs et à un manque de raffinement politique des gens.

Utilisez le commentaire suivant pour répondre à la question 10.

Une société devient totalitaire quand la fonction de la classe dirigeante disparaît, mais que ses membres s'accrochent désespérément au pouvoir. Le mensonge, qui vise un avantage temporaire dans la plupart des autres gouvernements, devient un outil essentiel, plus que les camps de concentration, visant à recréer les faits pour conserver le pouvoir. Quelle que soit la durée de l'existence d'une telle société, elle ne peut jamais se permettre de devenir tolérante et elle n'atteint jamais la stabilité intellectuelle.

D'après Jom Hoagland. Opinion, « Totalitarian Lie Behind China's Success », *Manchester Guardian Weekly*, 15 août 1993.

10. D'après ce commentaire, quelle technique l'auteur identifierait-il comme essentielle pour les gouvernements totalitaires pour maintenir le pouvoir à long terme?

- a) Organisation fréquente de parades au niveau national.
- b) Participation au contrôle des procédures électorales.
- c) Intimidation organisée des opposants du gouvernement.
- d) Endoctrinement systématique et délibéré des citoyens.

11. Quel titre décrit correctement le tableau suivant?

L'Union soviétique (1928-53)	→	Ouvriers, paysans
L'Allemagne (1933-45)	→	Petite bourgeoisie, industriels
L'Italie (1922-43)	→	Militaires à la retraite, propriétaires d'usine

- a) « Dictatures et leurs partisans »
- b) « Dictatures et leurs boucs émissaires »
- c) « Dictatures communistes et leurs partisans »
- d) « Dictatures d'extrême droite et leurs victimes »

12. Pour un réactionnaire de droite, une personne ayant des croyances libérales serait un socialiste, le socialiste serait un communiste et le communiste, un stalinien totalitaire.

De même, selon un radical de gauche, lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que serait une personne ayant des vues modérées?

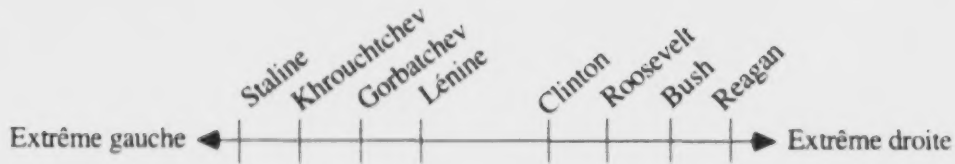
- a) Le modéré serait un conservateur, le conservateur serait un réactionnaire et le réactionnaire, un fasciste.
- b) Le modéré serait un conservateur, le conservateur serait un progressiste et le progressiste, un marxiste.
- c) Le modéré serait un progressiste, le progressiste serait un fasciste et le fasciste, un léniniste.
- d) Le modéré serait un extrémiste, l'extrémiste serait un collectiviste et le collectiviste, un nazi.

Utilisez l'information suivante pour répondre à la question 13.

Une vérité qu'on doit toujours garder en vue est que la majorité ne peut jamais remplacer l'individu. La majorité représente non seulement l'ignorance, mais aussi la lâcheté. Et tout comme cent imbéciles ne valent pas une personne sage, de la même façon, cent lâches sont incapables d'une action politique qui requiert de la force morale et de la fermeté d'âme.

Mein Kampf.

13. L'auteur de cette citation suggère que
- a) la tyrannie de la majorité est préférable à la démocratie.
 - b) le gouvernement par la majorité est préférable à la dictature.
 - c) l'oligarchie est préférable à la dictature.
 - d) l'autocratie est préférable à la démocratie.
14. Pour mieux comprendre comment les dictateurs éliminent leurs rivaux politiques, l'événement tiré de l'histoire du parti nazi en Allemagne qu'il serait **le plus utile** à étudier serait
- a) le Putsch de Munich, en 1923.
 - b) le rassemblement de Nuremberg, en 1933.
 - c) la nuit des longs couteaux, en 1934.
 - d) la remilitarisation de la Rhénanie, en 1936.
15. Les politiques antisémites d'Hitler lui ont donné encore plus de pouvoir parce qu'elles
- a) ont diminué la popularité électorale des partis politiques de gauche.
 - b) ont donné une cible aux Allemands pour orienter leur mécontentement économique et politique.
 - c) ont éliminé un groupe fondamentalement opposé à ses programmes d'expansion nationale.
 - d) ont mené à l'assimilation de la population juive à la société majoritaire allemande.
16. Dans un système parlementaire, il arrive souvent que les exigences de solidarité au sein du Conseil des ministres et de loyauté au parti
- a) déterminent l'étendue de l'appui aux politiques publiques.
 - b) déterminent la politique du gouvernement et assurent la responsabilité du corps exécutif.
 - c) limitent la capacité des députés de représenter pleinement leurs électeurs.
 - d) limitent les droits des individus à la libre réunion et l'affiliation politique.

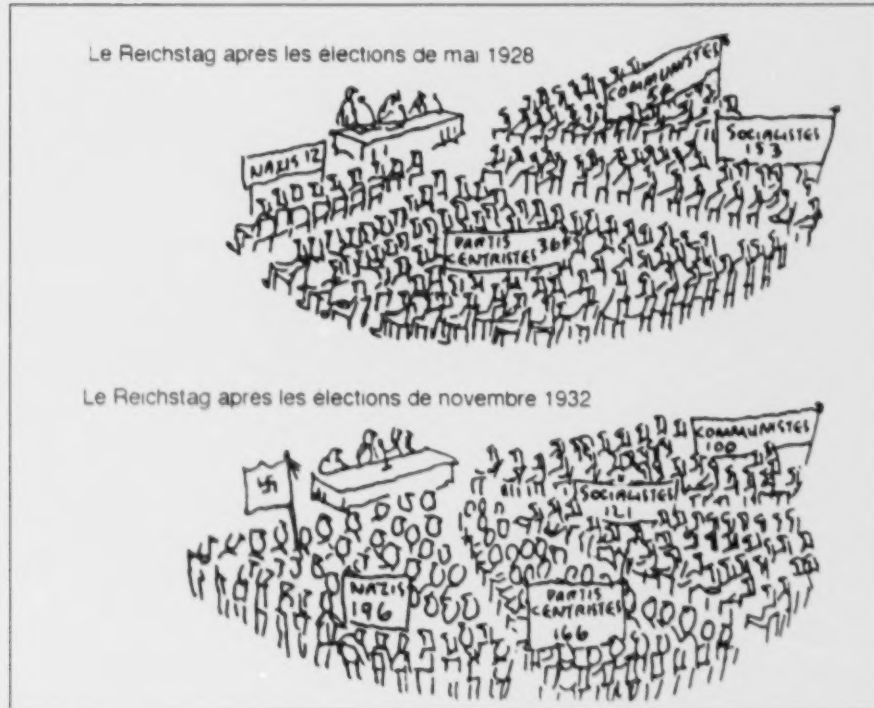


17. Vu le contexte historique de leur leadership et de leurs politiques, quels sont les deux leaders politiques qu'on a **incorrectement** placés sur l'éventail politique ci-dessus?
- a) Khouchtchev et Gorbatchev
 - b) Roosevelt et Lénine
 - c) Staline et Reagan
 - d) Clinton et Bush
18. Les autocraties, les aristocraties, les monarchies et les oligarchies reposent toutes sur
- a) le racisme.
 - b) l'élitisme.
 - c) l'anarchisme.
 - d) le nationalisme.
19. *La technique du bouc émissaire a été l'une des techniques les plus efficaces utilisées par Hitler et le parti nazi pour gagner le pouvoir en Allemagne dans les années 1930.*

Cet énoncé reflète **de plus près** la technique dictatoriale

- a) d'endoctrinement.
- b) de participation dirigée.
- c) d'utilisation de la force ou de la menace par la force.
- d) de canalisation du mécontentement populaire.

Utilisez l'illustration suivante pour répondre aux questions 20 et 21.



D. Heater, *Our World This Century*, Oxford University Press, 1982. Gracieuseté de Oxford University Press.

20. Les résultats des élections révèlent qu'entre 1928 et 1932, la politique en Allemagne se dirigeait vers
- a) la division à propos de questions relatives à la meilleure façon de réarmer le pays.
 - b) la polarisation dans des factions idéologiques de gauche et de droite.
 - c) le développement d'un conflit entre des questions étrangères et nationales.
 - d) la création d'une forte apathie publique à l'égard des processus démocratiques.
21. Si l'on considère les résultats des élections par parti et par idéologie en novembre 1932, quel regroupement politique au Reichstag détenait le plus vraisemblablement la **balance du pouvoir** dans un vote d'importance cruciale?
- a) Les partis centristes.
 - b) Les communistes.
 - c) Les socialistes.
 - d) Les Nazis.

Utilisez l'information suivante pour répondre à la question 22.

Le Canada a l'un des systèmes de vote le plus simple au monde. Dans chaque circonscription, le candidat qui reçoit le plus grand nombre de votes est élu et remporte un siège dans une assemblée législative provinciale ou à la Chambre des communes. Deux exemples, représentant des résultats réels d'élections passées, montrent que ce système peut donner des résultats intéressants :

Exemple 1		Exemple 2	
Candidat	Nombre de votes	Candidat	Nombre de votes
I	37 400 (91 %)*	I	7 999 (26 %)*
II	1 965	II	7 940
III	1 583	III	7 662
IV	182	IV	7 121

Dans les deux cas, c'est le candidat I qui a été élu, même si dans l'exemple 2 presque les trois quarts des électeurs ont choisi un autre candidat.

* Candidat élu

« Candidates and Votes », *Canada and the World: Background — Politics*, RL Taylor. Gracieuseté de RL Taylor.

22. Si le vote populaire au Canada donnait des résultats à l'échelle du pays à peu près identiques à ceux de l'exemple 2, le résultat serait **le plus probablement**
- a) un gouvernement minoritaire.
 - b) des élections non valables du point de vue constitutionnel.
 - c) une victoire écrasante pour un parti principal.
 - d) une seconde manche de scrutin immédiate.
23. Les mouvements politiques ultranationalistes et très conservateurs qui sont apparus dans plusieurs pays européens entre les deux guerres mondiales sont devenus populaires **principalement** à cause de la peur chez les gens
- a) de la prise de pouvoir par les fascistes.
 - b) des leaders charismatiques.
 - c) de l'exploitation capitaliste.
 - d) des révolutions communistes.

24. Pour éviter un éventuel conflit d'intérêt, quelle action vaudrait-il **mieux** confier aux « gens » impartiaux plutôt qu'aux représentants élus de façon démocratique?
- a) L'initiation de forums publics..
 - b) L'établissement de politiques fiscales.
 - c) L'organisation d'un congrès pour choisir un chef.
 - d) Le redécoupage des circonscriptions.

Utilisez les commentaires suivants pour répondre aux questions 25 à 27.

Interlocuteur I : Je crois que tout argument pour la démocratie laisse entendre que la meilleure façon de promouvoir de l'initiative politique chez les individus est l'exercice du droit de vote par tous les citoyens et l'exercice constructif du pouvoir politique.

Interlocuteur II : La démocratie favorise maintenant le suffrage universel. D'après moi, c'est une erreur fatale et une des plus remarquables de l'histoire de l'humanité. Ce sont les masses qui vont dicter à un petit nombre.

Interlocuteur III : Dans une démocratie, pour toutes les questions d'intérêt public, je soutiens qu'il devrait y avoir le moins d'obstacles possible à la manifestation libre de la volonté des gens grâce au vote secret.

Interlocuteur IV : Je crois fortement que la tendance vers le suffrage universel met en danger le droit à la propriété privée et les principes de liberté.

25. Quelle question est abordée par ces interlocuteurs?
- a) Devrait-on organiser des élections régulièrement?
 - b) Le gouvernement par la majorité mettra-t-il en danger les droits de la minorité?
 - c) Les leaders politiques élus obéiront-ils aux désirs de la population?
 - d) La démocratie directe est-elle préférable à la démocratie représentative?
26. Le principe d'égalité politique dans une démocratie est remis en question par
- a) les interlocuteurs I et II.
 - b) les interlocuteurs I et III.
 - c) les interlocuteurs II et III.
 - d) les interlocuteurs II et IV.

27. On peut inférer que l'interlocuteur IV craint que les électeurs appuient une décision du gouvernement
- a) de redistribuer les richesses.
 - b) d'encourager le capitalisme.
 - c) de réduire les impôts pour les riches.
 - d) d'éliminer les règlements du gouvernement.

Utilisez l'information suivante pour répondre aux questions 28 et 29.

Énoncés concernant le système de gouvernement japonais

- | | |
|-------------------|---|
| Énoncé I | L'empereur héréditaire est le chef d'État, mais il a peu de pouvoir réel. |
| Énoncé II | La Chambre basse du pouvoir législatif (la Diète) est appelée la Chambre des députés et ses membres sont élus selon un système de représentation proportionnelle. |
| Énoncé III | Le Premier ministre du Japon peut nommer des ministres au Conseil des ministres qui ne sont pas membres de la Chambre haute ou de la Chambre basse (la Diète). |
| Énoncé IV | La constitution du Japon fournit un cadre de lois et de règlements pour le fonctionnement du gouvernement. |

28. Quel énoncé décrit un aspect du système japonais qui ressemble plus au système de gouvernement américain qu'au système canadien?
- a) Énoncé I
 - b) Énoncé II
 - c) Énoncé III
 - d) Énoncé IV
29. D'après ces énoncés, lequel des commentaires suivants est **vrai**?
- a) Le rôle de l'empereur du Japon est semblable au rôle du gouverneur général du Canada.
 - b) Le rôle de l'empereur du Japon est semblable au rôle du président des États-Unis.
 - c) Les chambres basses des pouvoirs législatifs au Canada et au Japon sont élues par représentation proportionnelle.
 - d) Les chambres basses des pouvoirs législatifs aux États-Unis et au Japon sont élues par représentation proportionnelle.

30. Certains analystes politiques pensent que le système politique canadien illustre mieux le concept de gouvernement responsable que le système politique américain parce que
- a) au Canada, les juges de la Cour Suprême sont nommés.
 - b) au Canada, les décisions judiciaires reposant sur des lois constitutionnelles sont plus courantes qu'aux États-Unis.
 - c) au Canada, si elle perd le soutien de la branche législative, la branche exécutive doit démissionner et organiser des élections.
 - d) au Canada, les membres de la branche législative se préoccupent plus de leur responsabilité envers leurs électeurs que leurs homologues américains.

Utilisez l'information suivante pour répondre aux questions 31 et 32.

Une personne a les opinions politiques et économiques suivantes :

- Les citoyens devraient suivre la volonté du leader.
- Des changements considérables sont nécessaires pour que la société retourne à ses traditions et à ses valeurs originelles
- L'activité économique doit refléter les buts de l'État.
- Les citoyens doivent accepter qu'il y a une inégalité naturelle entre les races et les individus.

31. La plupart des Canadiens jugeraient que ces opinions sont
- a) libérales.
 - b) réactionnaires.
 - c) progressistes.
 - d) conservatrices.
32. L'organisation qui attirerait **le plus** cette personne comme membre serait
- a) un parti politique socialiste et modéré.
 - b) une commune anarchiste.
 - c) un groupe de jeunesse fasciste.
 - d) une cellule communiste.

Utilisez l'information suivante pour répondre à la question 33.

Les sondages d'opinion changent le visage de la politique

Les sondages d'opinion ne sont plus utilisés pour simplement mesurer l'opinion publique. On admet de plus en plus souvent qu'ils sont la clé du succès politique. Les stratégies des campagnes électorales du Premier ministre Mulroney étaient basées sur les résultats aux sondages. Toutefois, certains politologues soutiennent que le manque de vraie direction du gouvernement Mulroney a été causé par le fait qu'il comptait trop sur les sondages. Malgré cela, les politiciens semblent utiliser des sondages pour déterminer leur ligne de conduite.

En dépit de nos recherches, il a été impossible de retrouver la source exacte de cette citation.

33. L'auteur de cet extrait suggère que lorsque les politiciens agissent principalement à partir des résultats des sondages d'opinion, ils
- a) négligent souvent leurs responsabilités en tant que leaders.
 - b) acceptent rarement les désirs de la majorité.
 - c) sont souvent trop critiques à l'égard des désirs des électeurs.
 - d) changent rarement les positions de leur parti par rapport aux questions politiques importantes.

Utilisez l'information suivante pour répondre aux questions 34 à 36.

Source I

Une alternative idéologique importante — si l'on veut éviter l'extrémiste — est celle d'être conservateur. Et ce n'est pas une chose honorable si vous connaissez l'histoire. À travers les années et jusqu'à aujourd'hui, les conservateurs se sont pratiquement opposés avec acharnement à chaque mesure perçue en général comme possiblement avantageuse pour les masses.

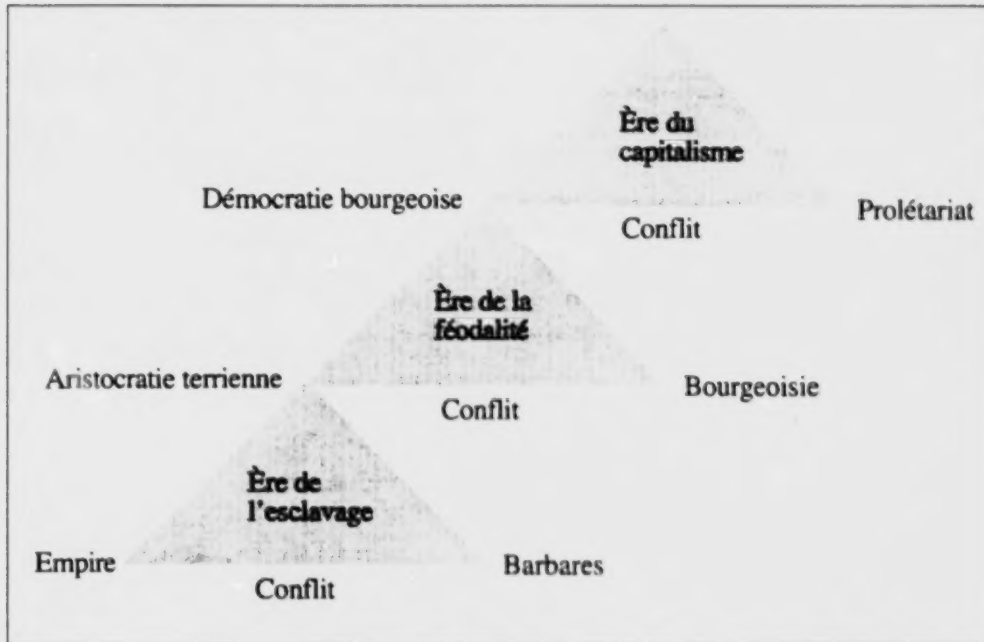
Source II

Traditionnellement, les doctrines conservatrices reconnaissent le fait que les gens ne sont pas égaux en ce qui concerne l'ambition, les habiletés, l'intelligence et le caractère; que la raison humaine est sujette à l'erreur, et qu'elle a une portée limitée, étant souvent gouvernée par l'émotion; et que la liberté a la priorité sur l'égalité, de sorte qu'on ne peut pas limiter la liberté d'autrui au nom de l'égalité. Les conservateurs croient que le gouvernement devrait se laisser guider par des philosophies bien établies.

Les deux sources sont tirées de T.F. Holt, *The Political Spectrum : Opposing Viewpoints*, Green Haven Press, San Diego, CA, 1986. Gracieuseté de Green Haven Press.

34. Selon le point de vue exprimé dans la source I, l'auteur appuierait le **plus** probablement
- a) des idées libérales.
 - b) des idées fascistes.
 - c) une idéologie capitaliste.
 - d) une idéologie de droite.
35. La source I diffère de la source II par le fait que
- a) la source I explique la base théorique de la pensée conservatrice, alors que la source II justifie la pensée conservatrice.
 - b) la source I présente d'autres idéologies que celle des conservateurs, alors que la source II indique les attraits du conservatisme.
 - c) la source I explique une force principale de la croyance conservatrice, alors que la source II en signale les faiblesses.
 - d) la source I présente une image plus subjective des conservateurs, alors que la source II en présente une image plus objective.
36. On peut inférer des deux sources que les conservateurs appuieraient les lois du gouvernement
- a) protégeant les consommateurs.
 - b) garantissant les libertés individuelles.
 - c) imposant un système d'impôts progressifs sur le revenu.
 - d) permettant aux ouvriers d'adhérer à des syndicats.

Utilisez l'information suivante pour répondre aux questions 37 et 38.



L.P. Baradat, *Political Ideologies & Their Origins and Impact*, Prentice Hall, Inc. Upper Saddle River, 1997, p. 181.

37. Le diagramme représente une interprétation de l'histoire associée aux doctrines
- a) du fascisme.
 - b) du marxisme.
 - c) du socialisme.
 - d) de l'anarchisme.
38. Selon le diagramme, la prochaine étape dans le processus historique sera **le plus** probablement dominée par
- a) le prolétariat.
 - b) les barbares.
 - c) la bourgeoisie.
 - d) l'aristocratie terrienne.

BEST COPY AVAILABLE

208

39. Un gouvernement qui encourage les buts collectivistes plutôt que les buts individualistes appuierait fortement
- a) la création de services publics réglementés.
 - b) l'introduction d'un système d'impôts régressifs.
 - c) l'octroi de monopoles à de grandes sociétés multinationales.
 - d) l'élimination des paiements de transfert pour réduire les déficits toujours croissants.
40. Un économiste de la théorie de l'offre soutiendrait que l'instabilité économique actuelle en Russie résulte principalement
- a) de la surproduction des biens de consommation.
 - b) de l'héritage des pratiques économiques communistes.
 - c) du fait que les exportations dépassent les importations.
 - d) de la mise en œuvre de politiques économiques de laissez-faire.
41. Dans les démocraties libérales modernes, la base **la plus** légitime pour la prise de décisions politiques est créée en
- a) arrivant au vote suite à des débats raisonnés.
 - b) suivant les désirs de groupes de pression puissants.
 - c) établissant la politique principalement à la suite de sondages d'opinion publique.
 - d) acceptant les conseils d'une bureaucratie expérimentée et établie.

Utilisez la citation suivante pour répondre aux questions 42 et 43.

Dans un pays communiste, tout comme dans d'autres États totalitaires, les libertés sont opprimées. Le professeur communiste prétend qu'il ne peut y avoir aucune liberté aussi longtemps que les gens ne sont pas libres du point de vue économique, que la propriété privée dans le domaine des ressources et des moyens de production crée des avantages matériels pour un groupe et des désavantages pour un autre. La théorie communiste envisage une société dans laquelle il n'y aurait aucun gouvernement et où « l'État disparaîtrait ». Il n'y aura alors aucun conflit entre la liberté et l'autorité, parce qu'il n'y aura aucune autorité.

Vital Speeches of the Day, 1951

42. On peut inférer de cette citation que pour un communiste, la liberté économique signifie principalement
- a) la responsabilité économique.
 - b) l'avancement économique.
 - c) la stabilité économique.
 - d) l'égalité économique.

229

43. D'après la description, les communistes croient en fin de compte dans une forme
- a) de fascisme utopique.
 - b) d'autocratie utopique.
 - c) d'anarchisme utopique.
 - d) de démocratie utopique.
44. L'introduction d'un système électoral à représentation proportionnelle au Canada encouragerait probablement
- a) un plus grand nombre de partis politiques.
 - b) un plus faible taux de participation aux élections.
 - c) une plus grande chance d'avoir un gouvernement majoritaire.
 - d) un plus petit nombre de gouvernements de coalition.
45. Pour formuler et diriger leurs politiques, les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens recourent de plus en plus à des
- a) périodes de questions aux assemblées législatives.
 - b) congrès de sélection des chefs de parti.
 - c) débats télévisés.
 - d) sondages d'opinion.
46. Lors de leur montée au pouvoir, Joseph Staline et Adolf Hitler ont réussi à
- a) obtenir l'appui de toutes les classes sociales.
 - b) diriger des révolutions populaires contre l'ordre établi.
 - c) intimider plusieurs opposants par des actes de violence.
 - d) manipuler un système pluripartite pour obtenir des avantages politiques.
47. La participation contrôlée dans les dictatures fascistes est basée sur le principe fondamental que c'est dans l'intérêt de l'élite
- a) de donner aux citoyens l'impression d'avoir une certaine influence auprès du gouvernement.
 - b) de canaliser le mécontentement contre certains ennemis de l'État.
 - c) d'amener les citoyens à craindre les représailles du gouvernement en cas de désobéissance.
 - d) d'assurer l'obéissance du peuple par la réglementation du système d'éducation.

Utilisez les extraits suivants pour répondre aux questions 48 et 49.

Extraits de l'autobiographie d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*

- A. « La nature est telle quelle n'a pas réservé le sol pour la progression future d'une nation ou d'une race particulière; au contraire, le sol existe pour les gens qui possèdent la force de le prendre et l'habileté de le cultiver. »
- B. « La nature n'aime pas l'accouplement d'individus faibles avec des individus forts; encore moins aime-t-elle le mélange d'une race supérieure avec une race inférieure. »
- C. « Alors, nous ne pouvons absolument pas être trop sévères en condamnant la notion absurde que les élections générales donnent naissance à des génies. »
- D. « La nature regarde le tout avec calme, en fait avec satisfaction. Dans la lutte pour le pain de tous les jours, tous ceux qui sont faibles ou malades ou moins déterminés succombent. Et la lutte est toujours un moyen d'améliorer la santé d'une espèce et, par conséquent, une cause de sa haute évolution. »

- 48. Lequel des extraits ci-dessus est **le plus** relié à l'introduction par Hitler de la Loi habilitante de 1933?
- 49. Lequel des extraits ci-dessus est **le plus** relié à l'introduction des Lois de Nuremberg de 1935?
- 50. Comparé au système de gouvernement présidentiel, le système de gouvernement parlementaire majoritaire a l'avantage d'éviter le désaccord prolongé entre
 - a) le secteur public et le secteur privé de l'économie.
 - b) le corps exécutif et les branches judiciaires du gouvernement.
 - c) les groupes de gauche et de droite chez les électeurs.
 - d) le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif du gouvernement.

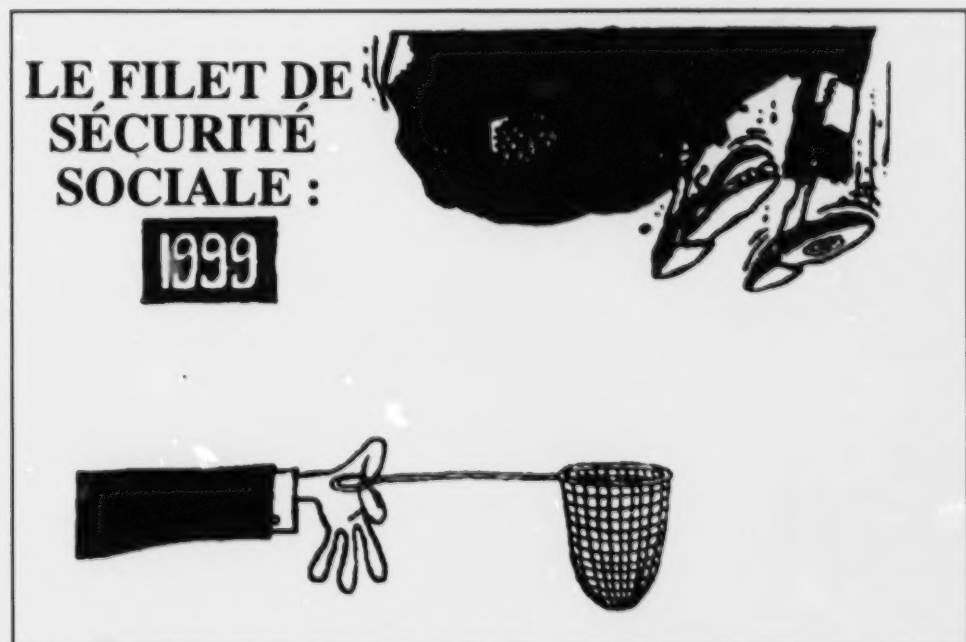
EXAMEN B — QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES

PARTIE : LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES — OPTION a

Écrivez vos réponses sur une feuille de réponses séparée.

1. Dans une économie à planification centrale modèle, les ressources de production sont nationalisées pour assurer que
 - a) le développement industriel soit adapté aux investissements privés.
 - b) la richesse et le profit ne soient pas concentrés entre les mains de quelques personnes.
 - c) les entrepreneurs locaux soient mieux capables de servir les marchés locaux et régionaux.
 - d) la satisfaction des consommateurs soit plus importante que la production des biens d'équipement.
2. Prises ensemble, les politiques économiques de Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Brian Mulroney ont souvent reflété un engagement au concept
 - a) d'universalité.
 - b) de déréglementation.
 - c) de centralisation.
 - d) d'interventionnisme.

Utilisez la caricature suivante pour répondre à la question 3.



A. Raeside, *World Press Review*, janvier 1995.

3. La caricature transmet l'idée
- a) que les gouvernements doivent augmenter les impôts sur le revenu des particuliers pour financer les programmes sociaux.
 - b) que les populations vieillissantes mettront à rude épreuve les programmes sociaux du gouvernement.
 - c) qu'il y a trop de points faibles dans les programmes sociaux.
 - d) que les programmes sociaux futurs seront inadéquats.
4. Pour contrebalancer les pressions inflationnistes montantes, les gouvernements des pays à économie mixte ont traditionnellement
- a) augmenté les taux d'intérêt.
 - b) encouragé les dépenses faites par les consommateurs.
 - c) augmenté la masse monétaire en circulation.
 - d) refusé d'introduire le contrôle des salaires et des prix.

Utilisez les points de vue suivants pour répondre aux questions 5 à 7.

Interlocuteur I

La vraie liberté personnelle ne peut être réalisée que lorsque les besoins fondamentaux des gens (nourriture et abri) sont satisfaits. Pour que cela arrive, on a besoin d'un système social qui démocratise la possession des moyens de production du pays. La liberté est acquise seulement quand tous les moyens de production sont mis au service de tous les gens.

Interlocuteur II

Je crois qu'on doit se mettre au service du bien-être collectif. Mais je pense aussi que la meilleure façon d'y parvenir est de laisser les individus s'occuper de leurs propres affaires. Dans leurs efforts pour réaliser quelque chose, ils vont involontairement promouvoir la prospérité pour tous les membres de la société.

Interlocuteur III

Le gouvernement doit sans doute contrôler les ressources vitales et les services essentiels de l'État pour assurer qu'ils soient utilisés pour le bien de tous. Cependant, le gouvernement n'a pas besoin de s'emparer injustement de telles entreprises. Ceux qui ont établi ces éléments de l'économie et les ont fait fonctionner doivent être équitablement récompensés.

Interlocuteur IV

Le gouvernement doit assurer les droits à la propriété privée et à la possession privée des moyens de production du pays. Cependant, ceux qui contrôlent ces forces doivent être bienveillants et consentir généralement, et de bon cœur, aux services qui offrent de l'aide aux membres moins chanceux de la société. Personne ne devrait vivre dans le besoin.

5. Sur la ligne ci-dessous, de gauche à droite, l'ordre correct des opinions des interlocuteurs est

Gauche

Droite



- | | | | |
|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| a) Interlocuteur III | Interlocuteur IV | Interlocuteur I | Interlocuteur II |
| b) Interlocuteur I | Interlocuteur III | Interlocuteur IV | Interlocuteur II |
| c) Interlocuteur II | Interlocuteur I | Interlocuteur III | Interlocuteur IV |
| d) Interlocuteur IV | Interlocuteur I | Interlocuteur III | Interlocuteur II |

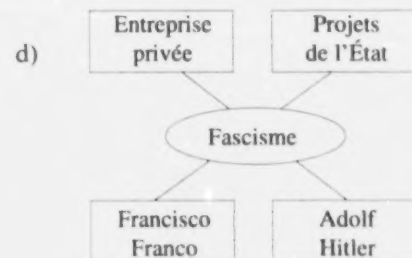
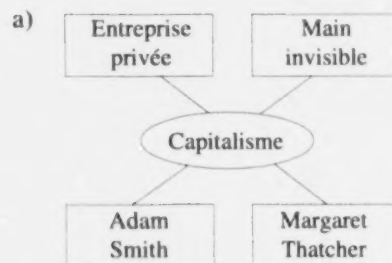
6. Quel interlocuteur accepterait **très probablement** l'idée de la « main invisible » d'Adam Smith?

- Interlocuteur I
- Interlocuteur II
- Interlocuteur III
- Interlocuteur IV

7. Un partisan actuel de l'approche marxiste de l'organisation économique de la société aurait tendance à favoriser les opinions exprimées par

- les interlocuteurs I et III.
- les interlocuteurs I et IV.
- les interlocuteurs II et III.
- les interlocuteurs II et IV.

8. Quel diagramme illustre une relation **incorrecte**?



Utilisez le diagramme suivant pour répondre aux questions 9 et 10.

Deux perspectives opposées sur l'économie keynésienne

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT :
AUGMENTATION DES DÉPENSES PUBLIQUES PENDANT UNE RÉCESSION

Cette politique mène à

Perspective I

Financement
déficitaire



Augmentation des taxes



Diminution de la
consommation et des
investissements



Approfondissement
de la
récession

Perspective II

Expansion des programmes
de travaux publics



Augmentation
du nombre d'emplois



Augmentation
des dépenses de
consommation et des
investissements



Croissance
économique

9. Les gens qui appuient la perspective I rejettent la théorie économique keynésienne, car ils croient que
- a) l'augmentation des impôts mènera à une société plus équitable.
 - b) l'augmentation des profits des entreprises est désavantageuse pour l'économie.
 - c) la dette nationale mènera en fin de compte à une augmentation du chômage.
 - d) les emplois sont créés lorsqu'on met l'accent sur la planification gouvernementale.
10. Le point de vue dans la perspective II a mené à la mise en pratique des idées de Keynes par
- a) le président Roosevelt pendant les années 1930.
 - b) le gouvernement soviétique pendant les années 1930.
 - c) le gouvernement britannique pendant les années 1980.
 - d) le président Reagan pendant les années 1980.

Utilisez les politiques économiques suivantes pour répondre aux questions 11 et 12.

Politique I	—	Propriété collective de toutes les ressources.
Politique II	—	Cibles de production planifiées par l'État.
Politique III	—	Salaires égaux garantis.
Politique IV	—	Habitations à loyer modéré.

11. Ces politiques économiques étaient largement pratiquées
- a) en Allemagne nazie pendant les années 1930.
 - b) au Royaume-Uni pendant les années 1950.
 - c) en Suède pendant les années 1960.
 - d) en Union soviétique pendant les années 1970.
12. Quelle politique un capitaliste trouverait-il **la plus** acceptable dans une économie de marché?
- a) Politique I.
 - b) Politique II.
 - c) Politique III.
 - d) Politique IV.

Utilisez les sources suivantes pour répondre aux questions 13 à 15.

Source I

Les résultats de la performance économique de l'année passée ont révélé encore une fois des contradictions dans les événements économiques. Les gens sont particulièrement mécontents de la situation alimentaire. Nous avons mis au point une politique agricole innovatrice qui a enlevé toutes les restrictions relatives à l'utilisation de la ferme. Cependant, il n'y a eu aucune amélioration fondamentale parce que plusieurs personnes à la campagne sont encore influencées par les attitudes et les anciennes méthodes d'administration. On devrait éliminer tous les obstacles que rencontre le fermier; on devrait le laisser libre.

— Mikhail Gorbatchev, *Vital Speeches*, 1990. Gracieuseté de Vital Speeches.

Source II

Le système des fermes collectives et des fermes d'État a été très inefficace, mais il a été le seul système que les gens connaissaient. Briser ce système au nom de la « privatisation rapide » serait risquer le chaos. Les programmes à orientation occidentale qui prévoient un démantèlement rapide du système des fermes d'État et des fermes collectives ne sont pas valables. Aucun autre pays n'a eu 70 années de contrôle soviétique. Nulle part ailleurs l'esprit d'entreprise n'a été tué comme il l'a été dans notre pays.

— Membre du Parlement soviétique, 1991.

Source III

Dans plusieurs endroits, aucun paysan et aucune famille n'ont essayé d'avoir leur propre ferme. Trois générations ont vécu sur la ferme collective recevant un salaire, dormant en paix et n'ayant aucun souci. Ils avaient un bon salaire et ne couraient aucun risque. Pour eux, assumer des responsabilités veut dire ne pas dormir en paix, s'inquiéter, prendre des risques et travailler fort. Ils ont perdu des habitudes qui prendront longtemps à être réappries.

— Membre du Parlement soviétique, 1991.

Source IV

Essentiellement, le communisme cherchait à transformer l'économie rurale pour arriver à une sorte de production industrielle en masse. Des plans grandioses ont été imposés au secteur agricole qui a commencé à s'écrouler sous leur poids. Aujourd'hui, les tracteurs sont trop grands, les dépôts de lait trop loin, les sources d'équipement et de pièces de rechange trop centralisées. Tout ce que nous faisons maintenant, c'est élaborer des plans pour changer les choses — nous n'avons besoin de personne pour nous dire ce qui ne va pas, nous savons ce qui ne va pas.

— Chef de la brigade des champs : secteur agricole, 1991.

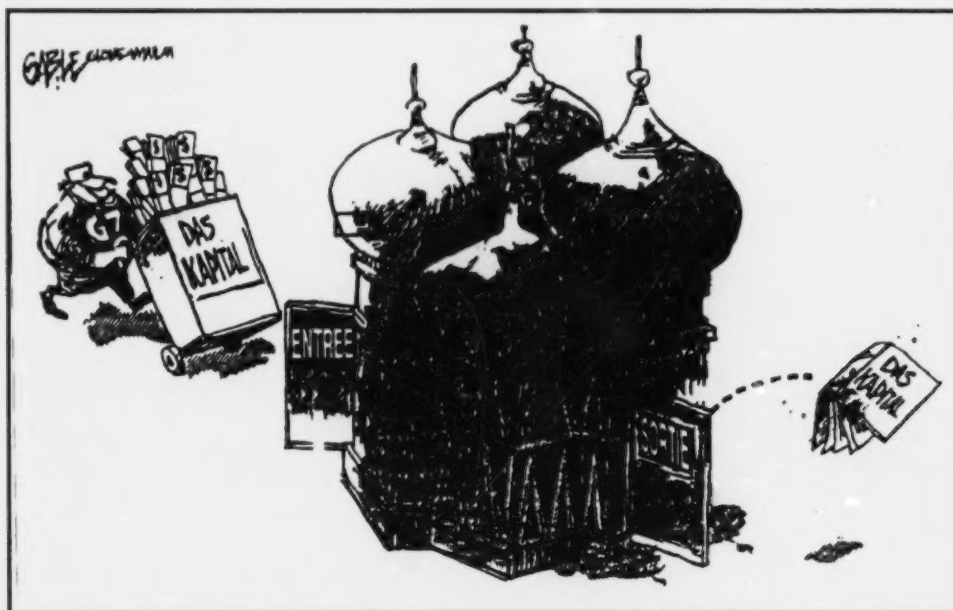
Sources II, III et IV — *The Sydney Morning Herald*, dans *World Press Review*, décembre 1991. Gracieuseté de World Press Review.

13. Une idée centrale soulevée par les quatre orateurs est de savoir si le gouvernement devrait ou non
- a) collectiviser les terres des fermiers qui s'opposent à la réforme.
 - b) transformer les pratiques existantes de laissez-faire en développant un système de fermes d'État.
 - c) procéder rapidement au changement radical du système agricole établi.
 - d) créer des programmes agricoles centralisés afin d'augmenter la production.
14. Quelles sources indiquent de façon explicite que la réforme agricole est surtout une question de changer la mentalité des gens?
- a) Seulement les sources II et III.
 - b) Seulement les sources II et IV.
 - c) Les sources I, II et III.
 - d) Les sources I, II, III et IV.
15. En dépit de leurs perspectives individuelles, les quatre orateurs seraient d'accord pour dire que
- a) les décisions économiques de l'ancien régime communiste étaient imparfaites.
 - b) les ouvriers agricoles qui se sont opposés à la réforme ont causé des privations économiques massives.
 - c) la seule option laissée au secteur agricole est de se diriger vers la privatisation des terres.
 - d) le gouvernement doit forcer les ouvriers agricoles à utiliser leur propre initiative et à augmenter ainsi la productivité.
16. Les marxistes-léninistes **seraient fortement d'accord** avec quelle croyance fondamentale des socialistes démocratiques?
- a) Un degré élevé d'entreprise privée est désirable dans une économie.
 - b) Le capitalisme non réglementé mène à un système d'exploitation et d'inégalité.
 - c) Un État socialiste est réalisable quand on obéit aux lois et aux constitutions existantes.
 - d) La nationalisation des moyens de production devrait être faite en compensant les anciens propriétaires.
17. En 1945, les gouvernements britannique et américain étaient préparés à combattre la dépression, mais ironiquement le problème s'est révélé être l'inflation.
- Pourquoi cette ironie économique a-t-elle eu lieu?
- a) Les prix élevés des biens de consommation ont encouragé les vétérans de la guerre à mettre leur argent de côté.
 - b) Le fait que les biens de consommation étaient très recherchés par les vétérans revenus de la guerre a provoqué une augmentation rapide des prix.
 - c) Les banques ont augmenté les taux d'intérêt pour ralentir le rythme d'expansion des affaires.
 - d) Les salaires ont baissé parce qu'il y avait trop de vétérans qui étaient impatients de trouver un emploi.

18. Dans une économie de marché pure, le gouvernement assurerait
- la sécurité économique en accordant l'assistance sociale aux nécessiteux.
 - la prise de décision centralisée pour augmenter la production dans tous les secteurs de l'industrie.
 - des programmes pour promouvoir le plein emploi et l'utilisation des ressources naturelles.
 - la législation pour garantir la liberté de conclure des contrats et pour acheter ou vendre des propriétés privées.
19. Les gouvernements qui nationalisent les ressources-clés, qui centralisent la prise de décision et qui mobilisent la main-d'œuvre, mènent des politiques associées au modèle
- d'une économie mixte.
 - d'une économie du laissez-faire.
 - d'une économie à entreprise publique.
 - d'une économie dirigée à entreprise privée.
20. Les capitalistes critiquent les économies planifiées **principalement** parce qu'elles
- manquent de stabilité.
 - manquent de flexibilité.
 - limitent la sécurité sociale.
 - limitent l'industrie primaire.
21. Laquelle des mesures gouvernementales suivantes représente une approche keynésienne pour combattre les tendances vers la récession?
- L'augmentation des taux d'intérêt.
 - La réduction des subventions gouvernementales.
 - L'augmentation des dépenses pour les travaux publics.
 - La réduction des dépenses publiques.
22. Dans lequel des choix ci-dessous l'idéologie économique est-elle **incorrectement** associée à la politique économique utilisée pour l'illustrer?

Idéologie	Politique
a) Milton Friedman et l'économie de l'offre	→ Déréglementation économique et réduction des impôts aux États-Unis, dans les années 1980
b) Adam Smith et l'économie du laissez-faire	→ Développement de la politique sociale en Suède, 1945 - 1991
c) John Maynard Keynes et la politique fiscale contre-cyclique	→ La mise en œuvre du New Deal aux États-Unis, dans les années 1930
d) Karl Marx et le socialisme scientifique	→ La réforme économique en Chine, de 1949 aux années 1970

Utilisez la caricature suivante pour répondre aux questions 23 et 24.

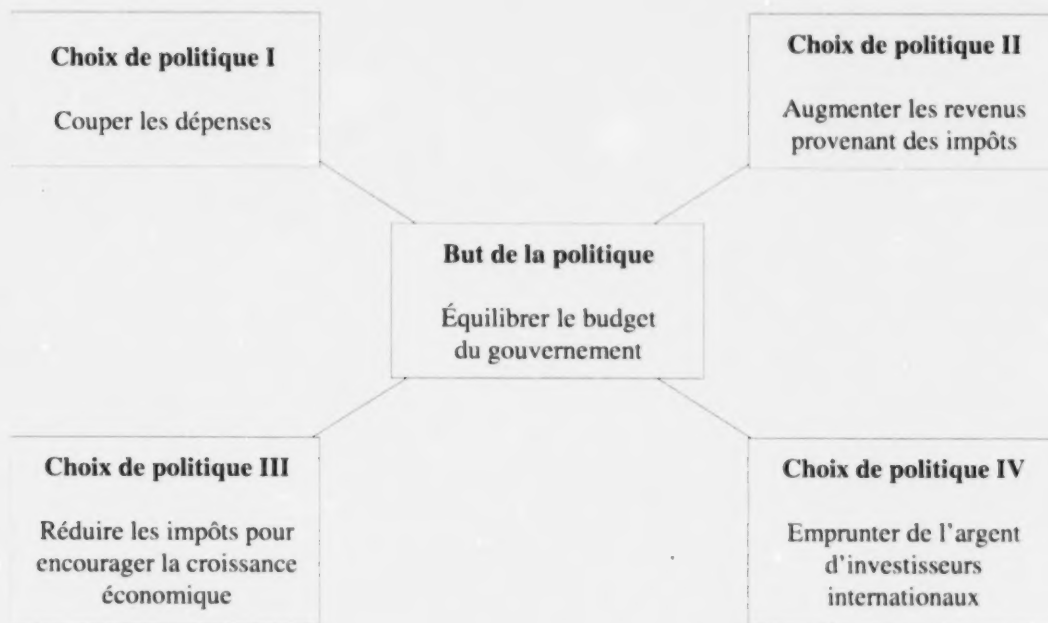


Gable. *The Globe and Mail*, 1991. Gracieuseté de *The Globe and Mail*.

23. Cette caricature illustre la direction des politiques poursuivies par l'Union soviétique à la suite
- a) des plans quinquennaux de Staline.
 - b) du programme de perestroïka de Gorbatchev.
 - c) de l'appui accordé par Brejnev au contrôle des prix.
 - d) de l'appui accordé par Khrouchtchev à la collectivisation.
24. L'idée principale de la caricature est que
- a) l'idéologie marxiste a réussi à créer une économie soviétique prospère.
 - b) le Kremlin a réévalué les principes marxistes pour justifier la planification centrale soviétique.
 - c) les investissements occidentaux sont devenus plus importants pour l'Union soviétique que l'idéologie marxiste.
 - d) l'Union soviétique recevra de l'aide internationale seulement quand les principes marxistes seront renforcés.

Utilisez le diagramme suivant pour répondre aux questions 25 et 26.

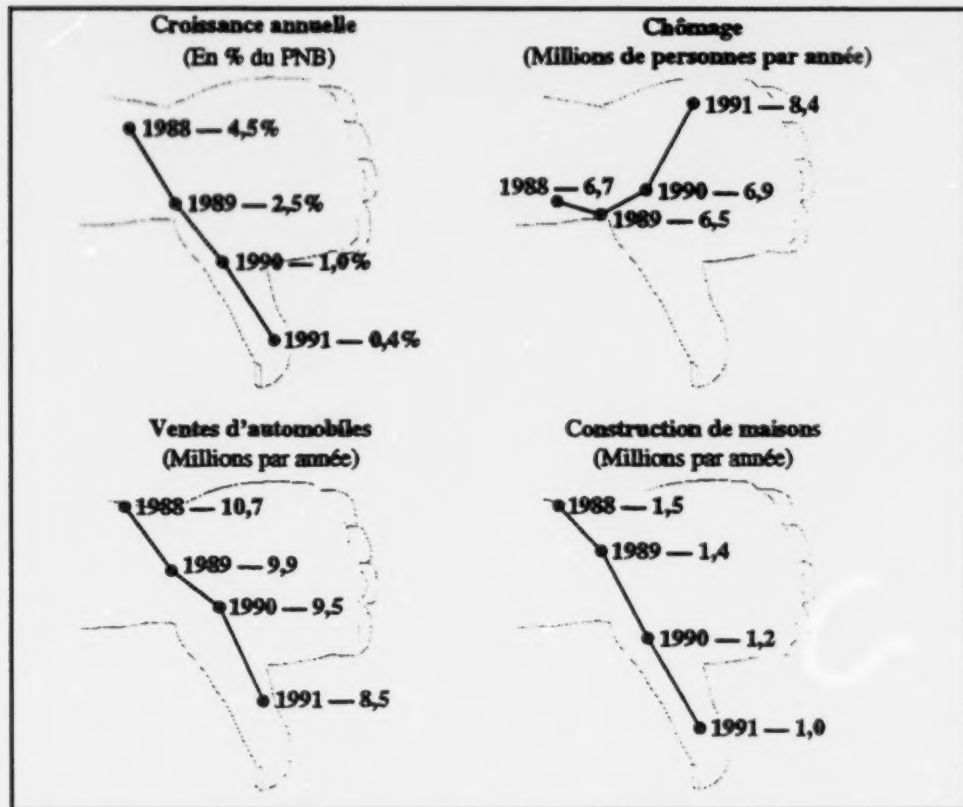
Choix de politique gouvernementale



25. Ces choix de politique illustrent le dilemme qui se pose quand les gouvernements essaient d'équilibrer leurs budgets en
- a) réduisant les dépenses ou en augmentant les revenus.
 - b) vendant leur surplus d'argent ou en faisant des emprunts à l'étranger.
 - c) augmentant les taux d'intérêt ou en limitant les investissements privés.
 - d) encourageant le développement des ressources ou en décourageant les dépenses internationales.
26. Le choix de politique I serait appuyé le plus fortement par un
- a) socialiste démocrate.
 - b) capitaliste du laissez-faire.
 - c) communiste révolutionnaire.
 - d) économiste keynésien.

Utilisez les sources suivantes pour répondre aux questions 27 à 30.

Source I



Source II

Réponses du gouvernement face aux tendances montrées dans la Source I

Stratégie A

- Réduire l'impôt sur le revenu pour les groupes défavorisés.
- Augmenter les prestations d'assurance-chômage.
- Diminuer les réductions d'impôt pour les entreprises et les groupes à revenus élevés.
- Introduire des mesures fiscales en faveur des nouveaux propriétaires de maisons.

Stratégie B

- Réduire l'impôt sur les gains en capital.
- Introduire le plan sur le crédit d'impôt à l'investissement.
- Diminuer les dépenses pour les prestations sociales et l'éducation.
- Offrir des subventions au secteur de l'industrie automobile.

27. Les indicateurs économiques montrés dans la source I reflètent
- a) des pressions inflationnistes.
 - b) des contrôles stricts sur les salaires et les prix.
 - c) une confiance croissante chez les consommateurs.
 - d) une augmentation des pressions récessionnistes.
28. La stratégie A indique une réponse du gouvernement aux tendances économiques de la source I, réponse qui correspond aux principes de
- a) la théorie économique de l'offre.
 - b) l'économie du laissez-faire.
 - c) la théorie économique de la demande.
 - d) l'économie planifiée.
29. Comment les sociaux-démocrates jugeraient-ils les stratégies de la source II en tant que réponses aux tendances énumérées dans la source I?
- a) La stratégie A et la stratégie B sont appropriées.
 - b) La stratégie A et la stratégie B sont inappropriées.
 - c) La stratégie A est appropriée, mais la stratégie B est inappropriée.
 - d) La stratégie B est appropriée, mais la stratégie A est inappropriée.
30. Un partisan de l'entreprise privée serait en faveur de quelle politique générale pour **inverser** les tendances montrées dans la source I?
- a) Allouer des fonds publics pour aider les groupes les plus défavorisés de la société.
 - b) Stimuler la production et la croissance dans le secteur manufacturier par la nationalisation des industries-clés.
 - c) Contrôler les dépenses publiques pour l'armée et la défense en réduisant les contrats du gouvernement.
 - d) Stimuler l'économie par la déréglementation du contrôle sur l'expansion des entreprises et sur l'utilisation des ressources.
31. Du point de vue historique, l'idéologie marxiste a surtout attiré les gens qui
- a) essayaient de promouvoir et de préserver le *statu quo*.
 - b) espéraient maintenir leur propriété et leur capital.
 - c) souffraient au niveau économique et avaient peu de pouvoir politique.
 - d) cherchaient à s'établir comme entrepreneurs dans la communauté des affaires.

Utilisez la citation suivante pour répondre aux questions 32 et 33.

On peut résoudre le problème des récompenses monétaires en préservant une grande inégalité dans les revenus. Les gens auraient des opinions différentes sur le meilleur équilibre entre, d'une part, les revenus inégaux pour assurer les récompenses monétaires et, d'autre part, des mesures pour égaliser les revenus au nom de la justice et de l'égalité des chances.

De toute façon, pourquoi les gens travaillent-ils? S'ils travaillent principalement pour l'argent, alors les récompenses monétaires sont nécessaires. Si les gens travaillent principalement parce qu'ils aiment travailler ou bien parce qu'ils ont été élevés avec cette habitude ou pour éviter de s'ennuyer, alors les récompenses monétaires comptent moins et l'inégalité de revenus significative devient moins nécessaire.

D'après T.L. Powrie, *Political and Economic Systems*, Academic Press Canada, Don Mills, ON, 1983.

32. Selon cette citation, pour débattre une position sur la valeur des récompenses monétaires, on doit d'abord porter un jugement sur
- a) la nature humaine et ses motivations.
 - b) les droits des individus et les droits de la collectivité.
 - c) la nature de la justice et de l'égalité.
 - d) la meilleure combinaison de travail et de liberté.
33. Comme on l'a affirmé ci-dessus, les partisans de la « préservation d'une grande inégalité dans les revenus » appuieraient aussi l'idéologie d'une économie
- a) socialiste.
 - b) communautaire.
 - c) à entreprise publique.
 - d) à entreprise privée.
34. Quelle mesure gouvernementale serait considérée comme un mouvement vers la « gauche » en économie?
- a) Vendre un service de l'État à des investisseurs privés.
 - b) Augmenter le taux d'impôt sur le revenu payé par les gens et les entreprises ayant des revenus plus élevés.
 - c) Éliminer les règlements restrictifs visant à contrôler les actions des entreprises.
 - d) Introduire des frais d'utilisation et la facturation supplémentaire pour les services médicaux afin de réduire les déficits budgétaires.

Utilisez l'extrait suivant pour répondre à la question 35.

La propriété privée permet la dispersion du pouvoir parce que posséder de la propriété est équivalent à avoir du pouvoir. Quand beaucoup de gens ont de la propriété, ça les rend puissants. Quand la propriété est concentrée entre les mains du gouvernement, ça rend le gouvernement puissant. Donc, la propriété privée empêche les abus du pouvoir et la mauvaise gestion de la propriété.

Gracieuseté de *Vital Speeches of the Day*.

35. En soutenant les avantages de posséder de la propriété privée, l'auteur présuppose que
- a) la propriété ne peut pas être concentrée entre les mains d'un petit groupe d'individus riches.
 - b) la propriété concentrée entre les mains du gouvernement aura peu de poids à cause de l'importance de la propriété privée.
 - c) la propriété privée individuelle peut mener à l'abus du pouvoir.
 - d) la propriété concentrée entre les mains du gouvernement contribue à une société plus équitable.

EXAMEN B — QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES

PARTIE : LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES — OPTION b

Écrivez vos réponses sur une feuille de réponses séparée.

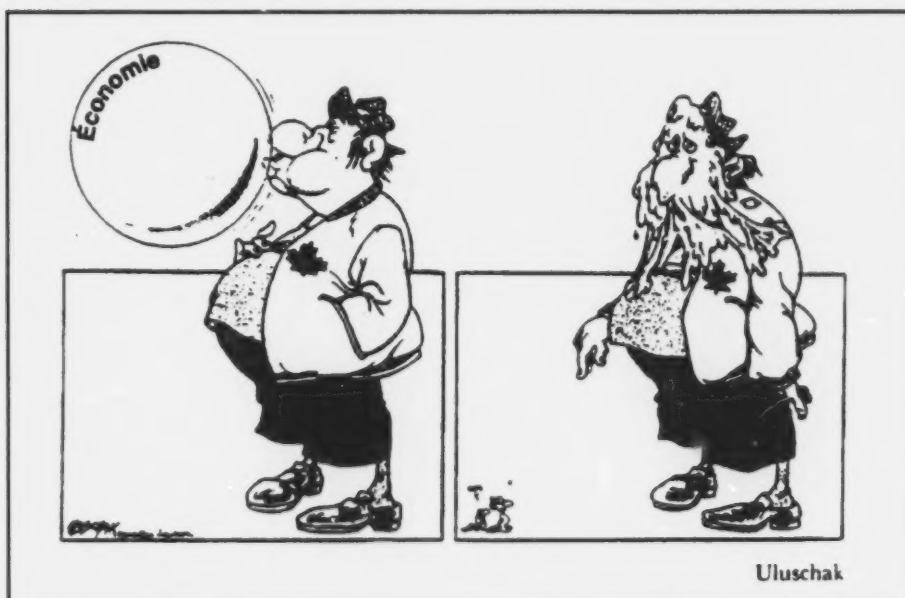
1. Un partisan du système économique de libre entreprise appuierait la réduction des déficits du gouvernement au moyen d'une
 - a) augmentation des impôts sur le revenu personnel.
 - b) augmentation des impôts sur le revenu des entreprises.
 - c) limitation des dépenses pour les programmes sociaux.
 - d) limitation des possibilités d'investissement de capital.
2. Les économies des États-Unis et de l'ancienne Union soviétique **se distinguaient** l'une de l'autre **principalement** dans la manière dont les gouvernements des deux pays acceptaient et encourageaient
 - a) la modernisation.
 - b) la productivité des ouvriers.
 - c) l'avancement technologique.
 - d) la prise de décision décentralisée.
3. Un plus grand contrôle et davantage de planification par un gouvernement plus centralisé ont caractérisé **surtout** l'économie américaine des années
 - a) 1920.
 - b) 1930.
 - c) 1950.
 - d) 1980.
4. *Le G-7 est une organisation non officielle qui essaie, souvent sans trop de succès, de coordonner les politiques monétaires et fiscales des principaux pays industriels.*

Cette tentative de coordination est une reconnaissance du fait que les pays industriels

- a) sont interdépendants au niveau économique.
- b) sont responsables du financement de la Banque mondiale.
- c) doivent poursuivre des stratégies économiques indépendantes.
- d) doivent utiliser des politiques protectionnistes au niveau de l'économie mondiale.

5. Dans un système socialiste démocratique, le but d'une plus grande égalité économique entre les individus serait **principalement** financé par
- a) les taxes de vente sur les biens de consommation.
 - b) un système d'impôts sur les entreprises.
 - c) un système d'impôts progressifs sur le revenu.
 - d) les profits tirés des entreprises publiques.

Utilisez la caricature suivante pour répondre aux questions 6 et 7.



Ulschak. *The Next Canadian Economy*, Eden Press.

6. Cette caricature illustre une étape de l'économie de marché quand
- a) l'inflation suit la déflation.
 - b) l'inflation suit la récession.
 - c) la récession suit la croissance.
 - d) l'expansion suit la contraction.
7. Pour résoudre le problème économique illustré dans la caricature, un social-démocrate recommanderait
- a) la déréglementation des industries-clés.
 - b) la privatisation des industries d'exploitation des ressources naturelles.
 - c) l'adoption de politiques strictes de planification centrale.
 - d) l'application de politiques économiques keynésiennes.

Pour les questions 8 à 10, réfléchissez à la question suivante
et aux positions liées à celle-ci.

Question : Les gouvernements devraient-ils mettre l'accent sur les buts de l'État-providence dans leur économie?

Positions : W. Oui, parce que tous les citoyens doivent recevoir une part égale des ressources et des richesses économiques du pays.

X. Non, parce que les gens perdent leur individualisme et leur liberté quand ils commencent à dépendre du gouvernement pour leur sécurité.

Y. Oui, parce que les gouvernements ont une responsabilité humanitaire envers ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins.

Z. Non, parce que le maintien des programmes sociaux étendus est trop cher, surtout maintenant, en temps de récession et de contrainte budgétaire.

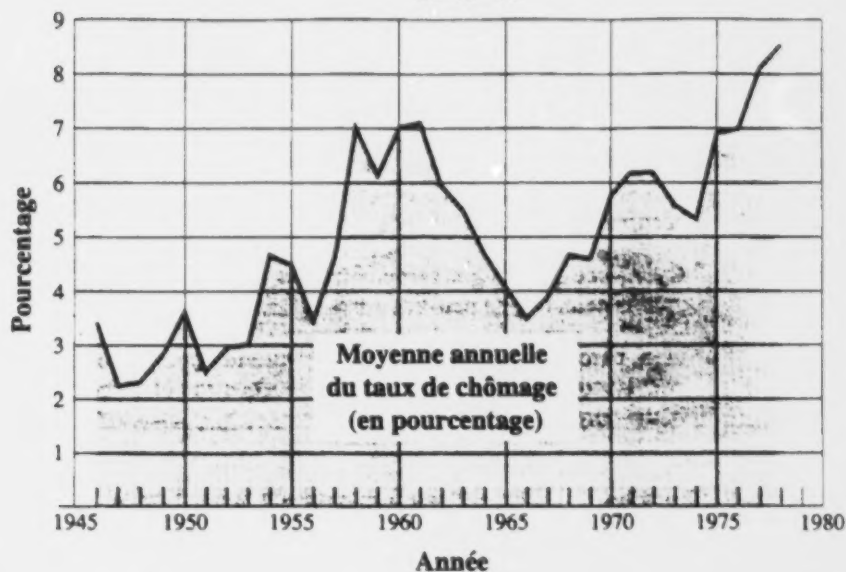
8. À quel point du spectre politique suivant trouverait-on la position W?



- a) Point I.
 - b) Point II.
 - c) Point III.
 - d) Point IV.
9. Depuis le milieu des années 1980 jusqu'à nos jours, l'évolution de la politique du gouvernement fédéral canadien à l'égard de cette question est **la mieux** représentée par un déplacement
- a) de la position X à la position W.
 - b) de la position X à la position Y.
 - c) de la position Y à la position Z.
 - d) de la position Z à la position X.
10. Au niveau des suppositions et des croyances sous-jacentes relatives à la société, quelle source correspond **le plus** aux points de vue exprimés par les positions X et Z?
- a) *La Liberté.*
 - b) *Das Kapital.*
 - c) *Mein Kampf.*
 - d) *La Richesse des Nations.*

Utilisez le graphique suivant pour répondre aux questions 11 à 13.

**Taux de chômage : une statistique importante
1946-78**



11. Selon le graphique, un économiste keynésien aurait **probablement** recommandé une augmentation des dépenses du gouvernement pour les travaux publics entre les années
- a) 1946 et 1950.
 - b) 1954 et 1957.
 - c) 1960 et 1966.
 - d) 1975 et 1978.
12. À partir du graphique, on pourrait prédire que les dépenses globales du consommateur ont **probablement** augmenté entre les années
- a) 1956 et 1958.
 - b) 1961 et 1965.
 - c) 1966 et 1972.
 - d) 1975 et 1978.

BEST COPY AVAILABLE

13. D'après le graphique, la période entre 1956 et 1962 est une période caractérisée par
- a) une certaine récession.
 - b) une certaine expansion.
 - c) une certaine inflation.
 - d) un certain développement.
14. Dans quel énoncé l'idéologie du gouvernement est-elle compatible avec les mesures prises?
- a) Un gouvernement communiste renverse le processus de nationalisation.
 - b) Un gouvernement favorable à l'économie de marché augmente la taille de la bureaucratie gouvernementale.
 - c) Un gouvernement conservateur sur le plan fiscal limite la quantité de services sociaux offerts.
 - d) Un gouvernement socialiste met en place un système privé de soins de santé financé par les usagers.
15. Un partisan d'un système économique qui favorise l'initiative individuelle et la concurrence s'opposerait très probablement à un système économique favorable à
- a) la protection des droits des minorités.
 - b) la réduction des paiements de transfert.
 - c) la nationalisation des industries-clés.
 - d) l'adoption de lois empêchant la création de monopoles.
16. En théorie, un but qui est commun aux économies à entreprise privée pure et aux économies à entreprise publique pure est
- a) l'utilisation efficace des ressources de l'économie.
 - b) la décentralisation de la prise de décision en économie.
 - c) la compétition entre producteurs pour l'argent des consommateurs.
 - d) la distribution égale des biens produits par l'économie.
17. Les économistes favorables à l'économie de marché critiquent les programmes sociaux universels parce qu'ils craignent que l'universalité
- a) fasse augmenter l'écart entre les riches et les pauvres.
 - b) nécessite l'intervention envahissante du gouvernement dans l'économie.
 - c) contribue de façon inadéquate à stimuler la demande des consommateurs.
 - d) limite la responsabilité des manufacturiers d'accorder des avantages sociaux aux travailleurs.

18. Pour réaliser une plus grande égalité économique, un gouvernement socialiste démocrate serait en faveur
- a) d'un système d'impôt progressif sur le revenu.
 - b) d'un système de mesures d'encouragement fiscal en faveur des entreprises.
 - c) des taxes de vente sur tous les biens de consommation.
 - d) d'une taxe uniforme imposée sur chaque individu.

Utilisez le diagramme suivant pour répondre aux questions 19 à 21.



— Adapté de L.P. Baradat, *Political Ideologies, 6^e : Their Origins and Impact*, Prentice Hall Inc. Upper Saddle River, 1997, p. 40.

19. Pendant les années 1980, les traits essentiels de la politique économique illustrée dans le diagramme ont été **les plus** caractéristiques de l'économie
- a) mixte en Suède.
 - b) de marché au Canada.
 - c) capitaliste aux États-Unis.
 - d) planifiée en Union soviétique.
20. Pendant une récession, un gouvernement qui suit la politique économique indiquée dans le diagramme augmenterait probablement
- a) les coupures de l'aide gouvernementale aux pauvres.
 - b) les subventions aux entreprises pour stimuler les profits.
 - c) les taxes à la consommation pour réduire les dépenses et l'inflation.
 - d) les dépenses publiques d'assistance sociale pour aider les chômeurs.
21. Une supposition importante à la base de la politique économique illustrée dans le diagramme est que
- a) l'aide gouvernementale directe au public mène à une réduction d'impôt.
 - b) les gens et non les entreprises sont la ressource principale d'un pays.
 - c) la santé d'une économie dépend de la réduction du montant de l'argent en circulation.
 - d) l'augmentation de la déréglementation introduite par le gouvernement, encourage le développement de la confiance en soi.

Utilisez la question et la politique ci-dessous pour répondre à la question 22.

Question : Les impôts élevés limitent-ils la croissance économique?

Politique : Un gouvernement augmente les impôts pour accorder des paiements de transfert plus élevés aux régions plus pauvres d'un pays.

22. Qui **s'opposerait** à la politique ci-dessus en se basant sur l'argument que les impôts plus élevés limitent la croissance économique?
- a) Un économiste socialiste de gauche.
 - b) Un économiste radical marxiste.
 - c) Un économiste libéral keynésien modéré.
 - d) Un économiste conservateur partisan de l'économie de marché.

Utilisez les sources suivantes pour répondre aux questions 23 à 25.

Source I

L'optimisme grandissant dans le monde des affaires est alimenté par les mêmes conditions — les réductions d'emplois et de salaires — qui alimentent le pessimisme de plus en plus profond chez les consommateurs. Certains chefs d'entreprise ne s'inquiètent pas particulièrement des sentiments des consommateurs chez eux parce qu'ils préfèrent se tourner vers des marchés extérieurs pour vendre leurs produits. Le monde des affaires déborde d'optimisme, soutenu par des profits énormes et des exportations en pleine expansion. La raison en est que les réductions d'emplois et de salaires qui ont nui aux consommateurs ont augmenté la productivité. Les augmentations de salaire, plus faibles que par le passé, ont renforcé la compétitivité au niveau des exportations. Cependant, elles ont laissé certaines familles avec peu ou point d'augmentation de leur revenu.

Source II

Face aux pressions amenées par les nouveaux coûts imposés par la compétition mondiale, les employeurs à travers le monde industriel embauchent de plus en plus les ouvriers à temps partiel, ce qui les aide à réduire leurs coûts et à gagner de la flexibilité au travail. Une nouvelle étude faite par l'Organisation internationale du travail, une agence des Nations Unies, montre que même quelques-uns des pays récemment industrialisés commencent à utiliser des ouvriers à temps partiel pour rester compétitifs. La tendance à avoir des ouvriers à temps partiel a atteint le point où dans le monde industrialisé un ouvrier sur sept est maintenant employé à temps partiel.

Sources I et II — Adapté de Éric Beauchesne, « Corporate Canada smiles, consumers weep — Study », *The Edmonton Journal*, 9 septembre 1993, p. D12.

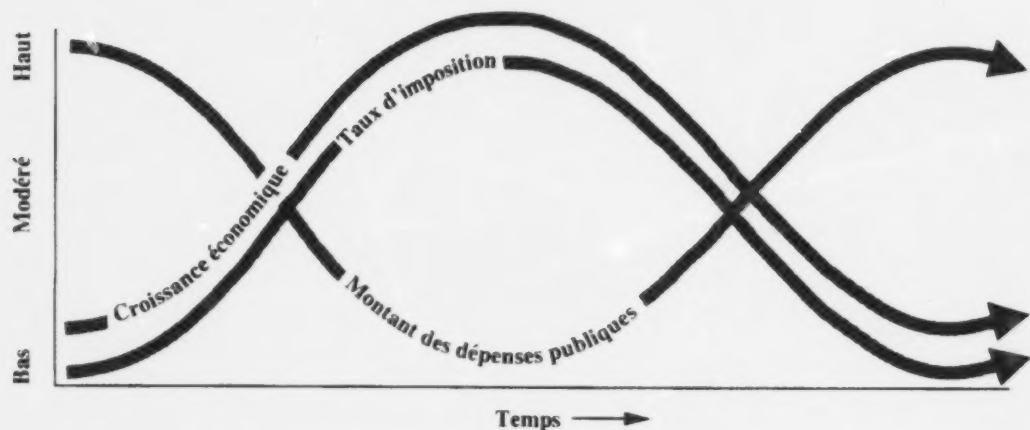
23. Quel énoncé résume le rapport qui existe entre les sources?

- a) Les deux sources montrent les avantages pour les consommateurs d'une plus grande productivité des ouvriers.
- b) Les deux sources décrivent des méthodes par lesquelles les entreprises ont amélioré leur marge de profits.
- c) La source I décrit la cause du mécontentement de la main-d'œuvre et la source II décrit l'effet de ce mécontentement au travail.
- d) La source I présente des raisons possibles pour une plus grande confiance chez les consommateurs et la source II explique pourquoi cela est devenu un phénomène mondial.

24. Les deux sources appuient la généralisation que l'expansion de la compétition mondiale pour des marchés a
- a) augmenté la qualité des biens sur les marchés.
 - b) assuré que les ouvriers soient payés équitablement pour leur travail.
 - c) augmenté les barrières commerciales entre les principales puissances économiques.
 - d) causé la réévaluation des pratiques d'embauche par les entreprises.
25. En général, les partisans d'une économie mixte pensent que
- a) la plupart des ressources d'un pays devraient être étatisées et contrôlées par l'État.
 - b) la majorité des citoyens d'un pays devraient s'impliquer dans les entreprises privées.
 - c) le système d'entreprise privée fournit une méthode plus efficace de production, mais il est souvent injuste au niveau de la distribution et de l'allocation de biens.
 - d) le système d'entreprise privée peut résoudre la plupart des problèmes économiques si le gouvernement s'abstient d'intervenir dans son fonctionnement.

Utilisez le graphique suivant pour répondre aux questions 26 à 28.

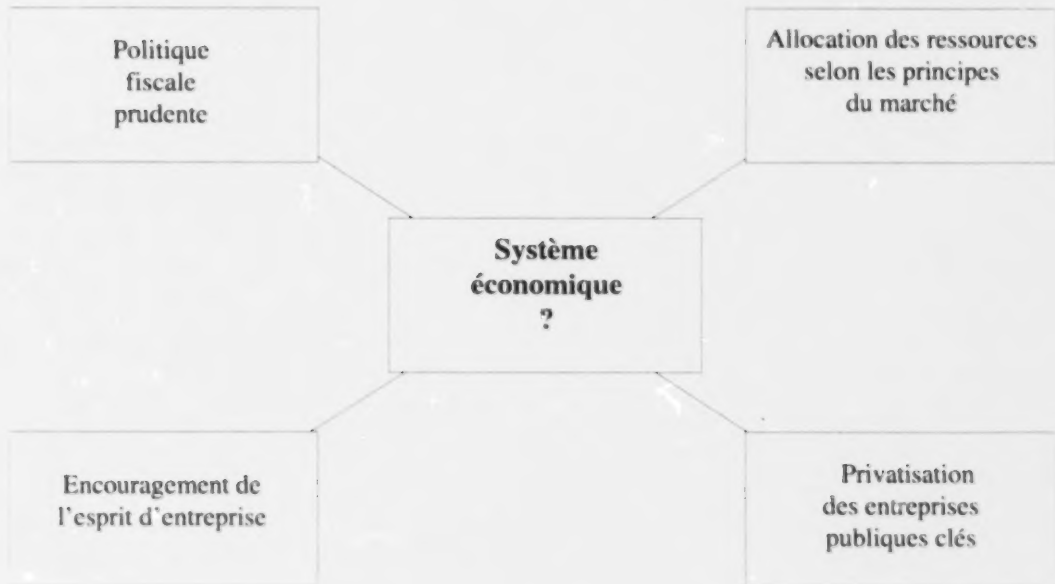
Rapports théoriques entre la croissance économique, le taux d'imposition et le montant des dépenses publiques



26. Ce graphique illustre les rapports théoriques qui correspondent aux
- a) idées du laissez-faire introduites par Adam Smith.
 - b) politiques économiques et fiscales élaborées par John Maynard Keynes.
 - c) concepts essentiels à l'économie planifiée préconisée par Karl Marx.
 - d) théories associées à une économie de l'offre soutenue par Ronald Reagan.

27. D'après ce graphique, les dépenses publiques représentent une tentative de la part des gouvernements dans les pays ayant une économie de marché
- a) d'éviter une réglementation inutile des cycles d'affaires.
 - b) de minimiser les effets négatifs des cycles d'affaires.
 - c) d'éliminer les cycles d'affaires associés à la production.
 - d) de procéder à des nationalisations dans l'économie pour minimiser les effets des cycles d'affaires.
28. Dès le début des années 1980, plusieurs gouvernements capitalistes démocratiques ont **contre-dit** par leurs actions les rapports montrés dans ce graphique en
- a) déréglementant la plupart des industries pour encourager une plus grande compétition.
 - b) augmentant les programmes d'assistance sociale pendant des périodes de taux élevés de chômage.
 - c) s'abstenant de réduire les dépenses pendant des périodes de croissance économique et de prospérité.
 - d) diminuant les impôts sur le revenu des entreprises pour encourager les investissements dans l'économie.
29. Dans une économie de marché, l'idée que la « main invisible » peut être insuffisante pour assurer à elle seule une compétition adéquate dans tous les domaines de production est appuyée par
- a) les politiques monétaires du gouvernement.
 - b) la privatisation de l'industrie par le gouvernement.
 - c) la législation anti-monopole du gouvernement.
 - d) l'assurance-chômage payée par le gouvernement.
30. Quel énoncé est basé sur une **fausse** hypothèse concernant la nature d'une économie d'entreprise publique?
- a) Les planificateurs gouvernementaux déterminent en grande partie les buts économiques.
 - b) L'allocation des biens et des services est basée sur les besoins collectifs.
 - c) La planification centralisée détermine les méthodes de production.
 - d) Les prix fluctuent selon l'offre et la demande.

Utilisez le diagramme suivant pour répondre aux questions 31 et 32.



31. Ces caractéristiques décrivent un système économique
- a) réglementé par l'État.
 - b) basé sur la propriété publique.
 - c) reposant sur la planification centralisée.
 - d) orienté vers le capitalisme.
32. Quelle caractéristique aurait le même but que les caractéristiques du diagramme ci-dessus?
- a) La nationalisation des industries-clés.
 - b) La diminution des impôts des entreprises.
 - c) L'augmentation des subventions aux petites entreprises.
 - d) La réglementation des services publics (eau, gaz, électricité) par le gouvernement.
33. Dans une perspective socialiste, les économies de marché ont le **plus** de difficulté à
- a) encourager l'initiative au niveau des ouvriers et de la direction.
 - b) s'adapter aux principes de la souveraineté des consommateurs.
 - c) réduire les inégalités créées par les différences de revenu.
 - d) créer des entreprises rentables et efficaces.

34. Selon Adam Smith, l'offre et la demande fonctionnent à l'**avantage** du consommateur quand il y a
- a) concurrence.
 - b) coopération.
 - c) division du travail.
 - d) répartition des biens.
35. Laquelle des mesures gouvernementales suivantes, les partisans d'une économie de marché modèle **combattraient-ils le plus**?
- a) La collectivisation de l'agriculture.
 - b) Assurer la défense nationale.
 - c) La protection de la liberté de contrat.
 - d) Assurer la souveraineté du consommateur.

SECTION VII

CONTRÔLE ET ÉVALUATION — CORRIGÉS

Cette section contient les corrigés aux contrôles pour chaque chapitre, ainsi qu'aux examens qu'on peut donner après les chapitres 5 et 10.

Chapitre 1 : Introduction aux idéologies

Contrôle — Option 1 — Corrigé

- | | | | | |
|------|------|------|------|-------|
| 1. B | 2. C | 3. A | 4. D | 5. C |
| 6. A | 7. D | 8. A | 9. B | 10. C |

Contrôle — Option 2 — Corrigé

A.

1. Les quatre (4) éléments présents dans une idéologie sont : **(4 points)**

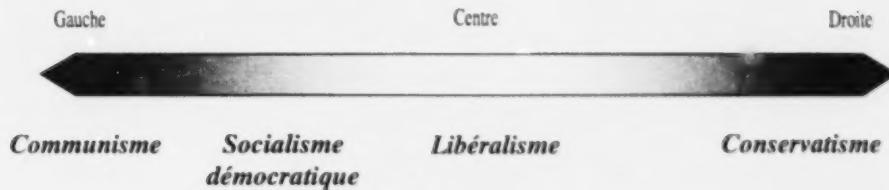
- a) des hypothèses quant à la nature humaine et à celle de la société humaine
- b) une hiérarchie de valeurs
- c) une vision du monde
- d) un projet politique

ou bien

- a) une idée ou vision de la « nature humaine »
- b) un ensemble de valeurs et de croyances
- c) une vision du monde et des idées sur les moyens à mettre en œuvre pour y arriver
- d) un projet politique « une vision du type de régime politique et économique idéal ».

2. Un gouvernement libéral démocratique conviendrait le mieux à une vision optimiste de l'être humain. Les libéraux croient que l'être humain est fondamentalement bon et doué de raison. Il est aussi né libre et abandonne une partie de cette liberté de son plein gré afin d'assurer sa protection et de poursuivre d'autres buts qu'il pourrait avoir en commun avec d'autres individus. John Locke appelle le « pacte social » cet abandon d'une partie de sa liberté afin d'assurer l'ordre. Selon ce pacte, le gouvernement est une structure créée par l'homme et subordonnée à lui. Si le gouvernement contrevient au pacte et n'agit pas dans l'intérêt des individus, ceux-ci ont le devoir de le changer. Ainsi le gouvernement doit-il jouir du consentement des êtres humains, car ce sont ceux-ci qui possèdent la souveraineté originale. Le rôle du gouvernement, dans un régime libéral, est donc réduit à son strict minimum. La protection de la liberté des individus est au cœur des préoccupations des libéraux, un gouvernement doit toutefois assurer la jouissance de la liberté individuelle, ce qui est souvent fait par l'entremise de lois garantissant les droits de la personne. **(4 points)**

3. Le continuum idéologique : (3 points)



4. Comparaison des points de vue de la droite et de la gauche en ce qui concerne : (9 points)

- a) Le rôle du gouvernement — la droite voit le gouvernement comme un mal nécessaire. Voyant le gouvernement comme une menace à la liberté et à l'initiative individuelles, elle cherche à restreindre ses activités au strict minimum. La gauche, par contre, voit le gouvernement comme un allié dans la lutte pour créer une société juste, plus humanitaire, plus équitable et égale. Le gouvernement doit donc, selon la gauche, assumer un rôle actif sur les plans politique et socio-économique.
- b) La liberté — la droite voit la liberté en termes de liberté individuelle. Chaque individu devrait être libre de faire ce qu'il veut, en autant que cela n'enfreint pas la liberté des autres. En général, la droite laisse aussi l'individu libre de défendre sa propre liberté. La droite classique, c'est-à-dire les conservateurs et aujourd'hui les réformistes, ne croient pas à la nécessité d'une protection gouvernementale car, à leurs yeux, cela constitue une ingérence gouvernementale dans la vie des gens, ce qui est, par définition, indésirable. La gauche, par contre, pense que la liberté ne peut pas exister en isolation d'autres facteurs. Une personne n'est pas libre si elle a faim, si elle est en chômage ou si elle souffre d'injustices ou de discrimination. La liberté ne peut exister que si la personne est affranchie des préoccupations économiques et financières quotidiennes. C'est pour cela que la gauche croit que l'égalité et la justice sociale sont des conditions préalables à une vraie liberté.
- c) L'égalité — la droite voit l'égalité uniquement sous un angle politique et civil. Toute personne doit avoir des droits égaux — le droit de vote, par exemple, et le droit d'expression. Une personne doit aussi jouir de l'égalité des chances. Ainsi tout le monde devrait-il avoir le même accès à l'éducation et peut-être même à la santé. Une fois ces conditions préliminaires garanties, la personne est libre d'avancer et de poursuivre son chemin selon son mérite. Il n'est pas question que le gouvernement intervienne plus tard pour redistribuer la richesse ou atténuer les inégalités qui surgissent, car cela brimerait la liberté et l'initiative des individus. La gauche, de son côté, croit à l'égalité des chances et à l'égalité des conditions. Elle rejette l'idée que le sort des individus est dû uniquement à leur mérite et elle demande l'adoption de mesures pour assurer une plus grande égalité entre les individus durant leur vie. Ainsi demande-t-elle la mise en place d'un filet de sécurité sociale (État-providence) qui protégerait les gens contre la misère et la malchance, prendrait en charge leurs besoins fondamentaux et permettrait à chacun de s'épanouir en fonction de ses capacités.

B. Veuillez répondre à UNE (1) des questions suivantes :

5. Discutez du libéralisme. (Expliquez ses origines, la contribution de son philosophe principal et deux (2) de ses principes de base.) (10 points)

L'élève devrait soulever un nombre des points suivants :

- le libéralisme se développe au XVIII^e siècle en tant que réaction contre l'absolutisme;
- à la fin du XVII^e siècle, John Locke, parmi d'autres philosophes, jette les bases philosophiques du libéralisme. Il proclame la souveraineté de l'individu et développe la notion du « pacte social ». Il maintient que tout gouvernement légitime doit jouir du consentement des gouvernés;
- parmi les principes généraux du libéralisme se trouvent les notions suivantes :
 - la nature est réglée par des lois naturelles. L'être humain naît libre et égal aux autres.
 - la caractéristique fondamentale de la nature chez l'être humain, c'est la raison. Grâce à cette faculté, l'être humain a la capacité de se réaliser et de poursuivre ses propres fins.
 - l'individu est supérieur à la matière et doit, par conséquent, avoir pleine jouissance de la matière. La propriété privée est donc nécessaire au bonheur de l'être humain.
 - la protection de la liberté et de la propriété est le premier rôle de l'État.
 - l'État est donc nécessaire, mais ne doit jamais dépasser certaines limites, sans quoi il devient une menace à la liberté des individus.

6. Discutez du conservatisme. (Expliquez ses origines, la contribution de son philosophe principal et deux (2) de ses principes de base.) (10 points)

L'élève devrait soulever bon nombre des points suivants :

- le conservatisme se développe en tant que réaction aux excès de la révolution française;
- le premier prophète du conservatisme est Edmund Burke, un politicien anglais, qui publie en 1790 une œuvre intitulée *Réflexions sur la Révolution en France*;
- ce livre critique les idées libérales et radicales à la base de la révolution. À cette rupture abrupte avec le passé, Burke oppose une évolution graduelle où les traditions, le *statu quo* et la stabilité tiennent une place de prédilection;
- le conservatisme tel que développé par Burke se base sur les considérations suivantes :
 - l'univers a un sens et une direction prédéterminés. L'être humain n'a qu'à se soumettre à cet ordre naturel des choses pour assurer son bonheur.
 - la nature humaine fait partie de l'ordre naturel établi par un Être suprême. La nature humaine est fondamentalement bonne, mais est sujette aussi à des tendances négatives comme la jalousie, la déraison, l'égoïsme, l'avarice et la passion.
 - tout changement doit se faire avec prudence et sur la base des pratiques du passé. De fait, le *statu quo* représente le fruit d'une œuvre collective accomplie au cours des années. Le *statu quo* est une cristallisation de la sagesse collective.
 - la société est une entité organique où chaque individu doit assumer son rôle en fonction de ses capacités. Comme ces capacités varient de l'un à l'autre, les individus ne sont pas égaux.

- une hiérarchie sociale correspond à l'ordre naturel. Certaines classes se sont formées pour assumer certaines responsabilités. Par exemple, grâce à son éducation et sa culture, l'aristocratie est la plus apte à remplir les fonctions de leadership.
- la révolution est dangereuse, car elle tente de créer une société sur la base d'idées abstraites (liberté, égalité, etc.), sans prendre en considération l'expérience acquise à travers les âges.
- une société harmonieuse exige discipline et effort de la part de tous. De plus, chacun doit respecter l'autorité et les institutions sur lesquelles reposent la stabilité et l'ordre.

7. Discutez du socialisme. (Pour ce faire, vous pouvez contraster et comparer les trois types de socialisme ou bien discuter les valeurs et les principes de base du programme du NPD.)
(10 points)

Pour la première partie de cette question, veuillez vous référer au tableau qui présente les caractéristiques principales des trois types de socialisme, c'est-à-dire le socialisme utopique, le socialisme scientifique ou marxiste et le socialisme révisionniste ou démocratique.

La deuxième partie devrait mettre en relief quelques-uns des points suivants :

- le NPD cherche un changement fondamental afin de faire progresser la société vers les buts d'égalité, de justice sociale et de démocratie.
- les Néo-Démocrates prônent les valeurs de coopération, de partage, de responsabilité collective, de solidarité, d'égalité, de justice sociale, et de compassion. Ils veulent assurer un travail significatif à tout le monde (une politique de plein emploi) ainsi que des services de santé et d'éducation universels.
- le NPD s'engage à répartir de façon juste et équitable la richesse. Ce parti met les gens et le bien-être collectif avant le profit et les gains personnels.
- sur le plan international, le NPD cherche à promouvoir la paix, la coopération internationale et l'élimination de la pauvreté.
- le NPD privilégie le travail coopératif et la solidarité de groupe. Ainsi appuie-t-il les revendications des syndicats, des institutions coopératives et les entreprises appartenant aux travailleurs.

TOTAL : /30 points

Contrôle — Option 3 — Corrigé

Dans un exposé cohérent, comparez et contrastez les principes de base du libéralisme, du conservatisme et du socialisme. N'oubliez pas de situer chaque philosophie dans son contexte historique et de parler aussi de la contribution de son principal philosophe.

Votre exposé sera évalué comme suit :

Discussion générale de chaque philosophie : $5 \times 3 = 15$ points

Discussion des ressemblances et des
différences entre elles

5 points

Qualité de la langue

5 points

25 points

Corrigé :

Pour ce qui est du libéralisme et du conservatisme, veuillez vous référer au corrigé d'Option 2 ci-dessus.

Au niveau du socialisme, l'élève devrait soulever les points suivants :

- le socialisme se développe en tant que réaction aux abus de la révolution industrielle et du capitalisme « laissez-faire »;
- le terme « socialisme » regroupe 3 tendances, à savoir les socialistes utopiques, les socialistes scientifiques (les marxistes) et les socialistes révisionnistes (les sociaux-démocrates);
- Karl Marx avance la thèse que l'évolution historique est le résultat de la lutte des classes. Il tente de démontrer « scientifiquement » que la bourgeoisie et le prolétariat entreront éventuellement en conflit. Ce conflit se terminera avec la victoire du prolétariat, l'élimination de la bourgeoisie et l'établissement d'une société sans classes;
- les sociaux-démocrates croient qu'il ne faut pas attendre la révolution prédite par Marx pour œuvrer afin d'améliorer les conditions des travailleurs et des plus démunis. Ils acceptent de travailler à l'intérieur du système politique et de jouer le jeu démocratique;
- même si les socialistes ne sont pas d'accord sur les moyens à entreprendre pour arriver à leurs buts, ils partagent un certain nombre de valeurs comme : le partage, la coopération au lieu de la compétition, la primauté de la communauté sur l'individu, la responsabilité sociale, la priorité au bien-être collectif, la sécurité économique, l'égalité des chances et des conditions.

Pour ce qui est de la discussion sur les ressemblances et les différences, l'élève devrait indiquer que :

- le libéralisme est une philosophie individualiste, tandis que le conservatisme et le socialisme sont des philosophies collectivistes quoiqu'à des degrés différents;
- le libéralisme et le socialisme acceptent l'égalité fondamentale de la personne, tandis que le conservatisme la rejette;
- le libéralisme et le socialisme diffèrent sur leur compréhension de la liberté.

264

Chapitre 2 : Théories politiques générales

Contrôle — Option 1 — Corrigé

1.
 - a) La royauté.
 - b) L'aristocratie.
 - c) La république.
2. Le texte donne sept valeurs ou principes de base d'une démocratie, à savoir :
 - a) la croyance dans l'individu et la liberté;
 - b) le pluralisme;
 - c) le principe majoritaire;
 - d) le respect de l'opposition et des droits minoritaires;
 - e) l'alternance au pouvoir;
 - f) la séparation des pouvoirs;
 - g) un État de droit.
3. Un régime marxiste est démocratique, selon ses auteurs, car il associe le peuple au développement *économique et social*.
4. Le texte donne trois raisons pour lesquelles certains régimes du Tiers-monde optent pour l'autoritarisme, en l'occurrence :
 - a) la fragilité de l'unité nationale;
 - b) l'absence de tradition démocratique;
 - c) la faiblesse des élites politiques.
5. Les deux formes que peut prendre une démocratie libérale sont : la république et la monarchie constitutionnelle.
6. Un régime marxiste est aussi connu sous l'étiquette de « démocratie populaire ».
7. Tout gouvernement, selon Montesquieu, exerce trois pouvoirs, à savoir :
 - a) le pouvoir législatif;
 - b) le pouvoir exécutif;
 - c) le pouvoir judiciaire.
8.
 - a) Aux États-Unis, les pouvoirs ci-dessus mentionnés sont *séparés*.
 - b) La séparation des pouvoirs s'appuie sur le principe d'équilibre des pouvoirs ou de « poids et contrepoids ».

9. Le Parlement canadien est *bicaméral*, car il est composé de deux Chambres. La législature albertaine, par contre, est *unicamérale*.
10. Parmi les buts possibles d'un gouvernement, on trouve :
- assurer l'ordre public;
 - promouvoir le bien-être commun;
 - maximiser la liberté individuelle et les chances d'épanouissement individuel;
 - maintenir et enrichir les traditions sociales et culturelles;
 - promouvoir une moralité saine;
 - avancer les intérêts de ceux au pouvoir et de ceux dans l'intérêt de qui ils gouvernent.
11. Un gouvernement peut employer différents moyens pour arriver à ses buts. Parmi ceux-là figurent :
- la persuasion;
 - l'adoption de lois et de règlements;
 - la négociation et la consultation;
 - la coercition.
12. Le Royaume-Uni et la France sont tous deux des États *unitaires* en raison de la concentration du pouvoir et de la souveraineté dans le gouvernement national. Le Canada et les États-Unis, par contre, sont des États *fédéraux*. L'Union européenne, de par sa structure et son modèle de prise de décision, ressemble le plus à une *confédération*.
13. Parmi les éléments qu'on trouve d'habitude dans une constitution figurent :
- les principes fondamentaux ainsi qu'un exposé de la vision qui sous-tend l'union;
 - le fonctionnement des principales institutions politiques;
 - le partage des compétences entre les différents niveaux de gouvernement (dans un régime fédéral);
 - la relation entre les gouvernés et les gouvernants.
14. Les trois lois les plus importantes de la constitution écrite du Canada sont :
- l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) ou la Loi constitutionnelle de 1867;
 - le Statut de Westminster;
 - la Loi constitutionnelle de 1982.

206

Contrôle — Option 2 — Corrigé

1. Les valeurs de base d'une démocratie comprennent :

- une croyance dans l'individu et la liberté — un démocrate reconnaît la valeur de la dignité de l'individu et croit que la liberté est un élément essentiel pour qu'il assume la totalité de sa vocation humaine;
- le pluralisme — pour être libre, l'homme doit être capable de faire des choix. Un régime démocrate doit donc offrir des choix de candidats, d'idéologies et de programmes électoraux;
- le principe majoritaire — ce principe permet d'écarter l'anarchie qui est latente au sein d'une philosophie individualiste. Comme tous les individus ne peuvent pas imposer leur volonté ou leurs opinions, c'est le plus grand nombre qui l'emporte. La minorité doit accepter ce principe et s'incliner devant les décisions prises par la majorité;
- le respect de l'opposition et des droits minoritaires — la majorité, pour sa part, doit accepter le droit des gens de tenir des opinions contraires à celles de la majorité et de jouir du droit de rester différents;
- le principe de l'alternance au pouvoir — l'existence de plus d'un parti politique offre un choix aux électeurs ainsi que la possibilité de changer le gouvernement paisiblement. Dans une démocratie, les partis politiques s'inclinent devant la volonté et la décision de l'électorat.
- la séparation des pouvoirs — les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires sont généralement séparés et répartis entre différents organes afin d'éviter l'émergence d'une dictature;
- un État de droit — le gouvernement reconnaît la suprématie du droit et s'y conforme.

2. Certains régimes des pays en voie de développement adoptent des formes de gouvernement plutôt autocratiques pour les raisons suivantes :

- la démocratie pourrait faire empirer les divisions ethniques et sociales déjà existantes et mettre en péril la paix civile et l'existence même de l'État. Plusieurs États du Tiers-monde sont les créations des puissances colonisatrices; leurs frontières sont artificielles dans le sens qu'elle ne correspondent pas à la géographie humaine de la région. Par conséquent, ces États regroupent bon nombre de différents groupes ethniques et culturels. Certains pays craignent que la démocratie fournirait l'occasion d'aggraver les divisions entre ces groupes et ainsi saboterait l'unité nationale et les efforts de développement économique;
- absence de traditions démocratiques — la démocratie cadre peu avec les traditions pré-coloniales qui faisaient reposer le pouvoir sur un individu ou un groupe d'individus;
- la faiblesse des élites politiques — une démocratie bien enracinée requiert une culture démocratique (respect des opinions divergentes, liberté de la presse, droit à la différence, entre autres) et une classe politique éduquée et nombreuse afin de fournir les cadres nécessaires pour assurer le fonctionnement du régime et constituer les équipes ministérielles.

3. Les trois pouvoirs d'un gouvernement comprennent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le philosophe français Montesquieu avait proposé dans son œuvre **Esprit des lois** (1748) une séparation stricte des pouvoirs afin d'empêcher toute tentative d'établissement d'une tyrannie.

Le système présidentiel américain a adopté le raisonnement de Montesquieu en mettant en place un système caractérisé par la séparation stricte des pouvoirs et un équilibre entre eux. Les systèmes parlementaires connaissent, par contre, une séparation souple des pouvoirs. De fait, le pouvoir exécutif, dans un système parlementaire, fait partie du pouvoir législatif et doit jouir de son approbation en tout temps. C'est là le fondement même du concept de gouvernement responsable. Quels sont les pouvoirs dont on parle?

Le pouvoir législatif — ce pouvoir se rapporte à la capacité d'adopter les lois. Dans une démocratie, ce pouvoir est confié à un corps (Parlement, Assemblée nationale, Congrès) élu par le peuple. Cette institution se compose généralement d'une seule Chambre (dans un tel cas, on parle d'un Parlement unicaméral) ou de deux Chambres (appelé un Parlement bicaméral). Aucune loi ne peut être adoptée ou imposée sans l'assentiment de ces institutions.

Le pouvoir exécutif — se rapporte au pouvoir de mettre en application des lois. Dans la pratique, c'est le pouvoir exécutif qui propose les lois, les préparant et les soumettant au Parlement ou au Congrès. Néanmoins, seul le pouvoir législatif peut les adopter. Le pouvoir exécutif constitue le gouvernement ou l'administration du pays. Sa responsabilité est d'assurer la mise en application des lois du pays. Pour ce faire, l'exécutif fait appel à des milliers d'employés qui sont regroupés dans les ministères. Collectivement, ces employés forment la fonction publique ou l'administration civile. Dans un régime parlementaire, l'exécutif est choisi à partir du pouvoir législatif. Par conséquent, les membres du Cabinet ou du Conseil des ministres sont les membres du Parlement, élus dans leurs circonscriptions ou, dans le cas du Sénat canadien, nommés par le Premier ministre pour représenter une région donnée. Ce Cabinet et son ministre en chef, le Premier ministre, doivent jouir en tout temps de la confiance du pouvoir législatif.

Le chef de l'exécutif est généralement considéré le chef du pays. Dans un régime présidentiel, cette personne porte le titre du Président. Un régime parlementaire se distingue par l'existence d'un exécutif dualiste. Ce terme dénote un système où il y a un chef de gouvernement et un chef d'État. Le premier préside au Conseil des ministres et assure le fonctionnement du gouvernement; le second incarne l'État.

Le pouvoir judiciaire — ce pouvoir doit être strictement séparé des deux autres afin d'assurer l'indépendance judiciaire. Le respect de cette notion est fondamental dans une démocratie ou un État de droit, car le gouvernement est lui-même assujéti à la loi. La loi est donc suprême et ceux qui l'interprètent doivent pouvoir agir en toute autonomie et indépendance. Toute ingérence de la part des deux autres pouvoirs compromettrait l'intégrité du système.

4. Pour ce qui est de sa façon de gouverner son territoire, un État peut être soit unitaire soit fédéral. Dans le cas du premier, un État unitaire gouverne à partir du centre, c'est-à-dire du gouvernement central. Tous les autres gouvernements dans l'État (en général, les gouvernements municipaux) lui sont subordonnés, exerçant les pouvoirs qui leur sont délégués par le gouvernement central.

Dans un État fédéral, la souveraineté est partagée entre le centre et les régions. Des gouvernements régionaux existent à côté du gouvernement central ou national et partagent avec lui les différentes responsabilités gouvernementales. Chaque niveau de gouvernement est souverain à l'intérieur de ces juridictions. Il est donc nécessaire dans un État fédéral de déterminer quelles responsabilités incombent à quel niveau de gouvernement.

Chaque système comporte des avantages et des inconvénients. Un État unitaire a l'avantage de pouvoir adopter les lois dans tous les domaines qui s'appliquent à tout le pays. Cette approche uniforme unifie le pays et crée un sentiment d'unité nationale. L'État peut aussi adopter les priorités nationales qui ne sont pas diluées par des efforts régionaux contradictoires. Ainsi les énergies sont-elles canalisées dans la même direction et l'État ne dissipe pas ses efforts dans d'inutiles luttes internes.

Par contre, un État unitaire oublie souvent l'existence des régions et des groupes minoritaires. Ceux-ci sont souvent obligés de lutter longuement pour faire reconnaître leurs préoccupations. L'État unitaire éprouve de la difficulté à respecter la spécificité des régions et il est généralement admis que les droits des minorités sont mieux protégés dans un régime fédéral où ces groupes ont plus d'influence au niveau régional qu'il n'en ont au niveau national. Un État unitaire n'est peut-être pas le meilleur système pour les pays de grande envergure. Plus un pays est vaste, plus le gouvernement central perd le contact avec les régions et plus il éprouve de problèmes à respecter la culture et à rencontrer les besoins spécifiques de ces régions.

Un État fédéral connaît des problèmes d'un autre ordre. La division du pouvoir conduit souvent à des disputes entre le gouvernement central et les gouvernements des régions. Ces gouvernements ont tendance à adopter des priorités différentes et parfois même contradictoires. Par conséquent, les énergies de la population sont divisées et l'esprit d'équipe ou de famille entamé. La nature d'un État fédéral exige beaucoup plus de consultation, ce qui ralentit le processus de prise de décision. Les États fédéraux éprouvent souvent des problèmes d'unité nationale. La population a tendance à s'identifier davantage avec sa région qu'avec le pays entier. Les loyautés sont divisées et l'identité morcelée. Un État fédéral, par contre, peut mieux répondre aux problèmes inhérents aux pays vastes et diversifiés. Un gouvernement central dans un grand pays ne peut pas répondre aux besoins spécifiques des régions dans la même mesure qu'un gouvernement régional. Plusieurs observateurs dont l'ancien Premier ministre Pierre Trudeau maintiennent même que les droits individuels et collectifs sont mieux protégés dans un régime fédéral, car les groupes minoritaires ont souvent plus d'influence au niveau régional. Dans le cas du Canada, par exemple, les francophones sont nettement minoritaires au niveau national mais, au niveau régional, ils forment la majorité au Québec et exercent une influence importante au Nouveau-Brunswick.

5. « Le Canada sera fédéral ou il ne sera pas »

Arguments à l'appui de cette citation :

- un régime fédéral est la condition « *sine qua non* » (la condition nécessaire) pour le maintien du Québec dans la Confédération. Il est clair que le Québec quitterait l'union canadienne si les francophones de cette région risquaient de perdre le seul gouvernement qu'ils dominent.
- d'autres régions historiques dotées de culture et de traditions spécifiques s'opposeraient au démantèlement du fédéralisme canadien, à savoir, les provinces de l'Ouest, et en particulier l'Alberta et la Colombie-britannique. L'adoption d'un régime unitaire équivaldrait à une domination par le centre du Canada, c'est-à-dire les régions de l'Ontario et du Québec, quelque chose qui serait inacceptable pour les autres provinces.
- le Canada est le deuxième plus vaste pays au monde. Un seul gouvernement situé à Ottawa ne pourrait remplir ses responsabilités vis-à-vis des régions. Sa préoccupation avec les régions les plus peuplées mènerait au développement d'un sentiment d'aliénation dans les régions moins peuplées. Celles-ci exigeraient leur propre gouvernement ou demanderaient leur sécession.

Arguments contre la citation :

- la tendance politique et économique à l'échelle planétaire est vers de plus grandes unités politico-économiques (Union européenne, ALENA, APEC) et vers l'harmonisation des politiques commerciales, économiques, sociales et culturelles. Si les frontières sont en train de tomber entre pays, pourquoi ne tomberaient-elles pas entre régions canadiennes?
- la compétitivité internationale exige un pays fort et uni. Le fédéralisme ne fait qu'encourager le sentiment de régionalisme au détriment d'un sentiment national et de l'adoption des priorités nationales. Le Canada ferait mieux de supprimer ces gouvernements régionaux qui agissent souvent comme des principautés indépendantes et qui se querellent entre eux ou avec le gouvernement national. Par exemple, le Canada a besoin, d'une politique unifiée quant à l'éducation et la formation de la main-d'œuvre, ce qui nous permettrait de présenter au monde un visage moderne et distinctif.
- la suppression des gouvernements provinciaux mettrait fin aux controverses fédérales-provinciales qui minent la confiance des Canadiens et accaparent tant de nos énergies. Les Canadiens cesseraient de se concentrer sur leurs problèmes internes pour se tourner vers le monde extérieur d'où provient le tiers de notre richesse.

Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique

Contrôle — Option 1 — Corrigé

1. On donne le nom de « *dissident* » à ceux qui s'opposent ouvertement à l'autorité dans un régime dictatorial.
2. La notion de représentation selon la population peut être réduite à la formule « une tête = une voix ».
3. Afin de respecter le principe d'égalité des votes, les *circonscriptions* doivent comprendre le même nombre d'*électeurs*.
4. La presse est libre dans les démocraties libérales, car elle peut publier ce qu'elle veut, sauf ce qui est de caractère diffamatoire. Le gouvernement n'exerce aucune censure politique.

La presse n'est pas vraiment libre, car elle est un instrument de la classe monnayée pour la promotion et la protection des intérêts de cette classe. La concentration accrue de la presse entre les mains de quelques propriétaires fait en sorte qu'un petit groupe d'individus contrôle ce que le public lit et entend. Les nouvelles sont formulées et véhiculées de façon, non pas à servir les intérêts de la vérité, mais à servir les intérêts des propriétaires capitalistes des journaux.

5. Le mode de scrutin utilisé au Canada s'appelle le scrutin majoritaire uninominal à un tour. Le mode de scrutin utilisé en Israël ou bien en Suède s'appelle le scrutin proportionnel. Le principal désavantage du scrutin majoritaire uninominal utilisé au Canada est que les résultats des élections ne reflète pas toujours la volonté populaire. Il n'est donc pas entièrement démocratique.
6. Le scrutin majoritaire uninominal.
7. La réponse doit comprendre :
 - des définitions des droits individuels et collectifs;
 - des exemples de droits individuels et collectifs;
 - une référence aux problèmes de compatibilité entre les deux ou bien une allusion au débat entourant le sujet.
8. On pourrait demander une limitation des droits individuels au nom :
 - du bien-être public ou commun;
 - de la sécurité nationale;
 - des droits collectifs;
 - du contrôle social;
 - de la tradition ou de la nature sacrée des mœurs et des coutumes.

9. Les principaux partis politiques au Canada sont :

- le Parti libéral;
- le Parti progressiste-conservateur;
- le Parti réformiste;
- le Nouveau Parti démocratique;
- le Bloc québécois.

Le parti le plus à gauche est le Nouveau parti démocratique.

10. « Le lobbying » fait référence aux efforts des groupes de pression pour prendre contact directement avec les autorités en vue d'influencer les décisions politiques.

11. L'ajustement des circonscriptions afin de favoriser le parti au pouvoir s'appelle « le gerrymandering ».

Contrôle — Option 2 — Corrigé

1. « Le scrutin majoritaire uninominal est un système qui déforme la démocratie et dénature la vie politique. »

Arguments à l'appui de cette citation :

- le scrutin majoritaire uninominal permet à une personne de gagner l'élection et de représenter la circonscription, même si elle n'a pas obtenu la majorité absolue des voix. Gagner une élection avec moins de 50 pour cent des votes n'est guère démocratique, car la majorité des électeurs a voté pour les autres candidats. Ces électeurs se trouvent sans représentation.
- ce système permet aux partis de perdre au niveau du vote populaire et de gagner quand même l'élection. Le vote populaire dans ce système est sans grande importance bien qu'il représente le meilleur signe de la volonté démocratique de la population. Ce qui compte est le nombre de sièges remportés. Comme un siège peut être remporté par une voix ou 50 000 voix, ce système permet des anomalies. Il est déjà arrivé qu'un parti qui termine en deuxième place au niveau du vote populaire gagne la majorité relative des sièges et forme le gouvernement. C'est ce qui s'est passé au Québec en 1966, durant l'élection fédérale en 1979 et en Colombie-britannique en 1996. Cette situation est clairement antidémocratique, car la volonté populaire n'est pas respectée.
- ce système prive de voix les partis minoritaires. Les gens qui votent pour les tiers partis ou les partis minoritaires se trouvent généralement privés de représentants au Parlement. Leur vote est pour ainsi dire perdu et le point de vue qu'ils favorisent est étouffé. Un régime démocratique devrait donner voix à des opinions diverses, si celles-ci sont tenues par une partie importante de la population.
- ce système falsifie les rapports de force réels entre les partis politiques, car les électeurs sont plus ou moins forcés, pour ne pas perdre leur vote, de voter pour un des partis ayant le plus de chance de former le gouvernement ou l'opposition officielle.

Arguments contre la citation et en faveur du système majoritaire uninominal :

- ce système est simple et compréhensible pour tous les citoyens. Chacun a un vote et le résultat de l'élection est clair et évident pour tout le monde. On n'a pas besoin de calculs mathématiques ou de règles complexes pour déterminer les gagnants.
 - ce système minimise les coûts tout en rendant un verdict clair.
 - ce système établit un rapport direct entre le représentant élu et les électeurs. Le député représente une circonscription géographique donnée. La représentation est donc personnalisée.
 - ce système a tendance à éliminer les partis marginaux et frivoles. Il est efficace dans le sens qu'il a tendance à produire des gouvernements majoritaires. Il contribue ainsi à la stabilité politique, ce qui est un grand atout pour la démocratie.
2. « La presse libre dans les démocraties n'est guère libre. Elle est même plus trompeuse que la presse dans les dictatures, car au moins là, tout le monde sait qu'elle n'est pas libre. »

Arguments à l'appui de cette citation :

- la presse, qu'elle soit écrite ou non écrite, appartient en général à des corporations qui l'utilisent pour véhiculer les valeurs et les nouvelles qui leur sont favorables. De plus, pour pouvoir attirer les annonces publicitaires, la presse doit se conformer à une éthique qui favorise le capitalisme et les valeurs bourgeoises.
- étant donné les sources de son financement, la presse ne présente pas de couverture ni d'analyse équilibrées des événements. Elle se dit toutefois « objective » laissant croire que sa présentation des choses correspond à la réalité.
- la presse se trouve concentrée entre de moins en moins de mains. Cette concentration a pour conséquence de réduire le nombre de points de vue et la diversité des idées présentées. Une telle situation met en danger le pluralisme d'idées qui est à la base de la démocratie.

Arguments contre la citation :

- la liberté de la presse occidentale est protégée par les lois et respectée dans la pratique, dans la plupart des cas. Le gouvernement n'intervient pas dans la présentation des nouvelles ou dans la prise de décision éditoriale. La lecture des éditoriaux démontre que la presse n'approuve pas toujours le gouvernement.
- n'importe qui peut lancer un journal ou un périodique. Il existe une petite presse alternative qui véhicule des idées différentes de celles de la majorité des gens. Il n'existe aucune loi interdisant ce genre de communication d'idées.
- dans une démocratie, les gens cherchent l'information là où ils veulent. Si la majorité des gens favorisent des journaux appartenant à la même corporation, c'est parce que cette compagnie a su répondre à leurs besoins. La concentration de la presse ne présente pas de danger pour la démocratie ou la liberté. Il y a toujours d'autres sources d'information, y compris Internet.

3. « Il n'y a pas de place dans une démocratie pour les droits collectifs. Dès le départ, ils entrent en conflit avec les droits individuels qui, par définition, doivent prédominer dans une démocratie libérale. »

Arguments appuyant cette citation :

- les droits collectifs confèrent à certains segments de la population des droits qui ne reviennent pas au reste de la population. Cette situation enfreint le principe d'égalité devant la loi qui est à la base de la démocratie.
- ce traitement inégal crée deux classes sociales et politiques — une qui jouit de droits individuels et collectifs et une qui ne jouit que de droits individuels.
- cette situation conduit à la jalousie et à la division sociale. Elle cause des heurts sociaux et des divisions nuisibles pour l'harmonie sociale et l'unité nationale.

Argument contre cette citation :

- une démocratie est un État de droit. La loi est suprême et doit être respectée. Dans le cas des droits collectifs des autochtones, les traités ont été signés entre les Européens et les autochtones. Ces traités reconnaissent certains droits aux autochtones pour l'éternité. Ces traités doivent être respectés. De plus, les autochtones jouissaient, avant l'arrivée des Européens, de leurs propres formes de gouvernement. À leurs yeux, ils n'ont jamais renoncé à leur droit de s'auto-gouverner. Ce droit leur revient, mais ne revient pas nécessairement aux autres peuples qui ont décidé d'immigrer au Canada.
 - la constitution d'un pays reflète la situation politique, sociale et culturelle lors de sa signature. Dans le cas du Canada, par exemple, en 1867 le pays était peuplé essentiellement de ses trois peuples fondateurs, à savoir les autochtones, les anglophones et les francophones. Les droits collectifs de ces trois groupes ont été reconnus à ce moment (droits aux écoles confessionnelles par exemple, dans le cas des anglophones et des francophones, et droit à un traitement à part dans le cas des autochtones). D'autres compromis constitutionnels ont précisé ces droits collectifs (droit à l'éducation dans la langue minoritaire officielle, dans le cas des anglophones et des francophones, et respect des droits aborigènes et des droits issus des traités dans le cas des autochtones), notamment en 1982 lors du rapatriement de la constitution et de l'adoption de la Charte des droits et libertés.
 - la reconnaissance des droits collectifs minoritaires est nécessaire pour protéger ces minorités de la tyrannie de la majorité. Sans cette protection, les minorités seraient à la longue obligées de s'assimiler à la culture majoritaire. Le pays perdrait ainsi une partie de son patrimoine et de son identité ainsi qu'une source de richesse et de diversité.
4. Les quatre attributs d'un droit de vote juste et légitime : un droit de vote doit être universel, égal, protégé et honnête.
- Universel — un droit de vote universel confère à chaque adulte le droit de vote, sans égard entre autres à sa race, sa couleur, sa religion, son origine ethnique, son sexe, son orientation

sexuelle, son revenu ou son état matrimonial. Ce droit, que nous tenons pour acquis aujourd'hui, n'a pas toujours été respecté. Au Canada, par le passé, les gens sans propriété ou certaines minorités visibles, telles les Canadiens d'origine japonaise ou chinoise ainsi que les autochtones, ne pouvaient pas voter.

- Égal — selon ce principe, chaque vote doit jouir du même « poids ». Pour que ce principe soit respecté, chaque circonscription doit contenir plus ou moins le même nombre de citoyens. Toute dérogation à cette règle fausse le principe de l'égalité des votes et donne plus de poids à l'opinion des électeurs dans les petites circonscriptions. L'exception la plus commune à cette règle est la création de circonscriptions rurales moins peuplées que les circonscriptions urbaines. Le découpage inégal des circonscriptions a faussé à plusieurs reprises les résultats des élections au Canada. L'élection de 1966 au Québec, par exemple, a été remportée par le Parti conservateur de l'Union nationale grâce à une carte électorale qui attribuait la majorité des sièges à la campagne, en dépit du fait que la majorité des citoyens habitaient la ville.
- Protégé — un vote protégé fait référence au vote secret. Afin d'éviter toute tentative de chantage ou de pression de la part des autres, un citoyen doit pouvoir voter en secret. Les bureaux de scrutin doivent être aménagés de façon à ce que l'électeur puisse s'isoler pour exprimer son choix. Un vote n'est pas valable si l'électeur doit indiquer son choix devant les autres, car cela donne lieu à la manipulation et aux tentatives de pression.
- Honnête — le principe d'une élection honnête fait référence à l'honnêteté de l'information, à l'honnêteté du découpage des circonscriptions et à l'honnêteté du contrôle du processus électoral.

Pour qu'un citoyen puisse faire son choix en toute connaissance de cause, il doit pouvoir bien s'informer. Cela suppose que les moyens de communication sont libres et qu'il existe une variété de sources d'information. Afin de permettre à tous les courants d'opinion et à tous les partis politiques un accès égal aux moyens de communication, certains pays exigent que ceux-ci mettent gratuitement un certain temps d'antenne à la disposition des partis. D'autres pays, afin d'égaliser les chances des uns et des autres, aident à financer les campagnes électorales des partis ou établissent des limites aux dépenses des partis.

Le découpage de la carte électorale est de toute importance. L'histoire nous fournit des exemples où le régime en place a eu recours à la pratique de changer les frontières de certaines circonscriptions afin de favoriser l'élection de ses propres députés ou bien de causer la défaite d'un ennemi politique. Cette pratique qui porte le nom de « gerrymandering » consiste à retrancher ou à ajouter certains quartiers à une circonscription douteuse en vue de consolider le vote d'un parti ou d'un autre.

L'honnêteté du processus électoral implique (1) la tenue correcte des listes électorales afin que tout le monde ayant le droit de vote y soit inscrit et (2) le dépouillement juste du vote. Plusieurs régimes malhonnêtes, qui organisent des élections pour se donner un visage démocratique, trompent la volonté populaire en retranchant des listes électorales les noms de leurs rivaux ou en faisant voter plusieurs fois leurs partisans, ou encore en comptant incorrectement les votes. Une démocratie doit prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que ces pratiques malhonnêtes et trompeuses ne se produisent pas chez elle.

Chapitre 4 : Les régimes démocratiques

Contrôle — Option 1 — Corrigé

1. Définitions :

- la démocratie directe — système de gouvernement où la population entière prend les décisions. La démocratie directe réduit la nécessité de choisir les représentants ou les délégués pour donner voix à la volonté du peuple. Selon ce système, le peuple peut lui-même donner voix à ses préoccupations et prendre au vote majoritaire les décisions qui s'imposent.
- l'exécutif dualiste — un trait propre aux régimes parlementaires selon lequel le pouvoir exécutif est partagé entre deux personnes — un chef d'État qui souvent n'a qu'un rôle symbolique et un chef de gouvernement qui, avec l'aide de ses ministres et de la fonction publique, dirige les opérations quotidiennes du gouvernement.
- le principe de poids et contrepoids — ce principe est caractéristique du système présidentiel américain. Connu en anglais sous le nom de « checks and balances », il se réfère à l'équilibre qui s'installe aux États-Unis entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. En principe, ces pouvoirs sont strictement séparés, mais ils ne peuvent pas fonctionner l'un sans la collaboration et l'approbation de l'autre. Mentionnons à titre d'exemple, le droit du Président d'opposer son veto aux projets de loi adoptés par le Congrès. Le Congrès peut toujours passer outre à ce refus présidentiel s'il réadopte les projets à une majorité des 2/3 au sein des deux Chambres.
- le gouvernement responsable — un principe trouvé dans les régimes parlementaires selon lequel l'exécutif doit provenir du pouvoir législatif et doit jouir de sa confiance en tout temps. Si le pouvoir exécutif perd la confiance du pouvoir législatif (du Parlement), il doit démissionner et le chef d'État doit soit nommer un nouveau gouvernement, soit déclencher les élections.

2. Une question demandant qu'on compare et contraste demande de fait qu'on trouve les ressemblances et les différences. La réponse à cette question doit par conséquent traiter des deux :

- ressemblances — les régimes parlementaires et présidentiels sont tous deux des régimes démocratiques permettant au peuple de choisir librement son gouvernement.
- différences — trois principes séparent ces deux systèmes. Le régime parlementaire est caractérisé par :
 - un exécutif dualiste,
 - la responsabilité ministérielle,
 - la discipline de parti,ces trois éléments sont absents dans un régime présidentiel — les élèves doivent expliquer la nature de ces traits;
le mode de sélection du gouvernement — les élèves doivent expliquer comment on choisit le gouvernement dans chacun des deux systèmes.

276

3. Arguments pour le populisme :

- un régime populiste est plus démocratique, car il se base sur le principe que les politiciens doivent prendre leur direction du peuple;
- la possibilité du peuple d'influencer directement la prise de décision diminuerait le sentiment d'aliénation qui existe et encouragerait les gens à s'impliquer dans les affaires publiques;

Arguments contre le populisme :

- la majorité des gens n'ont ni le temps, ni les connaissances nécessaires pour prendre directement les décisions relatives aux affaires publiques;
- gouverner selon l'opinion publique est dangereux, car premièrement l'opinion publique peut changer rapidement et deuxièmement, l'opinion publique ne respecte pas toujours les droits des minorités. Un tel gouvernement peut se transformer en tyrannie de la majorité.

Contrôle — Option 2 — Corrigé

Complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.
(un point par tiret)

1. Selon un libéral, tout gouvernement doit provenir du consentement des *gouvernés*. Il croit aussi que chaque individu est un être *raisonnable*, capable d'agir dans son intérêt *particulier* (*personnel, individuel, à lui, etc.*).
2. Nous reconnaissons souvent deux philosophes, l'un écossais, l'autre français, comme les pères du libéralisme politique. Il s'agit respectivement de *John Locke* et de *Montesquieu*.
3. Les trois principes sur lesquels repose le parlementarisme sont :
 - a) l'exécutif dualiste
 - b) la responsabilité ministérielle (le gouvernement responsable)
 - c) la discipline de parti
4. Le Parlement britannique se compose de la *Chambre des lords (pairs)* et de la *Chambre des communes*. Il est donc *bicaméral*.
5. Le Parlement canadien est composé de la Chambre haute, c'est-à-dire le *Sénat* et de la Chambre basse, à savoir la *Chambre des communes*. Cette dernière Chambre représente le *peuple*, tandis que la première représente les *régions*.

6. La doctrine politique selon laquelle les politiciens doivent agir en tout temps d'après les opinions du peuple s'appelle le *populisme*.
7. Aux États-Unis, les élections présidentielles doivent se tenir tous les *quatre ans*. Les chefs de chaque parti sont choisis lors des *Congrès d'investiture (Congrès au leadership)*. Les délégués qui choisissent ces chefs sont souvent eux-mêmes choisis lors des élections *primaires*. En choisissant leur Président, les Américains élisent en fait les *Grands Électeurs* qui, ensemble, forment le *Collège électoral*.
8. Aux États-Unis, le Cabinet nommé par le Président est responsable devant *lui (le Président)*. Au Canada, le Cabinet est responsable devant la *Chambre des communes (le pouvoir législatif)*.
9. Si, au Canada, le gouvernement perd un vote à la Chambre, on dit qu'il a perdu la *confiance* de la Chambre. Dans ce cas, le gouvernement doit *démissionner*.
10. Dans une monarchie constitutionnelle, le chef d'État est le *monarque (le souverain)*. Le chef de gouvernement, dans un tel système, est généralement le leader du parti qui *possède le plus grand nombre de sièges au Parlement*.
11. Quel pouvoir le Président américain a-t-il qu'un Premier ministre n'a pas?

Le Président a le pouvoir d'opposer son veto à la législation approuvée par le Congrès.

Quel pouvoir un Premier ministre a-t-il qu'un Président américain n'a pas?

Le Premier ministre peut contrôler les membres de son parti (discipline de parti). Il peut aussi déclencher les élections et, s'il jouit d'un gouvernement majoritaire, il peut assurer l'adoption de son programme législatif.

12. Selon le système parlementaire canadien, le gouvernement s'assoit d'un côté de la Chambre et *l'opposition* de l'autre.
13. Le Congrès américain se compose de deux Chambres. La première représente le peuple et la deuxième les régions. Il s'agit respectivement de :
 - a) la Chambre des représentants;
 - b) le Sénat.
14. Aux États-Unis, l'approbation des traités internationaux est du ressort de quelle Chambre?

Le Sénat.

15. Nommez deux pays, à part le Canada et la Grande-Bretagne, dotés de régimes parlementaires.

Choisissez parmi : l'Espagne, la France, l'Allemagne, le Danemark, les pays scandinaves, l'Italie, la Russie, certains pays du Commonwealth, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan, etc.

16. Nommez deux pays, à part les États-Unis, dotés de régimes présidentiels.

Choisissez parmi : les pays latino-américains (Argentine, Brésil, Vénézuëla, Mexique, etc.), les pays asiatiques (Philippines, Indonésie), les pays africains (Égypte, Tunisie, Tanzanie, Afrique du Sud, etc.).

17. Combien de sièges y a-t-il dans la Chambre basse au Canada?

301

TOTAL : /40

Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux

Contrôle 1 — Option A — Corrigé

1. Définitions :

- tyrannie de la majorité — dénote un régime politique où la majorité gouverne sans égard pour les droits des minorités. Les droits collectifs et même individuels des minorités ne sont pas respectés. La majorité impose sa vision et ses valeurs sur la minorité, ex. : Irlande du Nord.
- aristocratie — dénote un régime politique où les nobles et les aristocrates gouvernent. Comme ceux-ci ne forment qu'une petite élite, ce gouvernement est élitiste et non représentatif de la population en général, ex. : l'Angleterre au XVIII^e siècle.
- autocratie — dénote un régime politique où une seule personne (l'autocrate) gouverne, ex. : Iraq, Libye.
- junte militaire — dénote un régime où l'armée gouverne, ex. : Zaïre, Nigéria.

2. Les caractéristiques des régimes autoritaires et totalitaires sont décrites dans le manuel.

3. Les différentes techniques utilisées par les dictateurs pour rester au pouvoir sont expliquées dans le manuel.

4. Discussion de termes :

- La dialectique — ce terme employé par Hegel et Marx, entre autres, fait référence à une façon de comprendre l'évolution historique. Selon cette notion, l'Histoire est un processus de changement constant. Le changement lui-même provient d'une lutte qui s'engage entre « contraires ». Par le terme « contraire », Hegel entend « idées contraires ». Pour lui, il existe à un moment donné une idée autour de laquelle se forme un consensus général (la thèse). Cette idée génère son contraire (l'antithèse) et ces deux idées entrent en conflit. De ce conflit sort une nouvelle idée (la synthèse) qui englobe les meilleurs aspects des deux idées originales. Cette nouvelle idée devient la nouvelle thèse qui sécrètera à son tour son contraire et ainsi de suite. Pour Marx, la thèse n'est pas une idée, mais une classe sociale. Pour lui, la dialectique est la lutte entre les classes sociales. Une classe dominante crée une classe dominée. Ces deux classes entrent en conflit et il en sort une nouvelle classe qui, elle, créera une classe à exploiter. Cette situation continuera jusqu'à ce que le prolétariat renverse la bourgeoisie et établisse une société sans classe.
- Le matérialisme historique — fait référence à une philosophie selon laquelle la conscience humaine est déterminée par les conditions socio-économiques (matérielles) dans lesquelles l'individu vit. L'essence de l'individu (ses valeurs, ses idées, sa façon de voir et de

comprendre le monde, ses aspirations, son interprétation de l'environnement, sa réponse aux stimuli extérieurs, ses rapports avec les autres et avec lui-même) est déterminée par son expérience matérielle. Marx est un matérialiste. Cette école philosophique est à distinguer de l'école idéaliste qui croit à l'existence des idées et à des modèles de perfection extérieurs à l'être humain. Selon cette école, l'Homme est appelé à réaliser un « idéal » qui lui est supérieur et qui est révélé par la Nature ou par Dieu.

- L'étape communiste du programme marxiste — cette étape est la troisième et la dernière étape de l'évolution vers une société communiste. Elle est caractérisée par la fin de la lutte des classes et la disparition de l'État. La lutte entre les classes sociales cesse, car il n'y a plus de classes sociales. Étant donné que la bourgeoisie a cessé d'exister durant la deuxième étape, il ne reste qu'une seule classe sociale — le prolétariat. Comme l'État dans le système bourgeois ne servait qu'à défendre et à avancer les intérêts de la classe dominante, celui-ci amorcera un processus de dépérissement qui se terminera par sa disparition. Cela s'inscrit dans la logique des choses : il n'y plus de classe dominante, on n'a donc plus besoin d'instruments pour dominer. Comme l'État représentait cet instrument de domination, il n'est plus nécessaire et disparaîtra. Les biens produits dans la société seront répartis selon les besoins et chacun contribuera au bien-être de la société selon ses capacités.
- La dictature du prolétariat — selon les prévisions marxistes, cette étape est caractérisée par le renversement de la société et du gouvernement bourgeois par le prolétariat. Celui-ci constitue un nouveau gouvernement qui, en nationalisant (socialisant) la propriété privée, élimine les sources d'exploitation et d'enrichissement de la bourgeoisie. Cette propriété devient propriété d'État et servira à assurer le bien-être collectif. Cette étape est une étape transitoire, la dernière avant l'étape ultime — celle de l'établissement d'une société communiste. Comme c'est l'étape de la socialisation des moyens de production, nous appelons le régime mis en place durant cette période, un régime « socialiste ».

Contrôle 1 — Option B — Corrigé

Ce contrôle évalue les connaissances du début du chapitre jusqu'à la fin de la théorie marxiste.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. La dictature d'une seule personne peut être de deux sortes, à savoir :
 - a) une monarchie absolue;
 - b) une autocratie.
2. Un régime où la majorité gouverne sans égard pour les droits de la minorité s'appelle : *une tyrannie de la majorité.*
3. Un régime où le gouvernement est entre les mains d'une élite riche ou éduquée s'appelle : *une aristocratie.*
4. La différence entre un régime autoritaire et un régime totalitaire est que, dans le premier, *l'État cherche à contrôler certains aspects de la vie des citoyens (les aspects politiques en particulier) sans pour autant contrôler tous les aspects de la vie des citoyens comme dans un régime totalitaire.*
5. Parmi les traits principaux d'un régime totalitaire, on trouve :
 - a) l'existence d'une idéologie qui définit tous les aspects du chemin à prendre;
 - b) l'existence d'un parti unique;
 - c) l'utilisation de la terreur;
 - d) le contrôle de la communication de masse;
 - e) une direction centrale de l'économie (moins vrai dans le cas des fascistes).
6. Ceux qui s'opposent au régime dictatorial portent le nom de : *dissidents.*
7. L'endoctrinement consiste : *à inculquer dans l'esprit de la population, les valeurs et l'idéologie propres au régime.*
8. Quelle technique un régime dictatorial emploie-t-il pour donner l'impression à la population qu'elle participe à la vie politique?

La participation contrôlée (ou dirigée).

282

9. La canalisation du mécontentement populaire est une technique utile aux dictatures, car elle permet au régime de :

blâmer les autres pour les problèmes qui surgissent, se soustrayant ainsi de toute responsabilité pour les déboires du régime.

10. Ceux qui sont choisis par le régime pour porter le blâme des problèmes courants ou historiques portent le nom de :

boucs émissaires.

11. Identifiez le concept ou la personne :

- a) « méthode scientifique » qui permet de comprendre la mécanique de l'Histoire et de prédire l'avenir :

La dialectique

- b) auteur du Manifeste communiste

Karl Marx

- c) la troisième étape du programme marxiste

étape communiste

- d) philosophie selon laquelle les conditions socio-économiques déterminent la conscience humaine

matérialisme historique

- e) la classe laborieuse

le prolétariat

- f) la deuxième étape du programme marxiste sera caractérisée par la *socialisation* (la *nationalisation*) des moyens de production et l'établissement d'une *dictature* des travailleurs.

- g) Hegel a affirmé que l'Histoire est un processus de changement selon lequel la *thèse* génère son *antithèse*. Le conflit qui en résulte donne naissance à la *synthèse*.

- h) Selon un communiste, « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de » : « la lutte des classes ».

TOTAL : /25 points

Contrôle — Option A — Corrigé

1. Lénine voit le Parti communiste comme le moteur de la révolution. Le parti doit servir d'avant-garde pour les ouvriers qui, laissés à eux-mêmes, sont trop faibles, trop dispersés et trop désorganisés pour faire face aux autorités tsaristes. Le parti devient donc, aux yeux de Lénine, le principal acteur révolutionnaire. Il agit au nom des ouvriers et en constitue le fer de lance. Le parti joue aussi un rôle d'éducateur auprès des ouvriers. Il les conscientise et sert à concentrer leurs énergies révolutionnaires. Il sert de guide et de vecteur principal à l'ardeur révolutionnaire.
2. Le léninisme s'écarte du marxisme sur le plan de sa fidélité à la dialectique ainsi qu'au niveau du rôle qu'il envisage pour le Parti communiste. Marx avait prévu des étapes précises pour la transition des sociétés bourgeoises vers le communisme. Pour lui, une société féodale devait passer par une phase bourgeoise afin qu'elle puisse envisager une transition vers le communisme. Comme la Russie en 1917 était à toutes fins pratiques encore une société féodale, les marxistes traditionnels seraient de l'avis qu'elle n'était pas encore mûre pour une révolution marxiste. Il lui fallait une période de gouvernement bourgeois pour jeter les assises de l'industrialisation. Lénine rejette cette interprétation des choses. Pour lui, il faut saisir le moment, brûler les étapes et entamer au plus vite la phase socialiste du programme marxiste.

Pour ce qui est du rôle du parti, Lénine voit le parti comme le moteur de la révolution. Marx n'avait pas envisagé un encadrement aussi étroit et précis des ouvriers. Ceux-ci, à ses yeux, sauraient s'organiser efficacement au moment opportun. Lénine, par contre, croit les ouvriers trop faibles, trop ignorants et trop divisés pour effectuer la révolution. Ils ont besoin d'être organisés et disciplinés et ce sera là le rôle du parti. Le parti sera le fer de lance et l'avant-garde des ouvriers et ceux-ci lui doivent obéissance et soumission.

3. Le Parti communiste soviétique est caractérisé par une organisation hiérarchique de forme pyramidale. À la base se trouvent les membres du parti. Ceux-ci choisissent les membres du Congrès du Parti communiste qui se rencontrent tous les 5 ans afin d'arrêter les grandes lignes du parti et d'en élire les dirigeants. Le Congrès choisit à son tour un Comité central qui agit comme Parlement du parti. Celui-ci se rencontre trois ou quatre fois par an pour ratifier les décisions prises par les instances supérieures. Le Comité central élit deux institutions importantes — le Secrétariat qui s'occupe de l'organisation du parti et le Politburo (ou Bureau politique) qui s'occupe des dossiers politiques importants. Le Secrétaire général du parti est le chef du Secrétariat et le véritable chef de l'Union soviétique.

Le parti pratique ce qu'on appelle le « centralisme démocratique ». Ce terme désigne la façon dont les décisions se prennent au sein du parti. Dans un premier temps, les différentes positions sont pourvues par voie d'élection, et dans la mesure où ces élections reflètent vraiment la volonté des membres du parti, ce processus est démocratique. Toutefois, lorsque la structure est établie, tous les membres sont obligés d'accepter et de défendre les décisions. Il n'est pas permis de mettre en doute le bien-fondé des décisions ou des actions du parti. Ce genre de dissidence interne crée des factions à l'intérieur du parti, ce qui l'affaiblit et mine sa crédibilité aux yeux du public.

4. Les élèves doivent discuter les méthodes suivantes :

- l'emploi de la propagande
- le culte du chef (aussi appelé « le culte de la personnalité »)
- les procès truqués
- la dénonciation
- les purges
- la liquidation
- l'internement et l'exil
- le génocide.

5. On associe les termes de « glasnost » et de « perestroïka » au gouvernement de Mikhaïl Gorbatchev, de 1985 à 1991. Celui-ci a voulu corriger les erreurs du communisme et ainsi sauver ce qu'il y avait de mieux dans le système communiste. « Glasnost » suggère « ouverture » et « transparence ». Par ce terme, Gorbatchev voulait signaler sa volonté de libéraliser le régime en admettant la critique et en pratiquant une plus grande honnêteté publique. La pratique du « glasnost » devait chasser les mensonges du passé, permettre une presse plus libre et encourager l'exercice des libertés communes aux régimes démocratiques. Gorbatchev voulait rendre le gouvernement soviétique plus redevable devant le peuple. Quant aux citoyens, ils feraient preuve de plus d'autonomie et prendraient une plus grande responsabilité d'eux-mêmes. Les conséquences pour le parti étaient importantes : celui-ci perdait son rôle de parti unique. L'existence d'autres partis et d'autres courants idéologiques transformait l'Union soviétique en un État pluraliste.

Gorbatchev a cru à la nécessité d'adopter simultanément des réformes économiques et des réformes politiques. Présenté sous le nom de « perestroïka » ou « restructuration », son programme économique demandait une libéralisation des pratiques employées jusque-là, y compris un desserrement au niveau de la planification centralisée, et l'emploi des techniques associées aux économies capitalistes. Gorbatchev souhaitait responsabiliser les cadres et les gestionnaires qui, jusqu'à présent, avaient démontré peu d'initiative. En encourageant plus d'autonomie au niveau des usines et plus de responsabilité au niveau des gestionnaires, il espérait relancer une économie qui stagnait depuis plusieurs années.

Contrôle 2 — Option B — Corrigé

Ce contrôle évalue les connaissances à partir du marxisme-léninisme jusqu'à la fin de l'évolution politique de l'URSS.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Selon Lénine, le moteur de la révolution est *le Parti communiste*.
2. L'opération de la chaîne de commande au sein du parti communiste est connu sous le nom de *centralisme démocratique*.
3. Lénine, appuyé par les soviets, prend le pouvoir en 1917 à l'aide d'un *coup d'état armé*.
4. Au mois de novembre 1917 ont lieu les élections à l'*Assemblée constituante*, élections que les Bolcheviks *perdent*. Lénine fait *dissoudre* (*abolir, renvoyer*) cette institution, la seule à caractère démocratique que connaîtra la Russie jusqu'au début de notre décennie.
5. Parmi les premières actions prises par le gouvernement de Lénine, on note :
 - a) l'adoption d'une Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité
 - b) l'abolition de la propriété privée de la terre
 - c) le service du travail obligatoire pour tous (entre plusieurs autres possibilités).
6. Le régime de Lénine est caractérisé par :
 - a) sa rigidité
 - b) la puissance absolue de l'État (entre autres possibilités).
7. L'URSS est créée en 1922, suite à l'union de la Russie avec d'autres États dont :
 - a) l'Ukraine
 - b) la Biélorussie (et aussi la Transcaucasie)
8. Quel nom est donné aux cadres du parti qui passent toute leur vie à travailler au sein du parti?
Les apparatchiks.
9. En ce qui concerne l'organisation du parti, tous les 5 ans, les membres à la base élisent un *Congrès* de 5000 membres. Cette institution nomme les membres d'une plus petite institution qui sert de Parlement du parti. Cette institution s'appelle le *Comité central*. Celui-ci choisit, à son tour, deux bureaux qui ensemble constituent l'exécutif du parti. Il s'agit, en l'occurrence, du *Secrétariat* et du *Politburo* (*du Bureau politique*).

286

10. Le véritable « maître » de l'Union soviétique occupe quel poste?

Secrétaire général du parti communiste.

11. Qui était le dernier « maître » de l'URSS avant son effondrement?

Mikhaël Gorbatchev.

12. Le pouvoir législatif en URSS reposait entre les mains du *Soviet suprême* qui était élu tous les 5 ans par la population soviétique. Cette institution était *bicamérale*, c'est-à-dire composée de deux chambres, à savoir : *le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités*.

13. Le pouvoir exécutif en URSS était confié à un groupe de personnes appelé *le Présidium*. L'administration du pays et la mise en application des décisions prises par le parti étaient, quant à elles, la responsabilité du *Conseil des ministres (Cabinet)*.

14. Nommez deux anciennes républiques de l'URSS (autre la Russie), aujourd'hui indépendantes.

a) L'Ukraine.

b) La Lituanie (entre plusieurs autres possibilités).

15. Identifiez 4 méthodes utilisées par Staline pour imposer et affermir son pouvoir.

a) L'emploi de la propagande.

b) Le culte de la personnalité (le culte du chef).

c) Les purges.

d) La liquidation physique (entre plusieurs autres possibilités).

16. La stagnation et l'immobilisme qui caractérisent l'Union soviétique pendant les années 70 et au début des années 80 sont associés au nom de

Brejnev.

17. Le dernier dirigeant de l'Union soviétique avant son effondrement entreprend des mesures pour réformer le système politique et économique. On associe à son nom les politiques célèbres de glasnost et de perestroïka.

TOTAL : /35 points

Contrôle 3 — Option A — Corrigé

1. Le fascisme rejette les éléments suivants du libéralisme :

- l'égalité — la notion d'égalité, pour un fasciste, est un mythe contraire à la loi naturelle. Les gens ne naissent pas égaux — ils sont inégaux sur les plans de l'intelligence, de leur force de caractère, de leur volonté de survivre et de réussir. Une hiérarchie naturelle s'établit chez les hommes comme chez les autres animaux. Cette pyramide d'autorité est le résultat en général de la lutte pour la domination.
- l'individualisme — l'individu seul ne peut rien. Il doit faire partie du groupe qui lui est supérieur et qui lui donne son identité, un sens, la sécurité et une famille. L'individu fait partie d'une collectivité qui lui ressemble et dans laquelle il se fond. Cette collectivité est sa nation ou bien sa race.
- la démocratie libérale — dans une démocratie libérale, l'individu ne poursuit que ses intérêts personnels. Il devient égocentrique, refusant les sacrifices nécessaires au bien-être de la nation. Par son pluralisme et sa tolérance des différents points de vue et de valeurs, la démocratie libérale encourage la division, ce qui mine la force et la détermination d'un pays. Un pays bien géré ne permet pas la division. Il encourage l'unité et la conformité, car cela donne au pays force et direction. Les fascistes nient aussi le bien-fondé de la notion de gouvernement par la majorité. La majorité n'est pas nécessairement capable de diriger un pays. Il n'y a qu'un nombre restreint de personnes qui ont les qualités requises pour assumer la direction d'une nation.
- le capitalisme — les fascistes s'opposent en principe au capitalisme, le pendant économique du libéralisme. Le capitalisme se base sur la poursuite individuelle de la richesse et non pas sur l'enrichissement de la nation tout entière. De plus, selon les fascistes, le capitalisme conduit au chômage, aux crises économiques cycliques, au chaos et à l'instabilité. En pratique, il faut reconnaître que les fascistes ont su composer rapidement avec les capitalistes qui détenaient les capitaux nécessaires au financement de leurs campagnes électorales.

2. Les éléments de foi de la doctrine fasciste comprennent :

- le nationalisme — la nation regroupe les gens semblables — les gens qui partagent une langue, des traditions, des valeurs et une histoire commune. La nation donne aux individus un sens de la famille et de solidarité qui offre protection et sécurité. Comme l'histoire n'est que la lutte des nations pour la survie, les intérêts de l'individu se fondent avec ceux de la nation. La nation est donc supérieure à l'individu et celui-ci lui doit fidélité et obéissance.
- le combat — la lutte pour la survie ou le combat est inscrite dans l'ordre naturel. C'est en combattant que les nations ont pu résister aux attaques d'autres nations souhaitant les soumettre à leur domination. Le combat est une nécessité biologique qui affine les caractéristiques propres à l'homme « primitif », c'est-à-dire près de ses racines et de ses origines,

à savoir la virilité, le courage, la détermination, la discipline et la force. La nation a besoin d'être musclée pour s'imposer vis-à-vis des nations inférieures et pour assurer sa survie.

- un État totalitaire — l'État doit être fort et unanime. Pour assurer cela, il faut que la nation confie ses affaires à un chef visionnaire qui a le pouvoir de prendre les décisions qui s'imposent. L'État étant supérieur à l'individu, celui-ci doit contribuer à la collectivité, chacun selon ses capacités, et ne rien faire qui pourrait affaiblir l'État. Le conformisme et l'obéissance sont de rigueur.
- un chef charismatique — le chef s'impose par la clarté et l'assurance de sa vision, par sa force de caractère, par sa détermination, par son magnétisme personnel et par le rapport qui s'établit entre lui et la nation. Il incarne la nation et en devient le père et le guide. Cette déification du chef est nécessaire pour cimenter la loyauté du peuple et donner à la nation un visage auquel le peuple puisse s'identifier.
- l'ordre et la discipline — un État fort requiert l'ordre social et la discipline des citoyens. Comme le libéralisme avait dégénéré en désordre, les fascistes ont acquis une partie de leur popularité en promettant un retour au respect de la loi et de l'ordre. Une société hiérarchisée exige l'acceptation par tout le monde de l'ordre établi. Un État fort exige discipline et travail de la part de tout le monde.
- le « vrai » socialisme — les fascistes sont des socialistes dans la mesure où ils mettent l'intérêt de la collectivité avant celui de l'individu. Toutefois, pour eux, la collectivité est la nation ou bien la race. Ils rejettent l'idée de la lutte des classes, affirmant qu'une telle notion divise la nation et mine son unité. Un vrai socialiste lutte pour renforcer et enrichir la nation.

3. En répondant à cette question, les élèves doivent discuter des points suivants.

Le fascisme en Italie :

- la rancune après la victoire mutilée de la Première Guerre mondiale
- la crise économique d'après-guerre conduit à l'instabilité sociale
- les communistes attirent l'appui des ouvriers, ce qui effraie les industriels
- le libéralisme démocratique se discrédite dans la mesure où les solutions aux problèmes politiques et économiques lui échappent
- Mussolini propose un programme nettement pro-capital et pro-ordre afin d'attirer l'appui des capitalistes et des propriétaires fonciers
- les fascistes s'organisent en escouades paramilitaires (les chemises noires) et assument la direction du combat contre les socialistes et les communistes
- en 1922, jugeant le moment venu de prendre le pouvoir, Mussolini décide la marche sur Rome
- devant les milliers de fascistes qui se présentent aux portes de Rome, le roi décide de confier le pouvoir à Mussolini

- celui-ci accepte de former un gouvernement et met en place des lois qui lui permettront éventuellement de former une dictature fasciste

Le national-socialisme en Allemagne :

- la crise économique de 1929 frappe durement l'Allemagne causant chômage et misère
- les nazis profitent du désespoir et du chaos social pour promettre une Allemagne forte et dominatrice qui vengerait les torts que lui avaient causé les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale
- aux élections de 1932, les Nazis deviennent le plus grand parti au Reichstag
- une crise gouvernementale s'abat sur l'Allemagne en 1933. Le Président juge qu'il serait impossible de former un gouvernement sans l'appui des Nazis. Il invite Hitler à assumer la direction du gouvernement en devenant Chancelier.
- Hitler assume le pouvoir et démontre sa détermination à gouverner selon ses propres priorités.
- il demande, et reçoit, les pleins pouvoirs afin de restaurer l'ordre. Il devient donc dictateur par des moyens plus ou moins légaux (il ne faut pas oublier qu'il avait manipulé et liquidé plusieurs députés afin de recevoir les deux tiers du vote nécessaires pour changer la constitution).

Contrôle 3 — Option B — Corrigé

Ce contrôle évalue les connaissances sur la théorie fasciste ainsi que sur les régimes fascistes.

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Quels éléments du libéralisme le fascisme rejette-t-il?
 - a) L'individualisme.
 - b) L'égalité.
 - c) La démocratie libérale (et aussi le capitalisme).
2. Quels éléments du marxisme le fascisme rejette-t-il?
 - a) La lutte des classes.
 - b) L'internationalisme prolétarien.
3. Quels sont les notions ou éléments que les fascistes favorisent?
 - a) Le nationalisme.
 - b) Un État totalitaire.
 - c) Le combat.
 - d) Un chef charismatique (aussi : le rétablissement de l'ordre et de la discipline; la propagande et l'endoctrinement, le vrai socialisme).
4. Nommez deux groupes servant de boucs émissaires pour les nazis allemands.
 - a) Les Juifs.
 - b) Les communistes (aussi : les étrangers, les Tziganes, les homosexuels).
5. Quel trait du fascisme était particulier à l'Italie?

Le corporatisme.
6. Pour Hitler, la race supérieure est la race
« aryenne ».
7. Hitler référait au génocide auquel il comptait livrer un certain peuple par le nom de
« la solution finale ».

8. À la fin de la Première Guerre mondiale, le refus des Alliés de respecter leurs promesses à l'Italie fait naître le thème dans ce pays de

la victoire mutilée.
9. Sur le plan international, Mussolini prône une politique d'

expansion.
10. Quel est l'événement qui convainc le roi de confier le gouvernement à Mussolini?

La marche sur Rome.
11. Comment se nomment les troupes paramilitaires fascistes qui favorisent l'ascension de Mussolini en répandant la violence et en déstabilisant le régime en place?

Les chemises noires.
12. Comment se nomme le traité de paix qui met fin à la Première Guerre mondiale entre l'Allemagne et les Alliés?

Le traité de Versailles.
13. Quel est le nom du livre écrit par Hitler?

Mein Kampf.
14. Quel est l'événement historique qui déclenche une remontée spectaculaire dans les fortunes du parti nazi allemand?

La dépression (le krach boursier) de 1929.
15. Expliquez la procédure par laquelle Hitler devient Chancelier en 1933.

Le parti de Hitler est le plus grand au Parlement (Reichstag) sans pour autant contrôler une majorité absolue des voix. Lors de la crise politique de 1933, le Président Hindenburg arrive à la conclusion qu'il est nécessaire d'associer les Nazis au pouvoir. Il invite donc Hitler à assumer le rôle de Chancelier, c'est-à-dire du chef de gouvernement.
16. Quel est le nom de la loi qui permet à Hitler d'établir une dictature?

L'Acte d'habilitation.

17. Hitler croyait que les Allemands avaient besoin de plus d'espace pour vivre et s'établir. Cette notion porte le nom en allemand de *Lebensraum*. Il croyait trouver cet espace dans l'Est de l'Europe. On applique à cette notion d'expansion vers l'Est, l'expression allemande de

Drang nach Osten.

TOTAL : /25 points

Essai argumentatif

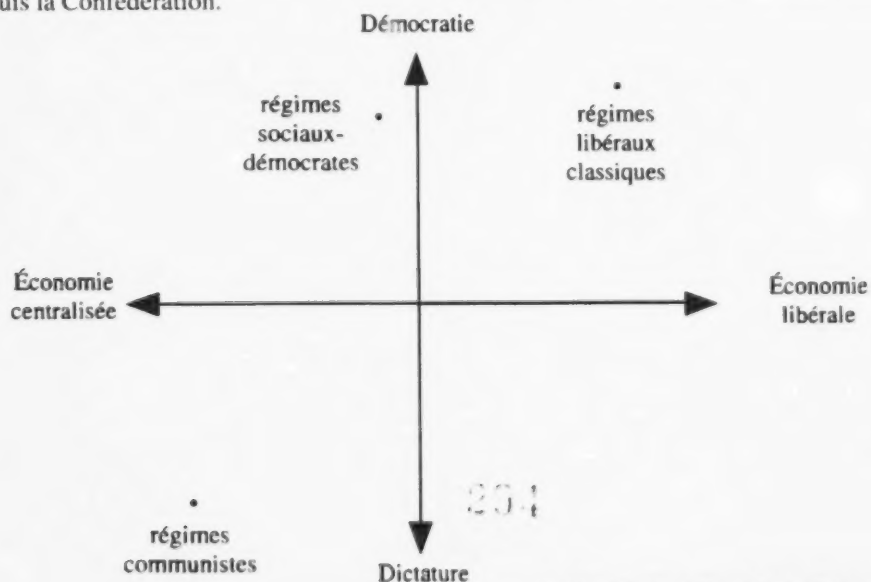
Se référer aux documents intitulés « Études sociales 30 — Bulletin d'information » publiés par la Student Evaluation Branch d'Alberta Education, chaque année, pour les critères d'évaluation de l'essai argumentatif.

Chapitre 6 : Théories économiques générales

Contrôle — Corrigé

1. Le terme « rareté » se rapporte au fait que les ressources sont limitées, tandis que les besoins sont à toute fin pratique illimités. Ce déséquilibre entre les ressources et les besoins oblige les humains à trouver un moyen pour décider qui recevra quoi et en fonction de quels critères. La rareté pose donc toute la question de la production, de la distribution et de la consommation des biens et services, ce qui est la problématique même de la science économique.
2. Le terme « économie » se rapporte à l'ensemble des faits ayant trait à la production, à la distribution et à la consommation des richesses dans une collectivité humaine.
3. Les trois questions fondamentales sont :
 - quoi produire?
 - comment produire?
 - pour qui produire?
4. Les trois modèles économiques :
 - l'économie traditionnelle,
 - l'économie de marché (économie libérale, économie capitaliste),
 - l'économie de commande (économie centralisée, économie planifiée, économie marxiste, économie dirigée).
5. Le terme « déficit » se rapporte à la différence entre les recettes et les dépenses gouvernementales au cours d'un exercice (1 an), tandis que « dette » se rapporte au total des déficits et des excédents depuis la Confédération.

6.



Chapitre 7 : Les économies libérales

Contrôle — Option 1

1. La réponse devrait discuter des points suivants :

- l'importance du travail;
- la propriété privée;
- la loi du marché — la loi de l'offre et de la demande;
- la recherche du profit — l'effet d'entraînement et la main invisible;
- la compétition;
- la division du travail — le libre-échange;
- la séparation de l'économie et de la politique — le « laissez-faire ».

2. Le cycle économique se compose de quatre phases : reprise (relance), croissance (prospérité), récession et dépression. Le cycle est le résultat du caractère autorégulateur d'une économie libérale et de l'opération de la loi de l'offre et de la demande. Quand la demande s'accroît, les entreprises augmentent leur production pour la rencontrer. Cela signifie l'embauche de nouveau personnel et peut-être une hausse au niveau des salaires. Ces développements mettent plus d'argent en circulation et stimulent encore plus la demande. C'est la phase de la reprise économique qui, avec le temps, se transforme en croissance régulière. On dit que l'économie est en expansion pendant ces deux phases. Il se peut, pendant la dernière partie de la phase de croissance, que les entreprises aient fait trop d'investissements et que la production dépasse la demande. Dans un tel cas, l'offre dépasse la demande, les prix tombent, les entreprises font moins de profit et se croient obligées de comprimer leurs dépenses afin de maintenir leurs profits. Elles font cela en baissant les salaires (si cela est possible) et en licenciant des employés. Cela fait monter le taux de chômage, réduit le montant d'argent en circulation et étouffe davantage la demande. C'est la phase de récession qui, à son plus profond, se transforme en dépression générale.

3. Les élèves devraient soulever les points suivants :

Causes :

- causes psychologiques — une confiance irréaliste dans la croissance économique favorise la spéculation
 - les spéculateurs font monter la valeur des actions boursières au-dessus de leur valeur réelle;
 - à la longue, les investisseurs se rendent compte de l'irrationalité de ce phénomène et commencent à vendre leurs actions;
 - une panique s'ensuit pendant laquelle des millions d'actions sont mises en vente, ce qui fait dégringoler les prix provoquant un krach boursier.

- causes liées à l'inégalité — cinq pour cent de la population américaine dispose de plus de vingt-cinq pour cent du revenu national
 - ne sachant plus quoi faire de leur argent, les riches l'investissent dans de nouvelles entreprises, augmentant ainsi l'offre dans une période où la demande est déjà faible, ou bien spéculent à la bourse.
- causes liées à certaines pratiques financières
 - la création de cartels réduit la compétition, et le sous-financement des petites banques et des grandes entreprises laisse l'économie dans une situation de vulnérabilité.
- causes liées à l'instabilité du commerce international
 - les États-Unis sont devenus, après la Première Guerre mondiale, le premier bailleur de fonds pour l'Europe. Le rapatriement de ces fonds au début de la dépression a bouleversé l'économie européenne la poussant, elle aussi, vers la dépression.
- causes liées au secteur agricole
 - les bas prix agricoles et les profits médiocres réalisés par les fermiers font diminuer la demande pour les produits manufacturés,
 - les exportations agricoles sont également à la baisse, ce qui affaiblit davantage encore le secteur agricole.
- conclusion — la dépression est le résultat d'une spéculation boursière effrénée, accompagnée, d'une diminution de la demande, d'une surproduction industrielle et d'une récession dans le domaine agricole.

4. L'élève devrait discuter les points suivants :

- la critique morale — le libéralisme se base sur de fausses prémices en croyant que l'homme recherche essentiellement son propre intérêt, sans égard aux intérêts des autres. Il encourage des valeurs anti-sociales et égoïstes. Il crée une société inégalitaire où la loi de la jungle (chacun pour soi) prédomine.
- la critique fonctionnelle — le capitalisme ne fonctionne pas. L'économie libérale n'est pas, à l'encontre de ce qu'en disent ses promoteurs, autorégulatrice. La dépression de 1929 démontre qu'une économie en dépression n'est pas toujours capable de sortir de cet état sans l'aide du gouvernement. De toute façon, le fonctionnement du cycle économique contribue à des crises régulières qui déstabilisent l'économie, bouleversent la vie des gens et engendrent des coûts sociaux énormes.
- la critique sur la durabilité du capitalisme — cette critique est essentiellement d'inspiration marxiste. Les marxistes croient que le capitalisme en tant que « thèse » porte en son sein les germes de sa propre destruction. Le capitalisme sera renversé par ceux qui ne profitent pas du système (ces gens formant « l'antithèse »). Un nouveau système remplacera le capitalisme où,

dans un premier temps, les travailleurs représentés par le gouvernement posséderont les moyens de production. Aux yeux des marxistes, cette évolution est inévitable car elle fait partie des « lois de l'Histoire », c'est-à-dire de la dialectique.

5. Raisons pour l'émergence du néo-libéralisme :

- la mise en place de l'État-providence (le réseau de programmes sociaux) avait donné lieu à des déficits qui, au cours des ans, ont mené à une dette colossale;
- la taille gigantesque de l'État, assortie d'une réglementation omniprésente, représentait une menace pour la liberté individuelle;
- les anciennes politiques de relance économique (des politiques de stimulation de la demande) ne fonctionnaient plus. Le taux de croissance économique restait faible en dépit de l'intervention du gouvernement (les néo-libéraux diraient qu'il est resté faible « à cause » de l'intervention du gouvernement).

Solutions préconisées :

- baisser les taxes — cette mesure stimulerait la production et l'investissement, ce qui mènerait à la création d'emplois et à de plus grandes recettes pour le gouvernement (le nombre accru de personnes qui paient des taxes équilibrerait la baisse de revenu par personne). C'est ainsi qu'en théorie du moins, une réduction de taxes n'aggrave pas le déficit. (La pratique aux États-Unis était toute autre comme nous le savons.)
- assainir les finances publiques — éliminer le déficit et rembourser la dette. Une telle mesure aurait l'effet de faire baisser les taux d'intérêt, ce qui stimulerait la demande et enclencherait la reprise économique;
- démanteler l'État-providence — cette mesure est essentielle pour deux raisons :
 - les gens assumeront de nouveau la responsabilité pour eux-mêmes
 - la réduction des dépenses publiques permettra au gouvernement d'équilibrer son budget;
- déréglementer — l'abondance de règlements dans tous les secteurs (emploi, standards, qualité, environnement, etc.) nuit à la prise de risques, à l'investissement et aux profits. Déréglementer libérerait les mains des entreprises et contribuerait ainsi à une relance de l'économie.

207

Contrôle — Option 2 — Corrigé

Répondez aux questions et complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. Donnez deux synonymes pour l'expression « une économie libérale ».
 - a) Économie de marché ou économie capitaliste ou économie de « laissez-faire »
 - b) ou économie à régime de prix.
2. Quelles sont les libertés comprises sous la rubrique de « libertés économiques »?
 - a) Liberté de vendre : liberté d'acheter, liberté de posséder la propriété.
 - b) Liberté d'embaucher ou de licencier les ouvriers.
3. a) À qui accorde-t-on généralement le titre de « père » du libéralisme économique?

Adam Smith.

 - b) Quel est le titre de son livre fort influent?

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, ou tout simplement, De la richesse des nations.
 - c) De quel groupe d'économistes français s'est-il inspiré?

Des physiocrates.
 - d) Quel est le nom du système économique qui était en place et qu'il voulait changer?

Le mercantilisme.
4. Les libéraux classiques croient que « la poursuite de l'intérêt particulier conduit à l'intérêt général ou public ou commun ». Le mécanisme permettant ce développement porte le nom d'*effet d'entraînement* en français et, en anglais, de « *trickle-down effect* ».
5. Le *marché* est le lieu de rencontre des acheteurs et des vendeurs.
6. Selon la théorie libérale, le prix d'un article se fixe selon l'opération d'une loi appelée « la loi de l'offre et de la demande ».

7. Selon les libéraux, les forces naturelles agissent comme une *main invisible* pour diriger l'économie.
8. L'établissement des monopoles viole les principes libéraux, car ils empêchent la *compétition* ou la *concurrence*.
9. Une augmentation de la demande fait *monter* les prix.
10. Quelles sont les quatre phases du cycle économique?
 - a) La reprise ou la relance ou le redressement.
 - b) La prospérité ou la croissance.
 - c) La récession.
 - d) La dépression.
11. Ces phases peuvent se regrouper sous les noms d'**expansion** et de **contraction**. À laquelle de ces deux grandes tendances associe-t-on les développements suivants :

a) le chômage monte	contraction
b) l'inflation monte	expansion
c) le nombre de faillites diminue	expansion
d) les consommateurs « se serrent la ceinture »	contraction
12. Selon la théorie libérale, c'est « l'acheteur » qui détermine ce qui sera produit. Cette notion repose sur un principe appelé *la souveraineté du consommateur*.
13. Dans un régime de prix, une augmentation de la demande entraîne *une augmentation* au niveau des prix jusqu'à ce que *l'offre* rencontre la demande.
14. Selon les partisans de l'économie libérale, aucune intervention du gouvernement n'est nécessaire parce que *l'économie est autorégulatrice, c'est-à-dire qu'elle se corrige elle-même*.

15. Les adversaires du libéralisme économique maintiennent que sur le plan humain, celui-ci conduit à :
 - a) l'accroissement des inégalités.
 - b) d'énormes coûts sociaux engendrés par le chômage et la pauvreté.
16. Parmi les causes de la Grande Dépression figure celle de la *spéculation* boursière.
17. La crise économique américaine s'étend aux autres pays du monde en raison :
 - a) du prix des matières premières;
 - b) de la dépendance des autres pays à l'égard des capitaux américains.
18. a) En 1933, le nouveau président américain, *F. D. Roosevelt*, tente de sortir l'Amérique de la crise en annonçant un programme appelé « *the New Deal* » ou « *la nouvelle donne* ».
 - b) Parmi les diverses mesures de ce programme figurent :
 - i) l'embauche massive de chômeurs, par l'administration fédérale, pour travailler sur les chantiers de travaux publics tels que TVA.
 - ii) l'adoption du « *Social Security Act* » créant un régime d'assurance-chômage.
 - iii) la mise sur pied d'un corps civil « *Civilian Conservation Corps* » pour fournir des emplois aux jeunes.
 - c) Avant lui, le gouvernement américain avait tenté de combattre la dépression en suivant une politique *de déflation* ou *d'austérité* ou *de non-intervention*. Le nouveau président innove en suivant une politique beaucoup plus *interventionniste* ou *activiste* ou *dirigiste* ou *étatiste*.
19. Les deux politiciens internationaux les plus associés à la politique économique du néo-libéralisme sont : *Ronald Reagan* aux États-Unis et *Margaret Thatcher* en Grande-Bretagne.
20. Trois mesures préconisées par les néo-libéraux pour stimuler la croissance économique sont :
 - a) éliminer le déficit budgétaire et rembourser la dette;
 - b) déréglementer;
 - c) réduire la taille du gouvernement et des services gouvernementaux et baisser les taxes.

TOTAL : /45 points

Question boni : Quel est le nom associé au système social, mis en place dans certains pays, caractérisé par l'existence de programmes sociaux et une économie mixte? *L'État-providence*.

Chapitre 8 : L'économie mixte

Contrôle— Option A — Corrigé

1. L'élève devrait traiter de l'interventionnisme sur les plans suivants :

- le plan économique — nationalisation, projets conjoints, subventions, abris fiscaux, planification indicative, trilatéralisme,
- le plan fiscal — taux d'imposition sur les corporations et sur les particuliers, détermination de l'assiette fiscale, taxation progressive,
- le plan budgétaire — dépenses publiques et recettes gouvernementales, déficit ou surplus, injection de l'argent public dans le circuit économique,
- le plan monétaire — détermination des taux d'intérêt bancaires et le montant d'argent en circulation (la masse monétaire),
- le plan social — mise sur pied des programmes sociaux.

La discussion de chaque plan s'accompagnera d'exemples concrets.

2. En discutant la politique de relance keynésienne, l'élève soulèvera les points suivants :

- Keynes part du principe que, lors d'une récession, le gouvernement doit dépenser pour ramener la prospérité;
- le gouvernement doit donc injecter de l'argent dans l'économie lorsque celle-ci commence à s'essouffler;
- le gouvernement fait cela en mettant sur pied des projets de travaux publics et en augmentant les paiements aux citoyens se trouvant dans le besoin (les paiements de transfert);
- l'injection de cet argent stimulera la demande et fera sortir l'économie de sa léthargie;
- un résultat moins positif sera un gonflement des dépenses publiques, ce qui mènera à une augmentation du déficit gouvernemental. Keynes prévoit, toutefois, que le gouvernement peut rembourser cette dette par le moyen de budgets excédentaires durant les années de prospérité (les années de croissance économique).

3. Les réponses varieront en fonction des points de vue des élèves. Assurez-vous que les raisons données sont en accord avec le point de vue présenté.

Raisons justifiant une réponse affirmative :

- la société suédoise est plus égalitaire — il y existe moins de pauvreté et plus de chances pour tout le monde de développer son potentiel humain;
- la société suédoise est plus solidaire — les gens se soutiennent mutuellement, ce qui crée un sentiment communautaire basé sur le souci de l'autre, la compassion et la responsabilité sociale;
- autres réponses possibles.

Raisons appuyant une réponse négative :

- les taxes sont très élevées ce qui décourage l'initiative privée et la recherche du profit, et influe négativement sur la croissance économique;
- la prise en charge par l'État de tous les besoins et responsabilités des citoyens crée une société de dépendance et limite la liberté individuelle;
- autres réponses possibles.

Contrôle — Option B — Corrigé

Complétez les phrases suivantes avec les mots ou les expressions qui manquent.

1. Adam Smith est au libéralisme « laissez-faire » ce que *J.S. Mill* est au libéralisme réformé.
2. Selon John Maynard Keynes, un gouvernement doit « *dépenser* pour ramener la prospérité ». Une intervention de la part du gouvernement est nécessaire lorsque l'économie est en *dépression* car, à l'encontre de ce que croient les libéraux, une économie ne s'*auto-corrige* pas automatiquement.
3. Une politique de relance keynésienne prévoit prendre des mesures concrètes aux niveaux fiscal, budgétaire et monétaire. Le point essentiel de toutes ces mesures est de *stimuler la demande* (3 mots). Les mesures à prendre comprendraient :
 - a) l'augmentation des paiements de transfert (les programmes sociaux);
 - b) la mise sur pied de programmes de travaux publics;
 - c) la réduction des taux d'intérêt et des taxes.
4. Dépenses > recettes (revenu) = *déficit*
Revenu > dépenses = *surplus*
5. Si un gouvernement voulait mettre fin à l'inflation, il pourrait prendre certaines mesures dont :
 - a) l'augmentation des taxes,
 - b) l'augmentation des taux d'intérêt bancaires.
6. Le keynésianisme (une politique keynésienne) cherche à assurer :
 - a) le plein emploi,
 - b) la croissance économique.et à éviter
 - c) les crises économiques cycliques,
 - d) le chômage.

7. Quelles sortes de décisions prend-on en politique fiscale?
- a) les taux d'imposition pour les particuliers et pour les corporations,
 - b) la détermination de l'assiette fiscale (entre autres réponses possibles).
8. Une politique keynésienne cherche à naviguer (à guider l'économie) entre les écueils de l'inflation d'une part et du chômage (ou de la récession) de l'autre.
9. L'entreprise publique est parfois utilisée pour mener à bien les grands projets d'infrastructure que le secteur privé est incapable de financer à lui seul. Cela est particulièrement vrai dans le cas du Canada où l'entreprise publique s'est chargée de projets comme :
- a) la voie maritime du Saint-Laurent,
 - b) la construction des canaux et écluses reliant les Grands Lacs (autres réponses possibles : la construction de la route transcanadienne, l'entretien des ports).
10. Nommez deux entreprises publiques au Canada :
- a) Postes Canada,
 - b) Énergie atomique du Canada (entre autres réponses possibles).
11. Dans certains pays, le gouvernement arrive à des décisions économiques après consultation avec les représentants du monde des affaires et du travail. On parle dans ce cas de *trilatéralisme* (ou de *concertation à trois*).
- La planification *indicative* dénote les mesures prises par le gouvernement après consultation avec les autres acteurs économiques afin d'orienter et de guider le développement économique du pays à moyen terme.
12. La mise sur pied d'un « État-providence » a pour but :
- a) d'égaliser les chances et les conditions de vie des citoyens,
 - b) de maximiser le potentiel humain (autres réponses possibles : d'éliminer la pauvreté et d'en réduire les coûts sociaux; de créer un sens de solidarité humaine).
13. Un État-providence garantit un ensemble de programmes sociaux comprenant d'habitude :
- a) hospitalisation gratuite,
 - b) soins de santé gratuits,

- c) garderies pour enfants gratuites (entre autres réponses possibles).
14. Dans une économie mixte, la nationalisation est limitée aux industries et services *clés* (*essentiels, cruciaux*).
15. Donnez deux critiques dirigées contre l'État-providence :
- a) il coûte cher et nécessite des taxes élevées,
 - b) il crée un climat de dépendance (les individus cherchent auprès de l'État les solutions à leurs problèmes, au lieu de les résoudre eux-mêmes).
16. Nommez deux valeurs sur lesquelles repose le socialisme démocratique :
- a) égalité,
 - b) bien-être collectif (entre autres réponses possibles).
17. Le parti social-démocrate qui a pris le pouvoir en Saskatchewan en 1944 s'appelait le CCF (*la « Cooperative Commonwealth Federation »*). Il s'appelle aujourd'hui le NPD (*le Nouveau Parti démocratique*). Son chef en Saskatchewan à l'époque de sa première victoire électorale était Tommy Douglas.
18. Les réalisations du « Parti socialiste » de la Saskatchewan ont été nombreuses. Elles comprennent :
- a) l'adoption de l'assurance-maladie,
 - b) la nationalisation de l'assurance-automobile (entre autres réponses possibles).
19. Une taxation est *progressive* quand le taux d'imposition monte en même temps que le revenu de l'individu. Si le taux d'imposition est le même pour tout le monde, on parle d'une taxation *uniforme*. Cette dernière pratique constitue une forme de taxation *régressive*, car elle pèse plus lourdement sur les gens à faible revenu que sur les gens à revenu élevé.
20. Le réseau de sécurité sociale au Canada comprend des programmes comme :
- a) l'assurance-emploi,
 - b) les pensions de vieillesse,
 - c) l'assurance-maladie (entre autres réponses possibles).

21. Nommez un programme social qui existe en Suède, mais pas au Canada :
- a) les garderies gratuites pour enfants âgés d'un an et plus (entre autres réponses possibles).
22. Consultez le tableau ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

Pays	Part du revenu que reçoivent les 40 % des familles les moins bien rémunérés (en pourcentage — 1980 - 1991)
Canada	17,5
Suisse	16,9
Japon	21,9
Suède	21,2
Norvège	19
France	18,4
Australie	15,5
États-Unis	15,7
Pays-Bas	20,1
Allemagne	19,5
Belgique	21,6
Danemark	17,4
Finlande	18,4

- a) Quel pays a la société la **plus** égalitaire? *Le Japon.*
- b) Quel pays a la société la **moins** égalitaire? *L'Australie.*

TOTAL : /50 points

Chapitre 9 : L'économie centralisée

Contrôle — Option 1 — Corrigé

1. Les élèves devraient discuter les aspects suivants de chaque politique :

Communisme de guerre : une politique économique de centralisation et de coercition comportant les éléments suivants :

- le travail obligatoire,
- la nationalisation des entreprises,
- l'interdiction du commerce privé,
- les réquisitions forcées.

La Nouvelle Politique économique (NEP) : une politique de décentralisation et de libéralisation provisoire comportant les éléments suivants :

- le retour aux particuliers des usines de moins de 21 ouvriers,
- la suppression du travail obligatoire,
- la réintroduction d'un salaire hiérarchisé avec primes de rendement, d'ancienneté et même participation aux bénéfices,
- la réintégration des échanges monétaires classiques,
- l'abolition des réquisitions et la libre commercialisation des surplus agricoles sur les marchés,
- la reconnaissance du droit de disposer de sa ferme comme d'une propriété privée,
- le droit d'embaucher des salariés.

2. Les élèves peuvent adopter un point de vue favorable ou défavorable par rapport à la politique d'industrialisation de Staline. Les points à soulever dans un cas comme dans l'autre sont les suivants :

Point de vue favorable :

- dès la fin des années 1930, les plans quinquennaux mis en place par Staline ont permis à l'URSS de se placer au quatrième rang dans le monde pour la production industrielle;
- entre 1928 et 1932, le nombre d'ouvriers industriels était passé de trois à six millions;
- en 1934, l'URSS produisait plus de fer et d'acier que la Grande-Bretagne;
- durant le premier plan quinquennal (1928 - 1932), la production de pétrole a doublé, celle de l'électricité a augmenté de 550 pour cent; la production des machines s'est accrue de 400 pour cent et de nouvelles industries, telles que les industries du caoutchouc synthétique, du plastique et de l'aéronautique, ont été établies;

- entre 1928 et 1932, la part de la production industrielle par rapport à la production agricole est passée de 48 pour cent à 70 pour cent.

Point de vue défavorable :

- la croissance industrielle s'est faite aux détriments des besoins du consommateur;
- l'élimination des koulaks a coûté la vie à 8 millions de personnes;
- la famine a ravagé certaines parties de l'URSS;
- la politique stalinienne a abruti la nation sur le plan moral et spirituel.

3. Les élèves devraient soulever les points suivants :

Avantages de la planification centralisée :

- permet l'établissement de priorités nationales dans l'intérêt de la nation et non seulement dans l'intérêt du monde des affaires;
- permet le changement rapide d'une société rurale à une société industrialisée;
- permet la mise au point d'un plan de développement à long terme;
- permet un haut niveau d'investissement;
- permet l'exécution des priorités établies et la canalisation des énergies de la société dans l'économie.

Inconvénients de la planification centralisée :

- il est presque impossible pour une agence de planification centrale de prévoir la demande des consommateurs;
- il y a dislocation entre production et vente — les entreprises s'efforcent de rencontrer les objectifs du plan et le quota qui leur est assigné, se souciant peu ou pas de la vente du produit fini;
- les entreprises ont intérêt à baisser les quotas afin de pouvoir les rencontrer plus facilement — la tendance est donc vers une moindre productivité et non pas vers une plus grande productivité;
- les entreprises ont tendance à exagérer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de production — cela encourage le gaspillage;

378

- les primes sont payées en fonction de la production déclarée et pas nécessairement en fonction de la production réelle, ce qui encourage le mensonge et les fausses statistiques;
 - il n'y a aucune incitation à l'innovation ou à l'introduction de nouvelles technologies.
4. Les élèves devraient soulever les points suivants :
- la mort de Staline marque la fin d'une époque de répression politique et économique;
 - le nouveau dirigeant, Nikita Khrouchtchev, annonce des mesures pour libéraliser un tant soit peu l'économie dont :
 - la décentralisation économique,
 - le relèvement des prix agricoles,
 - l'adoption d'un nouveau plan septennal dont l'objectif est de rattraper les pays capitalistes avancés;
 - les réformes de Khrouchtchev se retournent contre lui — face à l'opposition de la nomenklatura, les réformes agricoles se soldent par un échec et en 1963, pour la première fois dans son histoire, l'URSS doit importer du blé;
 - en 1963, Khrouchtchev est démis de ses fonctions et remplacé par Brejnev;
 - au nom de la stabilité et du « retour à la normale », Brejnev annule bon nombre des réformes adoptées par Khrouchtchev, y compris la décentralisation. Brejnev décrète toutefois que le plan doit mieux tenir compte des coûts réels de la production afin d'établir un lien plus direct entre la production et les prix. Brejnev ne réussit cependant pas à endiguer le ralentissement du taux de croissance économique;
 - les années de Brejnev (1963 à 1982) se caractérisent par la stagnation et l'immobilisme économique. Le taux de croissance économique ne cesse de baisser, ce qui risque de mettre en péril le progrès accompli depuis plusieurs années et le poids économique de l'URSS sur la scène mondiale;
 - en 1985, le parti se donne un nouveau chef, en l'occurrence Gorbatchev, qui décide que d'importantes réformes politiques et économiques s'imposent pour endiguer l'hémorragie économique. Côté économique, il annonce une politique de perestroïka, c'est-à-dire de restructuration et de libéralisation. Gorbatchev souhaite intégrer certains éléments de la pratique capitaliste afin de sauver l'essentiel du système communiste. Ses tentatives de réforme soulèvent l'opposition de la nomenklatura, tandis que ses réformes politiques permettent une renaissance du vieux démon du nationalisme. La dérive économique ainsi que la pression nationaliste le mènent à sa perte, qui se concrétise avec l'éclatement de l'URSS en 1991.

5. Les élèves devraient mentionner :

- un bilan plutôt ambigu ou partagé;
- une croissance assez importante durant les premières années (supérieure parfois aux pays capitalistes), suivies de périodes d'immobilisme et de stagnation, suivies elles-mêmes d'une période de croissance négative;
- d'importants accomplissements sur le plan social, avec référence à quelques indicateurs sociaux — taux de mortalité infantile, taux de scolarisation ou d'alphabétisation, espérance de vie;
- réalisations par rapport à la distribution de la richesse nationale (la question des inégalités);
- la qualité générale de la vie (telle que mesurée par l'Index du développement humain des Nations Unies).

Contrôle — Option 2 — Corrigé

Complétez les phrases suivantes à l'aide des mots ou des expressions appropriés.

1. La Première Guerre mondiale et la Révolution bolchevique sont suivies en Russie (Union soviétique) d'une guerre civile ainsi que d'une guerre contre la Pologne.
2. a) Pendant les premières années après la révolution, Lénine adopte une politique économique appelée « communisme de guerre ».
b) Les mesures prises dans le cadre de cette politique incluent :
 - i. les réquisitions forcées,
 - ii. la nationalisation des entreprises (entre autres réponses possibles).
3. À la campagne, les communistes concentrent leur hostilité sur un groupe de paysans généralement plus riches que les autres, appelés les *koulaks*.
4. La politique économique menée par Lénine conduit à la révolte ouverte. En 1921, les *marins* de Cronstadt se soulèvent, preuve que Lénine avait perdu l'appui même de ses premiers alliés.
5. a) En réponse au soulèvement de Cronstadt, Lénine change son fusil d'épaule en adoptant une nouvelle politique appelée la *NEP*.
b) Les mesures prises dans le cadre de ce programme incluent :
 - i. le retour aux particuliers des usines de moins de 21 ouvriers,
 - ii. la suppression du travail obligatoire,
 - iii. l'abolition des réquisitions (entre autres réponses possibles).
6. Suite à la mort de Lénine, après avoir consolidé son pouvoir, Staline adopte une nouvelle politique économique dont les traits principaux sont :
 - i. la collectivisation des terres,
 - ii. une politique d'industrialisation à outrance (entre autres réponses possibles).
7. Dans l'économie soviétique, la tâche de planifier l'économie revient à un organisme gouvernemental central appelé le *GOSPLAN*. Cet organisme prévoit et établit les objectifs économiques à plus long terme à l'aide de plans *quinquennaux*.

8. Dans une économie centralisée, les entreprises sont *publiques (nationalisées, socialisées)*. Chaque entreprise tente de rencontrer les *objectifs (quotas)* qui lui sont assignés par le gouvernement.
9. a) Donnez deux avantages d'une économie centralisée :
- i. établissement de priorités d'intérêt national, pas seulement dans l'intérêt du monde des affaires
 - ii. permet un haut niveau d'investissement dans les secteurs jugés importants pour l'État (entre autres réponses possibles).
- b) Donnez deux inconvénients d'une économie centralisée :
- i. il existe un manque de rapport entre production et vente,
 - ii. il y a un manque d'attention aux coûts de production (entre autres réponses possibles).
10. À quel nom associe-t-on l'époque liée au phénomène de stagnation économique?
- Brejnev.
11. a) En 1985, peu après son élection au poste de chef du Parti communiste soviétique, *Gorbatchev* lance une nouvelle politique économique connue sous le nom de *perestroïka*.
- b) Les réformes qu'il préconise rencontrent l'opposition de la *nomenklatura (des apparatchiks)*.

TOTAL : /25 points

312

Chapitre 10 : Tendances politiques et économiques actuelles

Contrôle — Corrigé

Les élèves n'ont à répondre qu'à UNE des questions suivantes.

1. Discutez les avantages et les inconvénients de la mondialisation des marchés.

- dans leur réponse, les élèves doivent indiquer qu'ils comprennent le sens de mondialisation;
- ils doivent discuter aussi certains des avantages et des inconvénients suivants :

Avantages :

- compétition à l'échelle mondiale, ce qui permet de réduire les prix, d'augmenter la production et la vente et de mieux servir le consommateur;
- meilleure efficacité — les entreprises peuvent profiter des avantages relatifs des différents pays;
- création d'emploi dans les pays en développement;
- spécialisation du travail à l'échelle mondiale;
- chaque pays peut mieux tirer profit de ses avantages relatifs.

Inconvénients :

- perte de souveraineté au niveau des gouvernements des États au profit des firmes multinationales;
- harmonisation par le biais des politiques sociales, économiques et écologiques;
- la croissance du pouvoir des institutions mondiales financières;
- diminution du rôle du pouvoir public;
- disparition du concept de citoyen;
- démantèlement de l'État-providence;
- uniformisation des systèmes économiques et des cultures.

2. « Le monde moderne se caractérise par une augmentation des inégalités à l'intérieur des États comme entre les États. » Justifiez, avec des exemples à l'appui, cet énoncé.

Cet énoncé se justifie en se référant aux statistiques relevées dans le Rapport sur le développement humain de 1996 comme à celles relevées par Paul Krugman, The Bread for World Institute et le Conseil canadien pour le développement social. Toutes ces statistiques sont présentées et discutées dans le texte.

3. Discutez le sens, les principales valeurs et les perspectives d'avenir de l'écologisme.

L'écologisme se rapporte à une idéologie basée sur la connaissance et le respect des milieux naturels et des êtres vivants qui l'habitent. L'écologisme prône la protection de l'environnement physique et social et le développement soutenable qui permettront aux futures générations de bénéficier à leur tour des ressources de la terre.

L'écologisme repose sur les valeurs suivantes :

- la justice sociale;
- le développement soutenable;
- l'économie communautaire;
- la décentralisation;
- le féminisme;
- le respect de la diversité;
- la démocratie communautaire.

Quant aux perspectives d'avenir, l'élève devrait faire mention de la mise sur pied dans certains pays de partis verts et du succès qu'ont connu dans certaines de leurs stratégies des groupes comme Greenpeace et le World Wildlife Federation. L'élève pourrait aussi discuter de la conscientisation qui se fait au niveau international par le biais des délibérations et des conférences des Nations Unies. On ferait mention, à cet égard, du rapport Brundtland et des sommets écologiques tenus à Rio de Janeiro et à Kyoto.

TOTAL : /25 points

EXAMEN A — CHOIX MULTIPLES
LES SYSTÈMES POLITIQUES — CORRIGÉ

1.	B	18.	B	35.	D
2.	B	19.	D	36.	B
3.	C	20.	B	37.	B
4.	B	21.	A	38.	A
5.	C	22.	A	39.	A
6.	D	23.	D	40.	B
7.	B	24.	D	41.	A
8.	A	25.	B	42.	D
9.	A	26.	D	43.	C
10.	D	27.	A	44.	A
11.	A	28.	C	45.	D
12.	A	29.	A	46.	C
13.	D	30.	C	47.	A
14.	C	31.	B	48.	C
15.	B	32.	C	49.	B
16.	C	33.	A	50.	D
17.	B	34.	A		

EXAMEN B — CHOIX MULTIPLES

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES — CORRIGÉ — OPTION a

- | | | |
|-------|-------|-------|
| 1. B | 13. C | 25. A |
| 2. B | 14. C | 26. B |
| 3. D | 15. A | 27. D |
| 4. A | 16. B | 28. C |
| 5. B | 17. B | 29. C |
| 6. B | 18. D | 30. D |
| 7. A | 19. C | 31. C |
| 8. B | 20. B | 32. A |
| 9. C | 21. C | 33. D |
| 10. A | 22. B | 34. B |
| 11. D | 23. B | 35. A |
| 12. D | 24. C | |

EXAMEN B — CHOIX MULTIPLES

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES — CORRIGÉ — OPTION b

- | | | |
|-------|-------|-------|
| 1. C | 13. A | 25. C |
| 2. D | 14. C | 26. B |
| 3. B | 15. C | 27. B |
| 4. A | 16. A | 28. C |
| 5. C | 17. B | 29. C |
| 6. C | 18. A | 30. D |
| 7. D | 19. A | 31. D |
| 8. A | 20. D | 32. B |
| 9. C | 21. B | 33. C |
| 10. D | 22. D | 34. A |
| 11. D | 23. B | 35. A |
| 12. B | 24. D | |